

MISSION INTERMINISTÉRIELLE
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2009

TRAVAIL ET EMPLOI



NOTE EXPLICATIVE

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances (PAP) des programmes qui lui sont associés.

Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les emplois demandés pour 2009 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.

Elle inclut une présentation de la programmation pluriannuelle des crédits de la mission sur la période 2009-2011 comportant :

- la présentation stratégique de la mission ;
- la présentation de l'évolution pluriannuelle des crédits pour 2009-2011 ;
- la présentation des réformes ;
- un tableau récapitulatif des plafonds de crédits de la mission ainsi qu'une répartition indicative de ces plafonds par programme.

Suite aux modifications apportées à la maquette missions/programmes/actions dans le cadre de la construction du projet de loi de finances pour 2009 et afin de permettre une analyse systématique des écarts avec la loi de finances pour 2008, il a été décidé de retraiter, lorsque cela était nécessaire, les données de la loi de finances pour 2008 dans les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances pour 2009. Cependant, les résultats de l'exécution 2007 ne sont pas fournis compte tenu de la difficulté de retraitement de celle-ci au format de la maquette budgétaire du projet de loi de finances pour 2009.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :

■ La présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours et attributions de produits attendus en 2009 est précisée.

Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome II de l'annexe Voies et moyens).

■ Le projet annuel de performances qui regroupe

- la présentation stratégique du programme ;
- la présentation du programme et de ses actions ;
- la présentation des objectifs et des indicateurs de performance ;
- la justification au premier euro des crédits qui développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et présente un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
- une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois ;
- la présentation des coûts associés à chaque action.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT). On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80% sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80% correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

TABLE DES MATIÈRES

Mission

TRAVAIL ET EMPLOI	7
Présentation de la programmation pluriannuelle	8
Récapitulation des crédits	10

Programme 102

ACCÈS ET RETOUR À L'EMPLOI	15
Présentation stratégique du projet annuel de performances	16
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	18
Présentation du programme et des actions	23
Objectifs et indicateurs de performance	31
Justification au premier euro	39
Opérateurs	68
Analyse des coûts du programme et des actions	77

Programme 103

ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI	81
Présentation stratégique du projet annuel de performances	82
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	84
Présentation du programme et des actions	95
Objectifs et indicateurs de performance	103
Justification au premier euro	111
Opérateurs	136
Analyse des coûts du programme et des actions	140

Programme 111

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'EMPLOI ET DES RELATIONS DU TRAVAIL	145
Présentation stratégique du projet annuel de performances	146
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	148
Présentation du programme et des actions	153
Objectifs et indicateurs de performance	162
Justification au premier euro	168
Opérateurs	178
Analyse des coûts du programme et des actions	185

Programme 155

CONCEPTION, GESTION ET ÉVALUATION DES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	189
Présentation stratégique du projet annuel de performances	190
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	192
Présentation du programme et des actions	195
Objectifs et indicateurs de performance	200
Justification au premier euro	205
Opérateurs	225
Analyse des coûts du programme et des actions	232

MISSION

MISSION**TRAVAIL ET EMPLOI**

Présentation de la programmation pluriannuelle

8

Récapitulation des crédits

10

PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

Christine LAGARDE Ministre de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi

Xavier BERTRAND Ministre du Travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité

■ PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA MISSION

La mission Travail et Emploi exprime le lien étroit entre les politiques de l'emploi et du travail ; elle comporte quatre programmes dont deux sont placés sous l'autorité de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi : le programme « Accès et retour à l'emploi » (102) et le programme « Anticipation des mutations économiques et développement de l'emploi » (103) et deux sous l'autorité du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité : le programme « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations de travail » (111) et le programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » (155) programme soutien de la mission.

Les politiques de l'emploi et du travail sont mises en œuvre par un réseau unique de services déconcentrés à forte polyvalence (de l'ordre de 10 000 agents).

Les objectifs stratégiques de la mission, au service du développement économique, sont orientés :

- d'une part vers les entreprises et leurs salariés, visant à favoriser la mise en place de bonnes conditions de travail et un dialogue social dense et de qualité,
- d'autre part vers l'accès et le retour à l'emploi des primo demandeurs ou des personnes privées d'emploi, en particulier celles qui rencontrent des difficultés particulières (jeunes sans qualification, seniors, chômeurs de longue durée, bénéficiaires des minima sociaux, travailleurs handicapés) notamment en améliorant la sécurisation des parcours professionnels pour faire face aux évolutions du travail, comme aux aléas de la vie professionnelle.

En ce qui concerne la qualité de l'emploi et des relations du travail, les grandes priorités demeurent :

- l'adaptation et la rénovation des règles du marché du travail, en vue notamment d'une meilleure efficacité économique et sociale et d'une plus grande effectivité du droit du travail, garantissant aux travailleurs une réelle sécurité juridique ;
- le renforcement du dialogue social et de la démocratie sociale dans le cadre des lois du 30 janvier 2007 portant modernisation du dialogue social et du 20 août 2008 pour sa partie relative à la représentativité syndicale, aux élections professionnelles et aux règles de validité des accords. La mise en place du système de mesure de l'audience syndicale en particulier, sera l'une des principales priorités des trois prochaines années, pour aboutir à une représentation des partenaires sociaux plus équilibrée ;
- l'amélioration des conditions de travail dans le cadre fixé par le plan santé au travail et par les conférences tripartites d'octobre 2007 et de juin 2008 (prévention et réduction des risques professionnels).

Les priorités de la politique de l'emploi seront, sur la période du budget pluriannuel :

- l'amplification de la mobilisation contre le chômage, dont le taux s'établit à 7,2 % au deuxième trimestre 2008, soit le plus bas niveau depuis 25 ans ;
- l'unification du service public de l'emploi, grâce à la fusion entre l'ANPE et le réseau opérationnel de l'assurance chômage (Assédics) ;
- le développement de l'emploi des jeunes et des seniors ;
- le développement de l'emploi des personnes handicapées ;
- l'insertion par l'activité économique.

■ PRÉSENTATION DE L'ÉVOLUTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS POUR 2009-2011

Pour mener à bien les priorités relatives à la qualité de l'emploi et des relations de travail, le plan de modernisation et de développement de l'inspection du travail (PMDIT) lancé en 2007 avec la création de 374 emplois sur les années 2007 et 2008, se poursuit en 2009 avec la création de 160 emplois supplémentaires d'inspecteurs et de contrôleurs.

Concernant les politiques de l'emploi, l'évolution pluriannuelle des programmes 102 et 103 présentée dans le tableau de synthèse ci-après résulte de la conjonction de :

- l'extinction d'un certain nombre de dispositifs qui conduit à mobiliser progressivement moins de crédits budgétaires. A titre d'exemple, les contrats aidés en extinction (emplois jeunes, contrat emploi consolidé ou SEJE), ou les bénéficiaires de l'allocation équivalent retraite vont diminuer fortement ou s'éteindre à horizon 2011 ;
- l'impact pluriannuel de réformes structurelles engagées jusqu'en 2009 telle que la réforme de l'exonération du contrat de professionnalisation ou le plafonnement des aides à l'emploi dans le secteur hôtels-cafés-restaurants à 30 équivalents temps plein.

Par ailleurs, à partir de 2010 et suite aux négociations engagées entre les partenaires sociaux, les régions et l'Etat, les moyens de la formation professionnelle seront mieux orientés vers les demandeurs d'emploi et les salariés en situation de fragilité, dans le cadre du dispositif de sécurisation des parcours professionnels.

■ PRÉSENTATION DES RÉFORMES

Deux réformes sont conduites dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques et étroitement corrélées avec le PMDIT ; il s'agit :

- d'une part de la réorganisation des services déconcentrés du ministère, qui se traduira par la création des directions régionales des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). Ces directions constitueront des services déconcentrés communs au ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. Les DIRECCTE auront en charge tous les aspects de la vie des entreprises (en dehors de la fiscalité) afin de créer les synergies propres à l'accroissement de la compétitivité dans une logique de développement de l'activité économique. L'ensemble des DIRECCTE sera en place au plus tard le 1er janvier 2011.

- d'autre part, la fusion, dès 2009, des trois inspections du travail rattachées actuellement aux ministères chargés du travail, de l'agriculture et des transports sous l'autorité du ministre chargé du travail, conformément à la décision du conseil de modernisation des politiques publiques.

Enfin, parallèlement aux réformes de la RGPP, la mise en œuvre de la fusion ANPE-Assedic permettra d'accroître l'efficacité et l'efficacité du service public de l'emploi en renforçant l'accompagnement des demandeurs d'emploi et les services aux entreprises. Le rapprochement des deux réseaux permettra également d'augmenter la part des agents qui interviennent auprès des publics et de rationaliser les différents dispositifs d'aide.

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

2009 / 2011 RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME

Avertissement

La répartition par programme, ferme pour le PLF, est indicative pour les 2ème et 3ème années. Les plafonds par mission sont fermes.

Mission / Programme		PLF 2009	2010	2011
Travail et emploi	<i>Plafond AE</i>	11 734 784 289	10 738 457 849	10 596 481 101
	<i>Plafond CP</i>	11 821 145 649	10 740 165 875	10 514 432 354
Accès et retour à l'emploi	<i>AE</i>	<i>5 757 451 024</i>	<i>5 022 419 260</i>	<i>4 715 801 136</i>
Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi	<i>CP</i>	<i>5 810 992 384</i>	<i>5 022 419 260</i>	<i>4 715 801 136</i>
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	<i>AE</i>	<i>5 122 534 914</i>	<i>4 834 140 834</i>	<i>4 893 835 346</i>
Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi	<i>CP</i>	<i>5 130 734 914</i>	<i>4 830 724 269</i>	<i>4 891 442 451</i>
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	<i>AE</i>	<i>49 473 409</i>	<i>60 565 409</i>	<i>151 820 000</i>
Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité	<i>CP</i>	<i>86 893 409</i>	<i>78 490 000</i>	<i>84 964 148</i>
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	<i>AE</i>	<i>805 324 942</i>	<i>821 332 346</i>	<i>835 024 619</i>
Ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité	<i>CP</i>	<i>792 524 942</i>	<i>808 532 346</i>	<i>822 224 619</i>

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
102	Accès et retour à l'emploi	6 335 109 300	5 757 451 024		6 345 349 300	5 810 992 384	
01	Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi (libellé modifié)	3 459 077 053	3 203 445 024		3 459 077 053	3 213 698 010	
02	Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail	2 876 032 247	2 554 006 000		2 886 272 247	2 597 294 374	
103	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	5 255 194 187	5 122 534 914	9 200 000	5 276 194 187	5 130 734 914	9 200 000
01	Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	501 511 018	416 887 853	9 200 000	510 261 018	425 087 853	9 200 000
02	Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (libellé modifié)	3 413 682 354	3 173 032 670		3 425 682 354	3 173 032 670	
03	Développement de l'emploi	1 340 000 815	1 532 614 391		1 340 250 815	1 532 614 391	
111	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	167 256 666	49 473 409		126 976 666	86 893 409	
01	Santé et sécurité au travail	30 127 604	24 940 586		28 297 604	25 710 586	
02	Qualité et effectivité du droit	53 970 390	19 432 823		68 820 390	31 482 823	
03	Dialogue social et démocratie sociale	83 158 672	5 100 000		29 858 672	29 700 000	
04	Lutte contre le travail illégal						
155	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	759 348 215	805 324 942	25 200 000	731 586 215	792 524 942	25 200 000
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	108 129 847	107 163 656		108 129 847	107 163 656	
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	81 667 775	83 386 070		81 667 775	83 386 070	
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	191 798 942	245 111 678		191 798 942	245 111 678	
05	Soutien	340 680 705	331 291 331		312 718 705	318 491 331	
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	37 070 946	38 372 207		37 270 946	38 372 207	
07	Fonds social européen - Assistance technique	0		25 200 000	0		25 200 000

Travail et emploi

Mission RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
102 / Accès et retour à l'emploi	6 335 109 300	5 757 451 024		6 345 349 300	5 810 992 384	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 673 785 750	1 679 160 346		1 673 785 750	1 660 330 346	
Titre 6. Dépenses d'intervention	4 661 323 550	4 078 290 678		4 671 563 550	4 150 662 038	
103 / Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	5 255 194 187	5 122 534 914	9 200 000	5 276 194 187	5 130 734 914	9 200 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	202 775 689	38 235 184		214 775 689	38 235 184	
Titre 6. Dépenses d'intervention	5 052 418 498	5 084 299 730	9 200 000	5 061 418 498	5 092 499 730	9 200 000
111 / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	167 256 666	49 473 409		126 976 666	86 893 409	
Titre 2. Dépenses de personnel	4 000 000	1 998 000		4 000 000	1 998 000	
Autres dépenses :	163 256 666	47 475 409		122 976 666	84 895 409	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	58 047 994	26 760 586		72 947 994	36 810 586	
Titre 6. Dépenses d'intervention	105 208 672	20 714 823		50 028 672	48 084 823	
155 / Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	759 348 215	805 324 942	25 200 000	731 586 215	792 524 942	25 200 000
Titre 2. Dépenses de personnel	529 226 307	588 245 035		529 226 307	588 245 035	
Autres dépenses :	230 121 908	217 079 907	25 200 000	202 359 908	204 279 907	25 200 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	208 004 733	195 316 165	25 200 000	183 289 037	186 366 165	25 200 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	18 108 902	17 763 742		15 062 598	13 913 742	
Titre 6. Dépenses d'intervention	4 008 273	4 000 000		4 008 273	4 000 000	
Totaux pour la mission	12 516 908 368	11 734 784 289	34 400 000	12 480 106 368	11 821 145 649	34 400 000
Dont :						
Titre 2. Dépenses de personnel	533 226 307	590 243 035		533 226 307	590 243 035	
Autres dépenses :	11 983 682 061	11 144 541 254	34 400 000	11 946 880 061	11 230 902 614	34 400 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	2 142 614 166	1 939 472 281	25 200 000	2 144 798 470	1 921 742 281	25 200 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	18 108 902	17 763 742		15 062 598	13 913 742	
Titre 6. Dépenses d'intervention	9 822 958 993	9 187 305 231	9 200 000	9 787 018 993	9 295 246 591	9 200 000

PROGRAMME 102

ACCÈS ET RETOUR À L'EMPLOI

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTINE LAGARDE, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Présentation stratégique du projet annuel de performances	16
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	18
Présentation du programme et des actions	23
Objectifs et indicateurs de performance	31
Justification au premier euro	39
Opérateurs	68
Analyse des coûts du programme et des actions	77

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Bertrand MARTINOT

Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle

Responsable du programme n° 102 : Accès et retour à l'emploi

L'ensemble des actions du programme a pour objectif de faciliter l'accès ou le retour à l'emploi, qu'il s'agisse des demandeurs d'emploi en général ou plus spécifiquement des publics qui rencontrent des difficultés particulières sur le marché du travail (jeunes sortis du système éducatif sans qualification, travailleurs handicapés, bénéficiaires de minima sociaux). Dans la logique de l'objectif européen d'amélioration des taux d'emploi, ce programme ne limite pas son champ aux seuls demandeurs d'emploi, il concerne également les inactifs susceptibles d'être incités à se présenter sur le marché du travail. Il donne en particulier une place significative aux primo entrants sur le marché du travail, dont les jeunes constituent une part importante.

Au titre de la première action relative à l'amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi, le rapprochement entre l'offre et la demande de travail nécessite une mobilisation constante du service public de l'emploi (SPE), en particulier dans « l'intermédiation » entre les besoins des entreprises et les disponibilités en main d'œuvre aux qualifications adaptées.

Afin de mieux répondre à ces objectifs, le fonctionnement du service public de l'emploi a été profondément rénové en 2008 par la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, qui a opéré la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage. La création de la nouvelle institution, issue de la fusion, a été préparée par les travaux d'une instance nationale provisoire, pour être effective au début de l'année 2009.

Cette fusion permettra d'améliorer fortement le service rendu aux usagers, qu'il s'agisse des demandeurs d'emploi ou des entreprises. Les démarches des demandeurs d'emplois, que ces derniers soient ou non indemnisés, seront simplifiées par la constitution d'un réseau unifié et polyvalent assurant l'ensemble des prestations nécessaires au recrutement, au placement et à l'indemnisation. Dans le cadre de cette opération, sont également engagés des travaux de fond en vue de la redéfinition de l'offre de services du nouvel opérateur aussi bien en ce qui concerne les demandeurs d'emploi que les entreprises.

Au titre de la seconde action relative à l'amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail, il s'agit pour l'Etat de centrer son action sur les publics qui en ont le plus besoin, en particulier les jeunes sans qualification, les seniors, les chômeurs de longue durée, les bénéficiaires de minima sociaux dont les droits et devoirs en matière d'insertion professionnelle sont renforcés dans le cadre du revenu de solidarité active (RSA), ainsi que les travailleurs handicapés. Pour ce faire, l'Etat s'appuie sur des réseaux spécialisés tels que les missions locales, les structures d'insertion par l'activité économique ou l'Association chargée de gérer le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH).

En outre, la refonte des contrats aidés existants, avec la mise en place du contrat unique d'insertion, instauré par la loi généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion, vise à une plus grande efficacité du dispositif, notamment vis-à-vis des personnes les plus en difficulté au regard de l'accès ou du retour à l'emploi. Cette réforme vise également la simplification des démarches des employeurs et une meilleure articulation avec les prestations du nouvel opérateur dans l'accompagnement des bénéficiaires de ces contrats aidés, leur permettant d'accéder ou de rester dans l'emploi dans de meilleures conditions à l'échéance des contrats.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Favoriser l'accès et le retour à l'emploi
INDICATEUR 1.1	Taux de retour à l'emploi durable des publics prioritaires et des personnes résidant en ZUS
INDICATEUR 1.2	Effectivité du contrôle de la recherche d'emploi
INDICATEUR 1.3	Part des bénéficiaires de la prime pour l'emploi (PPE) précédemment au chômage ou inactifs
OBJECTIF 2	Améliorer l'efficacité du service rendu à l'utilisateur par l'opérateur unique
INDICATEUR 2.1	Nombre de mises en relation positives rapporté au nombre de mises en relation
INDICATEUR 2.2	Délai moyen de satisfaction d'une offre déposée auprès de l'opérateur unique
INDICATEUR 2.3	Coût de la mise en relation positive
INDICATEUR 2.4	Nombre de seniors de plus de 50 ans ayant bénéficié d'une mise en relation positive sur le nombre de seniors inscrits comme demandeurs d'emploi
INDICATEUR 2.5	Pourcentage de demandeurs d'emploi satisfaits des services rendus par l'opérateur unique
INDICATEUR 2.6	Part de marché de l'opérateur unique sur l'offre d'emploi
INDICATEUR 2.7	Pourcentage des employeurs satisfaits des services rendus par l'opérateur unique
OBJECTIF 3	Accompagner vers l'emploi les personnes les plus éloignées du marché du travail
INDICATEUR 3.1	Taux d'insertion dans l'emploi 6 mois après la sortie des contrats aidés
INDICATEUR 3.2	Taux d'insertion dans l'emploi durable 18 mois après la sortie des CIE, CAE, contrats d'avenir et CI-RMA comparativement à une population témoin
INDICATEUR 3.3	Part des salariés en contrats aidés ayant bénéficié d'un suivi par l'opérateur unique
INDICATEUR 3.4	Taux d'insertion dans l'emploi durable des jeunes bénéficiaires d'un dispositif spécifique (CIVIS, EPIDe, contrat d'autonomie)
INDICATEUR 3.5	Taux d'insertion dans l'emploi à la sortie des structures d'insertion par l'activité économique en fonction de la durée de présence (EI, ETTI, AI)
INDICATEUR 3.6	Taux de placement dans l'emploi des travailleurs handicapés
INDICATEUR 3.7	Part des jeunes non qualifiés (niveaux VI et V bis et V sans diplôme) et des jeunes résidant en ZUS dans le total des jeunes bénéficiaires d'un dispositif spécifique (CIVIS, EPIDe, contrat d'autonomie)

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi (libellé modifié)	1 446 587 963	1 756 857 061	3 203 445 024	
01-01	Indemnisation des demandeurs d'emploi (libellé modifié)	86 587 963	1 647 657 061	1 734 245 024	
01-02	Coordination du service public de l'emploi (libellé modifié)	1 360 000 000	109 200 000	1 469 200 000	
02	Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail	232 572 383	2 321 433 617	2 554 006 000	
02-01	Insertion dans l'emploi au moyen de contrats aidés (libellé modifié)	38 742 383	1 564 177 617	1 602 920 000	
02-02	Accompagnement des publics les plus en difficultés	193 830 000	757 256 000	951 086 000	
Totaux		1 679 160 346	4 078 290 678	5 757 451 024	

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi (libellé modifié)	1 446 587 963	1 767 110 047	3 213 698 010	
01-01	Indemnisation des demandeurs d'emploi (libellé modifié)	86 587 963	1 657 910 047	1 744 498 010	
01-02	Coordination du service public de l'emploi (libellé modifié)	1 360 000 000	109 200 000	1 469 200 000	
02	Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail	213 742 383	2 383 551 991	2 597 294 374	
02-01	Insertion dans l'emploi au moyen de contrats aidés (libellé modifié)	38 742 383	1 618 795 991	1 657 538 374	
02-02	Accompagnement des publics les plus en difficultés	175 000 000	764 756 000	939 756 000	
Totaux		1 660 330 346	4 150 662 038	5 810 992 384	

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Coordination du service public de l'emploi, indemnisation des demandeurs d'emploi et rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi	1 507 862 750	1 951 214 303	3 459 077 053	
01-01	Coordination du SPE et indemnisation des demandeurs d'emploi	88 672 750	1 939 214 303	2 027 887 053	
01-02	Rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi	1 419 190 000	12 000 000	1 431 190 000	
02	Mise en situation d'emploi des publics fragiles	165 923 000	2 710 109 247	2 876 032 247	
02-01	Construction de parcours vers l'emploi durable	40 970 000	1 938 268 874	1 979 238 874	
02-02	Accompagnement des publics les plus en difficultés	124 953 000	771 840 373	896 793 373	
Totaux		1 673 785 750	4 661 323 550	6 335 109 300	

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Coordination du service public de l'emploi, indemnisation des demandeurs d'emploi et rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi	1 507 862 750	1 951 214 303	3 459 077 053	
01-01	Coordination du SPE et indemnisation des demandeurs d'emploi	88 672 750	1 939 214 303	2 027 887 053	
01-02	Rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi	1 419 190 000	12 000 000	1 431 190 000	
02	Mise en situation d'emploi des publics fragiles	165 923 000	2 720 349 247	2 886 272 247	
02-01	Construction de parcours vers l'emploi durable	40 970 000	1 948 508 874	1 989 478 874	
02-02	Accompagnement des publics les plus en difficultés	124 953 000	771 840 373	896 793 373	
Totaux		1 673 785 750	4 671 563 550	6 345 349 300	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		1 673 785 750	1 679 160 346		1 673 785 750	1 660 330 346
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		6 419 000	147 218 376		6 419 000	128 388 376
Subventions pour charges de service public		1 667 366 750	1 531 941 970		1 667 366 750	1 531 941 970
Titre 6. Dépenses d'intervention		4 661 323 550	4 078 290 678		4 671 563 550	4 150 662 038
Transferts aux ménages		1 931 381 250	1 625 637 061		1 931 381 250	1 662 950 047
Transferts aux entreprises		927 272 400	758 758 200		927 272 400	766 468 200
Transferts aux autres collectivités		1 802 669 900	1 693 895 417		1 812 909 900	1 721 243 791
Totaux		6 335 109 300	5 757 451 024		6 345 349 300	5 810 992 384

DÉPENSES FISCALES¹

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (6)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
110227	Prime pour l'emploi en faveur des contribuables modestes déclarant des revenus d'activité Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes actives aux revenus modestes</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 8 940 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2001 - Dernière modification : 2007 - CGI : 200 sexes</i>	4 520	4 400	3 900
720106	Exonération des associations intermédiaires conventionnées, visées à l'article L. 5132-7 du code du travail dont la gestion est désintéressée Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider les associations conventionnées à but non lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 815 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1987 - Dernière modification : 1998 - CGI : 261-7-1° bis</i>	75	75	75
120207	Exonération des primes d'intéressement à la reprise d'un emploi des titulaires de minima sociaux Impôt sur le revenu <i>Objectif : Inciter à la reprise d'un emploi</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 81-9° quater et quinquies</i>	2	10	15
110237	Crédit d'impôt en cas de déménagement pour reprise d'une activité salariée Impôt sur le revenu <i>Objectif : Inciter à la reprise d'un emploi</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 52 400 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2006 - CGI : 200 duodecies</i>	72	10	10
130212	Déduction supplémentaire égale à 10 % des revenus tirés de la location de l'ancienne habitation principale en cas de mobilité professionnelle Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser la mobilité des salariés</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 18 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2005 - CGI : 31-I-1°-i</i>	3	5	7

¹ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
120306	Déduction forfaitaire minimale pour frais professionnels prévue pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an Impôt sur le revenu <i>Objectif : Inciter à la reprise d'un emploi</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 590 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 1978 - Dernière modification : 2006 - CGI : 83-3° 3ème alinéa</i>	2	2	2
Coût total des dépenses fiscales²		4 674	4 502	4 009

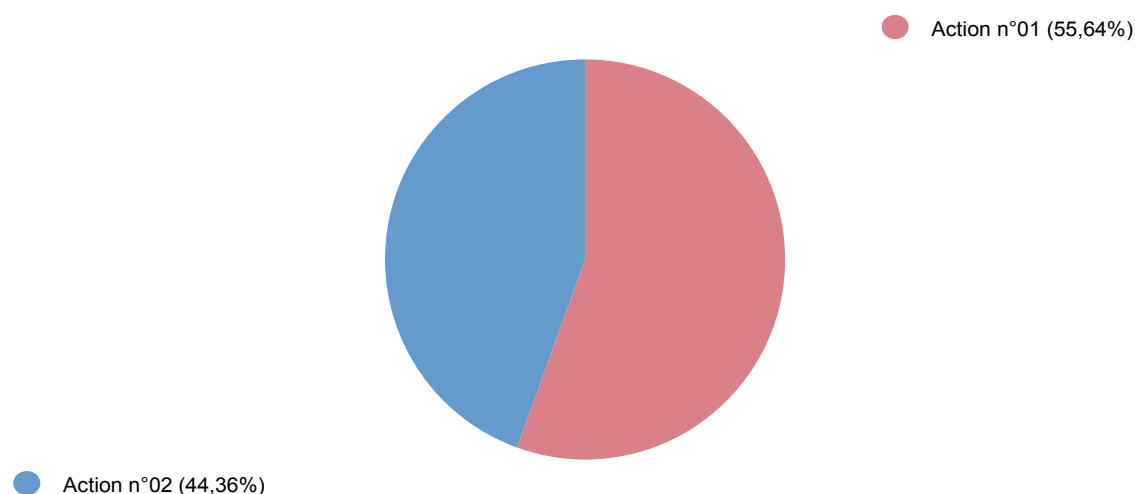
² Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi (libellé modifié)	3 203 445 024	3 213 698 010
02	Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail	2 554 006 000	2 597 294 374
Totaux		5 757 451 024	5 810 992 384

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme traduit la volonté du Gouvernement d'atteindre le plein emploi en luttant contre le chômage et l'exclusion durable du marché de l'emploi. A cet effet, plusieurs indicateurs visent à mesurer l'efficacité du service public de l'emploi et des mesures incitatives à la reprise d'une activité. En cohérence avec les conclusions du sommet de Lisbonne, le gouvernement s'est par ailleurs fixé un objectif ambitieux de lutte contre l'exclusion du marché du travail des personnes qui connaissent les taux d'emploi les plus faibles, notamment les jeunes et les seniors, en situation peu favorable par rapport à la moyenne européenne.

Les indicateurs du programme mesurent les sorties du chômage des publics les plus éloignés de l'emploi ainsi que l'impact des politiques en faveur de l'insertion, en particulier :

- la prévention du chômage de longue durée ;
- la diminution du taux de chômage dans les zones urbaines sensibles ;
- et l'efficacité des contrats aidés et de l'ensemble des dispositifs en faveur de l'insertion dans l'emploi, qui ont fait l'objet d'un profond réexamen dans le cadre du Grenelle de l'insertion.

Ce programme est donc tourné vers les personnes rencontrant des obstacles à l'embauche en raison de leur ancienneté dans le chômage, de leur âge, de leur sexe, de leur faible niveau de qualification ou de leur absence d'expérience. Un effort significatif est fait pour l'emploi des jeunes sortis du système éducatif sans qualification et rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

Ce programme traduit également l'action publique contre toutes les discriminations pour l'accès à l'emploi, notamment celles concernant les personnes handicapées.

Le programme « accès et retour à l'emploi » est caractérisé par la mobilisation de plusieurs organismes qui agissent sur l'indemnisation du chômage et l'intermédiation sur le marché du travail.

En effet, le service public de l'emploi est responsable du placement, de l'indemnisation, de l'insertion, de la formation et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Il est constitué des services de l'État, de la nouvelle institution résultant de la fusion de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et du réseau opérationnel de l'assurance chômage et de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). D'autres acteurs peuvent y participer (collectivités locales, missions locales, ...).

Les membres du service public de l'emploi, à l'échelon national comme en région, veillent à l'approche globale de la politique de l'emploi, ainsi qu'à la cohérence et à la recherche de gains d'efficacité dans leur mise en œuvre.

Par ailleurs, pour répondre à la nécessité d'améliorer l'efficacité globale des conditions de placement des demandeurs d'emploi et rendre le marché du travail plus fluide, l'activité de placement est désormais ouverte aux organismes privés.

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 2008, la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle a l'entière responsabilité des contrats aidés ultramarins, qu'ils relèvent du secteur marchand ou du secteur non marchand. Jusqu'alors, une partie de ces contrats relevait du programme 138 « Emploi outre-mer ». Cette distinction n'apparaissait plus justifiée au regard de l'objectif unique d'accès et de retour à l'emploi. Toutefois les particularités du marché du travail ultra-marin sont prises en compte dans les modalités de répartition des enveloppes entre les régions.

OPÉRATEURS DU PROGRAMME

- L'opérateur unique résulte de la fusion entre l'ANPE et le réseau opérationnel de l'assurance chômage Unédic. La loi du 13 février 2008 pose les fondements de cette fusion dont les objectifs sont de :

- simplifier les démarches des demandeurs d'emploi en mettant à leur disposition un réseau unifié et polyvalent assurant l'ensemble des prestations nécessaires au recrutement et au placement ;
- renforcer le suivi des chômeurs en diminuant le nombre de ceux dont doit s'occuper chaque conseiller par redéploiement des effectifs ;

- redéfinir la palette des prestations offertes à l'ensemble des demandeurs d'emploi indemnisés et non indemnisés pour faciliter leur insertion sur le marché du travail ;
- construire une offre de service renouvelée à destination des entreprises en recensant mieux les offres et en connaissant mieux les besoins en termes de qualification et de formation.

- Le Fonds de solidarité, établissement public administratif, est un opérateur financier. Il réunit les moyens de financement du régime de solidarité géré par l'État pour les demandeurs d'emploi et perçoit à cet effet la contribution exceptionnelle de solidarité de 1 % ainsi qu'une subvention d'équilibre de l'État. Ses dépenses sont, pour majeure partie, consacrées à l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

- L'Établissement public d'insertion de la Défense (EPIDe) assure, au terme d'un projet éducatif global, l'insertion sociale et professionnelle de jeunes âgés entre 18 et 21 ans, en difficulté scolaire, sans qualification ni emploi, ou en risque de marginalisation.

Le programme comprend un budget opérationnel de programme (BOP) central, des BOP territoriaux et ses moyens participent à quatre documents de politique transversale : Ville, Inclusion sociale, Outre-mer, Orientation et insertion professionnelle des jeunes.

INDICATEURS DE CONTEXTE

Les indicateurs de contexte ci-dessous devraient permettre d'apprécier les conditions de mise en œuvre des politiques d'accès et de retour à l'emploi

Taux d'emploi

	Unité	2005 Réalisation	2006 Réalisation	2007 Réalisation
Ensemble	%	63,9	63,8	64,6
Jeunes	%	30,7	30,2	31,5
Seniors	%	38,7	38,1	38,3
Femmes	%	58,5	58,8	60,0

Précisions méthodologiques :

Pourcentage de l'ensemble des actifs (15-64 ans), des jeunes de 15 à 24 ans, de seniors de 55 à 64 ans, de femmes de 15-64 ans en emploi. Concepts d'emploi du BIT, âge atteint à la date de l'enquête. Données de l'Enquête Emploi en moyenne annuelle.

Source des données : Insee, calculs Dares

Taux de chômage

	Unité	2005 Réalisation	2006 Réalisation	2007 Réalisation
Ensemble	%	8,9	8,8	7,9
Jeunes	%	21,0	22,1	19,4
Seniors	%	5,2	5,7	5,1
Femmes	%	9,8	9,6	8,5

Précisions méthodologiques :

Nombre de chômeurs au sens du BIT (respectivement ensemble (15-64 ans), jeunes de 15 à 24 ans, seniors de 55 à 64 ans, femmes) rapporté au nombre d'actifs au sens du BIT (respectivement ensemble, jeunes de 15 à 29 ans, seniors de 55 à 64 ans, femmes de 15 à 64 ans). Age atteint à la date de l'enquête. Données de l'enquête emploi en moyenne annuelle.

Source des données : INSEE, calculs DARES

Personnes handicapées

	Unité	2007 Réalisation
Taux d'emploi	%	35
Taux de chômage	%	20

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 | PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Précisions méthodologiques :

Les personnes handicapées sont ici les personnes bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés au sens de la loi du 11 février 2005. Les taux d'emploi et de chômage des bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés sont établis à partir d'une enquête complémentaire à l'enquête emploi réalisée en 2007, sur une population âgée de 15 à 64 ans. Cette enquête n'est réalisée que tous les cinq ans (2002 et 2007).

Source des données : INSEE, calculs DARES

Nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois et résidant en ZUS par rapport au nombre total de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

	Unité	2007 Réalisation
DEFM ZUS / DEFM	%	11,7

Précisions méthodologiques :

Indicateur mesuré à la fin de l'année selon le ratio suivant :

Nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois et résidant en ZUS par rapport au nombre total de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois.

L'estimation est partielle. En effet, l'information sur la résidence ou non en ZUS n'est pas disponible pour environ 11 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en décembre 2007 (déménagement du demandeur, identification de la ZUS non réalisée, information non traitée). Ces demandeurs d'emploi ne sont pas pris en compte pour le calcul.

Champ : Demandeurs d'emploi de catégorie 1, 2, 3, 6, 7 et 8

Source des données : ANPE / DARES

Ancienneté au chômage

	Unité	2005 Réalisation	2006 Réalisation	2007 Réalisation
Nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 12 mois	Nombre	1 409 421	1 244 375	1 025 754
Dont nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 24 mois	Nombre	644 416	605 426	506 092

Précisions méthodologiques :

A la fin de l'année considérée :

Nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 12 mois

Nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 24 mois

Champ : demandeurs d'emploi de catégorie 1, 2, 3, 6, 7 et 8.

Source des données : ANPE / DARES

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi
- ACTION n° 02 : Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi

55,6 %



Cette action vise, d'une part, à utiliser l'indemnisation comme levier d'accès à l'emploi et, d'autre part, à mobiliser les moyens d'action du service public de l'emploi et de ses opérateurs en faveur du rapprochement entre offres et demandes d'emploi.

Les actions de ce programme s'articulent avec celles du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » afin de garantir des emplois de qualité pour les demandeurs d'emploi et, au-delà, la sécurisation de leurs parcours professionnels (accès à une formation ou à une qualification, validation des acquis d'expérience, aides à la reconversion, aide au conseil pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences...).

La coordination du service public de l'emploi vise à améliorer le service rendu aux usagers et à renforcer l'efficacité du système en définissant mieux les rôles et responsabilités de chacun. S'agissant en particulier du service rendu aux usagers, la création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance chômage doit permettre de mettre à disposition des usagers un ensemble de prestations facilitant leur orientation sur le marché du travail et leur donnant accès à un accompagnement personnalisé à chacune des étapes de leur parcours professionnel. Une convention tripartite, entre l'Etat, l'Unédic et la nouvelle institution, fixera le cahier des charges du nouvel opérateur. Elle sera déclinée au niveau régional.

Dans le cadre de la création de cette institution, les demandeurs d'emploi, qu'ils soient indemnisés par le régime d'assurance chômage ou non, suivent les actions prescrites par la nouvelle institution dans le cadre du projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE). Ces actions peuvent également être menées, en liaison avec la nouvelle institution, par tout organisme participant au service public de l'emploi

L'État, en lien avec la nouvelle institution, vérifie que les demandeurs d'emploi satisfont les conditions permettant de bénéficier des revenus de remplacement et notamment qu'ils recherchent activement un emploi. Le décret n°2005-915 du 2 août 2005, combiné aux dispositions correspondantes de la convention tripartite du 5 mai 2006, rend plus efficace le suivi de la recherche d'emploi. Dans le cadre de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage, le nombre d'acteurs parties prenantes au processus de suivi et contrôle de la recherche d'emploi passe de trois (Etat, ANPE, Unédic) à deux (Etat et nouvelle institution). Enfin, la loi n°2008-758 du 1^{er} août 2008 relative aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi redéfinit l'offre raisonnable d'emploi, que le demandeur d'emploi ne peut refuser à deux reprises sans conséquences.

La nouvelle institution participe de façon essentielle au rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi :

- elle recueille les offres d'emploi des entreprises, les accompagne dans leurs formulations de besoins de recrutement et identifie les offres d'emploi à pourvoir en leur sein ;
- la nouvelle institution joue également un rôle prépondérant dans la proposition d'offres d'emploi aux demandeurs d'emploi. Dans le cadre d'un suivi mensuel et personnalisé de ces derniers, elle identifie et prescrit, le cas échéant, des prestations d'accompagnement adaptées aux projets du demandeur d'emploi dans la perspective de son insertion sur le marché du travail ;
- enfin, elle prescrit les mesures actives, notamment les contrats aidés pour le compte de l'État.

ACTION n° 02**Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail****44,4 %**

La sélectivité du marché du travail ne permet pas à certains demandeurs d'emploi d'accéder directement à l'emploi. Des actions d'accompagnement personnalisées, le cas échéant dans des structures adaptées, constituent une étape avant l'emploi pour les publics les plus en difficulté.

Les contrats aidés, en mettant le demandeur d'emploi en situation de travail, dans le secteur marchand ou non marchand, constituent un instrument de retour ou d'accès à l'emploi. La proportion entre contrats aidés du secteur marchand ou non marchand est fixée par le service public de l'emploi au plan régional, après analyse des conditions particulières de chaque bassin d'emploi.

En 2009, la refonte des différents contrats aidés actuellement existants, en application de la loi généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion, permettra de simplifier l'architecture du système pour les employeurs et les salariés en contrat aidé, en harmonisant le régime juridique des contrats et en mettant fin à la stigmatisation induite par l'existence de contrats aidés spécifiquement dédiés aux bénéficiaires de minima sociaux. Le contrat unique d'insertion sera décliné en deux versions, une pour le secteur marchand sur le modèle de l'actuel contrat initiative emploi (CIE) et l'autre dans le secteur non marchand sur le modèle du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE).

Aux contrats aidés ainsi réformés, sera associé un accompagnement renforcé des salariés pour favoriser l'insertion de ces derniers dans l'emploi durable à l'issue du contrat. Cet accompagnement fait partie du cahier des charges qui s'impose désormais à l'opérateur unique.

Actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes.

L'accès à l'emploi des jeunes sans qualification demeure une priorité gouvernementale ; il se traduit par un accompagnement personnalisé, qui s'exerce dans le cadre du contrat d'autonomie, du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) et des établissements publics d'insertion de la Défense.

Lancé dans le cadre du plan espoir banlieue, le contrat d'autonomie est un contrat d'accompagnement intensif destiné aux jeunes de moins de 26 ans ou âgés de 30 ans dans certains cas, résidant dans des quartiers prioritaires particulièrement marqués par le chômage (zones urbaines sensibles, contrats urbains de cohésion sociale) dans 35 départements. Ces jeunes bénéficient d'un accompagnement renforcé vers l'emploi, la formation ou la création d'entreprise et perçoivent une bourse mensuelle de 300 euros, pendant les six premiers mois. En contrepartie de ces droits, les jeunes doivent suivre le parcours qui leur est proposé avec des ateliers de formation, des entretiens individuels, des remises à niveau, et ceci au quotidien. Les opérateurs sont choisis sur appels d'offres et rémunérés selon les résultats.

Le CIVIS, quant à lui est mis en œuvre par les missions locales. Les bénéficiaires font l'objet d'un accompagnement personnalisé vers l'emploi qui peut comprendre des mesures d'orientation, de qualification ou d'acquisition d'expérience professionnelle. Les jeunes sans diplômes bénéficient d'un accompagnement renforcé, assuré par un référent unique.

Outre un contrat de travail classique, le CIVIS peut déboucher sur un contrat d'apprentissage, un contrat de professionnalisation, un contrat initiative emploi, la création ou la reprise d'une activité non salariée. Les jeunes majeurs ayant signé un CIVIS peuvent bénéficier d'une allocation financière pendant les périodes de leur contrat durant lesquelles ils ne perçoivent aucune rémunération ou allocation. Cette allocation est plafonnée à 900 € par an et à 300 € par mois. Pour les jeunes confrontés à des obstacles multiples (familiaux, sociaux et culturels), le fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ) intervient en complément d'actions déjà existantes dès lors que le service public de l'emploi a repéré des besoins non couverts (hébergement, mobilité, évaluation des acquis scolaires...).

L'EPIDe, dont la tutelle est exercée conjointement par les ministères de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et de la défense, et, depuis mai 2008 du logement et de la ville, constitue un dispositif d'insertion complémentaire s'adressant aux jeunes en difficulté ayant quitté le système scolaire sans qualification.

Actions en faveur des personnes handicapées

Les personnes atteintes d'un handicap connaissent elles aussi des difficultés particulières à l'embauche nécessitant la mise en œuvre de politiques volontaristes et adaptées à la nature des obstacles rencontrés. Ainsi, malgré l'instauration d'une obligation d'emploi pour les employeurs, le taux d'emploi des personnes handicapées reste inférieur aux 6 % requis par la loi (2,7 % dans le secteur privé ; 3,1 % dans le secteur public). Avec un taux de 20 % en 2007, le chômage des personnes handicapées reste très supérieur à celui de l'ensemble de la population.

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées pose le principe de non-discrimination des handicapés dans le domaine de l'emploi, en promouvant pour eux l'accès aux dispositifs de droit commun et en faisant du travail en milieu ordinaire une priorité (mobilisation des contrats aidés des secteurs marchand et non marchand). La loi permet cependant d'adapter ou de compléter ces dispositifs et s'appuie sur le réseau des Cap-emploi, organismes de placement spécialisés conventionnés et financés par l'Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) dont les orientations sont notamment définies dans le cadre d'une convention d'objectifs conclue avec l'État.

La politique publique d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés s'articule au plan territorial avec l'ensemble des acteurs institutionnels. Les acteurs du SPE (nouvelle institution, AFPA), en liaison étroite avec les Cap-emploi, mettent en œuvre les décisions d'orientation vers le marché du travail et peuvent prescrire des actions d'accompagnement, d'accès ou de maintien dans l'emploi. Ces actions sont coordonnées avec l'activité des maisons départementales des personnes handicapées. La mise en œuvre de partenariats en matière de formation professionnelle de droit commun et spécifique (politique concertée de formation) complète ce dispositif.

Depuis 2006, l'Etat favorise de nombreux partenariats entre les maisons départementales pour l'emploi, les partenaires du SPE et l'AGEFIPH pour mieux organiser le parcours professionnel des personnes handicapées et répondre aux besoins des entreprises. Ceci est d'autant plus crucial que les demandeurs d'emploi handicapés cumulent les difficultés d'accès à l'emploi : 83 % ont une qualification inférieure ou égale au BEP, 50% ont plus de 50 ans et 45% sont inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE.

La convention d'objectifs entre l'Etat et l'Agefiph pour 2008-2010 crée une nouvelle dynamique par la définition d'objectifs nationaux resserrés dont la déclinaison régionale permet une meilleure implication des partenaires grâce à la prise en compte du contexte local.

Elle est complétée par le pacte national pour l'emploi des travailleurs handicapés qui poursuit trois objectifs : permettre un accès à l'emploi aux personnes handicapées qui peuvent travailler, amplifier la mobilisation des employeurs en faveur de l'emploi des personnes handicapées en passant d'une logique de sanction à une logique de partenariat ; faire mieux coïncider la demande des personnes handicapées et celle des entreprises.

Les entreprises adaptées contribuent également à l'accès à l'emploi des travailleurs handicapés, orientés vers le marché du travail, et reçoivent à cet effet une aide au poste par travailleur handicapé employé, versée par l'État. De plus, elles perçoivent une subvention spécifique destinée notamment à les accompagner dans leur nécessaire adaptation à la concurrence depuis leur passage dans le milieu ordinaire de travail.

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Ce secteur permet le retour vers l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Il offre un accompagnement renforcé et global intégrant une logique d'insertion professionnelle forte par une mise en situation de travail avec une dimension sociale (levée des freins à l'emploi) indispensable compte tenu des caractéristiques des publics embauchés.

La subvention de l'Etat permet de pallier la moindre productivité des salariés dans le cadre d'une activité marchande et de prendre en charge une partie du coût de cet accompagnement renforcé. Dans une optique de développement quantitatif et qualitatif de l'offre d'insertion, le plan de cohésion sociale a renforcé les moyens consacrés au secteur par une augmentation de l'aide à l'accompagnement aux associations intermédiaires, par la création d'une telle aide pour les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) et par l'augmentation du nombre d'aides aux postes dans les ACI.

Le fonds départemental de l'insertion peut être mobilisé pour soutenir la création, la diversification ou le développement de projets de structures d'insertion par l'activité économique. Il peut également contribuer à la consolidation du modèle économique de ces structures, seule garantie de leur pérennité.

En 2008, un plan de modernisation du secteur de l'insertion par l'activité économique a été établi et présenté par le secrétaire d'Etat à l'emploi le 8 juillet à l'Assemblée Plénière du Conseil National de l'Insertion par l'Activité Economique.

Ce plan, dont la réalisation totale s'échelonne sur 3 ans, a pour objectif de renforcer la performance du secteur par l'ouverture de quatre chantiers de modernisation :

- la rénovation des modalités de conventionnement des structures qui emporte l'instauration d'une véritable négociation entre l'Etat et les structures de l'IAE sur le projet d'insertion des structures et la négociation d'objectifs, d'indicateurs en vue d'une évaluation,
- la redynamisation des Conseils Départementaux de l'Insertion par l'Activité Economique, qui, sur la base des diagnostics stratégiques réalisés en 2008, doivent définir leur orientation annuelle en matière d'offre d'insertion et permettre une meilleure adéquation entre offres et besoins d'insertion sur le territoire,
- la réalisation d'outils diagnostic d'évaluation financière des structures en vue de leur consolidation économique
- la rénovation des modalités de financement des structures par l'expérimentation d'une aide aux postes modulable et encadrée aux ateliers chantiers d'insertion, entreprises d'insertion et entreprises de travail temporaire d'insertion.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Favoriser l'accès et le retour à l'emploi

Il s'agit d'une part de lutter contre les trappes à chômage et à inactivité en adaptant les conditions d'activation du revenu de remplacement qui peuvent être plus ou moins incitatives à la reprise d'activité.

Il s'agit d'autre part de mettre en évidence l'activité et les résultats de l'activité de suivi et contrôle de la recherche d'emploi, qui constitue la contrepartie de l'accompagnement fourni par le service public de l'emploi aux chômeurs indemnisés inscrits sur la liste des demandeurs d'emploi.

INDICATEUR 1.1 : Taux de retour à l'emploi durable des publics prioritaires et des personnes résidant en ZUS

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
RMistes inscrits à l'ANPE	%	-	-	-	-	-	7
Bénéficiaires de l'ASS	%	-	-	-	-	-	1,5
Travailleurs handicapés	%	-	-	-	-	-	6,5
Personnes résidant en ZUS	%	-	-	-	-	-	7

Précisions méthodologiques :

Les quatre sous indicateurs sont calculés en moyenne annuelle selon le ratio suivant :

Numérateur : moyenne du nombre d'allocataires de l'ASS, du RMI inscrits à l'ANPE, de travailleurs handicapés ou de personnes résidant en ZUS sortant vers l'emploi durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois) sur les quatre mois faisant l'objet de l'enquête sortants (mars, juin, septembre, décembre).

Dénominateur : moyenne du nombre d'allocataires de l'ASS, du RMI inscrits à l'ANPE, de travailleurs handicapés ou de personnes résidant en ZUS sur les quatre mois précédant les mois faisant l'objet de l'enquête (correspond au stock du début du mois).

La taille de l'échantillon de l'enquête a été augmentée en 2007 afin de permettre le calcul du taux d'insertion dans l'emploi durable des publics spécifiques. C'est pourquoi l'indicateur ne pourra être calculé pour l'année 2006. Une estimation pour l'année 2007 sera disponible en septembre 2008.

Seuls les RMistes relevant de la CNAF sont inscrits à l'ANPE et sont donc comptabilisés.

Source des données : ANPE / DARES

INDICATEUR 1.2 : Effectivité du contrôle de la recherche d'emploi

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage total de contrôles des demandeurs d'emploi (indemnisés + non indemnisés)	%	1,37	1,60	-	1,64	1,67	1,70
Dont pourcentage de demandeurs d'emploi indemnisés contrôlés par la nouvelle institution ayant fait l'objet d'un signalement sans radiation ou d'une radiation entraînant suspension du revenu de remplacement	%	0,67	0,83	-	0,85	0,87	0,88
Dont pourcentage de demandeurs d'emploi non indemnisés contrôlés par la nouvelle institution, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une radiation de la liste des demandeurs d'emploi	%	2,25	2,54	-	2,60	2,65	2,70

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de sanction suite à radiation ou signalement = nombre de sanctions concernant des demandeurs d'emploi indemnisés (réductions ou suppressions du revenu de remplacement) prises par l'Etat rapporté au nombre de radiations et signalements sur demandeurs d'emploi indemnisés et effectués par la nouvelle institution	%	22,7	19,6	-	20	20	21

Précisions méthodologiques :

Le premier sous indicateur de contrôle est calculé selon le ratio suivant : moyenne mensuelle sur l'année du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés et non indemnisés ayant fait l'objet par la nouvelle institution d'une décision de radiation ou d'un signalement sans radiation rapporté au nombre de demandeurs d'emploi (indemnisés et non indemnisés).

Le deuxième sous indicateur de contrôle est calculé selon le ratio suivant : moyenne mensuelle sur l'année concernée du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés contrôlé par la nouvelle institution ayant fait l'objet d'une décision de radiation ou d'un signalement sans radiation ou d'un signalement sans radiation rapporté au nombre de demandeurs d'emploi indemnisés (en ARE ou en ASS).

Le troisième sous indicateur de contrôle est calculé selon le ratio suivant : moyenne mensuelle sur l'année concernée du nombre de demandeurs d'emploi non indemnisés contrôlés par la nouvelle institution, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une radiation de la liste des demandeurs d'emploi.

Pour 2006 et 2007, les indicateurs ont été reconstitués sur la base des radiations de l'ANPE servant de signalements à des procédures de contrôle et des signalements Assedic, la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et des Assedic ne sera effective au plus tôt qu'à compter du début de l'année 2009. Les séries ont été reconstituées car les indicateurs existant auparavant n'étaient pas les mêmes.

Les indicateurs pourront être renseignés en 2009 mais, s'agissant d'une année de transition, les chiffres devront être interprétés avec précaution (phase de réglage liée à la mise en place d'un nouveau système, d'où des possibles imperfections dans la comptabilisation du nombre de demandeurs d'emploi contrôlés).

Concernant les deuxième et troisième sous indicateurs de contrôle, autant les radiations pour les demandeurs d'emploi indemnisés constituent un contrôle de fait car les demandeurs d'emploi indemnisés radiés sont directement sanctionnés par la suspension de leur revenu de remplacement, autant l'assimilation des radiations pour les demandeurs d'emploi non indemnisés à des contrôles doit être interprétée avec prudence.

Le quatrième sous indicateur, intitulé sous-indicateur de sanction, mesure la part des sanctions prises par l'Etat envers les demandeurs d'emploi indemnisés rapportée à l'ensemble des radiations et des signalements sur les demandeurs d'emploi indemnisés effectués par la nouvelle institution à la suite d'une radiation ou d'un signalement. Cet indicateur n'a pas forcément vocation à connaître une évolution continue à la hausse dans le temps, mais plutôt à atteindre un équilibre satisfaisant, toutes les radiations n'ayant pas vocation à donner lieu à une réduction ou à une suppression du revenu de remplacement.

La colonne prévision PAP 2008 n'est pas renseignée car les indicateurs relatifs au contrôle de la recherche d'emploi étaient distincts dans la version antérieure du PAP.

Source : nouvelle institution et DDTEFP

INDICATEUR 1.3 : Part des bénéficiaires de la prime pour l'emploi (PPE) précédemment au chômage ou inactifs

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Part des bénéficiaires de la prime pour l'emploi (PPE) précédemment au chômage ou inactifs	%	-	-	-	15	15	15

Précisions méthodologiques :

Compte tenu des délais de disponibilité des enquêtes revenus fiscaux, les données fournies (14,2% en 2005) concernent la part des personnes ouvrant droit à la PPE en 2006 au titre des revenus de 2005 qui n'étaient pas en emploi au quatrième trimestre de l'année 2004.

Source des données : INSEE-DGFI (ministère des finances) enquête Revenus Fiscaux 2005.

OBJECTIF n° 2 : Améliorer l'efficacité du service rendu à l'utilisateur par l'opérateur unique

Cet objectif vise à favoriser le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi par une orientation et un accompagnement adaptés des personnes à la recherche d'un emploi d'une part, et l'identification et la collecte des offres d'emploi à pourvoir d'autre part.

INDICATEUR 2.1 : Nombre de mises en relation positives rapporté au nombre de mises en relation

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de mises en relation positives rapporté au nombre de mises en relation (nouvel opérateur)	%	13,0	10,9	-	11	11	>11

Explication sur l'indicateur :

Cet indicateur permet de mesurer la part de mises en relation positives dans l'ensemble des mises en relation.

Précisions méthodologiques :

Ratio : Mises en relation positives (mises en relation dont l'issue est un recrutement) (MER+) rapportées aux mises en relation (MER).

Le rapport MER⁺ sur MER a évolué lors du premier semestre 2007, passant à une valeur de 10,9. Cette évolution s'explique par la mise en œuvre du suivi mensuel personnalisé, la montée en charge des télé-candidatures et l'augmentation de la part des demandeurs d'emploi en grande difficulté liée à l'amélioration de la conjoncture.

Source des données : nouvelle institution

INDICATEUR 2.2 : Délai moyen de satisfaction d'une offre déposée auprès de l'opérateur unique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Délai moyen de satisfaction d'une offre déposée auprès du nouvel opérateur	Nombre de jours	45	48	36	44	42	38

Précisions méthodologiques :

Le délai de satisfaction se définit comme la durée entre la date de l'enregistrement de l'offre et la date de sa satisfaction. Ce délai est exprimé en jours calendaires.

La réduction du délai moyen de satisfaction d'une offre déposée auprès de l'opérateur unique est un objectif prioritaire. Cela conduit à ajuster le mode de calcul de l'indicateur. Cette modification du mode de calcul explique le dépassement de la prévision 2008 affichée dans le PAP joint au projet de loi de finances pour 2008.

Sources des données : nouvelle institution

INDICATEUR 2.3 : Coût de la mise en relation positive

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Coût de la mise en relation positive	Montant en euros	1159	1014	980	980	1250	<1250*

Précisions méthodologiques :

Ratio (budget de la nouvelle institution consacré à l'intermédiation) / (nombre de mises en relation positives).

Pour les années 2006 à 2008, le budget pris en compte dans le calcul de l'indicateur comprend, hors financement du stock de CIE anciens et du stock de contrats d'accès à l'emploi signés avant le 1er janvier 2006 :

- les dépenses de personnel et les prestations internes,
- les dépenses de fonctionnement,

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

- les dépenses d'équipement,
- les prestations externalisées en faveur des demandeurs d'emploi.

* L'augmentation apparente du coût de l'intermédiation en 2009 résulte de la fusion entre l'ANPE et les Assédics et intègre donc la partie du budget du réseau de l'assurance chômage consacrée à l'intermédiation. La cible pour 2011 sera précisée dans le cadre de la convention tripartite qui sera signée d'ici la fin de l'année entre l'Unédic, l'Etat et la nouvelle institution.

Source des données : nouvelle institution

INDICATEUR 2.4 : Nombre de seniors de plus de 50 ans ayant bénéficié d'une mise en relation positive sur le nombre de seniors inscrits comme demandeurs d'emploi

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de seniors de plus de 50 ans ayant bénéficié d'une mise en relation positive sur le nombre de seniors inscrits comme demandeurs d'emploi	%	-	-	-	23	25	30

Précisions méthodologiques :

Ratio entre le nombre de seniors de plus de 50 ans ayant bénéficié d'une mise en relation positive dans l'année et le nombre de seniors inscrits comme demandeurs d'emploi de catégorie 1, 2 et 3 au début de l'année considérée.

Source des données : nouvelle institution

INDICATEUR 2.5 : Pourcentage de demandeurs d'emploi satisfaits des services rendus par l'opérateur unique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage de demandeurs d'emploi satisfaits des services rendus par l'opérateur unique	%	65	70	-	72	73	75

Précisions méthodologiques :

Les données proviennent d'une enquête téléphonique effectuée, à la demande de l'ANPE, puis de la nouvelle institution, par la société Maxiphone et dont les résultats ont été exploités par le cabinet ELS Concept.

Les demandeurs d'emploi satisfaits sont ceux qui se déclarent tout à fait ou plutôt satisfaits des propositions et des conseils de l'agent concernant la recherche d'emploi.

Ratio entre le nombre de demandeurs d'emploi satisfaits et le nombre de demandeurs d'emploi interrogés.

Source des données : nouvelle institution

INDICATEUR 2.6 : Part de marché de l'opérateur unique sur l'offre d'emploi

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part de marché de l'opérateur unique sur l'offre d'emploi	%	-	-	-	39	40	43

Précisions méthodologiques :

Ratio entre le nombre d'offres d'emploi non agricoles d'une durée supérieure à un mois recueillies par l'institution et le nombre total d'offres d'emploi existant sur le marché du travail.

Source des données : nouvelle institution pour le numérateur ; DARES pour le dénominateur (déclaration de mouvement de main d'œuvre)

INDICATEUR 2.7 : Pourcentage des employeurs satisfaits des services rendus par l'opérateur unique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage des employeurs satisfaits des services rendus par l'opérateur unique	%	56	59	59	59	60	62

Précisions méthodologiques :

Cet indicateur repose sur une enquête annuelle de satisfaction. La question posée aux entreprises est la suivante : « finalement quel est votre niveau de satisfaction des candidats qui vous ont été envoyés par l'ANPE ? » suivie de 4 items « tout à fait satisfait », « plutôt satisfait », « pas satisfait », « ne se prononce pas ». Seuls les deux premiers items sont pris en compte dans l'indicateur.

Source des données : nouvelle institution

OBJECTIF n° 3 : Accompagner vers l'emploi les personnes les plus éloignées du marché du travail

Dans le but d'améliorer l'accès à l'emploi durable, la diversité des outils doit permettre une adaptation à la situation locale du marché du travail. Chaque fois que leur situation le permet, il convient de diriger les demandeurs d'emploi vers l'emploi classique ou les dispositifs du secteur marchand permettant de déboucher sur un emploi classique. Les dispositifs correspondant à une plus grande intensité, que ce soit en termes d'accompagnement, de durée ou de coût, doivent être centrés sur les publics les plus éloignés de l'emploi.

INDICATEUR 3.1 : Taux d'insertion dans l'emploi 6 mois après la sortie des contrats aidés

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue d'un contrat aidé dans le secteur marchand	%	61,5	-	-	62	62	>62
Taux d'insertion dans l'emploi durable à l'issue d'un contrat aidé dans le secteur marchand	%	47	-	-	50	52	>52
Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue d'un contrat aidé dans le secteur non marchand	%	40,8	-	-	41,5	42	>42
Taux d'insertion dans l'emploi durable à l'issue d'un contrat aidé dans le secteur non marchand	%	22,4	-	-	25	28	>28

Précisions méthodologiques :

Les données de base de l'indicateur sont issues de l'enquête auprès des sortants de contrats aidés réalisée par le CNASEA.

Il s'agit, pour les sortants de contrats aidés (fin de l'aide de l'Etat) de l'année considérée des ratios :

- Pour les sortants de contrats aidés en emploi durable : (Nombre de personnes en CDI ou CDD de plus de 6 mois, fonctionnaire ou travailleur indépendant, 6 mois après la sortie de contrats aidés) / (nombre total de sortants de contrat aidés).

- Pour les sortants de contrats aidés en emploi : (Nombre de personnes en contrats aidés, en intérim / vacation, en CDD de moins de 6 mois, 6 mois après la sortie de contrats aidés) / (nombre total de sortants de contrat aidés).

Pour tenir compte du taux élevé de non réponse à l'enquête du CNASEA, la DARES procède à un traitement statistique de la non-réponse.

La décentralisation aux conseils généraux des CI-RMA activant le RMI ne permet pas de disposer de l'ensemble des données individuelles correspondantes. Le retour à l'emploi ou à l'emploi durable à l'issue d'un contrat d'activation de minima sociaux dans le secteur marchand ne porte que sur les bénéficiaires de l'ASS, de l'API et de l'AAH. La mise en place courant 2008 de remontées d'informations plus complètes sur l'Extranet relatif au CI-RMA devrait permettre d'y remédier.

L'enquête sortants de contrats aidés devra être élargie au périmètre des futurs contrats uniques d'insertion.

Sources des données : CNASEA / DARES (enquête sortants de contrats aidés)

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 3.2 : Taux d'insertion dans l'emploi durable 18 mois après la sortie des CIE, CAE, contrats d'avenir et CI-RMA comparativement à une population témoin

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ecart CIE par rapport à une population témoin	En points	-	-	-	+10	+10	+10
Ecart CAE par rapport à une population témoin	En points	-	-	-	+5	+5	+5
Ecart contrat d'avenir par rapport à une population témoin	En points	-	-	-	+5	+5	+5
Ecart CI-RMA par rapport à une population témoin	En points	-	-	-	+10	+10	+10

Précisions méthodologiques :

La production de cet indicateur nécessite la construction d'une enquête spécifique. Une enquête auprès des bénéficiaires de contrats d'aide à l'emploi du Plan de cohésion sociale et d'une population témoin sera réalisée fin 2008, pour des résultats en 2009. Toutefois, l'échantillon des personnes enquêtées reposera non pas sur la date de sortie mais sur la date d'entrée en éligibilité : sera ainsi suivie la trajectoire professionnelle de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE au 2^{ème} trimestre 2005 et ayant été salariés en CIE, CAE, CA ou CIRMA entre mi-2005 et mi-2007 et d'une population de demandeurs d'emploi éligibles au dispositif au 2^{ème} trimestre 2005

Une cible précise est difficile à fixer à ce stade. Le minimum à viser est que le taux de retour à l'emploi durable, après passage en contrat, soit supérieur à celui d'une population témoin.

Source des données : DARES

INDICATEUR 3.3 : Part des salariés en contrats aidés ayant bénéficié d'un suivi par l'opérateur unique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Accompagnement (prestations)	%	-	-	-	-	-	-
Entretien	%	-	-	-	-	75	100

Précisions méthodologiques :

Sur une année, ratio entre le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 5 ayant bénéficié d'une prestation de l'ANPE (ateliers, accompagnement, évaluations, appui social, formation...) ou d'un entretien deux mois avant la sortie de contrat aidé et le stock en contrats aidés à la fin de l'année considérée. Par contrat aidés, il est entendu les CAE, les CIE, et les contrats d'avenir.

Source des données : nouvelle institution pour le numérateur, DARES pour le dénominateur.

INDICATEUR 3.4 : Taux d'insertion dans l'emploi durable des jeunes bénéficiaires d'un dispositif spécifique (CIVIS, EPIDe, contrat d'autonomie)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'insertion dans l'emploi durable moins d'un an après l'entrée en CIVIS	%	16,9	18,1	25	19	21	25
Taux d'insertion dans l'emploi durable moins d'un an après l'entrée en EPIDe	%	-	24,6	-	25	28	34
Taux d'insertion dans l'emploi durable moins d'un an après l'entrée en contrat d'autonomie	%	-	-	-	-	60	70

Précisions méthodologiques :

La situation de chaque jeune est déterminée un an jour pour jour après son entrée. S'il est sorti de dispositif en situation d'emploi durable, il est compté dans les sorties en emploi durable à moins d'un an.

Les données sont obtenues en faisant le rapport entre le nombre de jeunes entrés en CIVIS, à l'EPIDe ou en contrat d'autonomie au cours de l'année (n-1) et ayant accédé à un emploi durable avant un an (numérateur) et le nombre total de jeunes entrés dans chacun de ces dispositifs au cours de l'année n-1 (dénominateur).

Pour 2006, le taux de retour à l'emploi durable sous un an est calculé sur la cohorte des jeunes entrés en CIVIS entre le 1^{er} avril 2005 et le 31 décembre 2005.

Le contrat d'autonomie a été mis en place en 2008 et les données ne devraient pas être disponibles avant 2009.

Les données couvrent le périmètre de la France entière.

Source des données : DARES (Parcours III) pour le CIVIS, EPIDe / DGEFP pour l'EPIDe et DGEFP pour le contrat d'autonomie

INDICATEUR 3.5 : Taux d'insertion dans l'emploi à la sortie des structures d'insertion par l'activité économique en fonction de la durée de présence (EI, ETTI, AI)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'insertion dans l'emploi un an après l'entrée	%	-	-	-	30	31	60
Taux d'insertion dans l'emploi 2 ans après l'entrée	%	-	-	-	27	28	65

Précisions méthodologiques :

Les données de réalisation de l'année n sont calculées de la façon suivante : pour les entreprises d'insertion (EI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et associations intermédiaires (AI) globalement :

- taux d'insertion dans l'emploi à un an : ratio entre le nombre d'individus en emploi à la sortie (embauche en CDI, en CDD, création ou reprise d'entreprise à son compte) d'un contrat commencé en année n, d'une durée d'un an maximum et le nombre de sortants de contrats de moins d'un an (dénominateur), y compris personnes sans nouvelles. Ceci est susceptible d'affecter la performance des entreprises d'insertion. Le système d'information sera amélioré dans le cadre de la réforme du conventionnement de l'IAE ;

- taux d'insertion dans l'emploi à deux ans : ratio entre le nombre d'individus en emploi à la sortie (embauche en CDI, en CDD, création ou reprise d'entreprise à son compte) d'un contrat commencé en année n, d'une durée comprise entre un et deux ans et le nombre de sortants de contrats d'une durée comprise entre un et deux ans (dénominateur), y compris personnes sans nouvelles.

A ce stade, les données ne peuvent être fournies que par type de structure, compte tenu de la montée en charge progressive de l'Extranet du CNASEA. Elles sont disponibles depuis 2005 pour les EI, 2006 pour les ETTI. S'agissant des AI, les données de 2007 devraient être disponibles d'ici la fin de l'année 2008.

Source des données : CNASEA-DARES (remontée automatisée des états de présence sur l'Extranet IAE)

INDICATEUR 3.6 : Taux de placement dans l'emploi des travailleurs handicapés

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre total de travailleurs handicapés placés par la nouvelle institution et les CAP emploi rapporté au nombre de demandeurs d'emploi travailleurs handicapés	%	-	-	-	48	50	52

Précisions méthodologiques :

Ratio entre le total des bénéficiaires de l'obligation d'emploi placés dans l'année par la nouvelle institution, les CAP emploi et le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi inscrits à la nouvelle institution à la fin de l'année précédente.

Source des données : CAP emploi et nouvelle institution

INDICATEUR 3.7 : Part des jeunes non qualifiés (niveaux VI et V bis et V sans diplôme) et des jeunes résidant en ZUS dans le total des jeunes bénéficiaires d'un dispositif spécifique (CIVIS, EPIDe, contrat d'autonomie)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Jeunes non qualifiés (niveaux VI, V bis et V sans diplôme) dans le total des entrées en CIVIS	%	58,6	54	63	54	56	60

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Jeunes résidant en ZUS dans le total des entrées en CIVIS	%	19,2	17,9	25	19	20	25
Jeunes non qualifiés (niveaux VI, V bis et V sans diplôme) dans le total des entrées en EPIDe	%	-	-	-	50	60	70
Jeunes résidant en ZUS dans le total des entrées en EPIDe	%	-	-	-	35	40	50
Jeunes non qualifiés (niveaux VI, V bis et V sans diplôme) dans le total des entrées en contrat d'autonomie	%	-	-	-	-	55	60

Précisions méthodologiques :

Le contrat d'autonomie est orienté exclusivement vers les jeunes résidant en quartiers politique de la ville. Le ciblage des jeunes en ZUS dans les entrées ne présente donc pas d'intérêt.

Ratio (nombre de jeunes de niveaux VI, V bis et V sans diplôme entrés en CIVIS, en EPIDe ou en contrat d'autonomie) / (nombre total de jeunes entrés en CIVIS, en EPIDe ou en contrat d'autonomie)

Ratio (nombre de jeunes résidant en ZUS entrés en CIVIS, en EPIDe ou en contrat d'autonomie) / (nombre total de jeunes entrés en CIVIS, en EPIDe ou en contrat d'autonomie)

Source des données : DARES (logiciel Parcours 3) pour le CIVIS, EPIDe / DGEFP pour l'EPIDe et DGEFP pour le contrat d'autonomie.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi (libellé modifié)		3 203 445 024	3 203 445 024		3 213 698 010	3 213 698 010
01-01	Indemnisation des demandeurs d'emploi (libellé modifié)		1 734 245 024	1 734 245 024		1 744 498 010	1 744 498 010
01-02	Coordination du service public de l'emploi (libellé modifié)		1 469 200 000	1 469 200 000		1 469 200 000	1 469 200 000
02	Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail		2 554 006 000	2 554 006 000		2 597 294 374	2 597 294 374
02-01	Insertion dans l'emploi au moyen de contrats aidés (libellé modifié)		1 602 920 000	1 602 920 000		1 657 538 374	1 657 538 374
02-02	Accompagnement des publics les plus en difficultés		951 086 000	951 086 000		939 756 000	939 756 000
Totaux			5 757 451 024	5 757 451 024		5 810 992 384	5 810 992 384

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

Les contrats de projet Etat-région (CPER) 2007-2013 s'élèvent, pour l'année 2009, à **5M€**. A noter que les contrats signés entre l'Etat et les régions d'Outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion) prévoient, au titre de l'année 2009, **0,58 M€** en AE et en CP pour le financement des maisons de l'emploi.

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2013 :

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2008	CP réalisés au 31/12/2008	AE demandés pour 2009	CP demandés pour 2009	CP sur engage- ments à couvrir après 2009
01 Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi (libellé modifié)	35 000 000	2 500 000	2 500 000	5 000 000	5 000 000	0
Totaux	35 000 000	2 500 000	2 500 000	5 000 000	5 000 000	0

Totaux des crédits de paiement pour ce programme :

CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
5 000 000	0

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div>AE</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>6 377 181 299</div>		<div>CP</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>6 387 421 299</div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
97 642 628	5 757 451 024	41 761 202	5 769 231 182	5 810 992 384	33 321 200
					Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(9)
					33 321 200
					Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(10)
					Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **
					(11) = (8) - (9) - (10)
					0

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		3 203 445 024	3 203 445 024
Crédits de paiement		3 213 698 010	3 213 698 010

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 645 993	2 645 993
Subventions pour charges de service public	1 443 941 970	1 443 941 970

Au sein de cette action, les dépenses de fonctionnement représentent 48,03 % des dépenses prévisionnelles 2009 en AE et 47,88 % en CP. Elles regroupent d'une part, les dépenses de fonctionnement courant et d'autre part, les subventions pour charges de service public.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Ces dépenses retracent les frais de gestion facturés par la CNAF ainsi que par la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau d'assurance chômage pour la gestion des dispositifs qui était jusqu'alors confiée à l'UNEDIC.

Le montant des crédits prévus s'élève à 2,65 M€ en AE et en CP. Ces crédits se répartissent de la façon suivante pour chaque allocation :

PLF 2009	En M€
Allocation complémentaire	0,16
Allocation temporaire d'attente	1,00
Allocations des intermittents du spectacle (fonds transitoire)	0,01
Prime de retour à l'emploi pour les bénéficiaires du RMI et de l'API	1,48
Total	2,65

Les éléments précis de justification de ces frais de gestion sont retracés dans la partie relative à la justification au premier euro des différentes mesures pour lesquelles la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau d'assurance chômage, la CNAF et la CCMSA assurent le versement des aides de l'Etat aux bénéficiaires (volet dépenses d'intervention de la justification au premier euro de l'action « coordination du service public de l'emploi, indemnisation des demandeurs d'emploi et rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi » du programme 102 « accès et retour à l'emploi »).

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC**Le montant des crédits prévus en PLF 2009 s'élève à 1 443,94 M€ en AE et CP. Il recouvre :**

- d'une part, les frais payés au fonds de solidarité pour la gestion des dispositifs qui lui sont confiés (83,94 M€ en AE et CP) ;
- d'autre part, les subventions pour charges de service public versées aux opérateurs du service public de l'emploi que sont la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE (1 360 M€ en AE et CP) et du réseau d'assurance chômage et l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes – AFPA (109,20 M€ en AE et CP).

1 - FRAIS DE GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ**Les crédits prévus au titre des frais de gestion du fonds de solidarité s'élèvent à 83,94 M€ en AE et en CP, dont :**

- allocation spécifique de solidarité (ASS) : 74,64 M€ ;
- allocation équivalent retraite (AER) : 5,85 M€ ;
- ASS – ACCRE : 1,41 M€ ;
- allocation intermittents : 0,64 M€ ;
- prime de retour à l'emploi et intéressement – ASS : 0,91 M€ ;
- allocation de fin de formation : 0,49 M€

Les éléments de ventilation de ces frais de gestion sont retracés dans la partie relative à la justification au premier euro des différentes mesures pour lesquelles le fonds de solidarité assure le versement des allocations de l'Etat aux bénéficiaires, au titre de l'action « efficacité sur service public de l'emploi » du programme 102 « accès et retour à l'emploi ».

2 – LA NOUVELLE INSTITUTION ISSUE DE LA FUSION DE L'ANPE ET DU RÉSEAU DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

La loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi procède à la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance chômage, afin de constituer un opérateur unique du service public de l'emploi.

Le budget de cette nouvelle institution prévoit une subvention de l'Etat et un financement du régime de l'assurance chômage à hauteur de 10 % minimum des contributions des employeurs et des salariés (article L.5422-24 du code du travail), ainsi que, le cas échéant, des subventions des autres collectivités et organismes publics.

La subvention de l'Etat s'élève à 1 360 M€ en AE et CP.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « opérateurs » et dans le volet « dépenses d'intervention » de la justification au premier euro.

■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	1 557 337 061	1 557 910 047
Transferts aux autres collectivités	199 520 000	209 200 000

Un montant de 1 647,66 M€ en AE et 1 657,91 M€ en CP est prévu au titre des crédits d'intervention de cette action. Ils couvrent la participation de l'État :

- au niveau de la sous-action 1 « indemnisation des demandeurs d'emploi » :
 - au financement du régime de solidarité d'indemnisation du chômage (1 389,01 M€ en AE et CP) ;
 - au financement des allocations temporaire d'attente (25 M€ en AE et CP) ;
 - au financement du stock de bénéficiaires du fonds intermittents (1,49 M€ en AE et CP) ;

- à l'indemnisation de certaines catégories de publics dite allocation complémentaire (3,27 M€ en AE et CP) ;
- au financement de la prime de retour à l'emploi pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et de l'allocation parent isolé (130,23 M€ en AE et CP) ;
- au financement des allocations de retour à l'activité - ARA – dispositif DOM (8,33 M€ en AE et 8,9 M€ en CP).

• au niveau de la sous-action 2 « coordination du service public de l'emploi » au financement des maisons de l'emploi (90,3 M€ en AE et 100 M€ en CP).

SOUS ACTION 1 : INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

1- PARTICIPATION DE L'ÉTAT AU FINANCEMENT DU RÉGIME DE SOLIDARITÉ D'INDEMNISATION DU CHÔMAGE

Le fonds de solidarité rassemble les moyens de financement des allocations de solidarité versées aux demandeurs d'emploi qui ne peuvent bénéficier du régime d'assurance chômage. Ces moyens sont constitués en 2009 :

- de la collecte de la contribution exceptionnelle de solidarité de 1% dont l'estimation s'élève à 1 271,81M€ ;
- d'une part (1,25%) de la taxe sur les tabacs pour un montant prévisionnel de 114 M€ ;
- d'une subvention d'équilibre de l'Etat d'un montant de 1 473 M€.

FONDS DE SOLIDARITÉ - RÉCAPITULATIF	
Dépenses du fonds (Σ) = (A) + (B) + (C) + (D) + (E) + (F) + (G)	2 858,81 M€
Contribution exceptionnelle de solidarité (1)	1 271,81 M€
Droits tabac (2)	114 M€
Besoin de financement 2009 (couvert par une subvention d'équilibre de l'Etat) = (Σ) – (1) – (2)	1 473 M€

La subvention d'équilibre prévue en PLF 2009 pour le fonds de solidarité s'élève au total à 1 473 M€ dont :

- 83,94 M€ de frais de gestion retracés dans la partie « dépenses de fonctionnement » ;
- 1 389,01 M€ de dépenses d'allocations constituant, en nomenclature, un transfert aux ménages.

Le PLF 2009 prévoit le financement par le fonds de solidarité de :

- l'allocation de solidarité spécifique – ASS – (1 940,54 M€ en AE et CP) ;
- l'allocation équivalent retraite (AER) pour les bénéficiaires constatés au 31 décembre 2008, puisque cette allocation sera supprimée à compter du 1^{er} janvier 2009 (591,27 M€ en AE et CP) ;
- l'allocation de fin de formation (AFF) pour les bénéficiaires dont les droits ont été ouverts avant le 31 décembre 2008, puisque cette allocation ne sera plus prise en charge par le fonds de solidarité à compter du 1^{er} janvier 2009 (50 M€ en AE et CP) ;
- l'ACCRES-ASS qui permet le versement pendant un an de l'allocation de solidarité spécifique à taux plein aux allocataires de l'ASS bénéficiant du dispositif d'aide à la création / reprise d'entreprise - ACCRE (36,62 M€ en AE et CP) ;
- la prime de retour à l'emploi (PRE) et les primes mensuelles pour les bénéficiaires de l'ASS reprenant une activité (92 M€ en AE et CP) ;
- les allocations de solidarité pour les intermittents du spectacle (34,6 M€ en AE et CP) ;
- l'activation de l'ASS, versée par le CNASEA sous forme d'aide aux employeurs qui embauchent un bénéficiaire de cette allocation en contrat d'avenir ou contrat insertion-revenu minimum activité (113,78 M€ en AE et CP).

Les éléments de justification de la participation de l'État au financement du régime de solidarité d'indemnisation du chômage sont fournis ci-dessous :

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

• Allocation spécifique de solidarité (ASS) :

ASS	
Effectifs (1)	344 480
Taux journalier moyen prévisionnel 2009 (2)	14,84 €
Montants des allocations (3) = (1) × (2) × 365 jours	1 865,91 M€
Frais de gestion (4 %) (4) = (3) × 4 %	74,64 M€
Coût total ASS (A) = (3) + (4)	1 940,54 M€

• Allocation équivalent retraite (AER) :

AER (STOCK UNIQUEMENT)	
Effectifs (1)	61 077
Taux moyen journalier prévisionnel 2009 (2)	26,26 €
Montants des allocations (3) = (1) × (2) × 365 jours	585,42 M€
Frais de gestion (1%) (4) = (3) × 1 %	5,85 M€
Coût total AER (B) = (3) + (4)	591,27 M€

• AFF :

AFF (STOCK UNIQUEMENT)	
Coût unitaire mensuel (1)	800 €
Effectif moyen mensuel (2)	7 735
Montant des allocations (3) = (1) × (2) × 8 mois	49,504 M€
Frais de gestion (4) = (3) × 1 %	0,5 M€
Coût total Stock AFF 2008 (C) = (3) + (4)	50 M€

• ASS - ACCRE :

ASS – ACCRE	
Taux journalier moyen prévisionnel 2009 (1)	14,84 €
Effectifs (2)	6 500
Montant des allocations (3) = (1) × (2) × 365	35,21 M€
Frais de gestion (4) = (3) × 4%	1,41 M€
Coût total ASS – ACCRE (D) = (3) + (4)	36,62 M€

• Prime de retour à l'emploi et intéressement ASS :

Intéressement (primes mensuelles)	
Montant (1)	150 €
Effectifs (2)	17 104
Frais de gestion : 7,5 €/dossier (3)	0,13 M€
Coût intéressement (4) = (1) × (2) × 12 + (3)	30,92 M€

Prime de retour à l'emploi (PRE)	
Montant (1)	1 000 €
Effectifs (2)	60 300
Frais de gestion : 13 €/dossier (3)	0,78 M€
Coût PRE (5) = (1) × (2) + (3)	61,08 M€
Coût total PRE – Intéressement (E) = (4) + (5)	92 M€

● **Allocation fonds intermittents :**

ALLOCATIONS FONDS INTERMITTENTS : (F) = (5) + (10) + (15)	34,6 M€
dont, allocations de professionnalisation et de solidarité (APS) :	
Taux journalier moyen prévisionnel 2008 (1)	43 €
Stock moyen mensuel (2)	230
Montant des allocations (3) = (1) × (2) x 365	3,61 M€
Frais de gestion (4) = (3) * 5%	0,18 M€
Coût total APS (5) = (3) + (4)	3,79 M€
dont, allocation de fin de droit (AFD) :	
Taux journalier moyen prévisionnel 2008 (6)	30 €
Stock moyen mensuel (7)	2 483
Montant des allocations (8) = (6) × (7) x 365	27,19 M€
Frais de gestion (9) = (8) * 1,5%	0,41 M€
Coût total AFD (10) = (8) + (9)	27,6 M€
dont, allocation transitoire (AT) (socle 2008):	
Taux journalier moyen prévisionnel 2008 (11)	45 €
Stock moyen mensuel (12)	1 170
Montant des allocations (13) = (11) × (12) x 60 jours	3,16 M€
Frais de gestion (14) = (13) × 1,5%	0,05 M€
Coût total AT (15) = (13) + (14)	3,21 M€

● **Aide forfaitaire - activation de l'ASS :**

ACTIVATION DE L'ASS (G)	
Montant mensuel de l'allocation au 1er/01/2009 (en €) (1)	457,77 €
Stock moyen mensuel prévisionnel des ASS en Cav et en CI-RMA en 2009 (2)	20 712
Coût total de l'activation (3) = (1) × (2) × 12	113,78 M€

2- ALLOCATION TEMPORAIRE D'ATTENTE

L'allocation temporaire d'attente (ATA) permet de procurer un revenu de subsistance aux demandeurs d'asile, aux bénéficiaires de la protection temporaire, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux victimes étrangères de la traite des êtres humains et portant plainte ou acceptant de témoigner, aux apatrides, aux anciens détenus ainsi qu'aux salariés expatriés.

Les crédits prévus sur le programme 102 correspondent uniquement aux versements de l'allocation au profit des anciens détenus et anciens salariés expatriés. Le financement de l'allocation au profit des autres catégories de publics est assuré par le programme 104 « Accueil des étrangers » de la mission « solidarité et intégration ».

Un montant de **26 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est prévu pour le financement :

- de l'allocation à hauteur de 25 M€ en AE et CP ;
- des frais de gestion estimés à 1 M€ en AE et CP retracés dans la partie « dépenses de fonctionnement ».

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ALLOCATION TEMPORAIRE D'ATTENTE (ATA)	
Effectifs (1)	6 492
Taux journalier prévisionnel 2008 (2)	10,55 €
Montants des allocations (3) = (1) × (2) × 365 jours	25 M€
Frais de gestion (4%) (4) = (3) × 4 %	1 M€
Coût total ATA (5) = (3) + (4)	26 M€

L'allocation temporaire d'attente constitue un transfert aux ménages.

3- FONDS INTERMITTENTS PROVISoire

Le fonds spécifique transitoire pour les intermittents du spectacle, institué en 2004, permet le versement d'une allocation mensuelle aux personnes n'ayant pas la durée nécessaire à l'ouverture des droits au chômage au titre du régime des annexes VIII et X, mais qui peuvent toutefois justifier d'au moins 507 heures d'affiliation.

Il a été remplacé, depuis le 1^{er} avril 2007, par de nouvelles allocations destinées aux intermittents du spectacle non indemnisés par l'assurance chômage sous conditions de ressources et d'activité antérieure. Ces nouvelles allocations sont financées par le fonds de solidarité. Les allocations du fonds transitoire ne sont versées qu'aux personnes entrées dans le dispositif avant le 1^{er} avril 2007.

Un montant de **1,5 M€** en AE et en CP est prévu en PLF 2009 pour le financement :

- de l'allocation à hauteur de 1,38 M€ en AE et CP ;
- de la retraite complémentaire estimée à 0,11 M€ en AE et CP ;
- des frais de gestion estimés à 0,01 M€ en AE et CP retracés dans la partie « dépenses de fonctionnement ».

FONDS INTERMITTENTS	
Effectifs moyens mensuels (1)	73
Allocation journalière (2)	52 €
Montants des allocations (3) = (1) × (2) × 365	1,38 M€
Frais de gestion (4) = (3) × 1%	0,01 M€
Retraite complémentaire (5) = (3) × 8%	0,11 M€
Coût total = (3) + (4) + (5)	1,5 M€

En nomenclature, ce dispositif constitue un transfert aux ménages.

4- PARTICIPATION DE L'ÉTAT À L'INDEMNISATION DE CERTAINES CATÉGORIES DE PUBLICS – L'ALLOCATION COMPLÉMENTAIRE

L'allocation complémentaire est versée à des demandeurs d'emploi âgés de plus de 60 ans qui ne peuvent percevoir qu'une partie de leur pension de retraite parce qu'ils ont effectué une partie de leur carrière dans une profession pour laquelle le régime de retraite de base ne prévoit le versement des retraites qu'à partir de 65 ans.

Un montant de **3,4 M€** en AE et en CP est prévu en PLF 2009 pour le financement :

- de l'allocation à hauteur de 3,24 M€ en AE et CP ;
- des frais de gestion estimés à 0,16 M€ en AE et CP (soit 5 %) retracés dans la partie « dépenses de fonctionnement ».

Ce dispositif constitue un transfert aux ménages.

5- PRIME DE RETOUR À L'EMPLOI AU PROFIT DES BÉNÉFICIAIRES DE L'API ET DU RMI

La prime de retour à l'emploi (PRE), créée par la loi n°2006-339 du 23 mars 2006 relative au retour à l'emploi et sur les droits et devoirs des bénéficiaires de minima sociaux, consiste en une prime de 1000 euros qui remplace la prime

exceptionnelle de retour à l'emploi (PERE). Cette nouvelle prime est versée aux bénéficiaires de minima sociaux (ASS, revenu minimum d'insertion (RMI) et allocation de parent isolé (API) reprenant un emploi d'une durée contractuelle d'au moins 78 heures par mois pendant 4 mois consécutifs.

Pour les bénéficiaires de l'ASS, le versement de cette prime est à la charge du fonds de solidarité (mission travail et emploi). Pour les bénéficiaires de l'API et du RMI, le versement de la PRE est financé sur le budget du programme 102 « accès et retour à l'emploi ».

Les crédits prévus pour le financement de la PRE au titre des bénéficiaires de l'API et du RMI s'élèvent à **131,7 M€** en AE et CP dont :

- 130,22 M€ en AE et CP au titre de l'allocation ;
- 1,48 M€ en AE et CP au titre des frais de gestion retracés dans la partie « dépenses de fonctionnement ».

PRIME DE 1000 €, BÉNÉFICIAIRES DE L'API ET DU RMI	
Montant de la prime (1)	1 000 €
Effectifs bénéficiaires prévisionnels (2)	167 320
Montant de la prime (3) = (1) x (2)	167,32 M€
Frais de gestion CNAF et MSA (de 16 € par dossier) (4) = (2) x 16	2,68 M€
Montant de la prime (5) = (3) + (4)	170 M€
Transfert vers le programme 304 (RSA) (6)	- 38,3 M€
Montant total (7) = (5) + (6)	131,7 M€

Le projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion rénove le système d'incitation au retour à l'emploi ; une partie des crédits de la prime de retour à l'emploi est donc transférée sur le programme 304 dans le cadre de l'entrée en vigueur du RSA fixée en principe au 1^{er} juin 2009.

En nomenclature, ce dispositif constitue un transfert aux ménages.

6- L'ALLOCATION DE RETOUR À L'ACTIVITÉ.

L'allocation de retour à l'activité (ARA) est un dispositif propre aux départements d'outre-mer. La gestion de cette allocation a été transférée à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) à compter du 1^{er} janvier 2008. L'article L. 832-9 du code du travail prévoit les conditions d'attribution de l'allocation de retour à l'activité, aide d'une durée de deux ans destinée à encourager le retour à l'activité des bénéficiaires de minima sociaux, en particulier les bénéficiaires du RMI.

L'allocation est versée pour une durée de 24 mois, à hauteur de 60% du montant du RMI, soit un coût unitaire mensuel de 273,05 €.

Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **8,33 M€** en AE et à **8,9 M€** en CP. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux ménages.

ARA : coût en CP des entrées antérieures à 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
2 310	183,95 €	5,1 M€

ARA : coût en AE des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen pluriannuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2)
1 160	7 178,46 €	8,33 M€

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ARA : coût en CP des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
1 160	273,05 €	3,8 M€

SOUS ACTION 2 - COORDINATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI

Sont regroupées dans cette sous-action la participation financière de l'Etat aux maisons de l'emploi, la subvention pour charge de service public à la nouvelle institution issue de la fusion de l'agence nationale pour l'emploi et du réseau de l'assurance chômage, présentées dans la partie « dépenses de fonctionnement » de l'action 1 « efficacité du service public de l'emploi », ainsi que la subvention à l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

AFPA (FONCTIONNEMENT)

Il est prévu une subvention pour charges de service public à l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) d'un montant de **109,20 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement au titre de l'action de rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi menée par l'opérateur.

PARTICIPATION DE L'ÉTAT AU FINANCEMENT DES MAISONS DE L'EMPLOI

Les maisons de l'emploi sont des lieux de mobilisation et de coopération des acteurs publics et privés en vue de favoriser la convergence des politiques de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'insertion sociale et professionnelle, dans le cadre d'une stratégie d'action locale partagée, et articulée avec les caractéristiques et les perspectives de développement économique et social locales.

Un montant de 90,32 M€ en autorisations d'engagement et 100 M€ en crédits de paiement est prévu pour le financement de 208 maisons de l'emploi. Précisément, le financement se répartit de la façon suivante :

- 79,96 M€ en AE et 80,17 M€ en CP pour le fonctionnement de 208 maisons de l'emploi, soit un coût moyen unitaire annuel de 384 434 € en AE et 385 410 € en CP permettant ainsi de financer :

Fonctionnement des MDE	Nombre de MDE	Coût prévisionnel AE	CP
MDE conventionnées en 2005	18	0	2 154 002
MDE conventionnées en 2006	64	28 377 476	28 321 825
MDE conventionnées en 2007	102	44 291 901	43 855 039
MDE conventionnées en 2008 <i>prévisionnel</i>	24	7 292 975	5 834 380
TOTAL	208	79 962 352	80 165 246

- 5,36 M€ en AE afin de conventionner au titre de l'investissement les maisons de l'emploi qui n'auront pu l'être en 2008 (prévision de 158 conventions conclues en 2008 et 20 en 2009) et 14,83 M€ en CP (estimation des opérations en cours des 178 conventions qui devront être payées en 2009).

En outre, les maisons de l'emploi bénéficient d'actions contractualisées à hauteur de **5 M€**, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, dans le cadre des contrats de projets Etat - régions.

Dans le cadre du PLF 2009 cette dépense constitue, en nomenclature, un transfert aux autres collectivités.

ACTION n° 02 : Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		2 554 006 000	2 554 006 000
Crédits de paiement		2 597 294 374	2 597 294 374

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	144 572 383	125 742 383
Subventions pour charges de service public	88 000 000	88 000 000

Au sein de cette action, les dépenses de fonctionnement représentent 9,10 % des dépenses prévisionnelles 2009 en AE et 8,23 % en CP. Elles regroupent d'une part, les dépenses de fonctionnement courant et d'autre part, les subventions pour charge de service public.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Le montant des crédits prévus s'élève à 144,57 M€ en AE et 125,74 M€ en CP. Il recouvre :

- les frais de gestion du dispositif soutien à l'emploi des jeunes en entreprises (SEJE), pour un montant de 0,74 M€ en AE et en CP ;
- le financement du contrat d'autonomie, pour un montant de 68,83 M€ en AE et de 50 M€ en CP ;
- le marché pour la mise en situation d'emploi des publics fragiles, pour un montant de 75 M€ en AE et CP.

1 - FRAIS DE GESTION DU SEJE

Les frais de gestion sont facturés par la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau du régime d'assurance chômage, en lieu et place de l'Unédic, pour la gestion du dispositif soutien à l'emploi des jeunes en entreprises (SEJE).

Les éléments précis de justification de ces frais de gestion sont retracés dans la partie dépenses d'intervention de l'action « amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi » du programme 102 « accès et retour à l'emploi ».

Le PLF 2009 prévoit un montant de **0,74 M€** en AE et CP pour financer ces frais de gestion.

2 - LE CONTRAT D'AUTONOMIE

Dans le cadre du Plan Espoir Banlieues annoncé le 8 février 2008, le ministère en charge de l'emploi a lancé un marché de mise en œuvre d'un contrat d'autonomie. Cette prestation d'accompagnement vers l'emploi, la formation qualifiante et la création d'entreprises s'adresse aux jeunes de moins de 26 ans, résidant dans les villes sous CUCS (contrat urbain de cohésion sociale) et suivis ou non par le service public de l'emploi. D'une durée maximale de 18 mois, elle est confiée à des opérateurs privés de placement (OPP).

Les opérateurs privés de placement sont rémunérés en trois temps :

- une première tranche de 25% du coût de prise en charge d'un jeune en contrat d'autonomie dès la signature du contrat d'autonomie ;
- une deuxième tranche de 40% du coût de prise en charge d'un jeune en contrat d'autonomie au bout de six mois si le bénéficiaire dispose d'un contrat de travail, entre en formation ou crée une entreprise ;

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- une troisième tranche correspondant à 35% du coût de prise en charge d'un jeune en contrat si le jeune reste plus de six mois en emploi ou en formation ou si l'entreprise créée survit plus de six mois.

En 2008 et 2009, le coût moyen estimé par jeune en contrat d'autonomie est de 6 000 €. Dans les estimations financières réalisées pour 2009, sont retenus les taux de réalisation suivants :

- première tranche : 100% des jeunes entrés en contrat d'autonomie ;
- deuxième tranche : 75% des jeunes entrés initialement en contrat d'autonomie ;
- troisième tranche : 60% des jeunes entrés initialement en contrat d'autonomie.

Le PLF 2009 prévoit un montant de 68,83 M€ en AE et 50 M€ en CP pour financer le dispositif contrat d'autonomie, selon le détail suivant :

- **Coût en 2009 des entrées 2008 :** il repose sur les hypothèses présentées précédemment sachant qu'en 2008, le nombre de bénéficiaires estimé est de 4 500 jeunes, le dispositif ayant démarré en juillet 2008 avec la signature des premiers contrats d'autonomie.

	Nombre d'actes de paiement (1)	Coût unitaire moyen d'un paiement en € (2)	Crédits prévus en PLF 2009 en M€ (1) x (2)
Crédits de paiement	6 075	2 266,67	13,77

- **Coût des entrées 2009 :**

	Entrées prévues	Nombre d'actes de paiement (1)	Coût unitaire moyen par paiement en € (2)	Crédits prévus en PLF 2009 en M€ (1) x (2)
Autorisations d'engagement	15 095	35 473	1 940,42	68,83
Crédits de paiement	15 095	20 756	1 745,47	36,23

3 - MARCHÉ POUR LA MISE EN SITUATION D'EMPLOI DES PUBLICS FRAGILES OU SPÉCIFIQUES RELEVANT DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Ce marché vise à la mise en œuvre de prestations d'orientation, d'accompagnement, de sécurisation des parcours et de soutien aux publics spécifiques (femmes, seniors, travailleurs handicapés, ultra marins, détenus et militaires en reconversion) en prenant en compte leurs difficultés d'accès à l'emploi, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux en cours de définition (Grenelle de l'insertion, plan respect et égalité des chances dans les banlieues...).

Une dotation prévisionnelle de **75 M€** est prévue à cet effet.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Le montant des crédits prévus s'élève à 88 M€ en AE et CP. Il recouvre :

- d'une part, la subvention pour charges de service public de 38 M€ en AE et CP versée à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des dispositifs qu'elle gère pour le compte de l'Etat ;
- d'autre part, la subvention pour charges de service public de 50 M€ en AE et CP versée à l'établissement public d'insertion de la défense (EPiDe).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « opérateurs » de la justification au premier euro.

1 - FRAIS DE GESTION DE L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)

Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, le gouvernement a décidé la fusion du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) et de l'agence unique de paiement (AUP) afin de créer l'agence de services et de paiement (ASP) à compter du 1^{er} janvier 2009. En conséquence, la subvention

pour charges de service public sera versée par la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, à partir de cette date, à l'ASP.

Ainsi est-il prévu une subvention pour charges de service public à l'ASP d'un montant de **38 M€** en AE et CP qui vise à couvrir le coût pour l'établissement en personnel et en fonctionnement correspondant aux missions de gestion de certains dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le montant de la subvention allouée à l'ASP est déterminé au regard de la charge prévisionnelle de gestion de celui-ci, compte tenu des stocks et flux de dossiers de bénéficiaires des mesures dont il assure le paiement pour le compte de la mission travail et emploi. A chaque type de dossier de bénéficiaires est associé un ratio d'activité qui détermine le nombre d'équivalent temps plein travaillés (ETPT) nécessaire pour en assurer la gestion en 2009.

Cette subvention correspond au coût de 554 ETPT, dont :

- 297 correspondants à la gestion des dossiers des bénéficiaires ;
- 257 aux fonctions de pilotage, contrôle et gestion des systèmes d'information de l'établissement.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « opérateurs » du projet annuel de performances du programme 154 « gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural » de la mission « agriculture, pêche, forêt et affaires rurales », ainsi que dans la partie « opérateurs » du présent programme, notamment s'agissant du détail des mesures et dispositifs pour lesquels le paiement des aides aux bénéficiaires est confié à l'ASP dans le cadre de la convention du 28 janvier 1992 et de ses avenants.

Le tableau ci-dessous détaille les mesures et dispositifs qui seront gérés par l'ASP pour le compte de la mission travail et emploi en 2009 :

Programme / Action / Dispositif	AE (M€)	CP (M€)
102 - Accès et retour à l'emploi	1932,16	1955,56
<i>Mise en situation d'emploi des publics fragiles</i>		
Nouveaux services - emploi jeunes : aides initiales aux employeurs; aides aux employeurs bénéficiant de mesures de consolidation des emplois créés (épargne consolidée, conventions pluriannuelles dégressives).	20,35	20,35
Contrats emplois consolidés (CEC)	10,2	10,2
Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)	812,4	812,4
Contrats initiative emploi (CIE)	158,15	158,15
Contrats d'avenir: aide dégressive aux employeurs	398,66	398,66
Contrats d'insertion des jeunes dans la vie sociale : allocation interstitielle	55,00	55,00
Soutien, professionnalisation et développement de l'insertion par l'activité économique	197,16	197,16
Aide au poste dans les entreprises adaptées	255,70	255,70
Contrats d'accès à l'emploi dans les DOM	15,17	19,70
Contrats emploi-solidarité (CES) dans les DOM	8,81	17,46
Contrats emploi-consolidé (CEC) dans les DOM	0,56	2,8
Contrats emploi-jeune dans les DOM		7,98
103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	136,08	135,98
<i>Accès des actifs à la qualification</i>		
Rémunération et protection sociale des stagiaires (agrément nationaux)	89	89
<i>Développement de l'emploi</i>		
Aide à l'emploi dans le secteur HCR – soutien petites entreprises (extras)	0,3	0,3
PIJ création dans les DOM	6,78	6,68
NACCRE	40	40
Total pour la mission	2 068,24	2 091,54

2 - ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'INSERTION DE LA DÉFENSE (FONCTIONNEMENT)

Mis en place par l'ordonnance n°2005-883 du 2 août 2005, ratifiée par la loi n°2008-493 du 26 mai 2008 l'établissement public d'insertion de la défense (EPIDe) est un établissement public administratif chargé de l'organisation et de la gestion du dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sans diplôme ou sans titre professionnel, ou en voie de marginalisation.

La contribution du ministère de l'emploi prévue en PLF 2009 pour le financement des frais de fonctionnement de l'EPIDe s'élève à **50 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	68 300 000	105 040 000
Transferts aux entreprises	758 758 200	766 468 200
Transferts aux autres collectivités	1 494 375 417	1 512 043 791

Un montant de 2 321,43 M€ en AE et 2 385,55 M€ en CP est prévu au titre des crédits d'intervention de cette action. Ils couvrent la participation de l'État :

• **au niveau de la sous-action 1 « insertion dans l'emploi au moyen des contrats aidés » d'un montant de 1 564,18 M€ en AE et 1 618,87 M€ en CP :**

- des contrats aidés en extinction pour 136,26 M€ en AE et CP ;
- des contrats aidés du plan de cohésion sociale pour 970,55 M€ en AE et CP ;
- de l'aide différentielle de l'État associée aux contrats d'avenir pour 423,66 M€ en AE et CP ;
- des contrats aidés en faveur des départements d'outre-mer pour 33,71 M€ en AE et 88,4 M€ en CP.

• **au niveau de la sous-action 2 « accompagnement des publics les plus en difficulté » d'un montant de 757,26 M€ en AE et en CP :**

- au financement de l'accompagnement renforcé des jeunes vers l'emploi (241,6 M€ en AE et en CP);
- au financement de mesures en faveur de l'emploi des personnes handicapées (307,50 M€ en AE et CP) ;
- au financement de mesures en faveur de l'insertion par l'activité économique (208,16 M€ en AE et CP).

SOUS ACTION 1 – INSERTION DANS L'EMPLOI AU MOYEN DES CONTRATS AIDES

Les crédits d'intervention de cette sous-action couvrent le financement des mesures de la politique de l'emploi contribuant à la construction de parcours vers l'emploi durable par la mise en situation de travail. Il s'agit des aides à l'embauche associées aux contrats aidés du secteur marchand et non marchand mobilisés au profit des publics cibles de la politique de l'emploi.

Construction de parcours vers l'emploi durable	Titre 6 – catégorie 1	Titre 6 – catégorie 2	Titre 6 – catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	6 340 000	289 058 200	1 268 779 417	1 564 177 617
Crédits de paiement	43 080 000	289 268 200	1 286 514 457	1 618 862 657

1 564,18 M€ en autorisations d'engagement et 1 618,86 M€ en crédits de paiement sont prévus en PLF 2009.

Ils se décomposent en moyens consacrés à la couverture des dépenses :

- des dispositifs qui n'enregistreront pas de nouveaux bénéficiaires en 2009, dits « en extinction » (1) pour un montant de 136,26 M€ en AE et CP ;
- des contrats aidés du plan de cohésion sociale, à savoir les contrats initiative emploi – CIE - et les contrats d'accompagnement dans l'emploi -CAE (2) pour un montant de 970,55 M€ en AE et CP ;

- d'aide différentielle de l'État associée aux contrats d'avenir, dans le cadre de l'activation des minima sociaux (3) pour un montant de 423,66 M€ en AE et CP ;
- des dispositifs aidés en faveur des départements d'outre-mer (4) pour un montant de 33,71 M€ en AE et 88,4 M€ en CP.

Le projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion examiné par le Parlement à l'automne prévoit que les outils existants seront réunis autour de deux instruments – le CAE pour le secteur non marchand et le CIE pour le secteur marchand - regroupés sous le label commun de « contrat unique d'insertion » (CUI). Le contrat d'avenir et le CI-RMA seront fusionnés dans ce nouveau dispositif.

Le CUI devrait entrer en vigueur le 1^{er} juin 2009 et sera financé à coût constant par mobilisation des crédits dédiés aux quatre contrats issus du plan de cohésion sociale (CAE, CIE, CAV et CI-RMA).

1- COUVERTURE DES DÉPENSES AU TITRE DES DISPOSITIFS EN EXTINCTION

Aides à l'embauche - Mesures en extinction	Titre 6 – catégorie 2	Titre 6 – catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	105 748 200	30 509 417	136 257 617
Crédits de paiement	105 748 200	30 509 417	136 257 617

136,26 M€ en AE et CP sont prévus pour les dispositifs suivants :

- primes des contrats initiatives emploi (CIE) ;
- contrats emplois consolidés (CEC) ;
- nouveaux services emplois jeunes ;
- soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (SEJE) ;
- régime spécifique d'exonérations CIE ;
- régime spécifique d'exonérations des contrats de retour à l'emploi (CRE).

Les crédits prévus correspondent exclusivement à la couverture d'engagements juridiques antérieurs à 2009. Ils s'expriment en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de mêmes montants.

● Primes des contrats initiative emploi (CIE)

La durée de l'aide de l'État aux employeurs de CIE était, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de programmation pour la cohésion sociale, fixée à 36 ou 60 mois en fonction des caractéristiques des publics embauchés.

Le montant des crédits prévus pour 2009 couvre le coût des embauches réalisées de 2004 à 2005. Le coût unitaire mensuel de ces contrats s'élève à 500 €.

Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire mensuel (2)	Crédits de paiement prévus en 2009 (1) × (2) × 12
5 526	500	33,16 M€

Au total, **33,16 M€** en AE et CP sont prévus en PLF 2009 au titre des aides à l'embauche des CIE conclus de 2004 à 2005. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

● Aide de l'État aux employeurs de contrats emplois consolidés (CEC)

Compte tenu de la durée maximale de 5 ans des conventions de contrat emploi consolidé, des entrées constatées, et d'un coût unitaire moyen mensuel en 2009 de 895,01 €, le montant de la dépense prévisionnelle associée à la couverture des engagements antérieurs s'élève à **10,16 M€** en AE et CP. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Entrées (cohortes 2004 et 2005) (1)	Taux de rupture moyen (2)	Coût unitaire moyen mensuel (y compris coût de la formation) (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) * (100% - (2)) * (3)
3 912	75,82%	895,01 €	10,16 M€

• **Aide aux employeurs associatifs et publics au titre du programme nouveaux services – emplois jeunes (NS-EJ)**

Les crédits prévus en PLF 2009 pour les emplois jeunes s'élèvent au total à **20,35 M€** et se décomposent comme suit :

- aide forfaitaire initiale versée aux associations, établissements publics et collectivités territoriales qui emploient des emplois jeunes : 1,64 M€ en AE et CP;

Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
102,83	1 327	1,64 M€

- dispositif d'« épargne consolidée » qui consiste, pour les organismes de droit privé à but non lucratif qui ont consolidé l'activité qu'ils ont créée et accepté le paiement différé d'une partie de l'aide forfaitaire initiale, en un reversement des sommes ainsi épargnées assorti d'une prime : 18,71 M€ en AE et CP compte tenu du stock d'effectifs présents, estimé à 5 854 et d'un coût moyen de 3 196 €. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

• **Soutien à l'emploi des jeunes en entreprises (SEJE)**

Le SEJE a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2008. Les coûts pour 2009 retracés ci-dessous correspondent au financement des engagements antérieurs. Le SEJE avait fait l'objet d'une réforme au second semestre 2006 visant à élargir le champ des bénéficiaires de ce dispositif. La prime mensuelle a été portée à 400 € la première année et à 200 € la seconde. La durée des conventions a été ramenée à deux ans (contre 3 ans avant la réforme, durée qui reste applicable pour les contrats conclus jusqu'au 30 juin 2006). Les employeurs qui concluent un contrat de professionnalisation à durée indéterminée avec un jeune qui entre dans les conditions d'accès au SEJE peuvent également bénéficier du soutien de l'État. L'aide versée dans ce cadre est de 200 € par mois pour un contrat à temps plein. Elle est accordée pour une durée de 2 ans, avec un abattement de 50 % au titre de la deuxième année du contrat.

Au titre des engagements antérieurs, et en prenant en compte les taux de rupture constatés, le coût prévisionnel de la cohorte 2007 est de **50,23 M€**, dont 0,74 M€ de frais de gestion, retracés dans la partie fonctionnement, correspondant à 1,5% du montant brut des aides (soit 49,49 M€) en AE et en CP.

Année d'entrée	Semestre	Effectifs pris en charge	Niveau de l'aide	Taux de l'aide	incidence sur 2009 (mois)	Crédits prévus en PLF 2009
2007 – droit commun	S1	18 509	400	50%	3	11,11 M€
	S2	21 074	400	50%	9	37,93 M€
2007 – contrats de professionnalisation	S1	201	200	50%	3	0,06 M€
	S2	437	200	50%	9	0,39 M€
TOTAL						49,49 M€

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

• **Régime spécifique d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale associé aux CIE**

Les prévisions des régimes de sécurité sociale reposent sur les dépenses constatées antérieurement et sur des hypothèses de décade du nombre de bénéficiaires de CIE ouvrant droit à ces exonérations.

Crédits prévus : **20 M€** en AE et CP. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

• Régime spécifique d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale associé aux contrats de retour à l'emploi (CRE)

Les prévisions des régimes de sécurité sociale reposent sur les dépenses constatées antérieurement et sur des hypothèses de décroissance du nombre de bénéficiaires de CRE ouvrant droit à ces exonérations.

Crédits prévus : **3,1 M€** en AE et CP. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

2 - CONTRATS AIDÉS DU PLAN DE COHÉSION SOCIALE : CIE ET CAE

Aides à l'embauche - Mesures en extinction	Titre 6 – catégorie 2	Titre 6 – catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	183 150 000	1 121 060 000	1 394 210 000
Crédits de paiement	183 150 000	1 121 060 000	1 394 210 000

La loi de programmation pour la cohésion sociale a opéré une simplification des dispositifs d'aides à l'embauche en procédant :

- à la fusion des contrats emplois solidarité (CES) et des contrats emplois consolidés (CEC) en un seul contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) réservé aux employeurs du secteur non marchand ;
- à la création d'un seul dispositif d'accès à l'emploi direct dans le secteur marchand, le contrat initiative emploi (CIE).

Au niveau régional, le préfet et les services de l'emploi disposent d'une enveloppe qui leur est notifiée en début d'année. La prescription de ces deux contrats aidés est confiée à la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance chômage.

L'aide de l'État correspond à une fraction de la rémunération brute des bénéficiaires de ces contrats. Cette fraction ne peut excéder 95% pour les CAE et 47% pour les CIE du taux brut du salaire minimum de croissance (SMIC) par heure travaillée.

Après consultation des instances locales dans le cadre du service public de l'emploi régional (SPER), le préfet encadre par arrêté le niveau des aides attribuées, en fonction du type d'employeurs, des publics accueillis et de l'effort consenti par l'employeur en matière de formation et d'accompagnement afin de s'adapter au mieux aux réalités locales.

• Aides à l'embauche dans le secteur marchand : contrats initiative emploi (CIE)

Le PLF 2009 prévoit **158,15 M€** en AE et CP au titre du CIE. Cette budgétisation résulte de la prise en compte du coût en 2009, des cohortes 2007 et 2008, ainsi que du coût des nouveaux flux d'entrées. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

Primes à l'embauche - CIE	Titre 6 – catégorie 2
Autorisations d'engagement	158 150 000
Crédits de paiement	158 150 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	108 947 981

- **Le coût en 2009 des entrées 2007** repose sur des paramètres constatés au 31 décembre 2007, soit la conclusion de 37 541 contrats d'une durée moyenne de 10,7 mois. Le taux de prise en charge est de 31,2 % du SMIC horaire sur la base d'une durée hebdomadaire moyenne de 32,64 heures. Le montant moyen de l'aide versée en 2009 pour ces contrats est donc de 387,46 €.

CIE : coût en 2009 des entrées 2007 – AE = CP

Entrées constatées	Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Taux de rupture (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x (100% - (3)) x 12
37 541	173,83	387,46	33,34 %	0,54 M€

- **Le coût en 2009 des entrées 2008** repose sur des hypothèses de durée moyenne prévisionnelle des CIE de 9,59 mois et de conclusion en 2008 de 64 664 contrats. Le taux de prise en charge est de 30,56 % du SMIC horaire sur la base d'une durée hebdomadaire moyenne de 33,2 heures. Le montant moyen de l'aide versée en 2009 pour ces contrats est donc de 386,02 €.

CIE : coût en 2009 des entrées 2008 – AE = CP

Entrées prévues	Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Taux de rupture (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x (100% - (3)) x 12
64 664	13 479,92	386,02	22,07 %	48,66 M€

- **Le coût des entrées 2009** repose sur des hypothèses de durée moyenne prévisionnelle des CIE de 9,44 mois et de conclusion en 2009 de 50 000 contrats. Le taux de prise en charge est de 30,7 % du SMIC horaire sur la base de 33 heures hebdomadaires de travail. Le montant moyen de l'aide versée en 2009 pour ces contrats est 385,45 €.

CIE : coût en 2009 des entrées 2009 – AE = CP

Entrées prévues	Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Taux de rupture (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x (100% - (3)) x 12
50 000	29 447,58	385,45	20,01 %	108,95 M€

• **Aides à l'embauche dans le secteur non marchand : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)**

Le PLF 2009 prévoit **812,4 M€** en AE et CP au titre du CAE. Cette budgétisation résulte de la prise en compte du coût en 2009, des cohortes 2007 et 2008, ainsi que du coût des nouveaux flux d'entrées. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

Primes à l'embauche - CAE	Titre 6 – catégorie 4
Autorisations d'engagement	812 400 000
Crédits de paiement	812 400 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	432 580 629

- **Le coût en 2009 des entrées 2007** repose sur des paramètres constatés au 31 décembre 2007, soit la conclusion de 259 738 contrats d'une durée moyenne de 9,06 mois. Le taux de prise en charge moyen est de 75,33 % du SMIC horaire sur la base de 24,05 heures hebdomadaires de travail. Le montant moyen de l'aide versée en 2009 pour ces contrats est donc de 689,29 €.

CAE : coût en 2009 des entrées 2007 – AE = CP

Entrées constatées	Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Taux de rupture (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x (100% - (3)) x 12
259 738	3 528,66	689,29	8,70 %	26,65 M€

- **Le coût en 2009 des entrées 2008** repose sur des hypothèses de durée moyenne prévisionnelle des CAE de 8,63 mois. Le taux de prise en charge est de 71,16 % du SMIC horaire sur la base de 20,29 heures hebdomadaires de travail. Le montant moyen de l'aide versée en 2009 pour ces contrats est de 540,41 €.

CAE : coût en 2009 des entrées 2008 – AE = CP

Entrées constatées	Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Taux de rupture (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x (100% - (3)) x 12
200 321	58 505,67	540,41	6,914 %	353,17 M€

- **Le coût des entrées 2009** repose sur des hypothèses de durée moyenne prévisionnelle des CAE de 8,55 mois et de conclusion en 2009 de 153 543 contrats. Le taux de prise en charge est de 70 % du SMIC horaire sur la base de 20 heures hebdomadaires de travail. Le montant moyen de l'aide versée en 2009 pour ces contrats est de 532,65 €.

CAE : coût en 2009 des entrées 2009 – AE = CP

Entrées prévues	Effectif moyen mensuel (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Taux de rupture (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x (100% - (3)) x 12
153 543	73 154,08	532,65	7,487 %	432,58 M€

3 - ACTIVATION DES MINIMA SOCIAUX

Le coût de l'activation des minima sociaux est de **423,66 M€** en AE et CP et se répartit de la façon suivante :

- 398,66 M€ en AE et CP au titre de l'aide de l'État aux employeurs de contrat d'avenir ;
- 25 M€ en AE et CP au titre de la minoration de l'activation des contrats d'avenir et CI-RMA en faveur des bénéficiaires de minima sociaux.

● Aide de l'État aux employeurs de contrats d'avenir.

Le contrat d'avenir (CAv) est un dispositif institué par la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, complétée par la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005, mobilisé par les collectivités territoriales et le service public de l'emploi pour favoriser l'embauche des bénéficiaires de minima sociaux.

Le CAv permet aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) et aux allocataires de l'allocation parent isolé (API), de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) d'accéder à un emploi, sous forme de contrat à durée déterminée conclu avec un employeur du secteur non marchand, première étape de leur retour à l'emploi durable.

Outre le régime spécifique d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale attaché à ce contrat, les aides publiques associées à la conclusion du contrat d'avenir sont les suivantes :

- l'employeur reçoit du département (RMI) ou de l'État (autres allocations) une aide forfaitaire à l'embauche correspondant au montant de l'allocation du RMI pour une personne isolée - activation du minimum social ;
- l'employeur reçoit une aide spécifique de l'État, dégressive dans le temps, calculée en référence à la différence entre le coût pour l'employeur du contrat d'avenir et le montant de l'aide forfaitaire.

Les dépenses d'intervention prévues au titre du CAv pour l'action « Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail » correspondent uniquement à l'aide spécifique de l'État. Le taux de cette aide est fixé par le décret n° 2005-916 du 2 août 2005 à :

- 75% de la différence entre le coût mensuel pour l'employeur du contrat d'avenir et le montant de l'aide forfaitaire pendant la première année d'exécution du CAv ;
- 50% de la différence entre le coût mensuel pour l'employeur du CAv et le montant de l'aide forfaitaire pendant les seconde et troisième années.

Pour les ateliers et chantiers d'insertion qui sont des employeurs spécifiques en matière d'insertion professionnelle et disposent d'un savoir faire reconnu pour l'accompagnement de ces publics, l'aide spécifique de l'État est égale à 90% de la différence entre le coût mensuel pour l'employeur du contrat d'avenir et le montant de l'aide forfaitaire pendant toute la durée d'exécution des contrats.

En outre, le décret n° 2006-266 du 8 mars 2006 modifiant le décret n° 2005-916 du 2 août 2005 relatif à l'aide de l'État afférente au contrat d'avenir porte le niveau de l'aide spécifique de l'État à 90% de la différence entre le coût mensuel pour l'employeur du contrat d'avenir et le montant de l'aide forfaitaire pendant les six premiers mois d'exécution des contrats d'avenir conclus avant le 31 décembre 2007.

Enfin, en cas de transformation du contrat d'avenir en contrat à durée indéterminée, et selon les modalités des articles L. 322-4-12 et R. 322-17-10 du code du travail, l'employeur bénéficie d'une prime de 1500 €. L'aide est versée après six mois de présence effective du salarié en contrat à durée indéterminée.

Au total, les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **398,66 M€** en AE et CP pour les contrats d'avenir, dont :

- 183,34 M€ au titre du socle des années antérieures ;
- 212,76 M€ pour couvrir les 76 666 nouvelles entrées programmées ;
- 2,56 M€ au titre de la prime de 1500 € pour transformation d'un contrat d'avenir en CDI.

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

Par année d'entrée, le coût 2009 se décompose de la façon suivante :

- **Le coût en 2009 des entrées 2007** repose sur des paramètres constatés au 31 décembre 2007, soit la conclusion de 123 749 contrats d'une durée moyenne de 11,13 mois, sur la base de 26 heures hebdomadaires de travail. Le coût en 2009 des entrées 2007 s'élève à **27,27 M€**, dont 10,40 M€ au titre des embauches de droit commun et 16,87 M€ au titre des embauches en ACI.

	Entrées constatées	Effectif moyen mensuel * (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Coût total (1) x (2) x 12
Embauches de droit commun	61 875	2 752,75	314,83	10,40 M€
Embauches en ACI	61 875	2 472,17	568,67	16,87 M€

* tenant compte d'un taux de rupture de 8% par période de 6 mois pour les embauches de droit commun et de 11% pour les ACI.

- **Le coût en 2009 des entrées 2008** correspond à la conclusion de 100 808 contrats, d'une durée moyenne de 10,05 mois et d'une durée hebdomadaire de 26 heures. Le coût en 2009 des entrées 2008 s'élève à **156,07 M€**, dont 60,53 M€ au titre des embauches de droit commun et 95,55 M€ au titre des embauches en ACI.

	Entrées constatées	Effectif moyen mensuel * (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Coût total (1) x (2) x 12
Embauches de droit commun	50 405	11 801,00	427,41	60,53 M€
Embauches en ACI	50 403	14 255,33	558,55	95,55 M€

* tenant compte d'un taux de rupture de 8% par période de 6 mois pour les embauches de droit commun et de 11% pour les ACI.

- **Le coût en 2009 des entrées 2009** correspond à l'hypothèse de conclusion de 76 666 contrats, d'une durée moyenne de 10 mois et d'une durée hebdomadaire de 26 heures. Le coût en 2009 des entrées 2009 s'élève à **212,76 M€**, dont 97,13 M€ au titre des embauches de droit commun et 115,63 M€ au titre des embauches en ACI.

	Entrées prévues	Effectif moyen mensuel * (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Coût total (1) x (2) x 12
Embauches de droit commun	38 333	17 140,00	472,24	97,13 M€
Embauches en ACI	38 333	16 944,08	568,67	115,63 M€

* tenant compte d'un taux de rupture de 8% par période de 6 mois pour les embauches de droit commun et de 11% pour les ACI.

- **Le coût en 2009 au titre de la prime de 1500 €** versée à l'employeur en cas de transformation du contrat d'avenir en contrat à durée indéterminée, s'élève à **2,56 M€**. D'après les données fournies par le CNASEA, le taux d'insertion dans l'emploi durable à la suite d'un emploi en contrat d'avenir est de 16,2 %, dont 6,5 % en CDI. Le taux de sortie en CDI chez le même employeur est ainsi estimé à 1,81 %. La prime étant versée après

six mois de présence effective du salarié en CDI, le calcul repose sur une hypothèse de 94 427 ruptures de contrats d'avenir entre juillet 2008 et juin 2009.

Ruptures prévisionnelles de contrats d'avenir (1)	Taux d'insertion en CDI chez le même employeur (2)	Prime versée (3)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x (3)
94 427	1,81 %	1 500 €	2,56 M€

• Activation des contrats d'avenir et CI-RMA en faveur des bénéficiaires du RMI.

Le décret n°2007-208 du 19 février 2007 relatif à la prime de cohésion sociale afférente au contrat d'avenir et à la prise en charge par l'Etat d'une partie de l'aide activée dans le cadre du contrat d'avenir et du contrat insertion-revenu minimum d'activité prévoit la prise en charge par l'Etat d'une partie du coût de l'activation des contrats CAV et CI-RMA. Le montant des aides versées par les collectivités débitrices des allocations du RMI est ainsi minoré de 12%.

Sur la base d'un stock moyen mensuel en 2009 de 28 327 bénéficiaires du RMI embauchés en contrat d'avenir, et de 9 600 en CI-RMA, le coût pour l'Etat s'élève respectivement à 18,67 M€ pour les CAV et à 6,33 M€ pour les CI-RMA, soit un total de **25 M€**. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

4 - LES DISPOSITIFS EMPLOI SPÉCIFIQUES À L'OUTRE-MER

La gestion des contrats aidés d'outre-mer a été confiée à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) à compter du 1^{er} janvier 2008. Dans le cadre du PLF 2009, les crédits prévus au titre de ces dispositifs s'élèvent à **33,71 M€ en AE et 88,328 M€ en CP**.

• Le contrat d'accès à l'emploi (CAE DOM)

Le CAE DOM est une mesure spécifique aux départements d'outre-mer permettant à l'employeur de bénéficier en contrepartie du recrutement de salariés provenant des publics prioritaires de politique de l'emploi d'une exonération des cotisations patronales de sécurité sociale et d'une prime mensuelle, dont le montant varie selon l'éloignement de l'emploi du bénéficiaire du contrat.

L'aide forfaitaire de l'État est égale à 152 ou 305 € par mois selon les catégories de bénéficiaires. Si une formation est organisée au profit du salarié, une aide à la formation peut être accordée à l'entreprise, d'un montant maximal de 7,62 € par heure de formation dans la limite de 1000 heures.

Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **15,17 M€ en AE et 19,71 M€ en CP**. Le calcul repose sur l'hypothèse de 4 562 entrées nouvelles en 2009.

CAE-DOM : coût en CP des entrées antérieures à 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
6 943	157,49 €	13,12 M€

CAE-DOM : coût en AE des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen pluriannuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2)
4 562	3 325 €	15,17 M€

CAE-DOM : coût en CP des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
4 562	120,32 €	6,59 M€

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux autres collectivités.

• Le soutien à l'emploi des jeunes diplômés (SEJD)

Le SEJD s'adresse aux entreprises de moins de 20 salariés du secteur marchand des départements d'outre-mer ou de Saint-Pierre-et-Miquelon recrutant sous contrat à durée indéterminée un jeune titulaire d'un diplôme sanctionnant au moins deux ans de formation post secondaire ou de formation professionnelle de niveau comparable. L'aide est supprimée pour les embauches à compter du 1^{er} janvier 2008. L'aide versée à l'employeur s'étend sur une durée de trois ans et s'élève à 225 € pour un SMIC à temps plein (jusqu'à 1,3 SMIC, soit 292,5€).

Les crédits prévus en PLF 2009 sont de **0,21 M€** en CP, permettant de couvrir les engagements antérieurs à 2009.

SEJD : coût en CP des entrées antérieures à 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
90	197,51 €	0,21 M€

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

• Le contrat emploi-solidarité (CES)

Le CES a été remplacé au 1^{er} janvier 2006 par le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE non marchand), sauf à Mayotte où il subsiste en vertu de l'article L.322-1 du code du Travail applicable dans cette collectivité.

Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **8,81 M€** en AE et à **11,76 M€** en CP. Le calcul repose sur l'hypothèse de 3 000 nouvelles entrées en 2009.

CES : coût en CP des entrées antérieures à 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
2 500	100,44 €	3,013 M€

CES : coût en AE des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen pluriannuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2)
3 000	2 938 €	8,81 M€

CES : coût en CP des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
3 000	242,97 €	8,746 M€

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux autres collectivités.

• Le contrat emploi-consolidé (CEC)

Le CEC est maintenu applicable d'une part dans les DOM et Saint-Pierre-et-Miquelon par l'art 47-III de la loi du 18 janvier 2005, jusqu'au 31 décembre 2005, et d'autre part à Mayotte en vertu de l'article L.322-7 du code du travail applicable à cette collectivité. Ce contrat a également été remplacé au 1^{er} janvier 2006 par le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE non marchand), sauf à Mayotte, où il subsiste en vertu de l'article L.322-1 du code du Travail applicable dans cette collectivité.

Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **0,56 M€** en AE et à **2,8 M€** en CP.

CEC : coût en CP des entrées antérieures à 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
1 587	134,86 €	2,57 M€

CEC : coût en AE des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen pluriannuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2)
50	11 231 €	0,56 M€

CEC : coût en CP des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
50	385,27 €	0,23 M€

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux autres collectivités.

• **Le contrat d'insertion par l'activité (CIA)**

Le CIA est prévu à l'article L. 522-8 du code de l'action sociale et des familles et consiste à remettre en activité des personnes en difficulté d'accès à l'emploi, par l'exécution de tâches d'utilité sociale. Il est réservé aux allocataires du RMI et géré par l'agence départementale d'insertion (ADI). Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **6,34 M€** en AE et **11,98 M€** en CP. Le calcul repose sur l'hypothèse de 3 000 nouvelles entrées en 2009.

CIA : coût en CP des entrées antérieures à 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
3 883	138,58 €	6,453 M€

CIA : coût en AE des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen pluriannuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2)
3 000	2 114 €	6,34 M€

CIA : coût en CP des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
3 000	153,5 €	5,526 M€

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux ménages.

• **Le contrat emploi-jeune (stock et consolidation)**

Le contrat emploi-jeune a été supprimé, en flux d'entrées, en 2002 et les renouvellements ne sont plus possibles depuis le 20 janvier 2005. Toutefois, un plan spécifique à l'outre-mer de consolidation des postes d'emploi jeunes dont le contrat arrive à terme a été mis en place par la circulaire du ministère de l'outre-mer du 9 décembre 2002. Il s'agit principalement d'un dispositif d'épargne consolidée pour les organismes de droit privé à but non lucratif, et à titre dérogatoire, pour certaines collectivités locales ou établissements publics, qui pérennisent l'emploi créé.

Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **7,98 M€** en CP uniquement et servent à couvrir les engagements antérieurs à 2009.

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux autres collectivités.

• Le congé de solidarité

Le congé de solidarité a été mis en place par l'article 15 de la loi n°2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer modifié par la loi n°2003-660 du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer et a pour objectif de favoriser l'embauche de jeunes de moins de 30 ans par la cessation d'activité de salariés âgés de plus de 55 ans. Des conventions conclues d'une part entre l'Etat, les collectivités locales, les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives dans le département (convention-cadre), et d'autre part entre l'Etat et l'employeur, définissent les conditions de financement et de mise en œuvre de ce dispositif. Le congé de solidarité est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2008. Le coût en 2009 des entrées antérieures concerne les départements de Martinique, Guadeloupe et La Réunion. D'après les prévisions pluriannuelles fournies par les Assedic de ces départements, les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **31,1 M€** en CP uniquement.

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux ménages.

• Le stage de formation et d'insertion professionnelle (SFIP)

Le SFIP remplace, uniquement à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, le stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE entrée individuelle ou collective), dispositif de formation pour les publics éloignés de l'emploi, supprimé par l'article 43 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale. Le maintien d'un dispositif de formation pris en charge par l'Etat dans ces collectivités était indispensable en l'absence de conseil régional compétent en matière de formation professionnelle. Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **0,16 M€** en AE et en CP et permettront de financer 33 nouvelles entrées en 2009, d'un coût unitaire mensuel de 404,04 €.

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux autres collectivités.

• Les chantiers de développement local (CDL)

Les CDL ont été créés par une circulaire du ministère du travail en date du 15 juillet 1991 concernant Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les îles Wallis et Futuna.

Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **2,67 M€** en AE et à **2,63 M€** en CP. Le calcul repose sur une hypothèse de conclusion de 2 500 nouvelles entrées au coût unitaire moyen mensuel de 86,54 €. Le coût en 2009 des engagements antérieurs est de 0,03 M€.

CDL : coût en CP des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
2 500	86,54 €	2,6 M€

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

SOUS ACTION 2 – ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS LES PLUS EN DIFFICULTE

Les crédits d'intervention de cette sous action couvrent le financement par la mission Travail et emploi des dispositifs d'accompagnement vers et dans l'emploi des publics les plus en difficulté. Ces crédits correspondent à **764,76 M€ en AE et en CP** d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement. Ils se décomposent en moyens consacrés :

- au financement de l'accompagnement renforcé des jeunes vers l'emploi (249,10 M€ en AE et en CP);
- au financement de mesures en faveur de l'emploi des personnes handicapées (307,50 M€ en AE et CP) ;
- au financement de mesures en faveur de l'insertion par l'activité économique (208,16 M€ en AE et CP).

1 - ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ DES JEUNES VERS L'EMPLOI

Accompagnement renforcé des jeunes	Titre 6 – catégorie 1	Titre 6 – catégorie 2	Titre 6 – catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	60 000 000	0	181 600 000	241 600 000
Crédits de paiement	60 000 000	7 500 000	181 600 000	249 100 000

Dans le cadre du PLF 2009, l'Etat mobilise 241,6 M€ en AE et à 249,10 M€ en CP en faveur des mesures visant à l'accompagnement renforcé des jeunes vers l'emploi, en particulier à travers les dispositifs suivants :

- les missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation (162,6M€ en AE et CP) ;
- l'allocation servie aux bénéficiaires d'un contrat d'insertion dans la vie sociale – CIVIS (55 M€ en AE et CP) ;
- le fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes – FIPJ (20M€ en AE et CP) ;
- le marché de prestation d'insertion dans l'emploi des jeunes diplômés demandeurs d'emploi (7,5 M€ en CP) ;
- les actions de parrainage dans le cadre de l'accompagnement des parcours des jeunes (4M€ en AE et CP).

En plus des dispositifs précités, le programme 102 porte également les mesures suivantes en faveur des jeunes :

- le paiement du stock du soutien des jeunes en entreprises – SEJE à hauteur de 50,23 M€, dont 4,72 de frais de gestion, en AE et en CP, présenté au niveau des dépenses d'intervention de la sous-action 1 « insertion dans l'emploi au moyen des contrats aidés » de l'action 2 « efficacité des dispositifs en faveur du retour à l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail » ;
- le versement de la subvention pour charges de service public en faveur de l'établissement public de la défense – EPIDe à hauteur de 50 M€ en AE et CP, présenté au niveau des dépenses de fonctionnement de l'action 2 « efficacité des dispositifs en faveur du retour à l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail » ;
- le contrat d'autonomie s'inscrivant dans le cadre du plan espoir banlieues (68,83 M€ en AE et 50 M€ en CP) qui figure également dans la partie fonctionnement de l'action.

● **Missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO)**

Le réseau des missions locales et des permanences d'accueil, d'information et d'orientation est chargé de définir et de mettre en œuvre des parcours personnalisés d'insertion au profit des jeunes confrontés à des difficultés d'ordre social ou professionnel.

Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **162,6 M€** en AE et CP et se décomposent de la façon suivante :

- fonctionnement du réseau (locaux, salaires, ...) pour 63 PAIO et 421 missions locales : 158,6 M€ ;
- animation régionale : 4 M€.

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

● **Allocation servie aux bénéficiaires d'un contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) :**

Cette allocation est servie au jeune inscrit dans un parcours d'insertion prévu par le CIVIS pendant les périodes durant lesquelles il ne perçoit ni une rémunération au titre d'un emploi ou d'un stage, ni une autre allocation. L'allocation ne peut excéder 300 € par mois ni 900 € par an. Elle ne peut être servie que pendant une année renouvelable une fois.

Le PLF 2009 repose sur une hypothèse de 150 000 bénéficiaires du CIVIS en 2009 et d'un montant moyen de 366 € par an. Le total de crédits prévus en PLF 2009 au titre de cette allocation est donc de **55 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Cette dépense constitue un transfert aux ménages.

● **Le fonds d'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ)**

Le FIPJ, créé par la loi de finances de 2005, s'inscrit dans le cadre de la loi de programmation pour la cohésion sociale. Il est destiné à financer des actions complémentaires à l'accompagnement personnalisé et renforcé des jeunes confrontés à des obstacles multiples (sociaux, familiaux, culturels et relationnels...). Les principales actions financées par ce fonds sont les suivantes :

- Les aides indirectes (crédits prévus : 15 M€) permettent le financement d'actions de prise en charge des jeunes (forums emploi, prospection d'entreprises, prêt de mobylette, aide au permis, préparation concours) ainsi que le soutien à l'innovation, l'expérimentation, l'évaluation des bonnes pratiques ;

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- Les aides directes (crédits prévus : 5 M€) permettent le financement d'actions visant la sécurisation des parcours des jeunes (logement, transport, achat de vêtements de travail, alimentation, garde d'enfant).

Au total **20 M€** en AE et CP sont prévus pour le FIPJ. En nomenclature, les aides directes constituent des transferts aux ménages, et les aides indirectes des transferts aux autres collectivités.

• **Participation de l'Etat a des opérations spécifiques d'accompagnement des jeunes diplômés vers l'emploi**

Dans le cadre de la loi n°2006-457 du 21 avril 2006 relative à l'accès des jeunes à la vie active en entreprise, le ministère a lancé un marché de prestation d'insertion dans l'emploi des jeunes diplômés demandeurs d'emploi. Cette prestation, confiée à des opérateurs privés de placement (OPP), est destinée aux jeunes demandeurs d'emploi de moins de 30 ans, diplômés, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Un montant de **7,5 M€** est prévu en CP pour le financement du marché.

Cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

• **L'accompagnement des parcours grâce aux actions de parrainage**

Le parrainage vise à faciliter l'accès ou le maintien dans l'emploi de demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, notamment les jeunes, en les faisant accompagner par des personnes bénévoles formées à cet effet.

4 M€ en AE et CP sont prévus afin de financer :

- la structuration de l'animation régionale ;
- les opérations de communication et de promotion pour le parrainage ;
- le soutien financier aux réseaux de parrains et constitution de nouveaux réseaux (pour chaque personne parrainée, l'Etat alloue une aide d'un montant ne pouvant excéder 305 euros) ;
- les actions de formation des parrains.

Coût unitaire d'une action de parrainage (1)	Objectif (2)	Coût année pleine (3) = (1) × (2)	Cofinancements mobilisables localement * (4)	Crédits prévus en PLF 2009 (3) × (4)
305 €	26 230 parcours parrainés	8 M€	environ 50% du coût	4 M€

* Collectivités locales notamment

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

2 - FINANCEMENT DES MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES

Mesures en faveur de l'emploi des personnes handicapées	Titre 6 – catégorie 1	Titre 6 – catégorie 2	Titre 6 – catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	1 960 000	297 700 000	7 840 000	307 500 000
Crédits de paiement	1 960 000	297 700 000	7 840 000	307 500 000

Le financement par l'Etat des mesures en faveur de l'emploi des personnes handicapées s'élève à **307,50 M€** en AE et CP, réparti de la façon suivante :

- l'aide au poste dans les entreprises adaptées pour un montant de **255,70 M€** en AE et CP ;
- la subvention d'accompagnement et de développement versée aux entreprises adaptées pour un montant de **42 M€** en AE et CP ;
- les programmes départementaux pour l'insertion des travailleurs handicapés pour un montant de **9,80 M€** en AE et CP.

• L'aide au poste dans les entreprises adaptées (EA)

L'aide au poste dans les EA est une compensation salariale liée à l'emploi des personnes handicapées. Elle a été instaurée par la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Elle s'est substituée à la garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH).

Un montant de **255,7 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est prévu pour le financement de 20 000 aides au poste en entreprise adaptées.

SMIC horaire retenu (1)	Durée mensuelle du travail en heures (2)	Coût unitaire annuel (80% du SMIC) (3) = (1) × (2) × 12 × 80%	Effectif total 2009 (4)	Crédits prévus au PLF 2009 (5) = (3) × (4)
8,78	151,67	12 784	20 000	255,7 M€

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

• La subvention d'accompagnement et de développement versée aux entreprises adaptées

La subvention spécifique versée aux entreprises adaptées a été instituée par la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Elle a pour vocation, en termes de fonctionnement, de compenser le surcoût lié à l'emploi très majoritaire de personnes handicapées à efficience réduite. Elle est complémentaire à l'aide au poste.

Coût moyen de fonctionnement des entreprises adaptées (1)	Effectifs pris en charge (2)	Crédits prévus au PLF 2008 (1) × (2)
2 100 €	20 000	42 M€

Un montant de **42 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est prévu au titre de la subvention d'accompagnement et de développement versée aux entreprises adaptées. Cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

• Les mesures en faveur des personnes handicapées (programmes régionaux et départementaux pour l'insertion des travailleurs handicapés - PRITH et PDITH – et aides individuelles)

Cette ligne est consacrée au financement des coordinations des PRITH et des PDITH ainsi qu'au financement d'actions spécifiques mises en œuvre dans le cadre de ces plans.

Les PRITH et les PDITH sont des plans d'actions élaborés par l'État et ses partenaires et en premier lieu l'AGEFIPH visant à créer une dynamique pour l'emploi des personnes handicapées. Ils organisent la cohérence et la complémentarité des interventions des institutions et opérateurs de droit commun et spécifiques par la coordination des acteurs locaux.

Coût moyen de fonctionnement (1)	Nombre de PDITH et PRITH (2)	Crédits prévus au PLF 2008 (1) × (2)
78 400 €	100	7,84 M€

Elle permet par ailleurs de financer les aides individuelles prévues par le code du travail (prime d'apprentissage, subvention d'installation et prime de reclassement) pour un montant de **1,96 M€**.

Un montant de **9,80 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est prévu au titre des programmes départementaux pour l'insertion des travailleurs handicapés. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux ménages (1,96 M€) et un transfert aux autres collectivités (7,84 M€).

3- SOUTIEN DE L'ÉTAT AU SECTEUR DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Soutien de l'État au secteur de l'insertion par l'activité économique	Titre 6 – catégorie 2	Titre 6 – catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	172 000 000	36 156 000	208 156 000
Crédits de paiement	172 000 000	36 156 000	208 156 000

Le financement par l'État dans le cadre du soutien au secteur de l'insertion par l'activité économique s'élève à **208,16 M€** en AE et CP, réparti de la façon suivante :

- les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion pour un montant de 140 M€ en AE et CP ;
- le fonds départemental d'insertion pour un montant de 21 M€ en AE et CP ;
- l'aide à l'accompagnement des associations intermédiaires pour un montant de 12,70 M€ en AE et CP ;
- les ateliers et chantiers d'insertion pour un montant de 23,46 M€ en AE et CP ;
- les exonérations de cotisations sociales pour les structures agréées pour un montant de 11M€ en AE et CP.

• Les entreprises d'insertion (EI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Les EI et ETTI reçoivent une aide au poste pour les EI et une aide à l'accompagnement pour les ETTI (article L 321-4-16 du code du travail) dont les montants sont fixés par arrêtés du 10 juin 2005.

	EI	ETTI	TOTAL
Nombres de postes subventionnés (1)	14 500	482	-
Coût unitaire annuel en € (2)	9 681	51 000	-
Coût brut en M€ (3) = (1) × (2)	140,4	24,6	165
Cofinancement Fonds social européen et régions (4)	- 25		- 25
Crédits prévus en PLF 2009 (M€) (3) + (4)	115,4	24,6	140

Au total, **140 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sont prévus pour les EI et ETTI. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

• Le fonds départemental de l'insertion par l'activité économique (FDI)

Le FDI est destiné à soutenir et à développer les structures d'insertion par l'activité économique (EI, ETTI, AI et ACI). À ce titre, il peut être mobilisé pour différents types d'actions :

- aide au démarrage d'une structure nouvelle ;
- aide au développement, à l'adaptation et à la diversification des activités ;
- aide à l'appui – conseil ;
- aide à la professionnalisation ;
- évaluation / expérimentation ;
- aide exceptionnelle à la consolidation financière.

Le FDI est doté de **21 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

• L'aide à l'accompagnement des associations intermédiaires (AI)

L'aide versée aux AI vise à renforcer la qualité des actions d'accompagnement réalisées pour les salariés mis à disposition auprès des entreprises, des collectivités ou des particuliers. Elle contribue à la structuration des réponses d'insertion offertes par les AI en fonction des besoins du territoire et à renforcer la coopération entre les acteurs. Cette aide est d'un montant variable de 4 600 € à 30 000 € par an, déterminé après avis du conseil départemental d'insertion par l'activité économique (CDIAE), en prenant en compte différents critères : qualité de l'accompagnement,

engagement dans une démarche de professionnalisation, nature des publics accueillis, nature du territoire (diversité et importance de l'offre d'insertion), autres sources de financement, etc.

12,70 M€ sont prévus en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

• Les ateliers et chantiers d'insertion (ACI)

Les ACI représentent la principale action d'insertion par l'activité économique. En 2004, on dénombrait 2300 structures conventionnées porteuses d'ACI. L'aide est attribuée à l'organisme conventionné en fonction du nombre d'ACI portés, et dans une double limite de 15 000 € par ACI et de 45 000 € par organisme conventionné.

Les ACI s'adressent à des publics en grande difficulté, les plus éloignés de l'emploi (65 000 salariés, pour les trois quarts bénéficiaires du RMI, ont travaillé en chantier d'insertion en 2004).

Les chantiers d'insertion ont notamment la particularité d'offrir un cadre d'activité spécifique permettant le retour à l'emploi de personnes relevant de différentes politiques publiques et à ce titre ayant différents statuts (RMA, contrat d'avenir, etc.), et d'assurer des actions d'accompagnement et de formation professionnels dans un cadre normé et défini par l'État.

23,46 M€ sont prévus en AE et en CP. En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

• Les exonérations de cotisations sociales pour les structures agréées

Les structures agréées au titre de l'aide sociale bénéficient d'une exonération de la totalité des cotisations patronales de sécurité sociale soit sur une base forfaitaire de 40 % du SMIC, soit sur la rémunération réelle inférieure au SMIC.

Les éléments de justification au premier euro des crédits prévus en PLF 2009, en AE et en CP sont les suivants :

Équivalent temps plein (ETP) (1)	SMIC horaire (2)	Rémunération sur 18 heures (3) = 18 × (2)	Cotisations exonérées (sur la base d'une exonération de 30,3%) (4) = 30,3% × (3)	Coût annuel sur 43 semaines (5) = 43 × (4)	Crédits prévus au PLF 2009 (5) × (1)
5 342	8.78	158,04	47,88	2 059	11 M€

Cette dépense constitue un transfert aux entreprises.

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 OPÉRATEURS

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			1 667 366 750	1 667 366 750	1 531 941 970	1 531 941 970
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)			3 885 558 720	3 890 552 220	3 450 364 389	3 473 672 550
Totaux			5 552 925 470	5 557 918 970	4 982 306 359	5 005 614 520

Ce programme finance l'intégralité des subventions pour charges de service public des opérateurs suivants :

- nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance chômage ;
- fonds de solidarité ;
- établissement public d'insertion de la défense (EPIDe).

Il finance également une partie des subventions pour charges de service public de l'Agence de services et de paiement (ASP), créée au 1^{er} janvier 2009 à partir de la fusion du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), et de l'Agence unique de paiement (AUP). L'ASP reçoit en outre une subvention pour charges de service public à partir du programme 154 « Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement durable » de la mission « Agriculture ».

Les crédits présentés dans le tableau ci-dessus retracent :

- les subventions pour charges de services publics de la nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance chômage, du fonds de solidarité, de l'ASP et de l'EPIDe financées par le programme 102 « Accès et retour à l'emploi » ;
- les transferts du programme 102 « Accès et retour à l'emploi » dont la gestion est confiée à l'ANPE, au fonds de solidarité ou à l'ASP.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

Avertissement

A compter du 1^{er} janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	28 888		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		28 867	43 756
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		26 850	41 490
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>		2 017	2 266

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

A la suite de la fusion de l'ANPE et du réseau d'assurance chômage, la prévision 2009 intègre les emplois rémunérés par l'UNEDIC.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS

EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
Fonds de solidarité			14			15		15		15		15
Nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance chômage			27 989			25 864	2 017	27 881		40 506	2 266	42 772
EPID - Etablissement public d'insertion de la défense			885			971		971		969		969
Totaux			28 888			26 850	2 017	28 867		41 490	2 266	43 756

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

EMPLOIS PRIS EN COMPTE DANS UN AUTRE PROGRAMME POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Information : Le tableau ci-dessous présente les emplois des opérateurs rattachés au présent programme et à un ou plusieurs autres programmes et dont les emplois sont comptabilisés dans l'un de ces autres programmes (programme chef de file) au titre du plafond d'emplois des opérateurs.

Intitulé de l'opérateur <i>programme chef de file</i>	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le présent programme 102	Rémunérés par les opérateurs (selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file)			Rémunérés par le présent programme 102	Rémunérés par les opérateurs (selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file)			Rémunérés par le présent programme 102	Rémunérés par les opérateurs (selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file)		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
ASP - Agence de services de paiement <i>154 Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires</i>		2 344				2 583		2 583		2 549		2 549
Totaux		2 344				2 583		2 583		2 549		2 549

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

ASP - AGENCE DE SERVICES DE PAIEMENT

L'ASP a pour objet d'assurer, lorsque la mission lui en est confiée par décret ou dans le cadre d'une convention, la mise en œuvre, pour le compte de l'État, de l'Union européenne, des collectivités territoriales ou de toute autre personne morale chargée d'une mission de service public, d'aides publiques et d'actions d'accompagnement concourant :

- à l'aménagement et la modernisation des structures des exploitations agricoles, au développement et à l'aménagement rural et à la protection de la nature ;

Les actions relevant de cette politique publique sont mises en œuvre en tant que de besoin, avec le concours d'organismes professionnels agréés par le ministre chargé de l'agriculture et conventionnés ;

- aux politiques structurelles dans le domaine de la pêche maritime ;
- à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'insertion sociale et professionnelle ;
- à l'aménagement du territoire et au développement local.

S'agissant de la mission Travail et emploi, l'ASP procède au paiement des bénéficiaires des aides dont l'Etat décide de lui confier le traitement dans le cadre des politiques qu'il conduit en matière de formation professionnelle et d'emploi. La gestion de ces aides publiques lui est confiée dans le cadre de la convention Etat - CNASEA du 28 janvier 1992. Il assure notamment :

- la gestion des dossiers des bénéficiaires des aides ;
- la mise en œuvre des paiements et le recouvrement des indus ;
- la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne des procédures et des droits des bénéficiaires ;
- la mise à disposition, pour chaque dispositif, de circuits d'informations physiques et financières avec le ministère chargé de la formation professionnelle et de l'emploi, à des fins de pilotage, de contrôle de gestion et d'exploitation statistique. Les modalités de la gestion par l'ASP de chaque dispositif d'aide qui lui est confié sont précisées par une convention particulière qu'il passe avec le ministère chargé de la formation professionnelle et de l'emploi et le ministre chargé du budget.

Programmes auxquels se rattache l'opérateur

En 2009, l'ASP devrait gérer pour ce qui concerne la mission « Travail et emploi » :

- des dépenses de transfert relevant du programme 102 « Accès et retour à l'emploi » pour un montant prévu de 1 932,16 M€ en AE et 1 955,56 M€ en CP ;
- des dépenses de transfert relevant du programme 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » pour un montant prévu de 96,08 M€ en AE et 95,98 en CP.

A cette fin, l'ASP bénéficie d'une subvention pour charges de service public de 38 M€ qui comprend d'une part la rémunération des personnels directement affectés à la gestion de ces aides et d'autre part, une partie des frais fixes et de structure de l'établissement.

Le tableau ci-dessous détaille les mesures et dispositifs gérés par l'ASP pour le compte de la mission travail et emploi en 2009 :

Programme / Action / Dispositif	AE (M€)	CP (M€)
102 - Accès et retour à l'emploi	1932,16	1955,56
<i>Mise en situation d'emploi des publics fragiles</i>		
Nouveaux services - emploi jeunes : aides initiales aux employeurs; aides aux employeurs bénéficiant de mesures de consolidation des emplois créés (épargne consolidée, conventions pluriannuelles dégressives).	20,35	20,35
Contrats emplois consolidés (CEC)	10,2	10,2
Contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)	812,4	812,4
Contrats initiative emploi (CIE)	158,15	158,15
Contrats d'avenir: aide dégressive aux employeurs	398,66	398,66
Contrats d'insertion des jeunes dans la vie sociale : allocation interstitielle	55,00	55,00
Soutien, professionnalisation et développement de l'insertion par l'activité économique	197,16	197,16
Aide au poste dans les entreprises adaptées	255,70	255,70
Contrats d'accès à l'emploi dans les DOM	15,17	19,70
Contrats emploi-solidarité (CES) dans les DOM	8,81	17,46
Contrats emploi-consolidé (CEC) dans les DOM	0,56	2,8
Contrats emploi-jeune dans les DOM		7,98
103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	136,08	135,98
<i>Accès des actifs à la qualification</i>		
Rémunération et protection sociale des stagiaires (agrément nationaux)	89	89
<i>Développement de l'emploi</i>		
Aide à l'emploi dans le secteur HCR – soutien petites entreprises (extras)	0,3	0,3
PIJ création dans les DOM	6,78	6,68
NACCRE	40	40
Total pour la mission	2 068,24	2 091,54

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail	2 932 760	2 932 760	2 250 177	2 255 170	2 066 240	2 089 540
Subventions pour charges de service public	53 210	53 210	38 000	38 000	38 000	38 000
Transferts	2 879 550	2 879 550	2 212 177	2 217 170	2 028 240	2 051 540
Totaux	2 932 760	2 932 760	2 250 177	2 255 170	2 066 240	2 089 540

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur **	2 344		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **		2 583	2 549
dont emplois sous plafond opérateurs		2 583	2 549

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

** Selon les informations fournies dans le PAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (154 Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires).

FONDS DE SOLIDARITÉ

La loi n°82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi dispose que le fonds de solidarité rassemble les moyens de financement des allocations de solidarité (allocation de solidarité spécifique, allocation d'insertion, allocation équivalent retraite ainsi que l'allocation de fin de formation à compter du 1^{er} janvier 2008) et de l'allocation pour les chômeurs créateurs repreneurs d'entreprise (ACCRES-ASS). Le fonds de solidarité verse à l'Unédic les sommes correspondantes aux allocations de solidarité versées aux bénéficiaires par les Assédic.

Les allocations de solidarité sont servies aux demandeurs d'emploi qui ne peuvent bénéficier du régime d'assurance chômage parce que la période pendant laquelle ils ont travaillé n'est pas suffisante pour ouvrir droit à ce régime ou qu'ils n'en relèvent plus en raison de la fin de leur période d'indemnisation.

La LFI 2006 a étendu les compétences de l'établissement public au financement :

- de l'allocation forfaitaire prévue à l'article 3 de l'ordonnance n°2005-893 du 2 août 2005 relative au contrat de travail « nouvelles embauches » ;
- de l'aide versée aux employeurs ayant conclu un contrat d'avenir ou un contrat insertion - revenu minimum d'activité lorsqu'elle prend la forme d'une activation de l'allocation spécifique de solidarité perçue par le bénéficiaire de ce contrat. Elle a également prévu la transformation de l'allocation d'insertion en allocation temporaire d'attente, dont le financement n'est plus à la charge du fonds de solidarité.

La loi n°2006-339 du 23 mars 2006 relative au retour à l'emploi et sur les droits et devoirs des bénéficiaires de minima sociaux a confié au fonds de solidarité la charge de la prime de retour à l'emploi et des primes forfaitaires mensuelles d'intéressement, versées aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) qui reprennent sous certaines conditions une activité professionnelle.

En outre, la loi du 21 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007 a confié au fonds de solidarité la charge des allocations en faveur des artistes, ouvriers et techniciens du spectacle qui ne peuvent bénéficier de l'allocation de solidarité spécifique à la fin de leur indemnisation au titre de l'assurance chômage. Il s'agit de l'allocation de professionnalisation et de solidarité versée à compter du 1^{er} avril 2007, de l'allocation transitoire versée depuis le 1^{er} avril 2007 et attribuée jusqu'au 31 décembre 2008. A compter du 1^{er} janvier 2009, l'allocation transitoire sera remplacée par l'allocation de fin de droits.

Enfin, le fonds de solidarité a à sa charge le financement résiduel de l'allocation de fin de formation (AFF), pour ceux de ses bénéficiaires qui ont acquis un droit à cette allocation avant le 31 décembre 2008.

Pour financer l'ensemble de ces mesures, le fonds de solidarité reçoit :

- la contribution exceptionnelle de solidarité (1 % payé par les agents du secteur public) qu'il collecte ;
- une fraction égale à 1,25 % des droits de consommation sur les tabacs, d'un rendement prévisionnel de 114 M€ ;
- une subvention d'équilibre de l'Etat qui s'élève à 1 472,95 M€ en AE et en CP.

Action du programme à laquelle se rattache l'opérateur

L'activité du fonds de solidarité se rattache à l'action 1 « Indemnisation des demandeurs d'emploi et rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi » du programme 102 « Accès et retour à l'emploi » de la mission Travail et emploi.

Nature des liens avec l'opérateur

La tutelle de l'établissement est exercée par le ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi	1 541 961	1 541 961	1 728 550	1 728 550	1 472 955	1 472 955
Subventions pour charges de service public	86 411	86 411	88 324	88 324	83 942	83 942
Transferts	1 455 550	1 455 550	1 640 226	1 640 226	1 389 013	1 389 013
Totaux	1 541 961	1 541 961	1 728 550	1 728 550	1 472 955	1 472 955

BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	863	997	Ressources de l'État	2 714 736	2 992 768
Fonctionnement	116 989	414	- subventions de l'État	1 455 550	1 728 550
Intervention	3 153 444	3 194 152	- ressources fiscales	1 259 186	1 264 218
			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	808 747	202 738
Total des dépenses	3 271 296	3 195 563	Total des recettes	3 523 483	3 195 506
Résultat : bénéfice	252 187		Résultat : perte		57
Total équilibre du CR	3 523 483	3 195 563	Total équilibre du CR	3 523 483	3 195 563

En 2007, le Fonds de solidarité a reçu des produits exceptionnels pour 769,59 M€ provenant de la cession au Fonds de la créance de l'Etat sur l'Unédic.

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	246 235	20
Investissements	200 069	20	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	200 069	20	Total des ressources	246 235	20
Apport au fonds de roulement	46 166		Prélèvement sur le fonds de roulement		

Les dépenses d'investissement 2007 incluent 200 M€ de remboursement d'une avance de trésorerie que l'Etat avait faite au fonds fin 2006.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	14		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		15	15
dont emplois sous plafond opérateurs		15	15

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

NOUVELLE INSTITUTION ISSUE DE LA FUSION DE L'ANPE ET DU RÉSEAU DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

La loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi institue, au cœur du service public de l'emploi, un opérateur unique issu de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage. Cette fusion doit conduire à simplifier les démarches de l'ensemble des usagers (demandeurs d'emploi et employeurs) en mettant à leur disposition un réseau unifié et polyvalent et leur offrir un ensemble rénové de prestations nécessaires au recrutement et au placement.

Le conseil d'administration de cette nouvelle institution comprendra, notamment, des représentants de l'Etat, des salariés, des employeurs, et des collectivités territoriales.

Cette nouvelle institution nationale publique, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, se verra confier **les principales missions suivantes** (art. L.311-7 du code du travail) :

- prospection du marché du travail et conseil aux entreprises dans leur recrutement ;
- accueil et accompagnement des personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel ;
- tenue de la liste des demandeurs d'emploi ;
- service des allocations du régime de l'assurance chômage et du régime de solidarité ;
- mise à disposition des actifs d'un ensemble de prestations facilitant leur orientation sur le marché du travail et leur donnant accès à un accompagnement personnalisé à chacune des étapes de leur parcours professionnel ;
- mise à disposition des services de l'Etat et de l'UNEDIC des données recueillies et traitées par la nouvelle institution relatives au marché du travail et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi.

Les grandes orientations de l'action de cette nouvelle institution seront fixées par **une convention pluriannuelle conclue par la nouvelle institution avec l'État et l'UNEDIC** (art. L.311-1-2 du code du travail).

La loi confie à une **instance nationale provisoire** le soin de préparer, pendant l'année 2008, la mise en place de cette nouvelle institution. Cette instance provisoire élabore notamment le projet d'organisation des services de cette institution.

Présentation des institutions concernées par la fusion

- Créée en 1967, **l'agence nationale pour l'emploi (ANPE)** est un établissement public chargé notamment de l'accueil, de l'accompagnement et du placement des demandeurs d'emploi. Elle favorise ainsi la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi. Elle assiste les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel pour favoriser leur reclassement ou leur promotion professionnelle. A ces fins, elle participe à la mise en œuvre des actions qui favorisent la mobilité géographique et professionnelle et l'adaptation aux emplois. Elle assiste également les employeurs pour l'embauche et le reclassement de leurs salariés. Elle participe, enfin, à la mise en œuvre des aides publiques destinées à faciliter ces opérations, ainsi que des dispositifs spécialisés notamment au profit des petites et moyennes entreprises.

- **Le régime d'assurance chômage** a été créé le 31 décembre 1958 par une convention nationale interprofessionnelle. Il est géré par **l'UNEDIC**, association loi de 1901, dont le conseil d'administration est composé de représentants des syndicats d'employeurs et de salariés représentatifs au niveau national. L'UNEDIC fixe les règles générales du régime d'assurance chômage et fédère le réseau opérationnel des institutions du régime d'assurance chômage, constitué des ASSEDIC, du GARP (groupement des ASSEDIC de la région parisienne) et des CSIA (centres de services informatiques aux ASSEDIC). Les 30 ASSEDIC sont également des associations loi de 1901, chargées localement de recueillir les contributions des employeurs, d'assurer le versement des prestations aux demandeurs d'emploi et de procéder à la réception et à l'inscription pour le compte de l'ANPE des demandeurs d'emploi. Chaque ASSEDIC comporte un conseil d'administration de composition paritaire.

Performance

L'activité de la nouvelle institution est évaluée par plusieurs indicateurs de performance regroupés autour de trois objectifs principaux.

ACTION 1 – COORDINATION SU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI, INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI ET RAPPROCHEMENT DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE D'EMPLOI

OBJECTIF 1 : favoriser l'accès et le retour à l'emploi

- INDICATEUR 1.2 : effectivité du contrôle de la recherche d'emploi

OBJECTIF 2 : Améliorer l'efficacité du service rendu aux usagers par l'opérateur unique

- INDICATEUR 2.1 : nombre de mises en relation positives rapporté au nombre de mises en relation
- INDICATEUR 2.2 : délai moyen de satisfaction d'une offre déposée auprès de l'opérateur unique
- INDICATEUR 2.3 : coût de la mise en relation positive
- INDICATEUR 2.4 : nombre de seniors de plus de 50 ans ayant bénéficié d'une mise en relation positive sur le nombre de seniors inscrits comme demandeurs d'emploi
- INDICATEUR 2.5 : pourcentage de demandeurs d'emploi satisfaits des services rendus par l'opérateur unique
- INDICATEUR 2.6 : part de marché de l'opérateur unique sur l'offre d'emploi
- INDICATEUR 2.7 : pourcentage des employeurs satisfaits des services rendus par l'opérateur unique

ACTION 2 – EFFICACITE DES DISPOSITIFS EN FAVEUR DU RETOUR A L'EMPLOI DES PERSONNES LES PLUS ELOIGNEES DU MARCHE DU TRAVAIL

OBJECTIF 3 : accompagner vers l'emploi les personnes les plus éloignées du marché du travail

- INDICATEUR 3.3 : part des salariés en contrats aidés ayant bénéficié d'un suivi par l'opérateur unique

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi	1 204 900	1 204 900	1 310 000	1 310 000	1 360 000	1 360 000
Subventions pour charges de service public	1 204 900	1 204 900	1 310 000	1 310 000	1 360 000	1 360 000
Action n° 02 : Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail	97 008	97 008	11 125	11 125	33 156	33 156
Transferts	97 008	97 008	11 125	11 125	33 156	33 156
Totaux	1 301 908	1 301 908	1 321 125	1 321 125	1 393 156	1 393 156

Le budget de l'institution pour 2009 prévoit une subvention de l'Etat, un financement par le régime de l'assurance chômage dont l'assiette est constituée par les contributions des employeurs et des salariés (article L. 5422-24 du code du travail), ainsi que, le cas échéant, des subventions des autres collectivités et organismes publics.

Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 OPÉRATEURS

BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	1 211 800	1 188 900	Ressources de l'État	1 301 908	1 321 125
Fonctionnement	524 700	488 929	- subventions de l'État	1 301 908	1 321 125
Intervention	496 400	504 000	- ressources fiscales		
			Autres subventions	570 026	648 227
			Ressources propres et autres	73 895	26 646
Total des dépenses	2 232 900	2 181 829	Total des recettes	1 945 829	1 995 998
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	287 071	185 831
Total équilibre du CR	2 232 900	2 181 829	Total équilibre du CR	2 232 900	2 181 829

Ce tableau présente le compte de résultat de l'ANPE uniquement.

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement	254 600	157 167	Capacité d'autofinancement		
Investissements	20 400	34 008	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	1 500	3 770
Total des emplois	275 000	191 175	Total des ressources	1 500	3 770
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	273 500	187 405

Ce tableau présente le tableau de financement abrégé pour 2007 et 2008 de l'ANPE uniquement.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	27 989		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		27 881	42 772
dont emplois sous plafond opérateurs		25 864	40 506
dont emplois hors plafond opérateurs		2 017	2 266

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

A la suite de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage, la prévision 2009 intègre les personnels de l'assurance chômage participant aux missions de l'institution et transférés à cette dernière.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

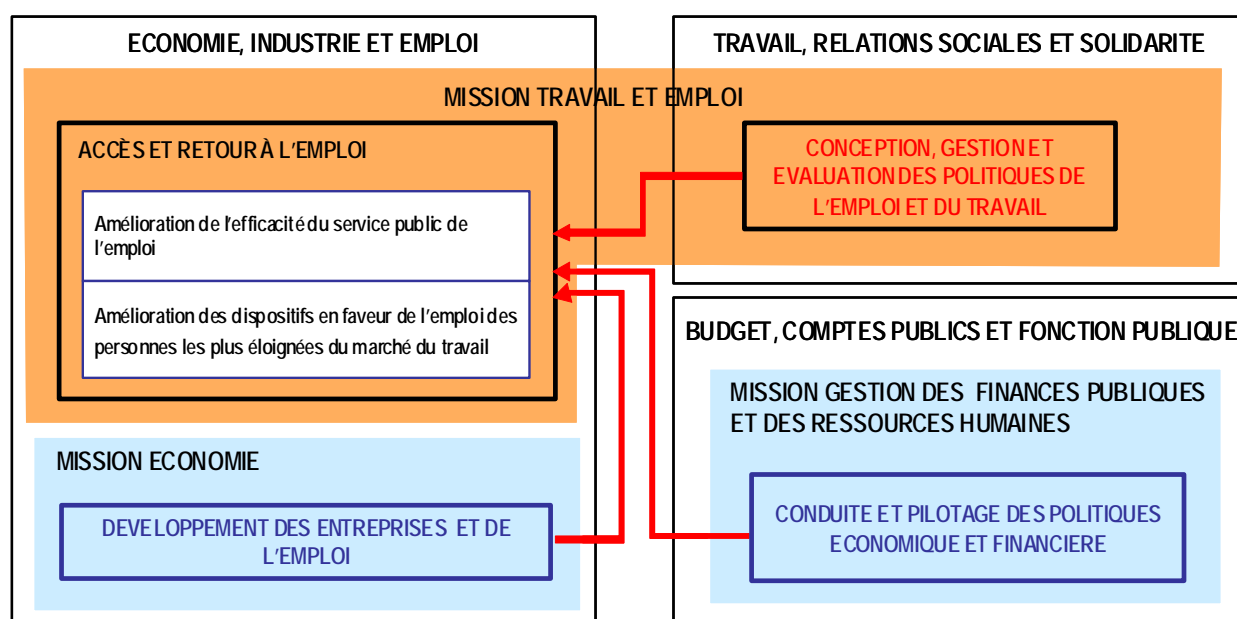
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



Accès et retour à l'emploi

Programme n° 102 ANALYSE DES COÛTS

PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi (libellé modifié)	3 213 698 010	0	+58 442 166	+3 272 140 176	+3 520 567 223
Amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail	2 597 294 374	0	+157 940 120	+2 755 234 494	+3 051 755 173
Totaux	5 810 992 384	0	+216 382 286	6 027 374 670	6 572 322 396

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-216 382 286
Développement des entreprises et de l'emploi (Mission « Économie »)	-12 810 666
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail (Mission « Travail et emploi »)	-194 219 654
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-9 351 966

OBSERVATIONS

LES MOYENS DE GESTION DE POLITIQUE (POLYVALENCE)

Présentation des interactions entre l'action « Moyens de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle » du programme « Développement des entreprises et de l'emploi » et les autres programmes auxquels participe la DGEFP.

Les services de la DGEFP rattachés au programme « Développement des entreprises et de l'emploi » contribuent à la mise en œuvre des programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ». Les crédits en provenance du programme « Développement des entreprises et de l'emploi » sont ventilés dans les actions de ces deux programmes selon une clé de répartition basée sur la part relative des effectifs contribuant à la mise en œuvre de chacun de ces deux programmes.

Présentation des interactions entre le programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » et les autres programmes auxquels participe la DGEFP.

Les crédits en provenance du programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » sont ventilés dans les actions du programme « Accès et retour à l'emploi » suivant une clé de répartition basée sur les effectifs. La répartition, entre les actions de ce programme, des crédits de rémunération en provenance de l'action "miroir" du programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » est indicative, les personnels œuvrant pour l'intégralité de ce programme. Cette ventilation entre les actions est effectuée sur la base des données de personnel issues de l'outil de gestion intégrée des ressources humaines.

Les modalités de déversement du programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » vers les autres programmes de la mission sont décrites dans la partie analyse des coûts du programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » du projet annuel de performances.

FONCTIONS DE SOUTIEN MINISTÉRIELLES ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Les crédits des actions « État-major, médiation et politiques transversales », « Promotion des politiques économique, financière et de l'emploi » et « Prestations d'appui et support » du programme « Conduite et pilotage des politiques économique et financière » sont ventilés dans les différents programmes de politique publique du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique d'une part, du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi d'autre part. Toutefois, notamment en application des recommandations du comité interministériel d'audit des programmes (CIAP), ne sont pas réparties les fonctions d'état-major (cabinets ministériels, secrétariat général, agence centrale des achats, médiateur et haut fonctionnaire de défense), les fonctions de pilotage, le personnel mis à disposition d'autres administrations et les subventions versées dans le cadre de conventions à des organismes extérieurs qui ne participent pas au soutien des programmes de politique du MINEIE ou du MBCFPF.

De même les crédits des actions « Expertise, audit, évaluation et contrôle » et « Contribution au respect du droit et à la sécurité juridique » ne sont pas ventilés car leurs activités vers une multitude de bénéficiaires couvrent des montants peu significatifs.

Ces crédits sont ventilés au prorata des effectifs contribuant à la mise en œuvre de chacune des actions du programme selon les clés de répartition décrites supra pour les moyens de gestion.

COMMENTAIRE DES RÉSULTATS

A ce stade, et malgré le peu de recul que permet le caractère récent de l'exercice dans le cadre de la réorganisation des programmes en charge de l'emploi, l'analyse des coûts du programme permet de mettre en évidence la grande diversité des politiques à la mise en œuvre desquels il contribue.

Par ailleurs, il peut être observé que les crédits déversés sur ce programme sont des crédits de personnel et de fonctionnement qui ne représentent 3,2 % des crédits totaux participant à sa mise en œuvre, ce qui est peu significatif et s'explique par le poids des subventions pour charges de service public versées aux opérateurs et, surtout, des dépenses d'intervention du programme.

Il convient cependant d'observer que ce programme étant au cœur de plusieurs politiques menées par des programmes mis en œuvre par plusieurs ministères, il est particulièrement impacté par la réorganisation de la structure budgétaire consécutive aux modifications des périmètres ministériels et que de ce fait, le travail d'analyse des déversements entre programmes engagé pour le PLF 2009 devra être approfondi dans l'avenir.

PROGRAMME 103

ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTINE LAGARDE, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Présentation stratégique du projet annuel de performances	82
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	84
Présentation du programme et des actions	95
Objectifs et indicateurs de performance	103
Justification au premier euro	111
Opérateurs	136
Analyse des coûts du programme et des actions	140

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Bertrand MARTINOT

Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle

Responsable du programme n° 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Le programme Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi poursuit un double objectif. D'une part, il favorise la sécurisation des parcours professionnels. D'autre part, il vise à développer l'emploi au travers de l'accroissement de l'activité.

Les changements économiques et sociaux amorcés depuis le début des années 1990 devraient se poursuivre, qu'il s'agisse de la mondialisation des économies, des évolutions démographiques et technologiques ou du besoin croissant des entreprises en matière de qualification. Des mouvements importants devraient s'opérer, avec des secteurs en forte demande de main d'œuvre et d'autres qui, à l'inverse, décroîtront.

Dans ce contexte, la mobilité professionnelle doit être favorisée et rend nécessaire la sécurisation des parcours professionnels. L'approche qu'en fait le ministère de l'emploi est large. Ainsi, l'action menée dans le cadre de ce programme ne vise pas seulement la réparation de situations de rupture professionnelle, qu'il convient d'accompagner, mais bien la globalité des trajectoires. Il s'agit tout à la fois de faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail, de permettre aux seniors de s'y maintenir, de répondre aux difficultés des salariés touchés par les restructurations et de faciliter les démarches des salariés désireux de se former pour réorienter leur parcours.

La première action de ce programme vise ainsi à anticiper et à accompagner les conséquences des mutations économiques sur l'emploi, notamment au travers des dispositifs de gestion prévisionnelle des emplois et compétences. Les mobilités seront en effet d'autant mieux vécues que seront évitées les ruptures brutales, longues ou déqualifiantes.

La deuxième action a pour objet d'améliorer l'accès des actifs à la qualification et d'adapter la formation aux besoins actuels et à venir des entreprises. La réforme de la formation professionnelle, amorcée en 2008, se poursuivra en 2009. Elle vise à concilier deux impératifs : l'accroissement de la compétitivité des entreprises et la satisfaction des besoins des salariés dans le cadre des parcours sécurisés.

Le programme poursuit également un objectif de création d'emplois par le développement de l'activité économique, au travers de sa troisième action. Au-delà du soutien apporté à des secteurs en forte croissance et potentiellement riches en emplois, tels que celui des hôtels, cafés et restaurants ou celui des services à la personne, cette action facilite et accompagne les créations d'entreprises par les demandeurs d'emploi. La réforme des aides à la création d'entreprises concentre l'effort de l'Etat sur l'accompagnement des créateurs à tous les stades de la vie de leur entreprise : démarrage, financement et pérennisation.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Assurer l'effectivité du contrôle de la formation professionnelle (objectif transversal)
INDICATEUR 1.1	Part de la masse financière contrôlée sur la masse contrôlable
INDICATEUR 1.2	Nombre d'entités contrôlées sur le nombre d'entités contrôlables
OBJECTIF 2	Développer la GPEC dans les PME au bénéfice des salariés les plus fragilisés par les mutations économiques
INDICATEUR 2.1	Part des entreprises de moins de 300 salariés ayant engagé une démarche de GPEC 6 mois après avoir bénéficié d'un appui conseil

- INDICATEUR 2.2 Nombre de salariés couverts par une démarche d'appui conseil en GPEC
- INDICATEUR 2.3 Part des salariés les plus fragilisés dans les publics bénéficiaires des actions de développement de l'emploi et des compétences (ADEC)

■ **OBJECTIF 3 Contribuer à la revitalisation des territoires et au reclassement des salariés licenciés pour motif économique.**

- INDICATEUR 3.1 Nombre d'emplois créés par rapport au nombre d'emplois supprimés, à l'échéance des conventions de revitalisation
- INDICATEUR 3.2 Taux de plans de sauvegarde de l'emploi comportant la mise en place d'une cellule de reclassement
- INDICATEUR 3.3 Taux de reclassement des salariés bénéficiaires d'une cellule de reclassement
- INDICATEUR 3.4 Taux de reclassement à l'issue de la convention de reclassement personnalisé (CRP)

■ **OBJECTIF 4 Faciliter l'insertion dans l'emploi par le développement de l'alternance, l'accès aux compétences-clefs et la validation des acquis de l'expérience**

- INDICATEUR 4.1 Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue du contrat d'apprentissage
- INDICATEUR 4.2 Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue du contrat de professionnalisation (par tranche d'âge de : -26 ans, 26-45 ans, +45 ans)
- INDICATEUR 4.3 Taux d'accès à l'emploi ou à une formation qualifiante à l'issue d'une formation aux compétences-clefs
- INDICATEUR 4.4 Nombre de certifiés (tous ministères) par la voie de la VAE

■ **OBJECTIF 5 Favoriser l'embauche dans des secteurs d'activité spécifiques**

- INDICATEUR 5.1 Taux de croissance comparé de l'emploi dans le secteur HCR et dans le secteur tertiaire marchand
- INDICATEUR 5.2 Taux de croissance annuel du nombre d'heures travaillées dans le secteur des services à la personne

■ **OBJECTIF 6 Stimuler la création et la reprise des très petites entreprises.**

- INDICATEUR 6.1 Taux d'emploi créé (y compris celui du créateur) à la création, à un an et trois ans dans les entreprises créées et accompagnées.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	2 017 456	414 870 397	416 887 853	9 200 000
01-01	Anticipation des mutations et gestion active des ressources humaines		61 800 000	61 800 000	
01-02	Implication des branches et des entreprises dans la prévention du licenciement et le reclassement des salariés	2 017 456	353 070 397	355 087 853	9 200 000
02	Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (libellé modifié)	5 486 000	3 167 546 670	3 173 032 670	
02-03	Reconnaissance des compétences acquises par les personnes		75 000 000	75 000 000	
02-04	Amélioration de l'accès à la qualification par le développement de l'alternance et de la certification	5 486 000	3 092 546 670	3 098 032 670	
03	Développement de l'emploi	30 731 728	1 501 882 663	1 532 614 391	
03-01	Baisse du coût du travail pour faciliter le développement de territoires et de secteurs à forts potentiels d'emploi	10 731 728	1 260 382 663	1 271 114 391	
03-02	Promotion de l'activité	20 000 000	241 500 000	261 500 000	
Totaux		38 235 184	5 084 299 730	5 122 534 914	9 200 000

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	2 017 456	423 070 397	425 087 853	9 200 000
01-01	Anticipation des mutations et gestion active des ressources humaines		61 800 000	61 800 000	
01-02	Implication des branches et des entreprises dans la prévention du licenciement et le reclassement des salariés	2 017 456	361 270 397	363 287 853	9 200 000
02	Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (libellé modifié)	5 486 000	3 167 546 670	3 173 032 670	
02-03	Reconnaissance des compétences acquises par les personnes		75 000 000	75 000 000	
02-04	Amélioration de l'accès à la qualification par le développement de l'alternance et de la certification	5 486 000	3 092 546 670	3 098 032 670	
03	Développement de l'emploi	30 731 728	1 501 882 663	1 532 614 391	
03-01	Baisse du coût du travail pour faciliter le développement de territoires et de secteurs à forts potentiels d'emploi	10 731 728	1 260 382 663	1 271 114 391	
03-02	Promotion de l'activité	20 000 000	241 500 000	261 500 000	
Totaux		38 235 184	5 092 499 730	5 130 734 914	9 200 000

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	3 000 000	498 511 018	501 511 018	47 540 000
01-01	Anticipation des mutations et gestion active des ressources humaines		66 481 018	66 481 018	
01-02	Implication des branches et des entreprises dans la prévention du licenciement et le reclassement des salariés	3 000 000	432 030 000	435 030 000	47 540 000
02	Accès des actifs à la qualification	165 160 191	3 248 522 163	3 413 682 354	
02-03	Reconnaissance des compétences acquises par les personnes	65 000 000	18 072 800	83 072 800	
02-04	Amélioration de l'accès à la qualification par le développement de l'alternance et de la certification	100 160 191	3 230 449 363	3 330 609 554	
03	Développement de l'emploi	34 615 498	1 305 385 317	1 340 000 815	
03-01	Baisse du coût du travail pour faciliter le développement de territoires et de secteurs à forts potentiels d'emploi	10 615 498	1 185 096 712	1 195 712 210	
03-02	Promotion de l'activité	24 000 000	120 288 605	144 288 605	
Totaux		202 775 689	5 052 418 498	5 255 194 187	47 540 000

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	3 000 000	507 261 018	510 261 018	47 540 000
01-01	Anticipation des mutations et gestion active des ressources humaines		66 731 018	66 731 018	
01-02	Implication des branches et des entreprises dans la prévention du licenciement et le reclassement des salariés	3 000 000	440 530 000	443 530 000	47 540 000
02	Accès des actifs à la qualification	177 160 191	3 248 522 163	3 425 682 354	
02-03	Reconnaissance des compétences acquises par les personnes	65 000 000	18 072 800	83 072 800	
02-04	Amélioration de l'accès à la qualification par le développement de l'alternance et de la certification	112 160 191	3 230 449 363	3 342 609 554	
03	Développement de l'emploi	34 615 498	1 305 635 317	1 340 250 815	
03-01	Baisse du coût du travail pour faciliter le développement de territoires et de secteurs à forts potentiels d'emploi	10 615 498	1 185 096 712	1 195 712 210	
03-02	Promotion de l'activité	24 000 000	120 538 605	144 538 605	
Totaux		214 775 689	5 061 418 498	5 276 194 187	47 540 000

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		202 775 689	38 235 184		214 775 689	38 235 184
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		13 615 498	12 749 184		13 615 498	12 749 184
Subventions pour charges de service public		189 160 191	25 486 000		201 160 191	25 486 000
Titre 6. Dépenses d'intervention		5 052 418 498	5 084 299 730		5 061 418 498	5 092 499 730
Transferts aux ménages		840 068 396	676 713 397		848 568 396	684 913 397
Transferts aux entreprises		2 395 224 594	2 507 765 366		2 395 724 594	2 507 765 366
Transferts aux collectivités territoriales		1 685 753 694	1 691 260 967		1 685 753 694	1 691 260 967
Transferts aux autres collectivités		131 371 814	208 560 000		131 371 814	208 560 000
Totaux hors FDC et ADP prévus		5 255 194 187	5 122 534 914		5 276 194 187	5 130 734 914
FDC et ADP prévus		47 540 000	9 200 000		47 540 000	9 200 000
Totaux y.c. FDC et ADP		5 302 734 187	5 131 734 914		5 323 734 187	5 139 934 914

DÉPENSES FISCALES³

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (18)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
110246	Crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile pour les contribuables exerçant une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis au moins trois mois Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2007 - CGI : 199 sexdecies-1 à 4</i>	-	1 500	1 500
110214	Réduction d'impôt au titre de l'emploi, par les particuliers, d'un salarié à domicile sans condition particulière jusqu'aux revenus 2006 et, à compter des revenus 2007, pour les seuls contribuables n'exerçant pas une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis moins de trois mois Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 946 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1991 - Dernière modification : 2006 - CGI : 199 sexdecies-1 à 3 et 5</i>	2 190	1 200	1 200
120136	Exonération d'impôt sur le revenu des heures (et jours) supplémentaires et des heures complémentaires de travail Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter les heures supplémentaires</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - CGI : 81 quater</i>	-	230	900
720107	Exonération des services rendus aux personnes physiques par les associations agréées en application de l'article L. 7232-1 du code du travail Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1991 - Dernière modification : 1991 - CGI : 261-7-1° ter</i>	500	550	600
210311	Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Développer l'apprentissage</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 158 000 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2006 - CGI : 244 quater G, 199 ter F, 220 H, 223 O-1-h</i>	370	330	330
120109	Exonération du salaire des apprentis Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer l'apprentissage</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 387 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1977 - Dernière modification : 2005 - CGI : 81 bis</i>	210	240	270

³ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
730214	Taux de 5,5 % pour les services d'aide à la personne fournis par les entreprises agréées en application des articles L. 7232-1 à L. 7232-4 du code du travail Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 4 650 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1999 - Dernière modification : 2006 - CGI : 279-i</i>	60	90	120
120115	Exonération des indemnités de départ en retraite ou en préretraite Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes partant en préretraite ou en retraite</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 163 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1987 - Dernière modification : 2006 - CGI : 81-22°</i>	25	30	30
120134	Exonération de l'aide financière versée par l'employeur ou par le comité d'entreprise en faveur des salariés afin de financer des services à la personne Impôt sur le revenu <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2006 - CGI : 81-37°</i>	7	16	25
110235	Crédit d'impôt en faveur des jeunes de moins de vingt-six ans s'orientant vers un emploi qui connaît des difficultés de recrutement Impôt sur le revenu <i>Objectif : Orienter les jeunes vers les secteurs connaissant des difficultés de recrutement</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 26 600 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2006 - CGI : 200 decies</i>	22	35	15
210315	Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour la formation du chef d'entreprise Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Favoriser la formation</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 32 800 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2008 - CGI : 244 quater M, 199 ter L, 220 N, 223 O-1-m</i>	8	12	12
720108	Exonération des prestations de services et des livraisons de biens qui leur sont étroitement liées, effectuées dans le cadre de la garde d'enfants par les établissements visés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique et assurant l'accueil des enfants de moins de trois ans Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider la garde des jeunes enfants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - CGI : 261-4-8 bis</i>	2	5	10
320115	Non-assujettissement à l'impôt sur les sociétés des résultats des activités des associations conventionnées (art L. 5132-7 du code du travail) et des associations agréées de services aux personnes (art L. 7232-1 du code du travail) et taxation au taux réduit des revenus de leur patrimoine foncier, agricole et mobilier Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Développer les emplois de service à la personne</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises et ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1987 - Dernière modification : 1998 - CGI : 206-5 bis</i>	10	10	10
120507	Étalement sur quatre ans de l'imposition du montant des droits transférés d'un compte épargne-temps vers un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) ou d'un plan d'épargne entreprise investi en titres de l'entreprise ou assimilés et de la fraction imposable des indemnités de départ volontaire en retraite ou de mise à la retraite Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'épargne des salariés dans le capital de leur entreprise ou pour la retraite</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1988 - Dernière modification : 2006 - CGI : 163 A</i>	€	€	€
120135	Exonération des indemnités de départ volontaire versées aux salariés dans le cadre d'un accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser la mobilité des salariés</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 80 duodécies-1-5°</i>	-	€	€

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
120129	Exonération de l'aide financière versée par l'Etat aux créateurs ou repreneurs d'entreprises (prime EDEN) Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser les créations et reprises d'entreprises</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2005 - CGI : 81-35°</i>	€	€	€
110233	Réduction d'impôt pour les tuteurs de chômeurs qui créent ou reprennent une entreprise Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser les créations et reprises d'entreprises par des chômeurs</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 400 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2008 - CGI : 200 octies</i>	€	€	€
120138	Exonération sous plafond des indemnités reçues par les salariés en cas de rupture conventionnelle du contrat de travail Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser la rupture conventionnelle du contrat de travail</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Création : 2008 - Dernière modification : 2008 - CGI : 80 duodécies-1-6°</i>	-	-	nc
Coût total des dépenses fiscales⁴		3 404	4 248	5 022

■ DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
200215	Amortissement exceptionnel sur douze mois des dépenses d'amélioration exposées dans les immeubles achevés depuis deux ans en vue de l'hébergement des salariés agricoles et apprentis Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider le secteur agricole</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2005 - Mesure de trésorerie - CGI : 39 quinquies FD</i>	€	€	0
420105	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des associations qui participent à l'animation de la vie sociale locale, des centres de gestion et associations agréés et des groupements d'employeurs Imposition forfaitaire annuelle <i>Objectif : Aider les associations d'animation de la vie sociale locale, les centres de gestion et associations agréés et les groupements d'employeurs</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1980 - Dernière modification : 2005 - CGI : 223 octies</i>	nc	nc	nc
Coût total des dépenses fiscales		0	0	0

⁴ Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES À FORTS ENJEUX

■ RÉDUCTION D'IMPÔT AU TITRE DE L'EMPLOI, PAR LES PARTICULIERS, D'UN SALARIÉ À DOMICILE SANS CONDITION PARTICULIÈRE JUSQU'AUX REVENUS 2006 ET, À COMPTER DES REVENUS 2007, POUR LES SEULS CONTRIBUABLES N'EXERÇANT PAS UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE OU DEMANDEURS D'EMPLOI DEPUIS MOINS DE TROIS MOIS (110214)

OBJECTIF VISÉ

L'article 199 sexdecies du code général des impôts, accorde une réduction d'impôt sur le revenu au titre des sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile par un particulier. Le montant de la réduction d'impôt est égal à 50 % des sommes effectivement restées à la charge du particulier, dans la limite de 12 000 € déclarés. Ce plafond peut être porté à 20 000 € pour certaines catégories de contribuables (invalides et personnes ayant à charge une personne invalide ou un enfant handicapé). Il peut, par ailleurs, être majoré de 1 500 € pour chaque enfant à charge, pour chaque membre du foyer fiscal âgé de plus de 65 ans et lorsque le contribuable rémunère un salarié au domicile d'un ascendant bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) lorsque ce dernier est âgé de plus de 65 ans.

L'objectif de cette dépense fiscale est d'**accroître la demande pour les services à la personne** en abaissant le coût de ces derniers pour les ménages. En effet, ces services constituent, en raison notamment des évolutions démographiques, un important gisement d'emplois peu délocalisables. La réduction d'impôt contribue ainsi à diminuer les freins à la création d'emplois, faisant jouer à la dépense fiscale un rôle d'amorçage.

La dépense fiscale concourt, en outre, à d'autres objectifs essentiels de politique publique : la prise en charge de la dépendance par l'aide au financement de services à domicile, la politique familiale et le soutien à l'activité professionnelle des ménages par l'aide au financement de la garde d'enfants.

PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

La réduction d'impôt au titre de l'emploi par les particuliers d'un salarié à domicile s'est accompagnée de nombreuses créations d'emplois.

Jusqu'à sa transformation en crédit d'impôt pour la déclaration des revenus de 2007, la réduction d'impôt avait des limites en termes d'équité et d'efficacité à la création d'emplois. En effet, les ménages actifs non imposables ou qui payent peu d'impôt n'étaient pas incités à devenir employeurs de salariés à domicile puisque l'avantage fiscal sous cette forme était croissant avec l'impôt payé (croissant avec le revenu et décroissant avec le nombre de personnes à charge). Avec sa transformation en crédit d'impôt, il est devenu strictement proportionnel au coût réel supporté par le particulier-employeur. L'équité de la mesure en est ainsi accrue.

COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

Le coût de la dépense fiscale est évalué à 1,2 milliards d'euros en 2009 et 2008, et le coût réel constaté est de 2,19 milliards d'euros en 2007, 2,06 milliards d'euros en 2006 et 1,86 milliard d'euros en 2005.

La progression de l'emploi dans le secteur des services à la personne est sensible. En 2005, 680 millions d'heures au domicile des particuliers ont été travaillées, soit une progression de 5 % par an (source Dares, Premières synthèses, mai 2007). Plus de trois quarts des heures de travail (516 millions) ont été réalisées par des salariés embauchés directement par les particuliers employeurs et près d'un quart par des salariés employés par des organismes prestataires agréés.

En 2005, 1,1 million de salariés travaillaient au domicile de particuliers (+ 6 % par rapport à 2004). Le nombre de salariés du secteur des services à la personne était proche de 1,4 million si l'on y inclut les assistants maternels gardant les enfants à leur domicile. Le coût fiscal de la dépense rapportée au nombre d'emplois créés au domicile des particuliers s'élevait ainsi à 1700 €.

Près de 1,8 million de particuliers (soit + 4 % par rapport à 2004) étaient employeurs directs de salariés à leur domicile. Le coût de la dépense fiscale par particulier employeur s'élevait ainsi en 2005 à environ 1 000 €.

■ CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DE L'EMPLOI D'UN SALARIÉ À DOMICILE POUR LES CONTRIBUABLES EXERÇANT UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE OU DEMANDEURS D'EMPLOI DEPUIS AU MOINS TROIS MOIS (110246)

OBJECTIF VISÉ

A compter de 2008, sur la base de l'imposition des revenus de 2007, les contribuables exerçant une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis au moins trois, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre de l'emploi d'un salarié à domicile.

Le crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile recherche les mêmes objectifs visés par la réduction d'impôt présentée ci-dessus, à savoir l'accès facilité aux services à la personne en abaissant le coût de ces derniers pour les ménages afin de développer ce secteur d'activité économique qui constitue un important gisement d'emplois non délocalisables.

Au-delà du développement de l'emploi, le crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile contribue à la promotion de politiques publiques à caractère social, en particulier en matière de politique de la famille et d'éducation (garde d'enfant, soutien scolaire ...).

PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

La création du crédit d'impôt doit permettre de corriger certaines limites constatées liées à la réduction d'impôt au titre de l'emploi par les particuliers d'un salarié à domicile, en matière d'équité et d'efficacité à la création d'emplois puisque le crédit d'impôt présente l'avantage, par rapport à une simple réduction d'impôt, de bénéficier intégralement aux contribuables, même s'ils ne sont pas imposables ou si le montant de leur impôt est inférieur au crédit d'impôt auquel ils ont droit. En effet, si le crédit d'impôt excède l'impôt dû, l'excédent est restitué au contribuable.

COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

Le coût de ce crédit d'impôt est évalué à 1,5 milliards d'euros en 2009 et 2008.

■ EXONÉRATION DES SERVICES RENDUS AUX PERSONNES PHYSIQUES PAR LES ASSOCIATIONS AGRÉÉES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 7232-1 DU CODE DU TRAVAIL (720107)

OBJECTIF VISÉ

La fourniture des services à domicile, rendus aux personnes physiques par une association agréée par l'Etat au titre de l'article L 129-1 du code du travail, ouvre droit à une exonération de TVA en application du 1° ter du 7 de l'article 261 du code général des impôts.

Issue de la loi n°91-1405 du 31 décembre 1991 relative à la formation professionnelle et à l'emploi, cette exonération de TVA est l'une des mesures d'incitation fiscale visant à soutenir le secteur des services à la personne.

Une mesure fiscale complémentaire consiste à taxer au taux réduit de TVA (5,5%) les services aux personnes physiques rendus par les entreprises qui sont agréées conformément aux dispositions du même article du code du travail (dépense 730214).

Les objectifs de cette dépense fiscale sont :

- de favoriser la création d'emplois dans le secteur des services à la personne en solvabilisant la demande des particuliers, d'une part ;
- d'encourager la structuration des emplois du secteur, en ne défavorisant pas le recours à des organismes agréés par rapport au recrutement direct par les particuliers, d'autre part.

PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

Le développement des structures agréées est incontestable. Il constitue l'une des voies qui permet la professionnalisation du secteur des services à la personne et l'amélioration de la qualité des emplois offerts puisque les salariés des organismes prestataires travaillent très majoritairement en contrat à durée indéterminée (74 %). En outre, le développement des structures agréées permet le développement d'activités nouvelles. Ainsi, au delà de l'assistance aux personnes âgées et dépendantes qui représente plus de 40 % de l'activité des entreprises privées agréées, le soutien scolaire et les activités telles que les prestations d'assistance informatique et Internet à domicile ou le petit bricolage représentent désormais 40 % de leur activité mandataire et 21 % de leur activité prestataire.

COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

Le coût de la dépense fiscale est évalué à 600 millions d'euros en 2009, contre 550 millions d'euros en 2008, 500 millions d'euros en 2007, 450 millions d'euros en 2006 et 360 millions d'euros en 2005.

Il existe deux modalités principales d'interventions des organismes agréés de services à la personne :

- le mode « mandataire » : l'association ou l'entreprise place des travailleurs auprès d'un employeur particulier en assurant les formalités administratives de l'emploi. Dans ce cas, le particulier reste l'employeur ;
- le mode « prestataire » : l'association ou l'entreprise fournit des prestations de services aux personnes à leur domicile. Le prêt de main d'œuvre autorisé, troisième modalité possible, est assimilable à une intervention prestataire.

En 2005, l'activité mandataire a représenté 93 millions d'heures travaillées et l'activité prestataire 164 millions. Au total, l'activité des organismes agréés (associations et entreprises) a ainsi représenté 37 % de l'activité du secteur des services aux personnes, contre 21 % en 1995. Cette montée en puissance correspond à une structuration progressive du secteur par le biais des organismes agréés utilisés comme levier de professionnalisation de l'offre.

Fin 2005, on estimait à 12 000 le nombre d'organismes agréés de services à la personne, en progression de 18 % par rapport à 2004. Les associations agréées assurent à elles seules 80 % de l'activité prestataire et 91 % de l'activité mandataire, soit plus de 214 millions d'heures de travail en 2005. Les entreprises privées sont quant à elles de plus en plus nombreuses dans ce secteur : entre 2004 et 2005, leur nombre a pratiquement doublé (elles sont désormais près d'un millier).

La progression de l'emploi dans les organismes agréés est sensible. Les organismes mandataires gèrent en moyenne 160 000 salariés par mois (soit près de 18 % des salariés de particuliers employeurs). La progression de l'emploi dans les organismes prestataires est encore plus importante : près d'un quart des heures effectuées au domicile en 2005 ont été opérées sous un mode prestataire. Cette part n'était que de 7 % en 1995. Plus de 210 000 salariés ont ainsi été mis à disposition de particuliers en 2005, soit une progression de 16 % par rapport à 2004.

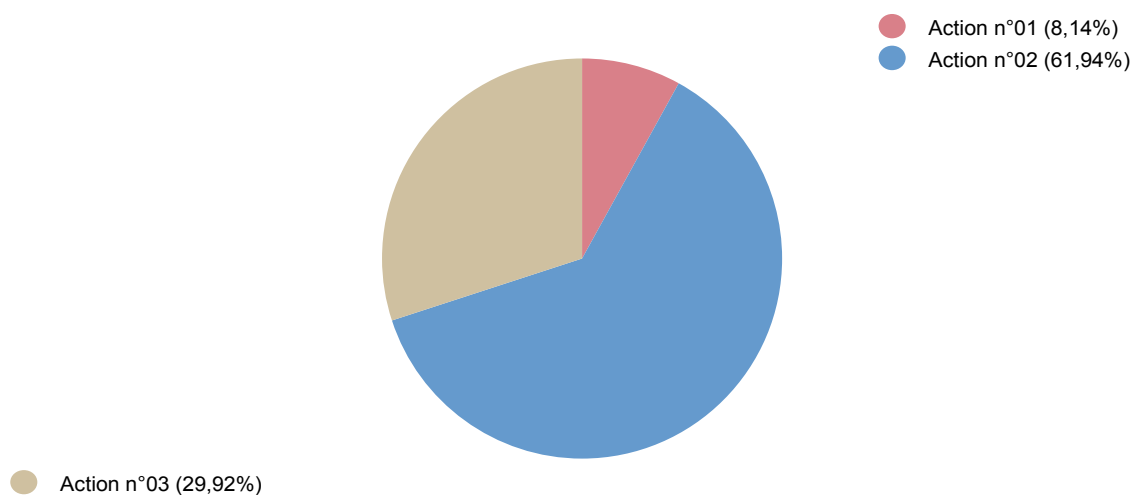
Au total, la dépense fiscale a contribué à la viabilité de 370 000 emplois de services à la personne dans des organismes agréés en 2005. Le coût moyen par emploi créé (chiffres de 2005) en tenant compte à la fois de l'exonération de TVA pour les associations et de l'application du taux réduit de TVA aux entreprises agréées, est de l'ordre de 1000 euros.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	416 887 853	425 087 853
02	Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (libellé modifié)	3 173 032 670	3 173 032 670
03	Développement de l'emploi	1 532 614 391	1 532 614 391
Totaux		5 122 534 914	5 130 734 914

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Mutations économiques

Afin de garantir le maintien de la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire national dans le cadre d'une économie fondée sur la compétitivité, l'innovation et les compétences, les mutations économiques et sociales doivent être anticipées et accompagnées. L'action menée par l'Etat vise à prévenir l'impact des restructurations et permettre aux personnes, aux entreprises et aux territoires de s'adapter et de se reconvertir de manière positive.

De fait, l'Etat, à travers les démarches d'anticipation et d'accompagnement des mutations, doit se doter d'outils de veille et partager ses analyses avec les acteurs concernés au niveau local ou national et mener des actions spécifiques en direction des salariés menacés dans leur activité ou venant de perdre leur emploi.

Dans cette perspective, la concertation entre le service public de l'emploi (SPE), les collectivités locales et les partenaires sociaux, doit permettre une mise en œuvre cohérente et pertinente, au niveau des bassins d'emploi de l'ensemble des démarches d'anticipation et d'accompagnement des mutations.

Les démarches d'anticipation des mutations ont pour objectif de sécuriser l'emploi des salariés les plus vulnérables (bas niveaux de qualifications, familles monoparentales, seniors) et ce avant qu'un plan de sauvegarde de l'emploi ne soit déclaré.

Plus précisément, les mesures d'anticipation et d'accompagnement des mutations économiques concourent à :

- sécuriser les trajectoires professionnelles des salariés confrontés à un marché du travail en évolution rapide par le développement des compétences et l'accès à des qualifications reconnues par la branche ou le secteur. Ces mesures facilitent le maintien en activité, ou le retour à l'emploi dans les cas de rupture,
- appuyer le développement de la gestion des compétences et des âges dans les entreprises et les branches et aider à la structuration des initiatives des partenaires sociaux en la matière,
- respecter les engagements européens de la France tant en matière de relèvement du taux d'activité des seniors que d'accroissement du niveau global des qualifications et des compétences. Le plan national d'action concerté pour l'emploi des seniors (2006-2010) a fixé comme objectif de rejoindre un taux d'emploi des plus de 55 ans de 50% à l'horizon 2010.

Les démarches d'accompagnement des restructurations, dites « à chaud » demeurent cependant nécessaires. Lorsqu'à l'occasion de restructurations, les licenciements ne peuvent être évités, le reclassement et la reconversion des salariés licenciés doivent être favorisés en mobilisant le service public de l'emploi et en coordonnant les acteurs locaux concernés.

Amélioration du système de formation professionnelle notamment dans le cadre de la sécurisation des parcours professionnels

Composante essentielle de la modernisation du marché du travail engagée depuis 2007, la réforme du système de formation professionnelle est une priorité de l'agenda social du Gouvernement. Les axes de cette réforme qui doit déboucher sur un projet de loi vont dans le sens :

- d'un renforcement du lien entre formation et emploi afin notamment de mieux répondre aux besoins de main d'œuvre des entreprises et aux besoins en compétences des territoires ;
- d'une plus grande justice via notamment une meilleure orientation des financements de la formation professionnelle vers les petites et moyennes entreprises, un développement des formations en alternance pour les jeunes et les seniors et une politique plus active en matière de remise à niveau sur des savoirs de base ;
- de plus d'efficacité au travers d'une amélioration de la qualité des formations, d'une meilleure coordination des acteurs que sont l'Etat, les régions et les partenaires sociaux au niveau national et régional et d'une réforme du réseau des organismes paritaires collecteurs agréés ;
- d'une plus grande individualisation et personnalisation des parcours professionnels. Cela repose notamment sur une meilleure « information-orientation-accompagnement » des personnes et le développement d'outils individualisés comme le congé individuel formation, le droit individuel à la formation ou la validation des acquis de l'expérience.

Cette réforme vise également à améliorer le pilotage national des politiques conduites sur le territoire en matière de formation professionnelle ainsi que leur évaluation.

Par ailleurs, l'Etat, par une politique d'exonération de charges, joue son rôle de soutien et d'accompagnement du développement de l'emploi et de la qualification des actifs. Il contribue au développement d'une offre de formation aux compétences-clés, c'est-à-dire aux compétences de base pour les publics fragilisés, dans leur insertion professionnelle, par leur difficulté, notamment à communiquer en Français, à utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication ou encore à maîtriser les techniques élémentaires des mathématiques.

L'Etat concourt également à la reconnaissance de la qualification à partir des titres professionnels. Le ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi reconnaît ainsi près de 300 titres professionnels, couvrant l'ensemble des secteurs économiques. Ces titres sont délivrés à des adultes, après une formation ou dans le cadre d'une procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE). Enfin, l'Etat se mobilise activement pour développer et faciliter l'accès à l'information sur les métiers et les qualifications notamment via le Centre INFFO.

Développement de l'emploi

Les politiques en faveur du développement de l'emploi s'articulent autour de trois axes :

- le développement de l'emploi dans le secteur des services peu délocalisables et rencontrant des difficultés de recrutement, comme les hôtels – cafés – restaurants (HCR) et les services à la personne, constitue une priorité. De même, les aides aux entreprises implantées dans des territoires moins attractifs (zone de revitalisation rurale et de redynamisation urbaines) ou dont la spécificité géographique majore le coût de travail (Corse) contribuent à lever les freins au développement de l'emploi. La baisse du coût du travail, par des allègements de charges, constitue dès lors l'instrument privilégié pour développer l'emploi dans ces secteurs et ou territoires,
- le soutien au développement du secteur associatif constitue également un enjeu de premier plan au regard du développement des activités et de l'emploi. Ce secteur conjugue des objectifs de création de richesse et développement de service d'utilité sociale et justifie un accompagnement spécifique des pouvoirs publics pour promouvoir les services et consolider les emplois qu'il génère,
- l'encouragement à la création et reprise d'entreprises, principalement de très petites entreprises par les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires de minima sociaux, complète cette action en faveur du développement de l'activité. Dans le cadre de la réforme de l'aide à la création d'entreprises, l'Etat, par l'intermédiaire du fond de cohésion sociale, met en place des outils de garantie financière et accompagne les demandeurs d'emplois créateurs ou repreneurs de très petites entreprises.

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi
- ACTION n° 02 : Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences
- ACTION n° 03 : Développement de l'emploi

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi



Accompagner les mutations économiques, sociales et démographiques suppose d'anticiper au niveau national et local les mutations à venir, de prévenir les risques d'inadaptation et de favoriser, entre autres par le développement de la mobilité, le reclassement des salariés dont le licenciement ne peut être évité.

L'accord national interprofessionnel (ANI) sur la modernisation du marché du travail, signé le 11 janvier 2008, qui place la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) au cœur de la sécurisation des parcours professionnels, répond à cet enjeu.

En matière d'anticipation des mutations, l'État peut encourager et soutenir des initiatives des entreprises ou des partenaires sociaux dans les branches ou les territoires pour prévenir les risques d'inadéquation des emplois, des métiers et des qualifications, notamment pour les salariés les plus fragiles et les plus âgés. Cette action d'incitation à la gestion le plus en amont possible des mutations économiques passe à la fois par une action normative visant à faire de cette gestion anticipative un objet de dialogue social (instauration de l'obligation triennale de négocier sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) et par des instruments financiers d'appui aux entreprises non soumises à ces obligations dans le cadre d'opérations collectives.

Concernant en principe plusieurs entreprises et leurs salariés, ces opérations collectives ont pour finalité la sauvegarde de l'emploi par le développement de l'employabilité, de la mobilité et de la création d'activités nouvelles. Il s'agit de promouvoir des solutions d'emploi pour les salariés les plus fragiles en amont de la gestion « à chaud » de la restructuration. En complément de cet aspect défensif des pratiques d'anticipation, l'État encourage de façon plus offensive les projets des partenaires sociaux autour de secteurs et d'activités porteurs d'emplois potentiels, notamment au bénéfice de salariés devant envisager à terme une mobilité professionnelle vers d'autres secteurs.

Ainsi, l'État dispose de plusieurs leviers en faveur de l'anticipation et de la gestion active des ressources humaines au niveau des entreprises, des branches et des territoires, qu'il s'agisse :

- d'encourager les petites entreprises – notamment celles de moins de 300 salariés qui ne sont pas soumises à l'obligation triennale de négocier sur la GPEC - à anticiper les évolutions et leurs besoins en matière de ressources humaines à court et moyen termes (aide au conseil GPEC) ;
- d'anticiper, dans les branches ou les territoires, les évolutions des emplois et des compétences liées aux mutations du système productif et aux évolutions sociales et démographiques (volet prospectif des engagements de développement de l'emploi et des compétences - EDEC) ;
- d'accompagner ces évolutions en ayant recours à des mobilisations combinées d'outils pertinents tels des outils de positionnement, contrats ou période de professionnalisation, validation des acquis de l'expérience (VAE), conventions Fonds national de l'emploi (FNE) formation, accompagnement des mobilités et de créations d'activités afin de faciliter dans les territoires, des solutions d'emploi pour les personnes menacées ou le développement d'activités porteuses d'emploi (volet action des EDEC) ;
- d'accompagner la reconversion des territoires (revitalisation des bassins d'emploi).

L'aide au conseil GPEC est destinée aux entreprises de moins de 300 salariés non assujetties par la loi à l'obligation de négocier sur la GPEC. Cette aide au conseil a pour objet de favoriser le développement de pratiques de GPEC dans ces entreprises. Elle permet à une entreprise de s'adjoindre ponctuellement des compétences externes pour intégrer des outils permettant d'élaborer – avec ce concours externe, puis seule ensuite – un plan de GPEC en fonction de ses orientations économiques. Il y a une vérification *a posteriori* – 6 mois après – du niveau de mise en œuvre de ce plan. Cette aide est non reconductible. Son optimisation est recherchée à travers des opérations collectives sur des bassins d'emploi (GPEC de territoire) qui permettront de repérer des actions pour dynamiser l'emploi dans des territoires et en particulier des possibilités de transfert entre entreprises en sureffectif et en sous-effectif.

Au final, les bénéficiaires de l'aide au conseil sont les salariés des entreprises qui s'engagent dans des démarches de GPEC. Elaborer un plan de GPEC dans une PME consiste à définir des actions en matière de ressources humaines

(acquisition de nouvelles compétences, validation d'acquis professionnels, bilan de compétences, accompagnement de mobilités internes et externes, gestion des âges et recrutements éventuels).

Les entreprises de 20 à 300 salariés représentent 80 000 entreprises (3,5 millions de salariés) dont 40 000 entreprises pour les secteurs à forte concentration de main d'œuvre peu qualifiée. 20 000 d'entre elles n'appartiennent pas à un groupe et sont donc éligibles à l'aide au conseil GPEC. Entre 2005 et 2008, 2 800 entreprises ont bénéficié d'un appui conseil. On peut estimer que 8 000 autres entreprises⁵ comptant environ 340 000 salariés, non assujetties à l'obligation légale, pourront développer des pratiques de GPEC d'ici 2011.

Concernant les Engagements de Développement de l'Emploi et des Compétences, qui couvrent à la fois des moyens d'études prospectives (CEP) et des actions (ADEC), une suite sera donnée aux accords pluriannuels déjà actés en 2007 et 2008 avec les partenaires sociaux et qui prévoient des réalisations en 2009. L'Etat s'engage à un double titre :

- d'une part en cofinçant des projets conclus avec les partenaires sociaux au cours du deuxième semestre 2008 qui visent à anticiper les restructurations notamment dans des secteurs concentrant une main d'œuvre fragilisée (les salariés des groupes de constructeurs et leurs sous-traitants travaillant notamment dans les secteurs de l'aéronautique et de l'industrie automobile).
- et d'autre part, en renforçant, en application du Plan d'action concerté pour l'emploi des seniors 2006-2010, les interventions au bénéfice de ceux-ci (développement de l'employabilité et prévention des inadaptations à l'emploi en seconde partie de carrière). L'objectif est de doubler les effectifs des salariés de plus de 45 ans – passer de 18 000 en 2006 à 36 000 en 2011 – qui prennent part à des ADEC. Avec un fort ciblage sur les premiers niveaux de qualification confrontés à des difficultés particulières d'emploi, il s'agit, à horizon 2011, d'obtenir une proportion de plus de 80 % de premiers niveaux de qualification parmi les bénéficiaires des ADEC et 38% de seniors de plus de 45 ans.

En concentrant les moyens sollicités sur les cibles évoquées ci-dessus, il s'agit de démontrer par des opérations partenariales à haute valeur ajoutée que face aux mutations économiques l'exclusion des seniors et des premiers niveaux de qualification n'est pas sans solutions si on anticipe et déploie des actions en amont des situations de crise. Au-delà d'une multiplication des moyens, l'association, dès le montage du projet, et parfois à leur initiative, des partenaires sociaux, OPCA, collectivités territoriales ou entreprises a également pour objet de faire partager de tels objectifs, qui permet une démultiplication des bonnes pratiques sans nécessairement solliciter le soutien de l'Etat.

En matière d'accompagnement des conséquences sur l'emploi et les territoires des restructurations, l'État veille à ce que les salariés licenciés pour motif économique bénéficient tous d'un accompagnement renforcé pour les aider à retrouver un emploi. En application des articles L.1233-84 et suivants du code du travail, il veille, également, à la mise en œuvre d'actions de revitalisation sur les bassins d'emploi affectés par ces restructurations.

L'obligation de « revitalisation » des bassins d'emploi constitue le cadre des interventions en faveur de la création d'emplois sur les bassins touchés par des restructurations. Depuis 2002, 349 conventions ont été conclues avec des entreprises pour atténuer les conséquences territoriales d'environ 50400 licenciements économiques. Ces conventions ont porté sur 234,8 millions d'euros d'engagement des entreprises avec pour objectif de compenser les suppressions d'emplois.

Le reclassement des salariés constituant une obligation légale de l'employeur, l'État doit s'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires. Au-delà de l'incitation des branches et des entreprises à mettre en place des démarches d'anticipation introduites par la loi du 18 janvier 2005 (incitation à la conclusion d'accords de méthode et d'accords portant sur la GPEC et les mesures d'accompagnement prévues aux articles L. 2242-15, et suivants et L.1233-21 et suivants du code du travail), l'État veille au bon déroulement des mesures prévues par les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), si besoin en mobilisant les outils conventionnels du fonds national pour l'emploi pour enrichir le contenu des PSE des entreprises n'ayant pas la capacité de financer seules ces mesures. En 2007, près de 300 000 licenciements économiques et de 957 plans de sauvegarde de l'emploi ⁶notifiés à l'administration ont été enregistrés.

⁵ Sur 80 000 d'entreprises ayant entre 20 et 300 salariés, environ 40 000 sont assujetties par la loi à négocier sur la GPEC. 40 000 peuvent donc prétendre à l'aide au conseil GPEC.

⁶ Source DARES

Il s'assure enfin du déploiement et de l'efficacité, en terme de reclassement, de la convention de reclassement personnalisé (CRP) créée par la loi du 18 janvier 2005 et qui permet de bénéficier, pour une période de 8 mois, d'un accompagnement renforcé vers l'emploi (près de 45 000 adhésions en 2007) et de la mise en œuvre à titre expérimental du contrat de transition professionnelle sur 7 bassins d'emploi en application de l'ordonnance du 13 avril 2006 (près de 3 000 adhésions entre avril 2006 et le 31 décembre 2007).

En termes d'anticipation des mutations ou d'accompagnement « à chaud » des restructurations, la mise en œuvre territoriale de ces dispositions conduit à la recherche de partenariats actifs au sein du service public de l'emploi, avec les collectivités territoriales et les acteurs socio-économiques du territoire concerné.

Face à des crises au sein des bassins d'emploi, l'État intervient aux côtés des collectivités territoriales et des partenaires sociaux (branches professionnelles, Assedic), dans le cadre d'une démarche globale et concertée du service public de l'emploi associant l'AFPA et l'opérateur unique issu de la fusion de l'ANPE et des ASSEDICS. L'AFPA mobilise des prestations spécifiques de son programme d'activité subventionné à destination des salariés concernés par les licenciements économiques et des actifs en seconde partie de carrière.

L'intervention de l'État qui peut faire l'objet de cofinancements du Fonds social européen (FSE) recouvre :

- l'appui aux services déconcentrés dans l'instruction et la conclusion des conventions du FNE d'aide au reclassement,
- le pilotage des interventions des acteurs en matière de reclassement et de reconversion,
- l'animation et la coordination de l'action du service public de l'emploi dans le domaine des mutations économiques,
- la capitalisation des initiatives locales en matière de reclassement-reconversion et l'appui aux services déconcentrés pour la mise en œuvre de plates-formes.

ACTION n° 02

Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences

61,9 %



Objectif transversal : Assurer l'effectivité du contrôle de la formation professionnelle

L'État exerce un contrôle administratif et financier sur l'ensemble des moyens techniques, financiers et pédagogiques, mis en œuvre dans le cadre de la formation professionnelle continue. Cette activité permet de s'assurer de la bonne utilisation des fonds de la formation professionnelle et du respect du droit en la matière. A ce titre, le contrôle des organismes collecteurs des fonds de la formation professionnelle et de l'apprentissage qui sont agréés par l'Etat est essentiel. La performance de ces actions de contrôle des fonds est mesurée à l'aide de 2 indicateurs : « la part de la masse financière contrôlée sur la masse contrôlable » et « le nombre d'entités contrôlées sur le nombre d'entités contrôlables ».

Pour répondre aux besoins de l'économie et aux aspirations des personnes dans un environnement évolutif, il importe d'accroître l'investissement dans la qualification de tous, jeunes ou salariés expérimentés, actifs occupés et demandeurs d'emploi.

L'État, les collectivités territoriales, les entreprises, les partenaires sociaux doivent coordonner leurs interventions.

Quels que soient les publics concernés, tous les instruments disponibles doivent être mobilisés pour favoriser l'accès à une qualification professionnelle répondant aux besoins des entreprises et des bassins d'emplois et sécuriser les trajectoires professionnelles en facilitant l'accès ou le retour à un emploi durable.

Afin de mieux insérer les jeunes et de contribuer à l'accès et au maintien dans l'emploi des adultes tout en répondant aux besoins des entreprises, l'État contribue au développement des différentes formes d'alternance (apprentissage, contrat de professionnalisation et période de professionnalisation).

Le développement de l'apprentissage constitue une priorité nationale qui appelle un soutien financier (exonération des cotisations salariales et patronales, avantages fiscaux) et une action en faveur de l'amélioration de l'attractivité de ce dispositif pour les jeunes.

L'État veille en particulier, avec ses partenaires, à la pertinence des filières et des niveaux de formation retenus, à la bonne articulation des différentes voies de formation professionnelle des jeunes (formation sous statut scolaire, apprentissage, formation continue), ainsi qu'aux conditions matérielles des apprentis.

Par ailleurs, l'État s'est engagé dans une politique contractuelle aux côtés de l'ensemble des conseils régionaux en signant des contrats d'objectifs et de moyens (COM). Dans quelques régions, des branches professionnelles ou des organismes consulaires ont été associés à ces contrats. Les COM définissent des actions prioritaires pour le développement de l'apprentissage ; ces actions sont cofinancées par l'État à travers la seconde section du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (FNDMA, hors budget général).

Issu de l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 et inscrit dans la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et du dialogue social, le contrat de professionnalisation favorise l'accès ou le retour à l'emploi durable des jeunes ou des adultes demandeurs d'emploi grâce à un contrat conciliant exercice d'une activité professionnelle et formation en lien avec la qualification recherchée. Il permet aux branches professionnelles de mieux répondre aux besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée.

L'État soutient notamment le recours à ce dispositif pour l'insertion et la qualification des seniors, à travers une politique d'exonération des cotisations patronales de sécurité sociale pour les contrats de professionnalisation conclus par les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus.

L'État est garant de l'égalité des citoyens dans l'accès à la formation et à la qualification. A ce titre, il met en place des dispositifs qui visent à réduire les inégalités en augmentant l'information sur les formations, par le biais du Centre INFFO et du réseau des centres d'animation et de ressources de l'information sur la formation (CARIF) et en s'assurant de l'existence d'une offre diversifiée adaptée aux besoins des personnes et des entreprises.

La non acquisition des compétences-clés (regroupant les savoirs de base) constitue un sérieux handicap pour l'insertion durable, y compris dans l'accès à des emplois faiblement qualifiés. Il pénalise tout particulièrement le retour à l'emploi des salariés victimes d'un licenciement économique. La part de la population en situation d'illettrisme est estimée à environ 9% par l'INSEE soit 3.100.000 personnes, dont 57% sont des actifs occupés. L'État contribue à la mise en œuvre d'une offre de formation accompagnant l'acquisition des compétences-clés notamment en matière d'apprentissage du Français, des mathématiques et des technologies de l'information. Cette offre s'appuie sur une approche individualisée de la formation, mise en œuvre notamment par les ateliers de pédagogie personnalisée (APP). Elle s'adresse en priorité aux publics inscrits dans une démarche d'insertion professionnelle.

L'État accompagne également les politiques d'accès aux qualifications soit par la formation soit par la validation des acquis de l'expérience. En effet, une qualification reconnue par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) constitue un gage de lisibilité des compétences et permet la mobilité, l'anticipation des ruptures professionnelles ou un retour plus rapide dans l'emploi.

Par ailleurs, la loi a créé un droit individuel à la validation des acquis de l'expérience (VAE) afin de favoriser l'accès des actifs aux différentes certifications existantes. Sa mise en œuvre se traduit par un accueil et un conseil personnalisés, grâce notamment au réseau des centres d'information et de conseil sur la VAE et de points-relais de conseil personnalisé, organisés par la région. Le service public de l'emploi coordonne des actions d'accompagnement à la VAE visant à sécuriser les trajectoires professionnelles et à favoriser la mobilité des personnes.

Enfin, le gouvernement favorise le recours à la VAE, par la simplification des procédures des ministères certificateurs et par la mutualisation des moyens mis à disposition, notamment au plan territorial. Pour ce faire, a été créé par le décret n°2006-166 du 15 février 2006 un comité de développement interministériel de la VAE, le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle assurant la fonction de délégué interministériel au développement de la validation des acquis de l'expérience.

ACTION n° 03
Développement de l'emploi

29,9 %



Les dispositifs mis en œuvre dans le cadre de cette action visent à réduire le coût du travail et à favoriser la création d'emplois durables et de qualité :

- les exonérations consenties dans certaines zones géographiques à faible attractivité économique - du fait de leur isolement qui pénalise leur compétitivité ou de leur fort taux de chômage et de précarité qui rend plus nécessaire qu'ailleurs le développement de l'emploi - ont pour but de favoriser l'installation des entreprises,
- dans le secteur des HCR (Hôtels, Cafés et Restaurants) des exonérations spécifiques sur les avantages en nature sont consentis aux salariés ainsi qu'une prime à l'emploi destinée à revaloriser les rémunérations et les conditions de travail, et à rendre les métiers de ce secteur plus attractifs,
- enfin, pour faciliter le développement de l'emploi dans le secteur des services à la personne, l'action de l'Etat stimule aussi bien la demande que l'offre tout en développant la qualité des services rendus. Il s'agit notamment des exonérations fiscales et sociales accordées aux particuliers employeurs, du crédit d'impôt spécifique pour les sociétés, de l'exonération spécifique de cotisations sociales pour les entreprises et associations agréées, de la création de l'Agence nationale des services à la personne (ANSP) chargée de la mise en œuvre du plan de développement du secteur.

L'action de l'Etat vise également à soutenir le secteur associatif qui constitue un gisement important d'emplois. Le besoin des associations en matière de professionnalisation de leur fonction « d'employeur », et d'appui à la consolidation de leur modèle économique est saillant. Facteurs d'animation des territoires et notamment des zones rurales et des quartiers sensibles, et vecteurs de cohésion sociale et professionnelle, les activités associatives justifient un soutien adapté des pouvoirs publics.

Dans ce sens, les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) contribuent à professionnaliser ces structures associatives employeurs pour la consolidation de leur activité et des emplois attachés. Cette mesure d'appui doit, en contrepartie se traduire par le développement socio-économique des associations employeurs (progression des résultats économiques, du nombre de salariés employés, et des contributions des collectivités territoriales).

La politique conduite en faveur des chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises est renouvelée et renforcée via la réforme des dispositifs d'Etat dédiés (Nacre (Nouvelle aide à la création d'entreprise) issue de la fusion à compter du 1^{er} janvier 2009 des dispositifs EDEN et chéquiers conseil). Cette réforme constitue l'un des axes prioritaires de la convention quinquennale 2008-2012 « Agir pour l'emploi », signée le 18 mars 2008 par le Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le Directeur général de la Caisse des Dépôts.

Cette réforme, déployée sur l'ensemble du territoire à compter du 1^{er} janvier 2009, organise et finance une offre complète de services adaptée aux besoins des chômeurs créateurs ou repreneurs, permettant d'une part l'émergence de projet de qualité et d'autre part, le démarrage et le développement des nouvelles entreprises. Cette offre d'accompagnement est articulée à une nouvelle offre de financement dont la ressource est apportée par la Caisse des Dépôts et dont le profil sera optimisé afin de renforcer l'effet de levier sur les prêts bancaires. Il s'appuie sur les mécanismes de garantie du fonds de cohésion sociale (FCS).

L'Etat et la CDC, voire les collectivités territoriales qui le souhaiteraient, labelliseront (au niveau régional) des opérateurs locaux d'accompagnement à toutes les phases du parcours : émergence, montage, financement, accompagnement au développement. L'Etat financera, sur objectifs de résultats et performance et sans préjudice des apports d'autres cofinanceurs, les opérateurs labellisés, en y consacrant les crédits autrefois dévolus à EDEN et aux chéquiers conseils, soit 40 millions d'euros en 2009.

La CDC apportera une ressource de type prêt d'honneur, garantie par l'Etat, à hauteur de 100 M€ par an (contre 25 pour EDEN en 2007).

Les collectivités territoriales sont invitées à participer au pilotage et/ou au financement du dispositif.

Le fonds de cohésion sociale garantira la ressource apportée par la CDC ainsi que les prêts bancaires complémentaires.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Assurer l'effectivité du contrôle de la formation professionnelle (objectif transversal)

La masse financière contrôlable s'élève à environ 25 milliards d'euros annuellement. Le contrôle est réalisé par des inspecteurs et contrôleurs du travail assermentés. La crédibilité du contrôle des fonds de la formation professionnelle nécessite de pouvoir réaliser le contrôle d'une part significative des fonds à contrôler.

INDICATEUR 1.1 : Part de la masse financière contrôlée sur la masse contrôlable

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part de la masse financière contrôlée sur la masse contrôlable	%	2,12	2,50	3,20	3,10	3,20	3,40

Précisions méthodologiques : Montant des sommes contrôlées sur le montant des masses financières contrôlables. La part de cette masse financière provenant du Fonds social européen fait l'objet d'une estimation annuelle forfaitaire sur la base du budget adopté par l'Union européenne pour la période 2007-2013.

Sources des données : Les données sont à disposition de la sous-direction du contrôle national de la formation professionnelle, elles sont liées aux contrôles et détenues par les services régionaux de contrôle.

INDICATEUR 1.2 : Nombre d'entités contrôlées sur le nombre d'entités contrôlables

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre d'entités contrôlées sur le nombre d'entités contrôlables	%	0,96	1,01	1,30	1,20	1,30	1,30

Précisions méthodologiques : Cet indicateur est calculé à partir du nombre d'entités contrôlées sur le nombre d'entités contrôlables (entreprises, organismes de formation, organismes collecteurs...).

Sources des données : Les données sont à disposition de la sous-direction du contrôle national de la formation professionnelle, elle sont liées aux contrôles et détenues par les services régionaux de contrôle.

OBJECTIF n° 2 : Développer la GPEC dans les PME au bénéfice des salariés les plus fragilisés par les mutations économiques

L'État mobilise dans le cadre de cet objectif, des moyens d'étude et de conseil permettant d'anticiper la transformation des emplois et des compétences des salariés. Il accompagne des actions visant à prévenir les risques d'inadaptation à l'emploi des salariés fragilisés par les mutations économiques, sociales et démographiques.

Les différents moyens mobilisés s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat avec différents acteurs (au niveau de la branche, du territoire ou de l'entreprise). Les indicateurs retenus rendent compte de la réalité de ces partenariats et des résultats qu'ils permettent d'atteindre au regard des objectifs d'intervention de l'État rappelés ci-dessus (PME, publics prioritaires).

L'État et ses partenaires assurent un pilotage partagé des actions en cours de réalisation ainsi que l'évaluation de celles-ci, confiée à un organisme extérieur choisi en commun. Ceci s'effectue dans le cadre de comités constitués à cet effet avec les partenaires sociaux, au plan national et régional.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 2.1 : Part des entreprises de moins de 300 salariés ayant engagé une démarche de GPEC 6 mois après avoir bénéficié d'un appui conseil

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des entreprises de moins de 300 salariés ayant engagé une démarche de GPEC 6 mois après avoir bénéficié d'un appui conseil	%	nd	nd		65%	70%	75%

Précisions méthodologiques :

Numérateur : Nombre d'entreprises de moins de 300 salariés ayant engagé une démarche GPEC dans les 6 mois suivant la fin de la convention individuelle ou interentreprises d'aide au conseil dont elles ont bénéficiée

Dénominateur : Nombre total d'entreprises ayant bénéficié d'une convention individuelle ou interentreprises dont l'échéance est fixée (soit 6 mois après la clôture de la convention) est intervenue durant la période d'observation (année N), qu'elles aient engagé ou non une démarche de GPEC à la suite de cette observation

Cet indicateur cherche à mesurer l'impact d'une action d'appui conseil sur des entreprises qui ne sont pas assujetties par la loi à l'obligation de négocier sur la GPEC.

Sources des données : Les informations sont collectées dans les documents de suivi des conventions puis saisies par les services déconcentrés dans le système d'information GPEC.

INDICATEUR 2.2 : Nombre de salariés couverts par une démarche d'appui conseil en GPEC

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de salariés couverts par une démarche d'appui conseil en GPEC	nb	46 176	103 700	-	-	220 000	340 000

Précisions méthodologiques : Il s'agit de comptabiliser les effectifs des entreprises engagées dans une démarche d'appui conseil en Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) à l'exclusion des effectifs des entreprises ayant signé des conventions de sensibilisation.

Les données sont produites en cumul. Les réalisations 2006 incluent celles de l'année 2005.

A terme, il conviendra de faire évoluer le périmètre de l'indicateur en considérant l'ensemble des salariés couverts par une démarche de GPEC que celle-ci relève d'un appui conseil en GPEC ou d'Actions de développement de l'emploi et des compétences (ADEC). Cette évolution a été prise en compte dans la détermination de la prévision 2009 et la cible 2011.

Sources des données : Les informations collectées dans les documents de suivi des conventions puis saisies par les services déconcentrés dans le système d'information GPEC.

INDICATEUR 2.3 : Part des salariés les plus fragilisés dans les publics bénéficiaires des actions de développement de l'emploi et des compétences (ADEC)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des salariés de 45 ans et plus dans les publics bénéficiaires des ADEC	%	27	30	35	35	36	38
Part des salariés de premier niveau de qualification dans les publics bénéficiaires des ADEC	%	76	78	80	80	80	80

Les salariés expérimentés sont désormais considérés comme prioritaires dans le dispositif EDEC. En effet, l'ordonnance 2005-731 du 30 juin 2005 sur la simplification du droit à la formation professionnelle et de l'emploi parue au Journal officiel du 1er juillet 2005 institue comme objectif prioritaire la prévention des risques d'inadaptation à l'emploi et le maintien dans l'emploi des salariés en seconde partie de carrière.

Ainsi, le plan national d'action concerté pour l'emploi des seniors 2006-2010 a décidé de renforcer l'intervention au bénéfice des seniors (développement de l'employabilité et prévention des inadaptations à l'emploi en seconde partie de carrière).

Précisions méthodologiques : Les notions de salariés de premier niveau de qualification (employés, ouvriers qualifiés et non qualifiés) ou expérimentés ne couvrent pas l'ensemble des publics mais sont prioritaires. L'intitulé de l'indicateur 2.3. ne correspond donc pas à une consolidation des valeurs des sous-indicateur 2.3.a. et 2.3.b. La définition retenue exclut des salariés plus qualifiés ou plus jeunes, mais dont la situation relève cependant des inadaptations à l'emploi et légitime l'intervention de l'État. Les données fournies sont rattachées à l'année de réalisation des projets aidés.

Sources des données : Les informations sont collectées dans les documents de suivi des conventions puis saisies par les services déconcentrés dans le système d'information EDEC.

OBJECTIF n° 3 : Contribuer à la revitalisation des territoires et au reclassement des salariés licenciés pour motif économique.

Les articles L.1233-84 et suivants du code du travail instituent une obligation à la charge des entreprises qui procèdent à un licenciement collectif affectant par son ampleur l'équilibre du bassin d'emploi où ce licenciement intervient. Cette obligation implique que les entreprises financent dans le cadre d'une convention signée avec l'Etat des actions de création d'activités ou de développement des emplois. Ces conventions doivent permettre de compenser les effets des licenciements sur le ou les bassins d'emploi affectés. Elles peuvent faire l'objet d'initiative de mutualisation quand plusieurs conventions sont mises en œuvre parallèlement sur le même bassin d'emploi.

L'État, à l'occasion des restructurations ou en amont de celles-ci, peut mobiliser des instruments permettant soit à une entreprise de surmonter des difficultés conjoncturelles en maintenant les salariés dans leur emploi, soit à des salariés menacés de licenciement d'adapter leurs compétences. L'effort de prévention de licenciement doit permettre d'accompagner les petites et moyennes entreprises dans leurs efforts d'adaptation.

Le taux de reclassement grâce aux mesures financées par l'État ne retracera, dans un premier temps, que le taux de reclassement à l'issue des cellules de reclassement, antennes emploi normalement cofinancées ou non par l'État et l'entreprise mais dont, dans deux tiers des cas, le coût est pris en charge intégralement par l'État (difficultés financières de l'entreprise, redressement, liquidation judiciaire). Ce taux, renseigné annuellement, s'élève à 57% en 2007. Cet indicateur de performance pourra le cas échéant être comparé au taux moyen de reclassement des salariés licenciés pour motif économique à l'issue de la convention de reclassement personnalisé (qui est estimé à un peu plus de 39 % actuellement).

Les cellules de reclassement constituent la structure d'accompagnement de référence des salariés licenciés pour motif économique. C'est une mesure prévue par la quasi-totalité des plans de sauvegarde de l'emploi et ce, quel que soit le statut des personnes qui bénéficient de cet appui (congé de reclassement dans les entreprises appartenant à un groupe de plus de 1 000 salariés, convention de reclassement personnalisé dans les autres).

INDICATEUR 3.1 : Nombre d'emplois créés par rapport au nombre d'emplois supprimés, à l'échéance des conventions de revitalisation

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre d'emplois créés par rapport au nombre d'emplois supprimés, à l'échéance des conventions de revitalisation	%	45	57,6	90	90	95	100

Précisions méthodologiques :

Numérateur : nombre de créations d'emplois (CDD – CDI – interim – créations d'entreprises) à échéance des conventions

Dénominateur : nombre d'emplois supprimés sur le bassin dans le cadre du PSE ayant donné lieu à conventionnement

Les premières conventions ne sont arrivées à échéance qu'au début de l'année 2007.

En 2007, la réalisation a été calculée sur l'ensemble des conventions de revitalisation arrivées à échéance. Or, la DGEFP ne disposait pas de l'ensemble des bilans pour ces conventions. Ainsi, le taux de création d'emplois est de 70 % si l'on se rapporte aux conventions pour lesquelles l'administration centrale était en possession du bilan.

Sources des données : Actuellement, les données sont transmises manuellement par les DDTEFP à l'administration centrale (mission Fonds National de l'Emploi) sous format Excel de façon normalisée sur la base d'une circulaire de décembre 2005. Le système d'information de suivi des plans de sauvegarde de l'emploi (SI-PSE) est opérationnel au second semestre 2008, ce qui permettra de disposer pour l'année 2008 de données partielles en flux et de données complètes en 2009.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 3.2 : Taux de plans de sauvegarde de l'emploi comportant la mise en place d'une cellule de reclassement

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de plans de sauvegarde de l'emploi comportant la mise en place d'une cellule de reclassement	%	80	82	80	85	95	100

Précisions méthodologiques :

Numérateur : nombre de conventions de cellule de reclassement entreprises (conventionnées FNE ou bien mis en place grâce à des financements uniquement « entreprises »)

Dénominateur : ce n'est pas le nombre de PSE notifiés mais le nombre de PSE notifiés et dont la procédure s'est achevée au cours d'une année N.

Les cellules interentreprises ne sont pas comptabilisées.

La principale difficulté sur cet indicateur, tient au décalage dans le temps entre un plan de sauvegarde de l'emploi qui peut être notifié en année N et la mise en œuvre qui peut intervenir en année N+1.

Sources des données : Les données sont actuellement transmises manuellement par les DDTEFP à l'administration centrale (mission FNE). Le système d'information de suivi des plans de sauvegarde de l'emploi (SI-PSE) est opérationnel au second semestre 2008, ce qui permettra de disposer pour l'année 2008 de données partielles en flux.

INDICATEUR 3.3 : Taux de reclassement des salariés bénéficiaires d'une cellule de reclassement

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de reclassement des salariés bénéficiaires d'une cellule de reclassement	%	56	58	60	60	61	62

Précisions méthodologiques :

Numérateur : nombre de salariés ayant adhéré à une cellule de reclassement conventionnée avec l'Etat (FNE) ou non

Dénominateur : nombre de salariés reclassés au bout de 12 mois (reclassement = CDI, CDD de plus de 6 mois, CTT de plus de 6 mois, formation longue de plus de 300 heures)

Sources des données : Les données sont actuellement transmises manuellement par les DDTEFP à l'administration centrale (mission FNE). Le système d'information de suivi des plans de sauvegarde de l'emploi (SI-PSE) est opérationnel au second semestre 2008, ce qui permettra de disposer pour l'année 2008 de données partielles en flux et de données complètes en 2009.

INDICATEUR 3.4 : Taux de reclassement à l'issue de la convention de reclassement personnalisé (CRP)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Taux de reclassement à l'issue de la convention de reclassement personnalisé (CRP)	%	40	39	50	40	45	50

Précisions méthodologiques : La convention de reclassement (CRP) est entrée en vigueur au 1^{er} juin 2005. Le résultat de cet indicateur est obtenu en comparant la liste des personnes inscrites en CRP avec la liste des demandeurs d'emploi.

Sources des données : L'ANPE, à travers des équipes dédiées dans chaque bassin d'emploi, est prestataire de la CRP pour le compte de l'Unédic.

OBJECTIF n° 4 : Faciliter l'insertion dans l'emploi par le développement de l'alternance, l'accès aux compétences-clefs et la validation des acquis de l'expérience

Le contrat de professionnalisation, issu de la négociation interprofessionnelle des partenaires sociaux (accord du 20 septembre 2003) et de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, s'est substitué aux contrats d'orientation, d'adaptation et de qualification. L'État participe au développement de cette forme d'acquisition d'une qualification par l'exonération de certaines cotisations patronales de sécurité sociale pour les contrats de professionnalisation conclus par les demandeurs d'emploi âgés de 45 ans et plus

ainsi que pour les contrats souscrits par des groupements d'employeurs organisant des parcours d'insertion et de qualification (groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification - GEIQ).

L'Etat entend contribuer à la mise en place d'une offre de formation dédiée à l'acquisition des compétences-clés pour des publics en insertion professionnelle mais rencontrant des difficultés dans le domaine des savoirs de base (écriture, lecture, calcul, culture numérique). Cette offre doit être adaptée aux besoins des publics cible notamment à partir de démarche pédagogique de type « atelier pédagogique personnalisé » et d'outils méthodologiques d'évaluation des personnes. Elle doit s'inscrire dans un partenariat actif au sein du service public de l'emploi afin de consolider, par l'acquisition de ces compétences-clés, le projet professionnel des actifs concernés.

Par ailleurs, le ministère chargé de l'emploi développe une politique de certification au travers de 300 titres professionnels couvrant tous les secteurs professionnels (bâtiment, industrie, services). Ces titres qui concernent chaque année environ, 80 000 adultes, permettent d'attester des compétences requises sur le marché de l'emploi, l'objectif étant de faciliter l'insertion de nouveaux professionnels ainsi repérés mais aussi de donner une nouvelle chance à des publics n'ayant pas eu de qualification reconnue à l'issue de leur formation initiale. Le ministère chargé de l'emploi s'est employé à développer l'accès des titres professionnels par la validation des acquis de l'expérience, enregistrant depuis 2006 une augmentation de 25 % des titrés par cette voie (4800 titrés en 2007). Le secteur des services à la personne a largement bénéficié de cette procédure pour la professionnalisation de ses actifs.

En ce qui concerne le développement de la VAE d'un point de vue interministériel, l'accès à la certification par la voie de la validation des compétences permet aux personnes qui ne possèdent pas de qualification, ou une faible qualification, mais qui ne sont pas dépourvues de compétences de donner sur le marché du travail un signal clair de leur niveau. Cet objectif de la loi de 2002 est rempli, car jusqu'à présent, la certification par la voie de la VAE a concerné majoritairement les femmes sans qualification. Par ailleurs, la VAE a progressivement trouvé sa place dans l'enseignement supérieur par rapport à la VAP (validation des acquis professionnels), pour la dépasser en 2007. Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, l'Etat souhaite également développer le recours à la VAE en simplifiant l'outil, en améliorant l'accompagnement des candidats et en favorisant la lisibilité des certifications.

INDICATEUR 4.1 : Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue du contrat d'apprentissage

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue du contrat d'apprentissage	%	56,5	55,7	59	57	59	62

Précisions méthodologiques : Le taux d'insertion dans l'emploi est mesuré 7 mois après la fin du contrat d'apprentissage. Il prend en compte les apprentis ayant obtenu ou non le diplôme préparé ou ayant rompu avant terme ou non leur contrat. Il est bien sûr beaucoup plus favorable pour ceux qui ont réussi leur diplôme. Par ailleurs l'enquête ne touche que des sortants d'études initiales : elle ne prend pas en compte les apprentis qui poursuivent leurs études après l'acquisition d'un premier diplôme par la voie de l'apprentissage. Les emplois retenus ici pour mesurer l'insertion dans l'emploi sont ceux en CDD, CDI et contrats en alternance. L'intérim et les autres emplois aidés sont donc exclus du périmètre de l'emploi considéré.

Sources des données : Données déclaratives issues de l'enquête insertion professionnelle des apprentis (ministère de l'Éducation Nationale -DEP) : enquête auprès de sortants de CFA.

INDICATEUR 4.2 : Taux d'insertion dans l'emploi à l'issue du contrat de professionnalisation (par tranche d'âge de : -26 ans, 26-45 ans, +45 ans)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Moins de 26 ans	%	nd	nd		>60	>62	>65
De 26 à 46 ans	%	nd	nd		>60	>62	>65
Plus de 45 ans	%	nd	nd		>60	>62	>65

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Précisions méthodologiques :

Numérateur : nombre de sortants de contrats de professionnalisation embauchés en CDI / CDD de plus de 6 mois, mission d'intérim de plus de 6 mois ou en passe d'être embauchés dans le mois qui suit la sortie

Dénominateur : nombre de sortants du dispositif (en y incluant ruptures et échecs à l'obtention de la qualification).

Cet indicateur concerne les contrats de professionnalisation à durée déterminée et les contrats de professionnalisation à durée indéterminée, afin de mesurer également si les salariés ayant conclu un contrat de professionnalisation à durée indéterminée sont effectivement restés dans leur emploi à l'issue de l'action de professionnalisation.

Sources des données : Ce taux d'insertion dans l'emploi à l'issue d'un contrat de professionnalisation pourra être calculé ponctuellement et partiellement courant 2009 à partir d'une enquête spécifique de la DARES (« enquête de devenir ») menée auprès de personnes entrées en contrat de professionnalisation en 2006. La pérennisation de cet indicateur nécessitera une mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés (organismes de formation, OPCA) dans le cadre d'un protocole statistique permettant à l'Etat de s'assurer de la pertinence des données collectées.

INDICATEUR 4.3 : Taux d'accès à l'emploi ou à une formation qualifiante à l'issue d'une formation aux compétences-clefs

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'accès à l'emploi ou à une formation qualifiante à l'issue d'une formation aux compétences-clefs	%	nd	nd	-	22	25	30

Précisions méthodologiques :

Numérateur : Nombre de personnes ayant trouvé un emploi ou une formation qualifiante parmi les personnes ayant achevé une formation aux compétences-clefs depuis 6 mois

Dénominateur : Nombre total de personnes ayant achevé une formation aux compétences-clefs depuis 6 mois

En référence à la circulaire DGEFP n°2008/01 en date du 3 janvier 2008 relative à la politique d'intervention du ministère de l'emploi en faveur de l'accès aux compétences-clés des personnes en insertion professionnelle), les compétences-clés visées dans la circulaire sont au nombre de 5 : communication en français, culture mathématiques et compétences de base en sciences et technologies, culture numérique, apprendre à apprendre et communication en langues étrangères.

Sources des données : Cet indicateur sera alimenté par un système d'information dont la disponibilité est prévue au 1^{er} janvier 2009. Les données seront saisies dans l'applicatif les organismes de formation.

INDICATEUR 4.4 : Nombre de certifiés (tous ministères) par la voie de la VAE

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de certifiés (tous ministères) par la voie de la VAE	nb	25 956	27 773	-	30 550	33 605	40 663

Précisions méthodologiques : Nombre de candidats ayant obtenu un titre complet par la voie de la VAE, au cours de l'année N.

- Il s'agit de certifications délivrées au nom de l'Etat. (Les certifications paritaires et privées ne sont pas comptabilisées)

- La notion de certification est entendue strictement. Il s'agit de la certification obtenue par un candidat après validation complète du titre visé. (Exclusion des validations partielles)

- Les ministères certificateurs sont : ministère de l'Education nationale (CAP au BTS), ministère de l'Education nationale (universités + CNAM), ministère de l'Agriculture, ministère chargé de l'action sociale et de la santé, ministère chargé de l'emploi, ministère de la jeunesse et des sports, ministère de la culture, ministère chargé de la mer et ministère chargé de la Défense.

Les données collectées par la DARES auprès des ministères certificateurs au titre de l'année 2007 n'étant pas encore stabilisées, la réalisation figurant dans le tableau ci-dessus a été produite à partir d'une estimation.

Sources des données :

Collecte des données auprès des ministères certificateurs et traitement DARES. Actuellement, l'outil statistique est partiel, et en cours de construction. Malgré l'élaboration d'un protocole de remontée des données qui permet une certaine homogénéisation, il n'existe pas de système d'information unique pour suivre les candidats à la VAE dans leur globalité.

OBJECTIF n° 5 : Favoriser l'embauche dans des secteurs d'activité spécifiques

En 2007, le secteur des hôtels, cafés et restaurants a connu une forte croissance de ses effectifs (+3%), après +2.5% en 2006 et +1.7% en 2005, soit sensiblement plus que dans le secteur tertiaire marchand (2%). Cette croissance est cohérente avec, d'une part une montée en charge du dispositif d'aide à l'emploi prévu par l'article 9 de la loi 2004-804 du 9 août 2004, à partir du début de l'année 2005, et d'autre part une majoration des aides pour certaines activités en application de la réforme mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2007.

Ce développement de l'emploi s'est produit en dépit de l'augmentation importante des coûts supportés par les employeurs du fait des contreparties négociées par la profession en échange des aides à l'emploi : dès l'année 2005, par accord collectif du 13 juillet avec la suppression du SMIC hôtelier, l'octroi de 6 jours de congés supplémentaires et la participation à un régime de prévoyance, puis, par convention collective du 5 février 2007, avec l'adoption d'une nouvelle grille salariale.

Pour l'année 2008, le plafonnement de l'aide à 30 salariés en équivalents temps plein par entreprise et par mois, rendu nécessaire par la réglementation européenne sur les aides d'Etat (aide de minimis), ne concernera qu'au plus 2% des entreprises qui emploient près de 30% des salariés du secteur.

INDICATEUR 5.1 : Taux de croissance comparé de l'emploi dans le secteur HCR et dans le secteur tertiaire marchand

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de croissance de l'emploi dans le secteur HCR	%	+2,1	3,4	+1,5%	+1,7	2,5	+2,5
Taux de croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire marchand	%	+1,2	+2,7	-	+1,4	+1,4	+1,4

Explications sur l'indicateur :

L'indicateur fournit une mesure de la situation de l'emploi dans le secteur HCR (Hôtels, cafés, restaurants) en le comparant à l'évolution de l'emploi dans le secteur tertiaire marchand.

Précisions méthodologiques :

Les effectifs sont chiffrés en fin d'année. Quant aux taux de croissance de l'emploi, ils sont calculés en glissement annuel en fin d'année.

Le secteur HCR (Hôtels, cafés, restaurants) est isolé à partir de la nomenclature économique de synthèse au niveau 36 (Secteur P1 de la NES36). Le secteur tertiaire marchand est défini à partir de la nomenclature économique de synthèse EJ-EP.

Source des données : INSEE et DARES.

INDICATEUR 5.2 : Taux de croissance annuel du nombre d'heures travaillées dans le secteur des services à la personne

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de croissance annuel du nombre d'heures travaillées dans le secteur des services à la personne	%	4	4,7	-	4,2	4,3	4,5

L'indicateur a pour finalité d'identifier la croissance de l'emploi dans le secteur des services à la personne.

Précisions méthodologiques : cet indicateur est estimé par la DARES à partir des données statistiques collectées par l'IRCEM et comptabilise les heures travaillées :

- des salariés du particulier employeur (A)
- des effectifs des organismes prestataires agréés transmis par les DDTEFP à la DARES (B)
- et des assistantes maternelles (C)

A – Nombre annuel d'heures travaillées par les salariés des particuliers employeurs. Ce nombre est déterminé à partir des données fournies par l'IRCEM

B – Nombre annuel des heures travaillées par les salariés des structures agréées prestataires. Ce nombre est calculé à partir des données du tableau de bord des politiques de l'emploi publié mensuellement par la DARES.

C – Nombre annuel d'heures travaillées par les assistantes maternelles employées par les particuliers employeurs. Ce nombre est déterminé à partir des données fournies par l'IRCEM (nombre d'assistantes maternelles * 39 heures hebdomadaires * 47 semaines).

$$\frac{(A + B + C \text{ de l'année } N) - (A + B \text{ de l'année } N-1)}{(A + B + C \text{ de l'année } N-1)} * 100$$

Source de données : ANSP, données traitées par le BIPE

OBJECTIF n° 6 : Stimuler la création et la reprise des très petites entreprises.

La nouvelle aide à la création d'entreprise est destinée à remplacer les dispositifs EDEN et chèques conseil. Ce nouveau dispositif consiste pour l'Etat à financer un accompagnement renforcé des chômeurs créateurs d'entreprises. Il doit concerner 20 000 créateurs par an pendant 4 ans (2009 – 2012). Chaque cursus sera en moyenne doté de 2000 €. Parallèlement les créateurs d'entreprise pourront bénéficier de prêts à taux zéro de la part de la CDC (100 M€/an pendant 4 ans).

Les créateurs d'entreprises seront aidés dans leurs démarches par des opérateurs (au maximum 500) labellisés par l'Etat.

Ces opérateurs réaliseront au profit des créateurs diverses prestations (étude de marché, stage, tableau de bord, coaching...).

INDICATEUR 6.1 : Taux d'emploi créé (y compris celui du créateur) à la création, à un an et trois ans dans les entreprises créées et accompagnées.

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2012 Cible
Année millésime 2009	%	-	-	-	-	1	1,7
Année millésime 2010	%	-	-	-	-	-	-
Année millésime 2011	%	-	-	-	-	-	-

Explications sur l'indicateur :

L'indicateur mesure la progression du nombre d'emplois dans les très petites entreprises créées et accompagnées dans leur démarrage et leur développement, dans le cadre du dispositif issu de la réforme des aides d'Etat (EDEN et chèques conseil) à la création et au développement des TPE par les demandeurs d'emploi.

Précisions méthodologiques : Pour chaque année millésime, mesure du taux d'emploi à la création, à 1 an et 3 ans après la création dans les très petites entreprises « accompagnées » et vivantes ; l'évolution repose sur la comparaison entre le taux d'emploi au moment de la création, à 1 an, et 3 ans après la création :

Taux d'emploi au temps T

$T = \frac{\text{Nombre d'emplois (y compris celui du créateur) à T}}{\text{Nombre d'entreprises créées et accompagnées à T}}$

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi		416 887 853	416 887 853		425 087 853	425 087 853
01-01	Anticipation des mutations et gestion active des ressources humaines		61 800 000	61 800 000		61 800 000	61 800 000
01-02	Implication des branches et des entreprises dans la prévention du licenciement et le reclassement des salariés		355 087 853	355 087 853		363 287 853	363 287 853
02	Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (libellé modifié)		3 173 032 670	3 173 032 670		3 173 032 670	3 173 032 670
02-03	Reconnaissance des compétences acquises par les personnes		75 000 000	75 000 000		75 000 000	75 000 000
02-04	Amélioration de l'accès à la qualification par le développement de l'alternance et de la certification		3 098 032 670	3 098 032 670		3 098 032 670	3 098 032 670
03	Développement de l'emploi		1 532 614 391	1 532 614 391		1 532 614 391	1 532 614 391
03-01	Baisse du coût du travail pour faciliter le développement de territoires et de secteurs à forts potentiels d'emploi		1 271 114 391	1 271 114 391		1 271 114 391	1 271 114 391
03-02	Promotion de l'activité		261 500 000	261 500 000		261 500 000	261 500 000
Totaux			5 122 534 914	5 122 534 914		5 130 734 914	5 130 734 914

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

Les CPER 2007-2013 s'élèvent, pour l'année 2009, à 53,7 M€. A noter que les contrats signés entre l'Etat et les régions d'Outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion) prévoient, au titre de l'année 2009, 2,48 M€ en AE et en CP dont :

- 0,7 M€ pour des actions de lutte contre l'illettrisme ;
- 1,78 M€ pour le financement de structures et le développement des compétences.

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2013 :

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2008	CP réalisés au 31/12/2008	AE demandés pour 2009	CP demandés pour 2009	CP sur engage- ments à couvrir après 2009
01 Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	141 100 000	37 659 875	34 469 185	18 000 000	18 000 000	3 190 690

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2008	CP réalisés au 31/12/2008	AE demandés pour 2009	CP demandés pour 2009	CP sur engage- ments à couvrir après 2009
02 Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (libellé modifié)	252 900 000	66 657 520	66 657 250	35 700 000	35 700 000	0
Totaux	394 000 000	104 317 395	101 126 435	53 700 000	53 700 000	3 190 690

Totaux des crédits de paiement pour ce programme :

CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
53 700 000	3 190 690

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div>AE</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>5 298 032 619</div>		<div>CP</div> <div>LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>5 333 692 287</div>			
<div>Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007</div> <div>(3)</div> <div>157 532 609</div>	<div>AE demandées pour 2009</div> <div>(4)</div> <div>5 122 534 914</div>	<div>CP demandés sur AE antérieures à 2009 *</div> <div>(5)</div> <div>8 200 000</div>	<div>CP demandés sur AE nouvelles en 2009</div> <div>(6)</div> <div>5 122 534 914</div>	<div>Total des CP demandés pour 2009</div> <div>(7) = (5) + (6)</div> <div>5 130 734 914</div>	<div>Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009</div> <div>(8)</div> <div>6 160 000</div>
					<div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>6 160 000</div>
					<div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div></div>
					<div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>0</div>

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

(*) Rappel : A l'ouverture de la gestion 2006, le montant des engagements pris au titre des autorisations d'engagement des années antérieures s'élevait à : **58.154387**.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		416 887 853	416 887 853
Crédits de paiement		425 087 853	425 087 853

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

■ DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 017 456	2 017 456

Les dépenses de fonctionnement courant prévues pour l'action couvrent les frais de gestion de l'Unédic.

Les éléments de justification de ces frais de gestion sont retracés dans la partie « Dépenses d'intervention » relative à la justification au premier euro des différentes mesures de l'action « Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi » du programme 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » dont la gestion est assurée par l'Unédic :

- allocations spécifiques du fonds national de l'emploi : 1,55 M€ ;
- préretraites progressives : 0,47 M€.

Au total, **2,02 M€** sont prévus au titre des frais de gestion de l'Unédic pour les dispositifs de cette action.

■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	348 970 397	357 170 397
Transferts aux entreprises	65 900 000	65 900 000

Les crédits d'intervention de cette action, prévus à hauteur de 414,87 M€ en autorisations d'engagement et 423,07 M€ en crédits de paiement, permettent le financement :

- des dispositifs de développement de l'emploi et des ressources humaines ;
- des dispositifs de mesures d'âges ;
- des instruments d'accompagnement des restructurations ou d'anticipation de la conjoncture.

Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	Titre 6 catégorie 1	Titre 6 catégorie 2	Total
Autorisations d'engagement	348 970 397	65 900 000	414 870 397
Crédits de paiement	357 170 397	65 900 000	423 070 397

SOUS ACTION 1 : ANTICIPATION DES MUTATIONS ET GESTION ACTIVE DES RESSOURCES HUMAINES

Anticipation des mutations économiques et gestion active des ressources humaines	Titre 6 – catégorie 2
Autorisations d'engagement	61 800 000
Crédits de paiement	61 800 000

Les crédits destinés à cette sous action s'élèvent à 61,80 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement et permettent le financement :

- des aides au conseil et à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- les engagements de développement de l'emploi et des compétences.

1- L'AIDE AU CONSEIL, À LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES

L'aide au conseil, à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, prévue par le décret n°2007-101 du 25 janvier 2007, vise à inciter et à aider les petites et moyennes d'entreprises à développer et à organiser les actions d'anticipation en matière de gestion des ressources humaines. Ce dispositif repose sur deux types d'outils :

- des conventions avec une ou plusieurs entreprises ;
- des conventions avec un ou plusieurs organismes professionnels ou interprofessionnels.

La prévision de crédits à hauteur de **11 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, est calculée sur la base des coûts suivants :

- conventions interentreprises : 150 conventions \times 50 000 € = 7,5 M€ ;
- conventions individuelles : 150 conventions \times 12 000 € = 1,8 M€ ;
- sensibilisation : 30 conventions \times 30 000 € = 0,9 M€ ;
- appui national : 0,8 M€.

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

2- ENGAGEMENTS DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DES COMPÉTENCES (EDEC)

Les organisations professionnelles ou interprofessionnelles peuvent mettre en œuvre avec l'État, dans un cadre contractuel, les engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) pour anticiper et accompagner l'évolution des emplois et des qualifications. L'objectif des accords ainsi conclus, qui peuvent être annuels ou pluriannuels, est d'anticiper les effets sur l'emploi des mutations économiques, de prévenir les risques d'inadaptation à l'emploi des actifs occupés et de répondre aux besoins de développement des compétences des salariés comme des entreprises. Fondée sur le dialogue social et le partenariat, la démarche EDEC repose sur deux dimensions complémentaires :

- l'élaboration de diagnostics et d'analyses prospectives sur l'évolution des emplois et des qualifications ;
- le déploiement de l'action sur un territoire ou une branche.

Ce dispositif est mobilisable notamment dans le cadre des pôles de compétitivité.

L'Etat peut ainsi participer au financement de :

- dépenses d'ingénierie portant sur la construction de démarches, d'actions ou d'outils visant le développement de l'emploi et des compétences pour les publics cibles des projets ;
- dépenses de réalisation qui concernent des actions entrant dans le périmètre du projet ADEC et bénéficiant directement aux publics cibles. Ces actions, diversifiées, relèvent de l'amont et de l'aval de la formation, de la formation elle-même, et d'une façon générale des actions visant au développement de l'emploi et des compétences ou relevant de démarches de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC).
- dépenses d'accompagnement qui visent les actions conduites par les partenaires professionnels ou territoriaux et les organismes relais désignés par eux afin de faciliter la mise en œuvre des projets.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Les crédits demandés pour 2009 s'élèvent à **30,8 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Ces crédits doivent permettre de financer :

- les engagements déjà pris pour 2009 pour 25,5 M€. Ce montant intègre notamment les besoins induits par la récente signature de la charte automobile, qui prévoit une participation de l'Etat de 50 M€ sur la période juillet 2008 – juillet 2011.
- les nouveaux projets, pour environ 5,3 M€.

Ce dispositif bénéficie en outre de crédits contractualisés avec les régions dans le cadre des contrats de projets État – régions (CPER) pour un montant prévisionnel de **18 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour 2009.

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert indirect aux entreprises.

3- LE RÉGIME SOCIAL ET FISCAL DES INDEMNITÉS VERSÉES DANS LE CADRE D'UN ACCORD DE GPEC

L'article 16 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 vise à favoriser la gestion la plus en amont possible des conséquences des mutations économiques et prévoit donc que les indemnités versées dans le cadre d'un accord GPEC sont exonérées de cotisations.

La justification des crédits prévus au titre de ce dispositif est la suivante :

Nombre de bénéficiaires (1)	Indemnités de départ moyenne (2)	Taux de cotisations et de contributions exonérées (3) = (1) x (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (4) = (1) x (2) x (3)
300	15 000 €	44,4 %	2 M€

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

SOUS ACTION 2 : IMPLICATION DES BRANCHES ET DES ENTREPRISES DANS LA PREVENTION DU LICENCIEMENT ET LE RECLASSEMENT DES SALAIRES

Les crédits d'intervention de cette sous action, prévus à hauteur de **353,07 M€** en autorisations d'engagement et **361,27 M€** en crédits de paiement, permettent le financement :

- des mesures d'âges ;
- des actions en faveur du reclassement.

Implication des branches et des entreprises dans la prévention du licenciement et le reclassement des salariés	Titre 6 – catégorie 1	Titre 6 – catégorie 2
Autorisations d'engagement	348 970 397	4 100 000
Crédits de paiement	357 170 397	4 100 000

1- LES DISPOSITIFS DE MESURES D'ÂGES

Dispositifs de mesures d'âges	Titre 6 – catégorie 1
Autorisations d'engagement	261 970 397
Crédits de paiement	261 970 397

Les crédits à destination des mesures d'âges permettent le financement :

- des allocations spéciales du fonds national de l'emploi (ASFNE) ;
- des préretraites progressives (PRP) ;
- des conventions de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS).

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux ménages.

• Les allocations spéciales du fonds national de l'emploi (ASFNE)

Les conventions d'ASFNE permettent, dans le cadre d'une procédure de licenciement économique et sur la base d'une convention entre l'Etat et une entreprise, d'assurer un revenu de remplacement à des salariés âgés d'au moins 57 ans (ou 56 ans par dérogation) dont l'emploi est supprimé et dont les perspectives de reclassement sont réduites, jusqu'à ce qu'ils aient pu faire valoir leurs droits à la retraite.

L'Etat prend à sa charge la différence entre le coût des allocations et les financements des entreprises et de l'UNEDIC. Jusqu'en 2007, le financement était également assuré par le reversement, par l'UNEDIC, de la moitié de la contribution due par les employeurs procédant à des licenciements de salariés de plus de 50 ans. La participation des entreprises est recouvrée à 80% à la signature de l'accord avec l'Etat et à 20% à l'expiration de la possibilité d'adhérer à la convention, soit 2 ans après.

Les crédits prévus en 2009, soit 124,97 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, financent le stock actuel des bénéficiaires de ce dispositif.

La justification des crédits prévus au titre de ce dispositif est la suivante :

- Coût de la mesure :

ASFNE				
Nombre moyen mensuel de bénéficiaires (1)	Allocation moyenne mensuelle (2)	Coût brut des allocations (3) = (1) × (2) × 12	Frais de gestion de l'Unédic (1%) (4) = (3) × 1%	Coût brut des ASFNE (5) = (3) + (4)
8 976	1437,58 €	154,84 M€	1,55 M€	156,39 M€

- Financements de la mesure :

Cofinancements				Participation de l'Etat en 2009 (5) - (9)
Participation des entreprises (6)	Participation de l'Unédic (7)	Reversement de la moitié de la contribution Delalande * (8)	Contribution totale des tiers (9) = (6) + (7) + (8)	
5,20 M€	26,22 M€	0 M€	31,42 M€	124,97 M€**

* la contribution Delalande a été supprimée à compter du 1er janvier 2008

** dont 1,55 M€ de frais de gestion Unédic

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux ménages.

• Les préretraites progressives (PRP)

La préretraite progressive poursuivait plusieurs objectifs en terme d'emploi : offrir une alternative au retrait complet d'activité des salariés âgés, aider les entreprises à résoudre leur problème de pyramides des âges, favoriser l'insertion des publics en difficulté en contrepartie de l'aide apportée par l'Etat. Dans le cadre de l'objectif de relèvement des taux d'activité des salariés âgés de plus de 55 ans, la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a prévu la fin de la possibilité de conclure des conventions de PRP à compter du 1er janvier 2005.

La possibilité d'adhérer à une convention était ouverte pour 2 ans. Les salariés qui ont adhéré à une convention de préretraite progressive reçoivent une allocation égale à 30 % de leur salaire brut de temps plein dans la limite du plafond de la sécurité sociale et 25 % pour la part de ce salaire excédant ce plafond dans la limite de 2 fois ce dernier.

L'Etat prend à sa charge la différence entre le coût des allocations et les financements des entreprises et de l'UNEDIC. La participation des entreprises est recouvrée à 80% à la signature de l'accord avec l'Etat et à 20% à l'expiration de la possibilité d'adhérer à la convention, soit 2 ans après.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Compte tenu de l'arrêt des entrées dans le dispositif depuis 2007, aucune participation des entreprises ou de l'UNEDIC n'est attendue en 2009 et les crédits demandés serviront à financer le stock de bénéficiaires. Le coût des PRP est donc entièrement supporté par l'Etat en 2009.

La justification des crédits prévus, soit 47,37 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, au titre de ce dispositif est la suivante :

- Coût de la mesure :

PRP				
Nombre moyen mensuel de bénéficiaires (1)	Allocation mensuelle moyenne (2)	Coût brut des allocations (3') = (1) × (2) × 12	Frais de gestion de l'Unédic (1%) (4') = (3') × 1%	Coût brut des PRP (5) = (3) + (4)
4 871	798,78 €	46,90 M€	0,47 M€	47,37 M€

- Financements de la mesure :

Cofinancements			Participation de l'Etat en 2009 (5) - (8)
Participation des entreprises (6)	Participation de l'Unédic (7)	Contribution totale des tiers (8) = (6) + (7)	
0 M€	0 M€	0 M€	47,37 M€*

** dont 0,47 M€ de frais de gestion Unédic

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux ménages.

• Les conventions de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS)

Les conventions de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS) ont été mises en place par décret du 9 février 2000. Leurs bénéficiaires perçoivent une allocation de cessation d'activité égale au minimum à 65% de leur salaire brut antérieur et d'une protection sociale jusqu'à leur retraite.

Le dispositif est ouvert si un accord professionnel national sur la cessation d'activité (accord de branche) a été signé. Depuis 2005, dans le cadre de la politique tendant à restreindre les dispositifs de préretraites, aucun nouvel accord national professionnel ne peut être conclu. Toutefois, les entreprises peuvent continuer à conclure des accords dans le cadre des accords nationaux existants.

L'Etat peut, dans certains cas, participer au financement des allocations et prendre en charge les cotisations obligatoires de retraite complémentaire pour les salariés âgés de plus de 57 ans ayant travaillé pendant plus de 15 ans dans des conditions particulières de pénibilité ou ayant été reconnus travailleurs handicapés. L'accord de branche ou d'entreprise doit prévoir des engagements sur la fixation de la durée du travail à 35 heures et sur des dispositions relatives à la gestion prévisionnelle des emplois et compétences.

L'assiette de prise en charge de l'Etat ne peut excéder 65% du salaire brut antérieur. Le taux de prise en charge par l'Etat est variable selon l'âge du bénéficiaire. Le taux moyen de prise en charge est de 46,8 %.

La justification des crédits prévus, soit 91,63 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, au titre de ce dispositif est la suivante :

Nombre mensuel moyen de bénéficiaires (1)	Salaire mensuel moyen de référence (2)	Allocation mensuelle moyenne (65 %) (3) = 65% × (2)	Participation de l'Etat (46,80 %) (4) = 46,8% × (3)	Coût brut des allocations (5) = (1) × (4) × 12	Prise en charge des cotisations de retraite complémentaire (6) = 3,05% × (1) * (2) * 12	Crédits prévus en PLF 2009 (5) + (6)
9 151 *	2 493,44 €	1620,74 €	758,50 €	83,29 M€	8,35 M€	91,64 M€

* dont 1000 entrées prévues en 2009

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux ménages.

2- ACTIONS EN FAVEUR DU RECLASSEMENT DES SALARIÉS

Actions en faveur du reclassement des salariés	Titre 6 catégorie 1	Titre 6 catégorie 2	Total
Autorisations d'engagement	87 000 000	4 100 000	91 100 000
Crédits de paiement	95 200 000	4 100 000	99 300 000

Les actions de reclassement des salariés regroupent :

- l'allocation temporaire dégressive (ATD) ;
- le chômage partiel ;
- la dotation globale de restructuration ;
- les conventions de reclassement personnalisé (CRP) ;
- le contrat de transition professionnelle (CTP) ;
- l'exonération de cotisations sociales en bassins d'emplois à redynamiser.

● **L'allocation temporaire dégressive (ATD)**

L'allocation temporaire dégressive favorise le reclassement extérieur d'un salarié qui accepte un emploi dont la rémunération est inférieure à son salaire antérieur, au moyen d'une compensation différentielle dégressive octroyée sur deux ans.

Nombre moyen de bénéficiaires (1)	Coût moyen annuel par adhérent (2)	Coût brut des allocations (3) = (1) × (2)	Participation des entreprises (fonds de concours) (4)	Crédits prévus en PLF 2009 (3) - (4)
6 000	3 000 €	18 M€	4 M€	14 M€

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux ménages.

● **Le chômage partiel**

Le chômage partiel est une aide aux entreprises en cas de retournement brutal de la conjoncture économique ou lors de difficultés exceptionnelles liées à des fermetures pour travaux ou des intempéries. Une allocation spécifique (article L. 351-25 du code du travail) est avancée par l'entreprise et remboursée par l'État.

L'utilisation de la mesure étant fortement liée à la conjoncture, il est difficile de prévoir un nombre de bénéficiaires ainsi qu'un coût moyen. La prévision de coût, **19 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, est donc basée sur la moyenne des dépenses constatées lors des trois derniers exercices.

En nomenclature, cette dépense constitue un transfert aux ménages.

● **La dotation globale de restructuration**

La dotation globale de restructuration permet de prévenir les conséquences sociales des restructurations d'entreprises. Les différentes mesures qu'elle comporte sont destinées, d'une part, à éviter les licenciements (conventions de chômage partiel et actions de formation) et, d'autre part, à favoriser le reclassement des salariés dont le licenciement n'a pu être évité.

Cette dotation globale est déconcentrée au niveau départemental pour permettre une gestion au plus près du terrain. Sa décomposition prévisionnelle pour 2009, qui intègre également les mesures de restructuration en faveur des entreprises en difficulté propres à l'outre-mer, est la suivante :

- convention de chômage partiel : 1,5 M€ ;
- cellules reclassement : 31,5 M€ pour 21 000 bénéficiaires et un coût unitaire moyen de 1 500 € ;
- conventions de formation et d'adaptation du FNE : 7 M€ pour 2 800 adhérents et un coût unitaire de 2 500 € ;

Crédits prévus en PLF 2009 : **40 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Cette dépense constitue, en nomenclature, un transfert aux ménages.

• Les conventions de reclassement personnalisé (CRP)

Les conventions de reclassement personnalisé créées par la loi du 18 janvier 2005, permettent un accompagnement renforcé vers l'emploi pour une période de 8 mois pour les salariés victimes d'un licenciement économique.

L'article 74 de la loi de programmation pour la cohésion sociale a créé le principe des conventions CRP, suivi par la conclusion d'un accord avec les partenaires sociaux en date du 5 avril 2005. L'État contribue au financement des prestations suivantes :

- appui à la construction de parcours de formation ;
- appui à la validation des acquis de l'expérience ;
- parcours qualifiants ;
- actions d'accompagnements vers et dans l'emploi ;
- journées d'appui « service public de l'emploi ».

Crédits prévus en PLF 2009 : **14 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Cette dépense constitue, en nomenclature, un transfert aux ménages.

• Le contrat de transition professionnelle (CTP)

Depuis 2006, le contrat de transition professionnelle est expérimenté sur sept bassins d'emploi dans lesquels il se substitue à la CRP. La fin de cette expérimentation, qui a été reconduite en 2008 est prévue en mars 2009. Les crédits de paiement demandés pour 2009 sont nécessaires au paiement du solde de la convention signée avec l'association « TRANSITIO », chargée de mettre en œuvre le CTP.

Crédits prévus en PLF 2009 : **8,2 M€** en crédits de paiement uniquement.

Cette dépense constitue, en nomenclature, un transfert aux ménages.

• L'exonération de cotisations sociales en bassins d'emplois à redynamiser

L'exonération de cotisation sociale dont bénéficient les employeurs des bassins d'emploi à redynamiser a été créée par l'article 130 de la loi de finances rectificative pour 2006 et vise à relancer l'activité sur ces territoires, marqués par un fort taux de chômage et une déperdition de population et d'emplois. Il existe actuellement deux bassins à redynamiser. En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

Crédits prévus en PLF 2009 : **4,1 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Cette dépense constitue, en nomenclature, un transfert aux entreprises.

ACTION n° 02 : Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		3 173 032 670	3 173 032 670
Crédits de paiement		3 173 032 670	3 173 032 670

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	5 486 000	5 486 000

CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFORMATION SUR LA FORMATION PERMANENTE (CENTRE INFFO)

Le Centre INFFO constitue l'échelon national de l'information et de la documentation dans le domaine de la formation professionnelle. Dans le cadre des politiques publiques nationales, européennes et territoriales en la matière, le Centre INFFO a pour mission d'élaborer, de capitaliser et de diffuser l'information et la documentation d'intérêt national à destination, plus particulièrement, des pouvoirs publics et des partenaires sociaux. Il réalise cette mission en liaison avec les dispositifs régionaux d'information, en particulier avec les Centres d'animation, de ressources et d'information sur les formations (CARIF). En outre, le Centre INFFO est chargé de développer et de diffuser des supports d'information, de formation et de documentation à destination de l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle, lesquels ont vocation à accueillir, informer, conseiller, orienter ou assister le public final.

La subvention 2009 destinée au centre INFFO est de **5,486 M€** en AE et CP.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	158 043 000	158 043 000
Transferts aux entreprises	1 126 862 703	1 126 862 703
Transferts aux collectivités territoriales	1 691 260 967	1 691 260 967
Transferts aux autres collectivités	191 380 000	191 380 000

Les crédits de l'action « Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences » regroupent les crédits que l'Etat consacre à la formation professionnelle dans le cadre de deux sous actions :

- sous action 1 « Reconnaissance des compétences acquises par les personnes ».
- sous action 2 « Amélioration de l'accès à la qualification par le développement de l'alternance et de la certification » ;

L'action de l'Etat en matière de formation professionnelle s'est progressivement réorientée vers l'accompagnement des publics les plus en difficulté. Cette action regroupe l'ensemble des autorisations d'engagement et des crédits de paiement relatifs aux :

- dispositifs de développement de l'alternance ;
- actions en faveur de la formation ;
- dispositifs de reconnaissance des compétences acquises par les personnes.

Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences	Titre 6 catégorie 1	Titre 6 catégorie 2	Titre 6 catégorie 3	Titre 6 catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	158 043 000	1 126 862 703	1 691 260 967	191 380 000	1 481 792 976
Crédits de paiement	158 043 000	1 126 862 703	1 691 260 967	191 380 000	1 481 792 976

SOUS ACTION 1 : RECONNAISSANCE DES COMPETENCES ACQUISES PAR LES PERSONNES

Afin de réduire les inégalités dans l'accès à la formation et à la qualification, l'Etat finance différents dispositifs, à savoir :

- la politique de certification mise en œuvre par l'AFPA ;
- la validation des acquis de l'expérience.

- **Politique de certification mise en œuvre par l'AFPA**

Le PLF 2009 prévoit une subvention finançant à titre principal la politique de certification pour un montant prévisionnel de **60 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement afin de mettre notamment en œuvre des prestations de service d'appui à la VAE, de professionnalisation de jurys de VAE et d'ingénierie.

- **La validation des acquis de l'expérience (VAE)**

La validation des acquis de l'expérience, instituée par la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, permet à toute personne de faire valider les acquis de son expérience en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'un titre.

Les axes de financement sont :

- la prise en charge de l'accès des demandeurs d'emploi par la VAE aux titres du ministère préparés dans les centres agréés ;
- le financement de la VAE sur les publics de premiers niveaux de certification, dans le cadre d'une politique territorialisée de prévention ou d'accompagnement des mutations économiques. Ces dépenses constituent, en nomenclature, un transfert aux autres collectivités.

Les crédits s'élèvent à **15 M€** en AE et CP.

SOUS ACTION 2 : AMELIORATION DE L'ACCES A LA QUALIFICATION PAR LE DEVELOPPEMENT DE L'ALTERNANCE ET DE LA CERTIFICATION**1 - DÉVELOPPEMENT DE L'ALTERNANCE**

Ces dispositifs correspondent à la compensation des exonérations de charges associées :

- aux contrats d'apprentissage ;
- aux contrats de professionnalisation ;
- au dispositif PACTE (parcours d'accès aux carrières des fonctions publiques territoriale, hospitalière et de l'État).

Développement de l'alternance	Titre 6 – catégorie 2	Titre 6 – catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	1 126 862 703	2 500 000	1 129 362 703
Crédits de paiement	1 126 862 703	2 500 000	1 129 362 703

Tableau récapitulatif des entrées dans les différents dispositifs de formation en alternance

Dispositifs d'exonérations	2007 (réalisées)	2008 (prévisions)	2009 (PLF)
Contrats d'apprentissage	286 678	294 000	301 000
Contrats de professionnalisation jeune	143 016	145 000*	147 000*
Contrats de professionnalisation adulte	3 284	3 850	4 000
PACTE	522	650	850
TOTAL	433 500	443 500	452 850

* Les contrats de professionnalisation signés par des jeunes de moins de 26 ans ne donnent pas tous lieu à une exonération spécifique de cotisation sociale compensée à la sécurité sociale à partir des crédits du programme 103.

• Les contrats d'apprentissage

Les contrats d'apprentissage ont pour but de permettre à leur bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle, dans les conditions prévues à l'article L. 335-6 du code de l'éducation. Les contrats d'apprentissage associent des enseignements généraux, théoriques et pratiques dispensés dans des centres de formation d'apprentis ou des sections d'apprentissage avec l'acquisition d'une compétence professionnelle par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation directe avec les qualifications préparées. Ils s'adressent à des jeunes âgés de seize ans à vingt-cinq ans. Il existe toutefois des dérogations comme pour les créateurs d'entreprise pour les quels il n'y a pas de limite d'âge.

Les contrats d'apprentissage sont exonérés de cotisations sociales dans les conditions prévues aux articles L. 6243-2 et suivants du code du travail.

Il est prévu **1 048,33 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement au titre de la compensation de l'exonération.

EFFECTIFS OUVRANT DROIT A L'EXONERATION SPECIFIQUE

Année d'entrée	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'entrées intégrant un taux de rupture de 15% (2) = (1) × 85%	Mois pris en charge en 2009 (sur une durée moyenne de 21 mois) (3)	Nombre moyen mensuel de bénéficiaires par année d'entrée (4) = (2) × (3) / 12
2007	286 678	243 676	4,45	90 363
2008	294 000	249 900	11,20	233 540
2009	301 000	255 850	5,35	113 759
Total			437 663	

COÛT

Nombre de contrats (5)	SMIC au 1er janvier 2009 (6)	Temps de travail mensuel forfaitaire (7)	Assiette forfaitaire de calcul des cotisations, en % du SMIC* (8)	Taux moyen d'exonération (9)	Coût mensuel moyen (10) = (6) × (7) × (8) × (9)	Besoin de financement prévisionnel 2009 (5) × (10) × 12
437 663	8,71 €	151,67 heures	32 %	47,22 %	199,61 €	1 048,33 M€

* compte tenu de la rémunération moyenne des apprentis (43% du SMIC) et d'un abattement forfaitaire de 11 points des cotisations dont bénéficient les employeurs en application de l'article L.118-5 du code du travail.

Cette dépense constitue, en nomenclature, un transfert aux entreprises.

• Les contrats de professionnalisation

Les contrats de professionnalisation ont été créés par la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social. Ils permettent à leurs bénéficiaires d'acquérir une certification par l'alternance de périodes de formation et d'activité professionnelle, et de favoriser ainsi leur insertion sur le marché du travail.

Certains contrats de professionnalisation bénéficient d'exonérations spécifiques de cotisation sociale.

- Les contrats conclus au bénéfice de jeunes de moins de 26 ans avant le 31 décembre 2007 sont exonérés de cotisations patronales de sécurité sociale sauf pour ce qui concerne les cotisations d'accident du travail et de maladie professionnelle (AT/MP) :

EFFECTIFS OUVRANT DROIT A LA COMPENSATION DE L'EXONERATION SPECIFIQUE

Année d'entrée	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'entrées intégrant un taux de rupture de 10% (2) = (1) × 90%	Mois pris en charge en 2009 (à partir d'une durée moyenne de 15 mois) (3)	Nombre moyen mensuel de bénéficiaires (4) = (2) × (3) / 12
2007	139 016	125 114	2,02	21 061
Total				21 061

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

COÛT

SMIC horaire prévisionnel pour 2009 (5)	Temps de travail mensuel forfaitaire (6)	Rémunération moyenne (en % du SMIC) (7)	Taux moyen d'exonération (8)	Coût mensuel moyen par bénéficiaire (9) = (5) × (6) × (7) × (8)	Crédits prévus en PLF 2009 (10) = (4) × (9) × 12
8,78 €	151,67 heures	62,5%	28 %	233,04 €	58,90 M€

- Les contrats conclus au bénéfice de jeunes de moins de 26 ans employés par des groupements d'employeurs d'insertion et de qualification (GEIQ) avant le 31 décembre 2007 sont exonérés de cotisations patronales de sécurité sociale, y compris de cotisation AT/MP :

EFFECTIFS OUVRANT DROIT A LA COMPENSATION DE L'EXONERATION SPECIFIQUE

Année d'entrée	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'entrées intégrant un taux de rupture de 10% (2) = (1) × 90%	Mois pris en charge en 2009 (à partir d'une durée moyenne de 15 mois) (3)	Nombre moyen mensuel de bénéficiaires (4) = (2) × (3) / 12
2007	4 000	3 600	2,02	606
Total				606

COÛT

SMIC horaire prévisionnel pour 2009 (5)	Temps de travail mensuel forfaitaire (6)	Rémunération moyenne (en % du SMIC) (7)	Taux moyen d'exonération (8)	Coût mensuel moyen par bénéficiaire (9) = (5) × (6) × (7) × (8)	Crédits prévus en PLF 2009 (10) = (4) × (9) × 12
8,78 €	151,67 heures	62,5%	33 %	274,65 €	1,99 M€

- Les contrats de professionnalisation qui bénéficient aux jeunes de moins de 26 ans embauchés par un GEIQ après le 31 décembre 2007 sont exonérés de cotisations AT/MP :

EFFECTIFS OUVRANT DROIT A LA COMPENSATION DE L'EXONERATION SPECIFIQUE

Année d'entrée	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'entrées intégrant un taux de rupture de 10% (2) = (1) × 90%	Mois pris en charge en 2009 (à partir d'une durée moyenne de 15 mois) (3)	Nombre moyen mensuel de bénéficiaires (4) = (2) × (3) / 12
2008	4 300	3 870	8,04	2 593
2009	4 500	4 050	4,94	1 667
Total				4 260

COÛT

SMIC horaire prévisionnel pour 2009 (5)	Temps de travail mensuel forfaitaire (6)	Rémunération moyenne (en % du SMIC) (7)	Taux moyen d'exonération (8)	Coût mensuel moyen par bénéficiaire (9) = (5) × (6) × (7) × (8)	Crédits prévus en PLF 2009 (10) = (4) × (9) × 12
8,78 €	151,67 heures	62,5%	5 %	41,61 €	2,12 M€

- Les contrats de professionnalisation qui bénéficient aux plus de 45 ans embauchés continuent à être exonérés de cotisations patronales de sécurité sociale hors AT/MP :

EFFECTIFS OUVRANT DROIT A LA COMPENSATION DE L'EXONERATION SPECIFIQUE

Année d'entrée	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'entrées intégrant un taux de rupture de 10% (2) = (1) × 90%	Mois pris en charge en 2009 (à partir d'une durée moyenne de 15 mois) (3)	Nombre moyen mensuel de bénéficiaires (4) = (2) × (3) / 12
2008	3 750	3 375	7,02	1 974
2009	4 000	3 600	4,98	1 494
Total				3 468

COÛT

SMIC horaire prévisionnel pour 2009 (5)	Temps de travail mensuel forfaitaire (6)	Rémunération moyenne (en % du SMIC) (7)	Taux moyen d'exonération (8)	Coût mensuel moyen par bénéficiaire (9) = (5) × (6) × (7) × (8)	Crédits prévus en PLF 2009 (10) = (4) × (9) × 12
8,78 €	151,67 heures	100%	28 %	372,86 €	15,52 M€

Au total, les crédits prévus pour les contrats de professionnalisation s'élèvent à **78,53 M€** en AE et CP. Cette dépense constitue, en nomenclature, un transfert aux entreprises.

• **Le PACTE (parcours d'accès aux carrières des fonctions publiques territoriale, hospitalière et de l'Etat)**

Le PACTE a été créé par l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge dans la fonction publique et instituant un nouveau parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

Celui-ci assure, au titre de ce dispositif, le financement de la compensation des exonérations de cotisations sociales associées au PACTE dont le coût prévisionnel est le suivant :

Traitement minimum de la fonction publique (indice majoré 275) (1)	Rémunération (% age du traitement minimum de la fonction publique) (2)	Taux moyen d'exonération (3)	Coût mensuel moyen (4) = (1) × (2) × (3)	Nombre moyen mensuel de bénéficiaires (5)	Crédits prévus au PLF 2009 (4) × (5) × 12
1 325,47 €	62,5 %	28 %	232 €	898	2,5 M€

* Compte tenu des entrées prévues en 2008 (650) et 2009 (850).

Au total, les crédits prévus s'élèvent à **2,5 M€** en AE et CP et constituent, en nomenclature, un transfert aux autres collectivités.

2 – ACTIONS EN FAVEUR DE LA FORMATION

Afin de réduire les inégalités dans l'accès à la formation et à la qualification, l'État finance différents dispositifs, à savoir :

- la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;
- les subventions à divers organismes ;
- l'accès aux « compétences clés » ;
- les actions ciblées à destination des détenus et sous main de justice ;
- l'aide à la mobilité des jeunes ;
- le fonctionnement des actions de formation à Mayotte.

Actions en faveur de la formation	Titre 6 - catégorie 1	Titre 6 - catégorie 3	Titre 6 - catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	158 043 000	5 507 273	83 880 000	247 430 273
Crédits de paiement	158 043 000	5 507 273	83 880 000	247 430 273

• **Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle**

L'État assure la rémunération des demandeurs d'emploi non indemnisés par le régime d'assurance chômage poursuivant une formation agréée par l'État (articles L. 961-2 à L. 961-6 du code du travail).

La rémunération moyenne prise en charge par l'Etat est de 1202,55 € et le nombre potentiel de mois/stagiaires rémunérés au titre de ce dispositif est de 180 000.

Les besoins pour 2009 s'élèvent à 216,46 M€.

Compte tenu de la possibilité de mobiliser une ressource extrabudgétaire à hauteur de 50 M€ pour la rémunération de stagiaires, la demande de crédits pour 2009, s'élève à **158,04 M€ en AE et CP**.

En nomenclature, l'ensemble de ces dépenses constitue un transfert aux ménages.

Enfin, à compter de 2009, les compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle à Mayotte vont être transférées à la collectivité départementale de Mayotte. Le montant de la compensation provisoire à la collectivité départementale de Mayotte est estimé à **1,05 M€**.

En nomenclature, l'ensemble de ces dépenses constitue un transfert aux collectivités territoriales.

• Subventions à divers organismes

L'Etat subventionne différentes associations qui interviennent dans le champ de la formation professionnelle :

- l'institut national de formation et d'application du centre de culture ouvrière (INFA) ;
- l'association pour faciliter l'insertion des jeunes diplômés (AFIJ) ;
- l'ORT-France ;
- l'association ouvrière des compagnons du devoir et du tour de France (AOCDTF) ;
- la fédération nationale compagnonnique des métiers du bâtiment (FNCMB) ;
- le centre d'études supérieures industrielles (CESI).

Crédits prévus en PLF 2009 : **9 M€** en AE et en CP.

En outre, une partie des crédits des contrats de projets Etat - régions (CPER) concourent au subventionnement d'associations, pour un montant de **25 M€** en AE et CP. Ils permettent notamment de financer les Centres d'animation et de ressources de l'information sur la formation (CARIF) et les Observatoires régionaux de l'emploi et de la formation (OREF).

En nomenclature, l'ensemble de ces dépenses constitue un transfert aux autres collectivités.

• L'accès aux « compétences clés »

La DGEFP a réformé, par la circulaire DGEFP n°2008-01 du 3 janvier 2008, la politique d'intervention du ministère chargé de l'emploi en faveur de l'accès à la formation professionnelle des personnes ne maîtrisant pas un socle minimal de compétences nécessaires à leur insertion ou leur maintien dans l'emploi, en s'appuyant sur la recommandation du Parlement et du Conseil européen du 18 décembre 2006 sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie. Parmi les huit compétences décrites dans le cadre de référence européen annexé à la recommandation précitée, les actions financées dans le cadre de cette politique devront viser l'acquisition d'une ou plusieurs de compétences suivantes :

- la communication en français ;
- la communication dans une langue étrangère ;
- la culture mathématique et les compétences de base en sciences et technologies ;
- la culture numérique ;
- apprendre à apprendre.

L'année 2008 est consacrée à la construction de ce programme, l'année 2009 à sa mise en œuvre.

Les objectifs principaux de ce nouveau programme sont les suivants:

- un recentrage de l'intervention du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi autour des publics de premiers niveaux de qualification (niveau V non acquis et infra) avec un projet d'insertion dans l'emploi et qui ne maîtrisent pas les compétences clés nécessaires à leur insertion professionnelle ;
- une meilleure articulation avec l'action des Régions et des OPCA ;
- la construction d'une commande publique régionale.

La justification des crédits demandés au titre de ce dispositif est la suivante :

Coût moyen d'une heure de formation (1)	Nombre d'heure de formation (2)	Participation moyenne de l'Etat à la formation (hors FSE) (3)	Participation de l'Etat (4) = (1) x (2) x (3)
8,4 €	14,82 M	33 %	41,1 M€

Sur la base d'une durée moyenne de formation de 65 heures, les crédits demandés permettront la participation de l'Etat à la formation d'environ 228 000 stagiaires.

En outre, ces actions d'apprentissage des « compétences clés » bénéficient, dans les départements d'outre-mer, d'un cofinancement dans le cadre des contrats de projets Etat – régions (CPER) à hauteur de **0,7 M€**.

En nomenclature, l'ensemble de ces dépenses constitue un transfert aux autres collectivités.

• Les actions ciblées à destination des détenus et des personnes sous main de justice

Ces actions ont pour objectif la qualification des détenus en vue de favoriser leur réinsertion.

La justification des crédits demandés au titre de ce dispositif est la suivante :

Coût moyen d'une heure de formation (1)	Nombre d'heure de formation prises en charge (2)	Participation moyenne de l'Etat à la formation (hors FSE) (3)	Participation de l'Etat (4) = (1) x (2) x (3)
6,5 €	3,26 M	33 %	7 M€

Sur la base d'une durée moyenne de formation de 250 heures, les crédits demandés permettront la participation de l'Etat à la formation d'environ 13 000 détenus.

En nomenclature, l'ensemble de ces dépenses constitue un transfert aux autres collectivités.

• L'aide à la mobilité des jeunes :

Le programme franco-allemand d'échanges de jeunes et d'adultes en formation professionnelle initiale et continue, créé par la convention intergouvernementale du 5 février 1980, a pour objectif de contribuer au développement de la mobilité entre la France et l'Allemagne en permettant à des jeunes en cours de formation et à des adultes déjà engagés dans la vie active d'effectuer une partie de leur formation dans le pays partenaire.

Les crédits prévus à ce titre en 2009 s'élèvent à **0,75 M€** en AE et en CP. En nomenclature, l'ensemble de ces dépenses constitue un transfert aux autres collectivités.

• Le fonctionnement des actions de formation à Mayotte :

A compter de 2009, les compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle à Mayotte vont être transférées à la collectivité départementale de Mayotte. Le montant de la compensation provisoire à la collectivité départementale de Mayotte est estimé à **4,45 M€** en AE et CP.

En nomenclature, l'ensemble de ces dépenses constitue un transfert aux collectivités territoriales.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

2 – ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (AFPA)

Les montants des subventions d'investissement allouées à l'AFPA s'établissent à **30 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement **dont 10 M€ sont contractualisées** avec les régions dans le cadre des contrats de projets Etats-régions (CPER) et **20 M€** au titre de la modernisation de son appareil de formation.

Au total, la subvention prévue en PLF 2009 sur l'action Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (sous-actions n°1 et 2) du programme 103 s'élève à **90 M€ en AE et en CP**.

Remarque : la subvention prévisionnelle versée à l'AFPA comprend également les crédits prévus par le programme 102 « Accès et retour à l'emploi » à hauteur de 109,2 M€. **Le total de la subvention prévue pour l'AFPA s'élève en conséquence à 199,2 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.**

3 – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC EUROPE EDUCATION FRANCE FORMATION (« 2E2F »)

La subvention de fonctionnement allouée à cet organisme, auparavant dénommé « Agence Socrate – Leonardo da Vinci », s'élève à **0,33M€** en AE et CP.

4 – LES DOTATIONS DE DÉCENTRALISATION

Ces dotations compensent aux régions le coût financier des compétences qui leur ont été transférées en matière de formation professionnelle et d'apprentissage.

A noter que la compensation des charges résultant de l'application de la loi du 7 janvier 1983 transférant aux régions la compétence de droit commun en matière d'apprentissage et de la loi n°87-572 du 23 juillet 1987 portant rénovation de l'apprentissage ne figure plus sur le budget de l'Etat ; elle est en effet assurée depuis 2007 à part entière par l'affectation aux régions du produit de la contribution au développement de l'apprentissage créée par la LFI 2005 et dont le taux est fixé à 0,18% de la masse salariale soumise à la taxe d'apprentissage.

Compétences transférées	PLF 2009
Enveloppe de rééquilibrage au titre de l'aménagement du territoire	10 651 782
Primes d'apprentissage (loi du 27 février 2002)	800 566 907
Compensation de la revalorisation de la rémunération des stagiaires	9 225 583
Apprentissage Mayotte	259 721
Actions qualifiantes (loi quinquennale du 20 décembre 1993)	353 743 940
Actions décentralisées en faveur des jeunes (loi quinquennale du 20 décembre 1993)	506 237 221
Frais de gestion du CNASEA liés à la décentralisation des actions qualifiantes et pré-qualifiantes (loi quinquennale du 20 décembre 1993)	5 068 540
TOTAL	1 685 753 694

En nomenclature, ces dépenses constituent un transfert aux collectivités territoriales.

ACTION n° 03 : Développement de l'emploi

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		1 532 614 391	1 532 614 391
Crédits de paiement		1 532 614 391	1 532 614 391

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	10 731 728	10 731 728
Subventions pour charges de service public	20 000 000	20 000 000

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement courant de cette action correspondent aux frais de gestion versés à l'Unédic au titre des aides à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants. Ces crédits s'expriment en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de mêmes montants.

Les éléments de justification de ces frais de gestion, prévus à hauteur de **10,73 M€** en PLF 2009, sont présentés dans la partie « Dépenses d'intervention » ci-dessous.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

La loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale a créé un nouvel établissement public administratif sous la tutelle du ministre chargé de l'emploi : **l'agence nationale des services à la personne (ANSP)** chargée de promouvoir le développement des services à la personne. Le montant de la subvention pour charges de service public prévue pour l'établissement en 2009 est de **20 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Les emplois prévisionnels de l'agence, exprimés en équivalents temps plein, sont au nombre de 21. Des éléments complémentaires de justification sont présentés dans la partie « Opérateurs ».

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	169 700 000	169 700 000
Transferts aux entreprises	1 315 002 663	1 315 002 663
Transferts aux autres collectivités	17 180 000	17 180 000

Cette action est composée de deux sous-actions :

- baisse du coût du travail pour faciliter le développement de territoires et de secteurs à forts potentiels d'emplois ;
- promotion de l'activité.

SOUS ACTION 1 : BAISSSE DU COUT DU TRAVAIL POUR FACILITER LE DEVELOPPEMENT DE TERRITOIRES ET DE SECTEURS A FORTS POTENTIELS D'EMPLOIS

1- LES EXONÉRATIONS SPÉCIFIQUES EN FONCTION DES TERRITOIRES OU DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Exonérations zonées / ciblées	Titre 6 - catégorie 1	Titre 6 - catégorie 2
Autorisations d'engagement	169 700 000	540 337 660
Crédits de paiement	169 700 000	540 337 660

Ces dispositifs correspondent à la compensation des exonérations de cotisations liées :

- à l'embauche du 2^{ème} au 50^{ème} salarié dans les zones de revitalisations rurales (ZRR) ;
- aux organismes d'intérêt général en zones de revitalisation rurale ;
- aux gains et rémunérations des correspondants de presse ;
- à la zone franche Corse ;
- à l'obligation de nourriture dans le secteur des hôtels – cafés – restaurants (HCR) ;
- à l'abattement de 10 points dont bénéficient les particuliers - employeurs déclarant leurs salariés au salaire réel ;
- aux entreprises ou organismes prestataires de services à la personne.

Les crédits prévus pour la compensation de ces exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale reposent sur les prévisions des régimes de sécurité sociale.

● **L'exonération de cotisations patronales à l'embauche du 2ème au 50ème salarié dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)**

Cette exonération, instituée par la loi n°96-987 du 14 novembre 1996, est d'une durée de 12 mois et porte sur les cotisations dues sur la fraction de la rémunération n'excédant pas 1,5 fois le montant du SMIC. Cette extension est portée sur la mission agriculture. A compter de 2008, l'exonération est dégressive entre 1,5 et 2,4 SMIC, et les cotisations d'accident du travail et de maladie professionnelle (AT/MP) ne sont plus exonérées.

Crédits prévus en PLF 2009 : **69,5 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

● **L'exonération de cotisations patronales liée aux organismes d'intérêt général situés dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)**

Cette exonération a été créée par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (art. 15 et 16). Elle a été fermée à de nouveaux bénéficiaires en loi de financement de la Sécurité sociale 2008.

Elle bénéficie aux organismes habilités à recevoir des dons et versements ouvrant droit à réduction d'impôt visés au I de l'article 200 du code général des impôts (fondations et associations reconnues d'utilité publique, œuvres ou organismes d'intérêt général, établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique, publics ou privés, à but non lucratif et agréés, associations culturelles ou de bienfaisance...) dont le siège social est en ZRR.

Elle consiste en une franchise de cotisations patronales de sécurité sociale, de cotisations FNAL et de versement transport dans la limite de 1,5 SMIC, sans plafond de rémunération et sans limite dans le temps.

Les crédits prévus pour 2009 servent à financer le stock de bénéficiaires.

Crédits prévus en PLF 2009 : **158 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

● **L'exonération des cotisations sociales en zone franche Corse**

Cette exonération spécifique mise en place par la loi n°96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse concerne les entreprises artisanales et commerciales de moins de 50 salariés. Elle s'applique sur les salaires allant jusqu'à 2 fois le SMIC dans la limite de 228,7€ par mois.

Crédits prévus en PLF 2009 : **0,1 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

● **L'exonération applicable aux gains et rémunérations des correspondants locaux de presse**

Cette exonération créée par la loi du 27 janvier 1993 couvre la moitié des cotisations d'assurance maladie et vieillesse.

Crédits prévus en PLF 2009 : **0,09 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

● **L'exonération de l'avantage en nature dans les hôtels, cafés et restaurants**

L'exonération de l'avantage en nature dans les hôtels, cafés et restaurants instituée par la loi de finances initiale pour 1998 concerne les cotisations patronales portant sur la partie de la rémunération constituée par l'avantage en nature repas. Le taux de l'exonération est de 100%.

Crédits prévus en PLF 2009 : **150 M€**. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

• Les exonérations liées aux services à la personne

- Les exonérations de 10 points de cotisations patronales pour les particuliers employeurs déclarant leurs salariés au salaire réel sont compensées aux caisses de sécurité sociale. Crédits prévus en PLF 2009 : **169,7 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux ménages ;
- Les exonérations totales de cotisations patronales de sécurité sociale des employés des associations ou entreprises agréées de services à la personne. Crédits prévus en PLF 2009 : **162,65 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

2 – LES AIDES À L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DES HÔTELS, CAFÉS ET RESTAURANTS

Aides à l'emploi dans les HCR	Titre 6 - catégorie 2
Autorisations d'engagement	550 345 003
Crédits de paiement	550 345 003

Les crédits prévus, soit **550,345 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**, dont 10,73 M€ de frais de gestions retracés dans la partie fonctionnement, doivent permettre de financer les dispositifs suivants :

- les aides à l'emploi en faveur du secteur des hôtels –cafés –restaurants (HCR) ;
- l'aide au conjoint collaborateur dans les HCR ;
- l'aide « extra » en faveur des petites entreprises du secteur HCR.

L'article 10 de la loi n°2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement a mis en place dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants (HCR) trois aides en faveur du secteur :

- une aide forfaitaire de 114,40 € par ETP aux employeurs de personnel des hôtels, cafés et restaurants, hors branche de la restauration collective pour les salariés payés au SMIC. Le décret n°2007-900 du 15 mai 2007, d'application de la loi du 9 août 2004, porte l'aide à 180 € pour la restauration de type traditionnel et étend l'aide aux rémunérations allant jusqu'au SMIC + 3% ;
- une aide représentant une fraction de 143 € par ETP dont la rémunération est supérieure au SMIC + 3%, fraction dont le niveau dépend de l'activité principale exercée par l'employeur (code NAF) ;
- une aide aux travailleurs non salariés qui prennent en charge les cotisations vieillesse, invalidité et décès de leur conjoint collaborateur. Le montant de cette aide est égal à la moitié de la cotisation minimale annuelle.

Enfin, le décret n°2007-861 du 3 mai 2007 relatif au dispositif d'aide à l'emploi des travailleurs occasionnels dans l'hôtellerie et la restauration a créé une aide dite « aide extra ». Lorsque l'employeur embauche ponctuellement des personnes en plus de son effectif permanent, il bénéficie de cette aide à condition que, d'une part, l'emploi soit déclaré au moyen d'un titre emploi-entreprise, d'autre part, que l'effectif permanent ne soit pas supérieur à dix salariés, et enfin que les personnes embauchées en complément ne travaillent pas plus de cent jours, consécutifs ou non, par année civile dans la même entreprise. Cette aide est d'un montant de 1,5 € par heure de travail et est limitée à 540€ par année civile.

La loi de finances pour 2008 a prorogé le dispositif HCR en intégrant un plafonnement des aides dans la limite de 30 salariés pour satisfaire aux règles européennes sur le niveau des aides publiques. Ainsi le montant brut total des aides octroyées à une même entreprise ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices fiscaux conformément aux règles européennes.

Les éléments de chiffrage prévisionnels suivants ont été retenus pour le PLF 2009 :

- aides à l'emploi : les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **549,64 M€**, hors frais de gestion pour un total de 336 224 bénéficiaires, exprimés en ETP. Le montant de prime moyenne est estimé à 125,07 €.
- aide aux conjoints collaborateurs : les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **0,407 M€**, hors frais de gestion. Le calcul repose sur les dernières données fournies par l'Unedic et sur le rythme de montée en charge de ce dispositif.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- aide extra : les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **0,29 M€** hors frais de gestion. Le calcul repose sur le rythme d'évolution de la dépense sur ce dispositif.

Prime moyenne (1)	Effectifs concernés* (2)	Coût brut des aides à l'emploi (3) = 12 × (1) × (2)	aide aux conjoints collaborateurs (4)	Aide pour l'emploi de salariés « extra » (5)	Frais de gestion (6)= [(3) + (4)] × 1,95%	Besoin total (3)+(4)+(5)+(6)
125,22 € / mois	366 230	550,35 M€	0,41 M€	0,3 M€	10,73 M€	561,08 M€

* effectifs moyens mensuels exprimés en équivalent temps plein

Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

SOUS ACTION 2 : PROMOTION DE L'ACTIVITE**1- AIDES À LA CREATION ET A LA REPRISE D'ENTREPRISE**

Aides à la création et à la reprise d'entreprise	Titre 6 - catégorie 2
Autorisations d'engagement	213 000 000
Crédits de paiement	213 000 000

Les crédits prévus, soit **213 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement** doivent permettre de financer les dispositifs suivants :

- les nouvelles aides à la création d'entreprise (NACRE) ;
- le fonds de cohésion sociale ;
- l'exonération de cotisations sociales en faveur des salariés créateurs ou repreneurs d'entreprises ;
- l'exonération liée au régime social des micro-entreprises.

• Les nouvelles aides à la création d'entreprise (NACRE)

Elles résultent de la fusion, à compter du 1er janvier 2009, de deux dispositifs d'aide à la création d'entreprises :

- l'encouragement au développement d'entreprises nouvelles (EDEN) ;
- le chèque conseil.

Ce dispositif d'aide, en faveur des demandeurs d'emploi créant une entreprise, vise à accompagner les créateurs tout au long des phases du parcours : émergence, montage, financement et accompagnement au développement. Cet accompagnement renforcé est réalisé par des opérateurs labellisés pour le compte de l'Etat. Comme le prévoit la convention « Agir pour l'emploi » signée le 18 mars 2008 par le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le directeur général de la caisse des dépôts et consignations (CDC), cette dernière apportera une ressource de type prêt d'honneur, garantie par l'Etat, à hauteur de 100 M€.

Dans le cadre du PLF 2009, il est prévu d'allouer **40 M€** à ce dispositif, dont 39 M€ au titre de l'accompagnement des créateurs d'entreprises et 1 M€ au titre de soldes restant à la charge de l'Etat sur les dispositifs EDEN et chèques conseils. Le calcul du coût prévisionnel repose sur l'hypothèse de 20 000 créateurs accompagnés, pour un coût unitaire de 1 950 €.

Effectif de créateurs accompagnés (1)	Coût unitaire de l'accompagnement (2)	Coût de l'accompagnement (3) = (1) × (2)	Reste à payer EDEN (4)	Reste à payer chèques conseils (5)	Crédits prévus en PLF 2009 (3) + (4) + (5)
20 000	1 950	39 M€	0,75 M€	0,25 M€	40 M€

Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

• Le fonds de cohésion sociale

Le fonds accorde une garantie bancaire à des personnes physiques ou morales. Les crédits qui lui sont alloués à hauteur de **14 M€** en AE et CP sont destinés à garantir à des fins sociales :

- des entreprises créées, reprises ou développées par des publics en difficulté ;
- des structures d'insertion par l'activité économique ;
- des services de proximité visés par le plan de cohésion sociale ;
- des associations employeurs de contrat d'avenir ou d'accompagnement à l'emploi ;
- des particuliers victimes de phénomènes d'exclusion bancaire.

Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

• L'exonération de cotisations sociales en faveur des salariés créateurs ou repreneurs d'entreprises

Cette exonération a été instituée par l'article 16-1 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique. Elle porte sur les cotisations personnelles (ou patronales si le créateur ou le repreneur relève du régime général) de sécurité sociale dues au titre de la nouvelle activité d'une personne exerçant simultanément une activité salariée ou bénéficiant de l'allocation parent isolé (API), dans la limite de 120% du SMIC, pendant les douze premiers mois suivants la création ou la reprise d'une entreprise.

Crédits prévus en PLF 2009 : **11 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

• L'exonération liée au régime social des micro-entreprises

Il s'agit d'un « bouclier social » pour les micro-entreprises. La mesure concerne les entreprises affichant un chiffre d'affaires inférieur à 80.000 euros en activité commerciale et à 32.000 euros en prestation de services.

Crédits prévus en PLF 2009 : **148 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

2 - DÉVELOPPEMENT DES NOUVELLES FORMES D'EMPLOI

Les crédits prévus pour le développement des nouvelles formes d'emploi s'élèvent à **20,9 M€** en AE et en CP.

Développement des nouvelles formes d'emplois	Titre 6 - catégorie 2	Titre 6 - catégorie 4	Total
Autorisations d'engagement	3 720 000	17 180 000	20 900 000
Crédits de paiement	3 720 000	17 180 000	20 900 000

• Les conventions pour la promotion de l'emploi (CPE)

Elles visent à soutenir la création d'un environnement favorable au développement :

- des services et activités d'appui à la création d'entreprises ;
- du secteur de l'insertion par l'activité économique ;
- des formes atypiques ou novatrices d'emplois d'activités ou d'organisation du travail.

Les bénéficiaires finaux des interventions retenues sont les publics fragilisés : chômeurs de longue durée, bénéficiaires des minima sociaux, publics traditionnellement discriminés.

Le financement accordé est traditionnellement dégressif et peut être pluriannuel. D'autres ressources publiques peuvent cofinancer les projets (DGAS, FSE objectif 3 ou Equal, Caisse des dépôts et consignations).

Crédits prévus en PLF 2009 : **9 M€** en AE et CP, dont 2,97 M€ constituent un transfert aux entreprises et 6,03 M€ un transfert aux autres collectivités.

• Les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA)

Ces dispositifs ont pour objectif d'accompagner les structures développant des activités et des services d'utilité sociale créateurs d'emplois, dans leurs démarches de consolidation économique et de développement.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Crédits prévus en PLF 2009 : **10,4 M€** en AE et CP.

Cette dépense constitue un transfert aux autres collectivités.

• **Les crédits d'ingénierie et de conseil en promotion de l'emploi**

Ces crédits permettent d'une part le financement d'actions spécifiques et ponctuelles auprès d'organismes afin de les soutenir dans leurs initiatives en faveur de l'emploi, de la lutte contre la précarité et la promotion de l'emploi et, d'autre part, de financer les études réalisées par la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle.

Crédits prévus en PLF 2009 : **0,75 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

• **Les subventions de promotion de l'emploi**

Les subventions de promotion de l'emploi ont pour objet de permettre le financement d'actions spécifiques et ponctuelles (mobilisation des partenaires, expérimentation d'actions innovantes) auprès d'organismes afin de les soutenir dans leurs initiatives en faveur de l'emploi, de la lutte contre la précarité et la promotion de l'emploi.

Crédits prévus en PLF 2009 : **0,75 M€** en AE et CP. Ces dépenses constituent un transfert aux autres collectivités.

3- LES DISPOSITIFS PROPRES À L'OUTRE-MER

Aides à la création d'entreprises dans les DOM	Titre 6 - catégorie 2
Autorisations d'engagement	7 600 000
Crédits de paiement	7 600 000

Les dispositifs relatifs à la création d'entreprise outre-mer sont les suivants :

- les projets initiative jeune (PIJ création), à l'adresse des jeunes de moins de 30 ans, afin de les aider à créer leur propre entreprise ;
- les primes à la création d'emploi versées à l'employeur dans les DOM et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- la prime à la création d'emploi des jeunes de Mayotte (PEJ) mise en place par la loi du 21 juillet 2003 de programme pour l'outre-mer, qui vise à encourager la création d'emploi au bénéfice des jeunes dans le secteur marchand.

Les crédits prévus au titre de ces trois dispositifs s'élèvent à **7,6 M€** en AE et en CP.

• **Le projet initiative jeune (PIJ création)**

Le dispositif du PIJ création consiste en une aide financière en capital, exonérée de charge sociale ou fiscale. Le montant maximum de l'aide est de 7 317 €. Le montant de l'aide est déterminé en fonction des caractéristiques financières du projet, et du nombre de personnes physiques bénéficiaires de l'aide (plusieurs associés peuvent, s'ils remplissent les conditions, bénéficier chacun de l'aide).

Dans le cadre du PLF 2009, il est prévu d'allouer **6,78 M€** en AE et **6,68 M€** en CP à ce dispositif. Le calcul du coût repose sur l'hypothèse de conclusion de 990 nouvelles entrées en 2009.

PIJ : coût en CP des entrées antérieures à 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
741	144,71 €	1,29 M€

PIJ : coût en AE des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen pluriannuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2)
990	6 849 €	6,78 M€

PIJ : coût en CP des entrées de 2009

Effectif (1)	Coût unitaire moyen mensuel (2)	Crédits prévus en PLF 2009 (1) x (2) x 12
990	454,05 €	5,39 M€

Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

- **Les primes à la création d'emploi (PCE)**

Ces primes sont versées aux employeurs dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre et Miquelon, après agrément préfectoral, pour chaque emploi créé par les entreprises remplissant les conditions d'entrée dans le dispositif. Le montant total de l'aide est de 34 650 € avec des versements dégressifs sur dix ans. Les crédits prévus en PLF 2009 s'élèvent à **0,72 M€** en AE et en CP. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

- **Les primes à la création d'emploi des jeunes de Mayotte**

Les crédits prévus sont de **0,1 M€** en AE et **0,2 M€** en CP (dont 0,1 M€ au titre des mesures nouvelles et 0,1 M€ au titre des engagements antérieurs). Le calcul repose sur une hypothèse de conclusion de 50 nouvelles entrées en 2009 pour un coût unitaire moyen mensuel de 165,28 €. Ces dépenses constituent un transfert aux entreprises.

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

Programme n° 103

OPÉRATEURS

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			189 160 191	201 160 191	25 486 000	25 486 000
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)			224 495 669	224 495 669	89 300 000	89 300 000
Totaux			413 655 860	425 655 860	114 786 000	114 786 000

Ce programme finance les subventions pour charges de service public des opérateurs et organismes suivants :

- agence nationale des services à la personne (ANSP) ;
- centre INFFO.

Les crédits présentés ci-dessus retracent :

- les subventions pour charges de service public de l'ANSP et du Centre INFFO ;
- les dépenses de transfert correspondant à des dispositifs dont la gestion est confiée à la future Agence de services et de paiement (ASP) qui se substituera, à compter du 1^{er} janvier 2009, au CNASEA et à l'Agence unique de paiement (AUP).

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	121		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		120	119
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		120	119
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>			

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS

EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
ANSP - Agence nationale des services à la personne		21				21		21		21		21
Centre INFFO - Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente			100			99		99		98		98
Totaux		21	100			120		120		119		119

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

ANSP - AGENCE NATIONALE DES SERVICES À LA PERSONNE

Poursuivant un double objectif de consolidation du secteur des services à la personne et de création de 500 000 emplois en trois ans, l'Etat a mis en place un plan de développement des services à la personne qui vise notamment à :

- favoriser la solvabilisation de la demande par la création d'avantages fiscaux et sociaux et du chèque emploi service universel (CESU) qui peut être préfinancé, notamment par les employeurs ;
- élargir le champ des activités du secteur des services à la personne en rénovant son cadre législatif et réglementaire et plus particulièrement la procédure d'agrément des structures de services ;
- développer et structurer l'offre de services, notamment par l'appui à la constitution de grandes enseignes nationales contribuant à une meilleure visibilité du secteur, faciliter l'accès aux services et améliorer la qualité de ces derniers ;
- professionnaliser les emplois et les structures du secteur.

La loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005, traduction législative de ce plan, a créé l'Agence nationale des services à la personne (ANSP). Etablissement public administratif de l'Etat, dont les missions sont précisées par le décret n° 2005 - 1281 du 14 octobre 2005, l'ANSP est chargée de la mise en œuvre du plan national de développement des services à la personne et d'assurer, à ce titre, la coordination des initiatives relatives à la promotion et au développement des services à la personne ainsi qu'au développement de l'emploi dans ce secteur.

Dotée d'un conseil d'administration largement représentatif de tous les acteurs du secteur et des services de l'Etat, l'ANSP constitue un espace public d'échanges permettant l'élaboration de propositions de nature à favoriser la consolidation d'un secteur économique porteur et dynamique à partir d'expertises qu'elle initie, capitalise ou développe.

L'ANSP emploie 21 équivalents temps plein en 2009.

Action du programme à laquelle se rattache l'opérateur

L'activité de l'ANSP se rattache à l'action 3 « Développement de l'emploi » du programme 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ».

Nature des liens avec l'opérateur

L'ANSP est sous la tutelle du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Un contrat d'objectifs et de moyens a été signé entre l'agence et l'Etat le 2 mai 2007 afin de fixer les objectifs stratégiques qui guideront l'action de l'agence au cours de la période 2007-2009 et préciser les moyens mobilisés au service de ces objectifs ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation. Ce contrat détaille également les plans d'actions qui seront mis en œuvre pour atteindre les objectifs poursuivis, permettant ainsi de définir des modes d'intervention coordonnés et complémentaires pour la mise en œuvre du plan de développement des services à la personne.

Performance

L'indicateur retenu est celui du taux de croissance annuel du nombre d'heures travaillées dans le secteur des services à la personne.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 03 : Développement de l'emploi	22 143	22 000	24 000	24 000	20 000	20 000
Subventions pour charges de service public	22 143	22 000	24 000	24 000	20 000	20 000
Totaux	22 143	22 000	24 000	24 000	20 000	20 000

BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	1 647	1 841	Ressources de l'État	22 000	22 662
Fonctionnement	19 794	20 821	- subventions de l'État	22 000	22 662
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	1 124	
Total des dépenses	21 441	22 662	Total des recettes	23 124	22 662
Résultat : bénéfice	1 683		Résultat : perte		
Total équilibre du CR	23 124	22 662	Total équilibre du CR	23 124	22 662

Une décision modificative adoptée le 2 juillet 2008 a augmenté le budget de l'agence de 3,5 M€, afin de relever les postes de dépenses « professionnalisation » et « communication ». Cette modification du budget est financée par un prélèvement sur fond de roulement, retracé ci-dessous.

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement		3 466	Capacité d'autofinancement	1 703	
Investissements	36	20	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	36	3 486	Total des ressources	1 703	
Apport au fonds de roulement	1 667		Prélèvement sur le fonds de roulement		3 486

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	21		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		21	21
dont emplois sous plafond opérateurs		21	21

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

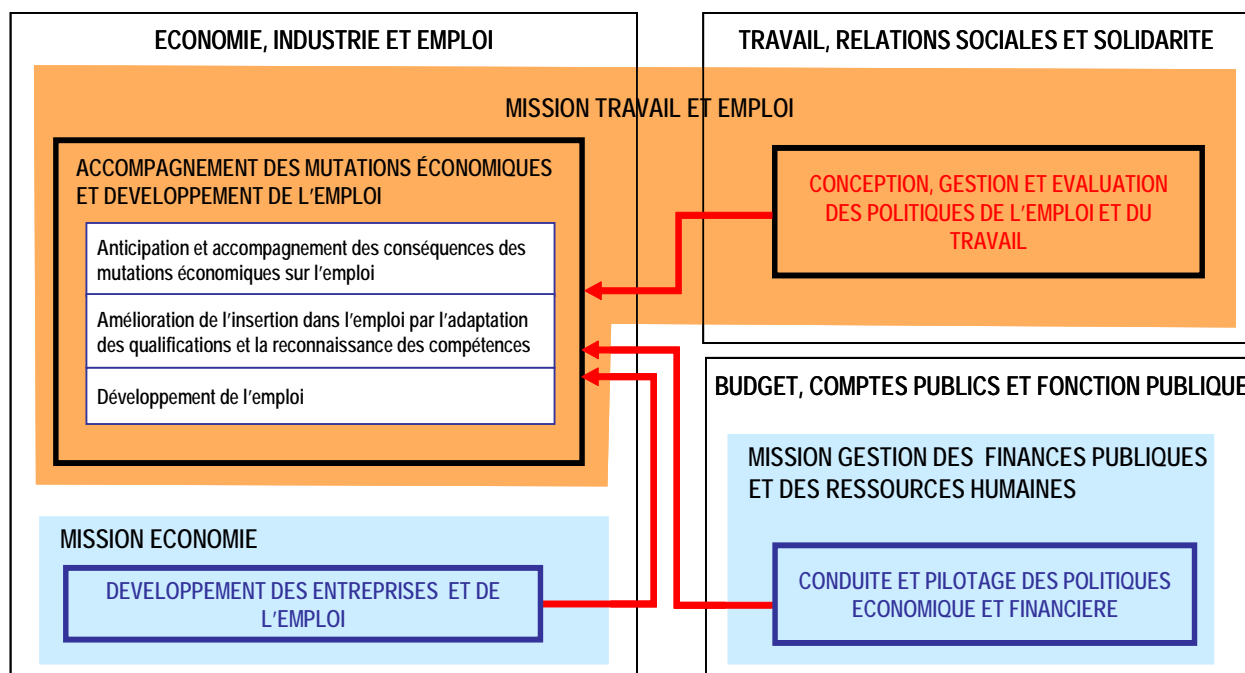
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Anticipation et accompagnement des conséquences des mutations économiques sur l'emploi	434 287 853		+51 040 339	+485 328 192	+610 467 005
Amélioration de l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences (libellé modifié)	3 173 032 670		+35 673 387	+3 208 706 057	+3 461 965 264
Développement de l'emploi	1 532 614 391		+83 262 195	+1 615 876 586	+1 425 134 498
Totaux	5 139 934 914		+169 975 921	5 309 910 835	5 497 566 767

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-169 975 921
Développement des entreprises et de l'emploi (Mission « Économie »)	-9 360 787
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail (Mission « Travail et emploi »)	-153 781 628
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-6 833 506

OBSERVATIONS

LES MOYENS DE GESTION DE POLITIQUE (POLYVALENCE)

Présentation des interactions entre l'action « Moyens de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle » du programme « Développement des entreprises et de l'emploi » et les autres programmes auxquels participe la DGEFP.

Les services de la DGEFP rattachés au programme « Développement des entreprises et de l'emploi » contribuent à la mise en œuvre des programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ». Les crédits en provenance du programme « Développement des entreprises et de l'emploi » sont ventilés dans les actions de ces deux programmes selon une clé de répartition basée sur la part relative des effectifs contribuant à la mise en œuvre de chacun de ces deux programmes.

Présentation des interactions entre le programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » et les autres programmes auxquels participe la DGEFP.

Les crédits en provenance du programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » sont ventilés dans les actions du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » suivant une clé de répartition basée sur les effectifs. La répartition, entre les actions de ce programme, des crédits de rémunération en provenance de l'action "miroir" du programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » est indicative, les personnels œuvrant pour l'intégralité de ce programme. Cette ventilation entre les actions est effectuée sur la base des données de personnel issues de l'outil de gestion intégrée des ressources humaines.

FONCTIONS DE SOUTIEN MINISTÉRIELLES ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Les crédits des actions « État-major, médiation et politiques transversales », « Promotion des politiques économique, financière et de l'emploi » et « Prestations d'appui et de support » du programme « Conduite et pilotage des politiques économique et financière » sont ventilés dans les différents programmes de politique publique du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique d'une part, du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi d'autre part. Toutefois, notamment en application des recommandations du comité interministériel d'audit des programmes (CIAP), ne sont pas réparties les fonctions d'état-major (cabinets ministériels, secrétariat général, agence centrale des achats, médiateur et haut fonctionnaire de défense), les fonctions de pilotage, le personnel mis à disposition d'autres administrations et les subventions versées dans le cadre de conventions à des organismes extérieurs qui ne participent pas au soutien des programmes de politique du MINEIE ou du MBCPPF.

De même les crédits des actions « Expertise, audit, évaluation et contrôle » et « Contribution au respect du droit et à la sécurité juridique » ne sont pas ventilés car leurs activités vers une multitude de bénéficiaires couvrent des montants peu significatifs.

Ces crédits sont ventilés au prorata des effectifs contribuant à la mise en œuvre de chacune des actions du programme selon les clés de répartition décrites supra pour les moyens de gestion.

COMMENTAIRE DES RÉSULTATS

A ce stade, et malgré le peu de recul que permet le caractère récent de l'exercice dans le cadre de la réorganisation des programmes en charge de l'emploi, l'analyse des coûts du programme permet de mettre en évidence la grande diversité des politiques à la mise en œuvre desquels il contribue.

Par ailleurs, il peut être observé que les crédits déversés sur ce programme sont des crédits de personnel et de fonctionnement qui ne représentent 3,6 % des crédits totaux participant à sa mise en œuvre, ce qui est peu significatif et s'explique par le poids des subventions pour charges de service public versées aux opérateurs et, surtout, des dépenses d'intervention du programme.

Il convient cependant d'observer que ce programme étant au cœur de plusieurs politiques menées par des programmes mis en œuvre par plusieurs ministères, il est particulièrement impacté par la réorganisation de la structure budgétaire consécutive aux modifications des périmètres ministériels et que de ce fait, le travail d'analyse des déversements entre programmes engagé pour le PLF 2009 devra être approfondi dans l'avenir.

PROGRAMME 111

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'EMPLOI ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

MINISTRE CONCERNÉ : XAVIER BERTRAND, MINISTRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ

Présentation stratégique du projet annuel de performances	146
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	148
Présentation du programme et des actions	153
Objectifs et indicateurs de performance	162
Justification au premier euro	168
Opérateurs	178
Analyse des coûts du programme et des actions	185

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Denis COMBREXELLE

Directeur général du travail

Responsable du programme n° 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Ce projet annuel de performances a pour objectif l'amélioration des conditions d'emploi et de travail des salariés du secteur concurrentiel (16,1 millions de personnes), au moyen de trois leviers : le droit, l'incitation et le dialogue social.

Sa responsabilité incombe au directeur général du travail, qui s'appuie sur les services centraux de la direction générale ainsi que sur les services déconcentrés.

L'Agence française de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail (AFSSET), appelée à connaître une profonde évolution en 2009, ainsi que l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) et les 25 associations régionales (ARACT) de son réseau, en sont les principaux opérateurs, sur un champ d'intervention couvrant l'ensemble des salariés des secteurs marchand et non marchand.

L'emploi de qualité garantit aux salariés des conditions de rémunération et de travail conformes aux normes collectives ainsi que la protection de leur santé et de leur sécurité. Il appelle la résorption des discriminations, l'accompagnement des mutations économiques, un dialogue social dynamique et équilibré. Conformément à la stratégie européenne de l'emploi et à la stratégie communautaire pour la santé et la sécurité au travail, il s'agit de construire une politique active du travail associant étroitement les partenaires sociaux. Face aux mutations sociales, économiques et démographiques en cours, celle-ci fixe à l'action des services des orientations nationales en se fondant sur le triptyque «diagnostic- plan d'action- évaluation».

Sa réussite suppose un renforcement de l'efficacité collective des services de contrôle et implique donc une évolution de l'inspection du travail visant, notamment, à améliorer la programmation des contrôles, les moyens techniques d'appui, la coordination entre services au niveau régional et les modes d'intervention en entreprise.

C'est la raison pour laquelle un vaste plan de modernisation et de développement de l'inspection du travail a été lancé en 2006. En 2009, doit en outre intervenir la fusion avec les inspections du travail de l'agriculture et des transports.

Il s'est d'ores et déjà traduit par la création de la direction générale du travail qui regroupe les missions traditionnelles de la direction des relations du travail et les services de l'administration centrale en charge de l'animation et de l'appui aux services déconcentrés du ministère et notamment de l'inspection du travail.

Il vise par ailleurs à mettre en place les conditions effectives d'un travail en réseau par un renforcement de ses effectifs (inspecteurs, contrôleurs du travail, ingénieurs de prévention et médecins). Cette montée en puissance sera poursuivie en 2009.

Enfin, au-delà des avancées structurelles, le succès de la politique du travail passe avant tout par la recherche d'une réelle progression sur les quatre axes majeurs de cette politique que sont :

- la santé et la sécurité au travail
- la qualité et l'effectivité du droit
- le dialogue social et la démocratie sociale
- la lutte contre le travail illégal

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Cibler l'activité de contrôle des services d'inspection du travail sur des priorités de la politique du travail
INDICATEUR 1.1	Part des contrôles portant sur 5 priorités de la politique du travail
OBJECTIF 2	Contribuer à la prévention et à la réduction des risques professionnels
INDICATEUR 2.1	Indice de fréquence des accidents du travail (AT) dans les secteurs à plus forts risques
INDICATEUR 2.2	Part des interventions du réseau ANACT consacrées aux priorités poursuivies dans le cadre du programme
INDICATEUR 2.3	Nombre de substances chimiques évaluées par l'AFSSET dans le cadre des procédures d'élaboration des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)
OBJECTIF 3	Garantir l'effectivité du droit du travail
INDICATEUR 3.1	Taux de satisfaction des usagers des services d'inspection du travail
INDICATEUR 3.2	Part des entreprises s'étant mises en conformité suite à un premier constat d'infraction par l'inspection du travail sur le droit des contrats de courte durée (CDD, intérim)
OBJECTIF 4	Dynamiser la négociation collective et améliorer les conditions du dialogue social
INDICATEUR 4.1	Part des entreprises et des salariés concernés par une négociation collective
INDICATEUR 4.2	Délai moyen d'extension par l'administration du travail des accords de branche
INDICATEUR 4.3	Part des établissements (de 11 à 49 salariés) couverts par des délégués du personnel dans 3 secteurs prioritaires
INDICATEUR 4.4	Nombre de branches dont le coefficient de bas de grille atteint au moins le niveau du SMIC
OBJECTIF 5	Lutter efficacement contre le travail illégal
INDICATEUR 5.1	Part des contrôles portant sur le travail illégal
INDICATEUR 5.2	Part des contrôles pour travail illégal donnant lieu à un PV pour travail illégal

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Santé et sécurité au travail		18 710 586	6 230 000	24 940 586	
02	Qualité et effectivité du droit	1 998 000	6 050 000	11 384 823	19 432 823	
03	Dialogue social et démocratie sociale		2 000 000	3 100 000	5 100 000	
04	Lutte contre le travail illégal					
Totaux		1 998 000	26 760 586	20 714 823	49 473 409	

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Santé et sécurité au travail		18 710 586	7 000 000	25 710 586	
02	Qualité et effectivité du droit	1 998 000	18 100 000	11 384 823	31 482 823	
03	Dialogue social et démocratie sociale			29 700 000	29 700 000	
04	Lutte contre le travail illégal					
Totaux		1 998 000	36 810 586	48 084 823	86 893 409	

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Santé et sécurité au travail		21 727 604	8 400 000	30 127 604	
02	Qualité et effectivité du droit	4 000 000	36 320 390	13 650 000	53 970 390	
03	Dialogue social et démocratie sociale			83 158 672	83 158 672	
04	Lutte contre le travail illégal					
Totaux		4 000 000	58 047 994	105 208 672	167 256 666	

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Santé et sécurité au travail		21 727 604	6 570 000	28 297 604	
02	Qualité et effectivité du droit	4 000 000	51 220 390	13 600 000	68 820 390	
03	Dialogue social et démocratie sociale			29 858 672	29 858 672	
04	Lutte contre le travail illégal					
Totaux		4 000 000	72 947 994	50 028 672	126 976 666	

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 2. Dépenses de personnel		4 000 000	1 998 000		4 000 000	1 998 000
Rémunérations d'activité		3 417 850	1 707 216		3 417 850	1 707 216
Cotisations et contributions sociales		582 150	290 784		582 150	290 784
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		58 047 994	26 760 586		72 947 994	36 810 586
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		36 320 390	8 050 000		51 220 390	18 100 000
Subventions pour charges de service public		21 727 604	18 710 586		21 727 604	18 710 586
Titre 6. Dépenses d'intervention		105 208 672	20 714 823		50 028 672	48 084 823
Transferts aux ménages		572 000	572 000		572 000	572 000
Transferts aux entreprises		2 288 000	2 728 000		2 028 000	2 728 000
Transferts aux autres collectivités		102 348 672	17 414 823		47 428 672	44 784 823
Totaux		167 256 666	49 473 409		126 976 666	86 893 409

DÉPENSES FISCALES⁷

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (6)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
730207	Taux de 5,5 % pour les recettes provenant de la fourniture des repas par les cantines d'entreprises ou d'administrations, ainsi que pour les repas livrés par des fournisseurs extérieurs aux cantines, scolaires et universitaires notamment, qui restent exonérées de TVA Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider le secteur de la restauration collective</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1968 - Dernière modification : 1969 - CGI : 279-a bis</i>	740	770	790
120111	Exonération de la participation des employeurs au financement des titres-restaurant Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les entreprises à financer la restauration de leurs salariés</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 700 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1967 - Dernière modification : 2005 - CGI : 81-19°</i>	200	220	240
110202	Réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux organisations syndicales représentatives de salariés Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les organisations syndicales</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 546 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1988 - Dernière modification : 2007 - CGI : 199 quater C</i>	115	120	120
120113	Exonération partielle de la prise en charge par l'employeur des frais de transport entre le domicile et le lieu de travail Impôt sur le revenu <i>Objectif : Inciter les salariés à utiliser les transports en commun pour le trajet domicile-travail</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 620 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1948 - Dernière modification : 2006 - CGI : 81-19° ter a, DA : DB5F1131</i>	60	60	60
120116	Exonération des gratifications allouées à l'occasion de la remise de la médaille d'honneur du travail Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les allocataires de la médaille d'honneur du travail</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 400 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1948 - Dernière modification : 1948 - CGI : 157-6°</i>	5	5	5

⁷ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2007	Chiffrage pour 2008	Chiffrage pour 2009
300109	Exonération des syndicats professionnels et de leurs unions pour leurs activités portant sur l'étude et la défense des droits et des intérêts collectifs matériels ou moraux de leurs membres ou des personnes qu'ils représentent Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organisations syndicales</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2001 - Dernière modification : 2002 - CGI : 207-1-1° bis</i>	€	€	€
Coût total des dépenses fiscales⁸		1 120	1 175	1 215

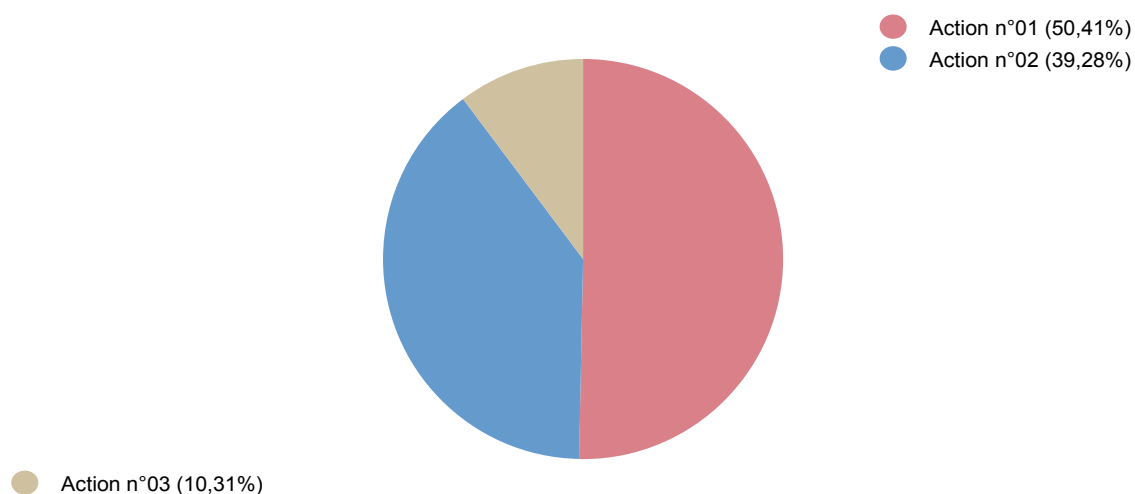
⁸ Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Santé et sécurité au travail	24 940 586	25 710 586
02	Qualité et effectivité du droit	19 432 823	31 482 823
03	Dialogue social et démocratie sociale	5 100 000	29 700 000
Totaux		49 473 409	86 893 409

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » est un levier essentiel de la politique du travail, laquelle se déploie selon quatre axes :

Santé et sécurité au travail

L'Union européenne est la principale source normative en la matière, mais il revient à l'État d'élaborer, de transposer et d'appliquer le droit relevant de l'ordre public social, à charge pour les partenaires sociaux de l'améliorer et de l'adapter aux branches et territoires.

A côté de certains risques professionnels connus, d'autres risques apparaissent ou exercent leurs effets à long terme : la politique du travail doit s'ouvrir aux méthodes de santé publique pour mieux mesurer ces risques, les prévenir et les réduire, c'est notamment l'objectif du plan santé au travail 2005-2009. L'Agence française de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail (AFSSET) d'une part, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) et son réseau régional – les associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail – d'autre part, en sont ici les opérateurs.

Qualité et effectivité du droit

La qualité des emplois ne tient pas aux seules conditions de travail : elle repose aussi sur la sécurité juridique qu'offre un droit du travail accessible, conciliant dans une relation de travail équilibrée contraintes économiques et exigences sociales, pour une meilleure performance globale. Salariés et employeurs doivent pouvoir connaître et faire valoir leurs droits fondamentaux, et l'administration du travail doit élaborer, diffuser, expliquer et faire appliquer les textes appropriés.

L'impératif d'égalité professionnelle demande qu'une attention particulière soit en outre portée aux situations de discrimination au travail.

Dialogue social et démocratie sociale

Le droit du travail s'est construit autour de la loi, le droit conventionnel jouant un rôle subsidiaire. Les changements socio-économiques en cours, le transfert aux collectivités locales de compétences intéressant au premier chef les partenaires sociaux, l'apparition de nouveaux interlocuteurs, appellent d'autres modalités d'élaboration du droit. L'Union européenne préconise elle-même de réduire la production réglementaire au profit de la négociation collective. Aussi l'État doit-il créer les conditions favorables au développement d'un dialogue social de qualité, dans tous ses champs et dimensions (nationale, professionnelle et locale).

Lutte contre le travail illégal

La notion de travail illégal recouvre diverses formes de délinquance qui fragilisent les travailleurs, souvent parmi les plus vulnérables, qui en sont les victimes, affectent l'équilibre des finances publiques et faussent les conditions de concurrence. Intégrée dans un dispositif interministériel évolutif, avec la création récente de la Délégation nationale de lutte contre la fraude, la lutte contre l'ensemble des formes de travail illégal demeure une priorité de la politique du travail et mobilise l'ensemble des services dans un contexte marqué simultanément par la recherche d'une meilleure appréhension des problèmes transnationaux, notamment au sein de l'Union européenne, et par la volonté d'une meilleure coordination des actions locales de contrôle au sein des comités locaux de lutte contre le travail illégal et des comités uniques de lutte contre les fraudes.

La responsabilité du programme incombe au directeur général du travail. Il s'appuie pour ce faire sur un réseau unique de services déconcentrés qui constituent les unités opérationnelles du programme. Les budgets opérationnels de programme territoriaux sont établis à l'échelon régional, où la coordination et l'animation reviennent aux comités techniques régionaux et interdépartementaux (CTRI). Les sections d'inspection du travail constituent l'échelon territorial d'intervention dans l'entreprise. Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, les services déconcentrés sont appelés à une évolution forte, privilégiant le niveau régional et fusionnant les services d'inspection du travail actuellement placés sous l'autorité de trois ministres différents.

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Santé et sécurité au travail
- ACTION n° 02 : Qualité et effectivité du droit
- ACTION n° 03 : Dialogue social et démocratie sociale
- ACTION n° 04 : Lutte contre le travail illégal

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01

50,4 %

Santé et sécurité au travail

**Finalités**

Les risques professionnels sont un facteur majeur de dégradation des conditions de vie, et les accidents du travail et les maladies professionnelles ont un coût social et économique considérable. Des emplois de qualité répondant aux normes collectives de sécurité et de santé contribuent au développement durable. Pourtant la connaissance des risques demeure insuffisante, alors même que la responsabilité de l'État peut être engagée pour défaut d'intervention préventive ; il convient donc de développer une politique globale de prévention. Dans un champ où intervient une pluralité d'acteurs, le succès repose en outre sur leur coopération. L'action du ministère s'appuie sur ses services déconcentrés et sur deux opérateurs : l'AFSSET, dont les moyens d'expertise permettent de mieux identifier les risques en milieu professionnel, l'ANACT et son réseau pour améliorer les conditions de travail dans les branches et les entreprises.

Activités

Elles visent simultanément à connaître, réduire et prévenir les risques professionnels.

Connaître et surveiller les risques professionnels

Il s'agit d'identifier les risques actuels, émergents ou potentiels, à travers quatre canaux :

- l'**expertise** scientifique et la **recherche** :

Un des objectifs prioritaires du Plan santé au travail (PST) 2005-2009 est de développer les connaissances sur la santé au travail et notamment de renforcer la structuration de la recherche dans les domaines de la santé et de la sécurité au travail.

Le ministère du travail dispose aujourd'hui d'une agence publique d'expertise avec l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET). Cette agence a pour mission de fournir les études et l'expertise indépendantes qui permettent d'asseoir scientifiquement le processus d'élaboration des normes relatives à la protection des salariés en milieu professionnel.

La communauté scientifique a été mobilisée sur le champ de la recherche en santé au travail afin d'étendre le corpus des connaissances. Le ministère du travail fait partie du comité d'orientation de deux importants programmes de recherche en santé au travail, portés respectivement par l'AFSSET et l'ANR, et participe au financement de certains des projets retenus (troubles musculo-squelettiques, effets de l'exposition aux nanoparticules et pénibilité au travail).

Une convention de partenariat avec l'Institut de veille sanitaire a aussi été conclue visant à confier à cet institut des actions de veille et de surveillance de la santé des salariés afin de mieux répondre aux priorités énoncées par le PST.

- l'**analyse des données** d'observation recueillies par les différentes structures de veille : Agences européennes de Bilbao et de Dublin, AFSSET, observatoires régionaux constitués au titre de l'accord interprofessionnel de 2001, Institut de veille sanitaire ;

- la mobilisation des résultats des **enquêtes statistiques** auprès des salariés sur les conditions de travail et les risques professionnels (SUMER) afin de mesurer l'incidence des facteurs de risque au travail, et leur évolution ;

- le **recueil d'informations** en provenance des services d'inspection du travail ou des dispositifs d'observation territoriaux.

Réduire les risques professionnels

S'agissant des risques actuels, l'action passe pour l'essentiel par l'élaboration et l'application des textes :

- les services centraux de la direction générale du travail veillent et contribuent à l'évolution du droit positif. Il s'agit notamment de transposer dans les délais les directives européennes. S'y ajoutent l'adaptation et le renouvellement de la réglementation d'initiative nationale, en fonction des évolutions observées ;
- les sections d'inspection du travail, outre leur contribution à la surveillance des risques, ont pour mission de veiller à l'application des textes en contrôlant la conformité des conditions de santé et de sécurité au travail dans les entreprises. Des effectifs renforcés et des modalités de formation et d'intervention adaptées visent à accroître l'impact des contrôles, en suivant les priorités fixées par la politique du travail : situations de travail complexes (sous-traitance, co-activité), risques à effets différés, secteurs professionnels à risques ;
- le contrôle s'accompagne d'un effort d'information et de sensibilisation des acteurs sur les risques et la possibilité de les réduire : entreprises, branches, organisations syndicales et patronales, institutions de prévention. L'un des modes d'action privilégiés est la réalisation de campagnes de contrôle nationales ciblées sur un risque prioritaire.

Prévenir les risques professionnels

Ce troisième volet implique trois types d'acteurs, dont il convient de coordonner les actions :

- la médecine du travail, dont la réforme, finalisée en 2004, a permis de faire appel à des compétences pluridisciplinaires et dont l'action préventive et correctrice en milieu de travail, a été renforcée. A l'issue de la deuxième conférence sur les conditions de travail, le 27 juin 2008, le ministre du travail a adressé aux partenaires sociaux un document d'orientation les interrogeant sur les axes prioritaires d'une poursuite de la réforme de 2004, afin de tenir compte notamment de l'évolution démographique des médecins du travail ;
- les acteurs institutionnels de la prévention (Caisse nationale et caisses régionales d'assurance maladie des travailleurs salariés, Institut national de recherche sur la sécurité, réseau ANACT, Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics) avec et entre lesquels doivent être prioritairement développés des partenariats, conformément à la recommandation du Conseil européen ;
- les entreprises et leurs salariés : appui à la négociation collective de branche sur les risques professionnels et la médecine du travail, campagnes d'information sur les principaux risques (troubles musculo-squelettiques, risques à effet différé ou technologiques, accidents routiers) ; contrôle du fonctionnement régulier des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), et diffusion d'une démarche effective d'évaluation des risques dans les entreprises, en particulier les TPE et PME.

A la suite des conférences du 4 octobre 2007 et du 27 juin 2008 présidées par le ministre du travail et réunissant les partenaires sociaux, l'accent a été mis sur la poursuite d'actions de prévention contre les risques psycho-sociaux et sur la réforme de la médecine du travail, qui constituent des dossiers phares en 2008.

Définir un nouveau contrat de progrès avec l'ANACT

Le contrat de progrès conclu avec l'ANACT et son réseau pour les années 2004-2008 fixe quatre priorités aux interventions de son réseau, qui couvrent l'ensemble des salariés des secteurs public et concurrentiel :

- gestion des âges,
- santé au travail et risques professionnels,
- organisation, compétences et qualifications,
- changement technologique et organisationnel.

C'est à ce titre que l'ANACT est opérateur principal du présent programme, et contribue simultanément au programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ».

Un nouveau contrat de progrès pluriannuel pour la période 2009-2012 est en cours d'élaboration. Il devrait poursuivre la dynamique précédente, tout en recentrant l'organisme sur son cœur de métier : l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail, tout au long de la vie professionnelle.

ACTION n° 02

39,3 %

Qualité et effectivité du droit

**Finalités**

Le droit de la relation de travail est à la croisée d'une double exigence : assurer le respect des droits fondamentaux des salariés, placés en situation de subordination juridique et contribuer à la performance des entreprises, source de croissance et d'emploi. C'est pourquoi il importe de définir des règles équilibrées conciliant efficacité économique et progrès social, de les rendre accessibles aux usagers et de veiller à leur pleine application, en prévenant et corrigeant les situations illégales.

Activités

Deux types d'activités y concourent : rendre le droit du travail plus accessible ; veiller à son application effective dans les entreprises.

Assurer la qualité et l'accessibilité du droit

L'accès égal et aisé au droit est un élément essentiel de la qualité de la relation de travail : pour être équilibrée et conforme à son cadre juridique, celle-ci doit s'établir entre des parties informées de leurs droits et obligations et capables de les faire valoir. S'il appartient au Parlement et aux acteurs de la négociation collective de définir ces droits, il revient à l'administration du travail d'en faciliter l'accès, dans son double rôle d'élaboration des normes et d'information des usagers.

A l'initiative du ministre, la direction générale du travail participe à la rédaction des projets de lois et de règlements ; il lui revient également de préparer la transposition des directives européennes dans le droit national, et de veiller à la conformité des textes conventionnels dont l'extension est demandée par leurs signataires. Elle doit veiller à ce titre à limiter l'inflation normative, à produire des textes concis et intelligibles, simples à mettre en œuvre, et à réduire leur délai d'élaboration, du moins pour les phases des procédures législatives ou réglementaires dont elle a la maîtrise.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 sur la modernisation du marché du travail comporte de nouvelles dispositions notamment sur les périodes d'essai, les indemnités de licenciement, la rupture conventionnelle, le contrat de travail à objet défini. S'agissant de la rupture conventionnelle, un dispositif de remontée d'information des services du travail sera mis en œuvre.

L'administration du travail est en outre chargée de garantir l'accès des usagers au droit. Au-delà des procédures de publicité légale, elle se doit de fournir aux salariés et employeurs qui la recherchent une information de qualité sur les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur par trois canaux : les services de renseignement sur le travail ouverts au public dans chaque direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les sites nationaux d'information par voie téléphonique (« Travail Info service ») ou électronique (sites internet), le réseau des conseillers du salarié chargés d'accompagner ces derniers dans leurs démarches individuelles. Améliorer la qualité de l'information suppose une politique globale de communication capable de mettre à la disposition des usagers des supports et outils adaptés à la diversité des besoins.

Cependant les textes n'épuisent pas la complexité des situations de travail : la jurisprudence y apporte de nombreux compléments, et les services du ministère sont amenés à prendre position sur des questions de fait laissées sans réponse par le droit positif. Il leur appartient ainsi d'élaborer une doctrine partagée entre échelons central et déconcentrés.

Veiller à l'effectivité du droit du travail

Le ministère du travail est garant de l'application effective du droit du travail. Cette mission s'appuie sur deux leviers :

- l'organisation de la justice prud'homale. En complément de la responsabilité propre du ministère de la justice dans le fonctionnement des conseils de prud'hommes, l'administration du travail contribue à l'organisation des élections prud'homales et finance la formation des conseillers prud'hommes;
- l'activité d'information et de contrôle des sections d'inspection du travail. Leur principale mission est de veiller à l'effectivité du droit au moyen des contrôles en entreprise, de l'information et du conseil aux acteurs. Sans préjudice des interventions relevant des autres actions du programme, cette activité porte ici sur deux domaines prioritaires :
 - les droits fondamentaux du salarié (rémunération, durée du travail, nature et contenu du contrat) ;

- les discriminations au travail fondées sur le sexe, l'origine ou l'appartenance syndicale.

ACTION n° 03

10,3 %



Dialogue social et démocratie sociale

Finalités

La politique du travail ne peut se construire et s'appliquer sans la participation active des partenaires sociaux. Ceux-ci doivent être associés à sa conception, tant pour le choix des priorités nationales que pour l'élaboration des diagnostics et plan d'action locaux. Ils sont en outre appelés à jouer un rôle croissant dans sa mise en œuvre, avec la préférence donnée au droit conventionnel ou d'origine conventionnelle sur l'intervention unilatérale de l'État. La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation tout au long de la vie et au dialogue social modifie à ce titre les modes de conclusion et d'articulation des accords conclus aux différents niveaux, en renforçant notamment le principe majoritaire. La loi n° 2007-130 du 31 janvier 2007 relative à la modernisation du dialogue social constitue une nouvelle étape dans ce processus de renforcement du dialogue social. En effet, dorénavant tout projet de réforme dans les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle devra être précédé d'une concertation préalable avec les partenaires sociaux pouvant permettre l'ouverture d'une négociation nationale interprofessionnelle.

Beaucoup dépend du dynamisme et de la qualité du dialogue social, qu'il s'agit d'encourager et de soutenir dans ses principaux champs (rémunérations, conditions de travail, temps de travail, représentation du personnel) et dimensions (nationale, professionnelle et territoriale). C'est pourquoi la priorité est au renforcement de l'implantation et de la légitimité de ses acteurs, et à l'élargissement de son champ et de ses thèmes. Dans le respect de l'autonomie des partenaires sociaux, l'État a un rôle déterminant d'intermédiation, d'accompagnement et d'appui à jouer en la matière.

Activités

S'agissant d'un domaine dont les acteurs, appelés à élaborer ensemble aux différents échelons le droit conventionnel, sont par définition libres de négocier en toute indépendance, l'administration du travail a pour mission d'encourager et de faciliter un dialogue social de qualité. Son intervention s'exerce à cet effet dans deux directions : l'incitation à la négociation et l'appui à ses acteurs.

Les principaux enjeux pour 2009 résultent des nouvelles règles en matière de représentativité, de négociation et de validité des accords dans les entreprises, prévues dans la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail : les services du ministère du travail feront connaître et appliquer ces nouvelles dispositions. Par ailleurs, devra être construit un système de compilation de l'audience électorale aux élections professionnelles qui permette une mesure fiable et incontestable au niveau de l'entreprise, de la branche et de l'interprofessionnel ainsi que la prise en compte des résultats des négociations prévues par les partenaires sociaux au second semestre 2008.

Il s'agit également de mettre en place un suivi renforcé de la négociation d'entreprise, avec un système d'information (DACCORD) amélioré, ce niveau de négociation étant amené à se développer sur certains champs (durée du travail...), conformément aux évolutions législatives récentes.

Enfin, une priorité sera de suivre la mise en place de la mesure de la conditionnalité des aides liées à des obligations (respect du SMIC dans les accords salariaux...), en outre, un appui renforcé aux institutions représentatives du personnel (comités d'entreprises, délégués du personnel), fondement de la mesure de la représentativité, sera mis en œuvre.

Dynamiser la négociation collective

Le droit conventionnel étant appelé à prendre une part accrue dans l'élaboration du droit du travail, il convient qu'il couvre un nombre aussi large que possible de salariés, mais aussi de sujets de négociation. L'activité de l'administration du travail y concourt de plusieurs façons :

- elle contribue à l'engagement et à l'avancement des négociations professionnelles en jouant à leur demande, et quand cela est nécessaire, un rôle d'intermédiation entre les partenaires sociaux, à travers la constitution et la **présidence des commissions mixtes paritaires** de branche, nationales et locales ;
- elle garantit la sécurité juridique de la relation de travail en vérifiant la conformité des textes conventionnels à travers la **procédure d'extension** des accords collectifs, ainsi qu'en diffusant auprès des salariés et des employeurs une **information** accessible et complète sur leurs clauses ;

- elle assure l'effectivité des règles législatives qui encadrent la négociation en s'assurant du respect des **obligations légales de négocier**, dans les branches comme dans les entreprises ;
- elle peut jouer un rôle d'impulsion en encourageant les organisations syndicales et patronales à se saisir de **thèmes** de négociation répondant aux transformations des réalités du travail.

Améliorer les conditions du dialogue social

Dans le respect de l'indépendance des partenaires sociaux, l'État contribue aussi à la qualité du dialogue social en appuyant leur capacité de négociation :

- il accroît les ressources et les compétences techniques dont ils ont besoin pour négocier dans de bonnes conditions, en contribuant à la réalisation **d'outils d'aide à la négociation** (guides méthodologiques, expertises juridiques...) et en finançant des **actions de formation** au bénéfice des négociateurs salariés ;
- par leur activité d'information et de contrôle, les services de l'inspection du travail s'assurent **de l'implantation et du fonctionnement régulier des institutions représentatives** du personnel, en particulier dans les petites entreprises où le défaut de représentation est le plus fréquent. Le régime spécifique de **protection des salariés** pourvus d'un mandat représentatif en cas de licenciement, soumis à autorisation préalable, contribue également à garantir l'exercice des droits de représentation ;
- autre façon d'encourager la négociation, les services du travail jouent enfin un rôle important dans la prévention, la régulation ou la résolution des **conflits du travail** dont ils ont à connaître.

Suivre et évaluer la négociation collective

L'Etat réalise également une forme **d'évaluation des nouvelles modalités de la négociation collective** et l'application des lois intervenues dans ce domaine : ainsi, **la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004** a donné lieu à un rapport, qui a associé les partenaires sociaux et des personnalités qualifiées (professeurs de droit, DRH, sociologues).

Le bilan annuel de la négociation collective, qui est publié à la mi-année N+1, traduit les grandes tendances et décrit les différentes formes de la négociation collective, dans un contexte législatif changeant. Celui-ci intègre désormais également une contribution des partenaires sociaux, afin de permettre l'établissement d'un bilan croisé avec la vision de plusieurs acteurs de la négociation collective.

ACTION n° 04

Lutte contre le travail illégal

Le financement de cette action, qui concerne des dépenses de personnel, est assuré par les moyens du programme 155 « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » et du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économique et financière » pour ce qui concerne les moyens de la Délégation nationale de lutte contre la fraude.

Finalités

La complexité accrue des structures de production et la libre circulation des personnes et des capitaux multiplient les situations où le travail salarié risque d'échapper aux dispositions sociales et fiscales en vigueur.

Les formes du travail illégal sont multiples : travail dissimulé en tout ou partie, emploi de main-d'œuvre étrangère sans titre, contournement des règles de la libre prestation de service dans l'espace économique européen, abus du recours aux CDD dans les secteurs où il est fondé sur l'usage, prêt illicite de main-d'œuvre et plus généralement toutes infractions liées aux dérives de la sous-traitance de main d'œuvre. En outre, leur volume tend à augmenter pour aboutir dans certains secteurs à une fraude massive qui entraîne des déséquilibres sur le marché du travail, des distorsions de concurrence inacceptables, et une détérioration de la situation financière des régimes sociaux. Enfin leur diffusion affecte de façon inégale l'ensemble du territoire et du tissu productif, avec une intensité particulière dans l'agriculture, la construction, les hôtels, cafés, restaurants et le secteur des intermittents du spectacle.

Activités

La lutte contre le travail illégal constitue pour ces raisons un volet prioritaire de la politique du travail en faveur de l'effectivité du droit et de l'ordre public social, auquel concourt une pluralité d'acteurs publics (Inspections du travail, Justice, Police, Gendarmerie, Finances et URSSAF). Sous l'égide de la Commission nationale de lutte contre le travail illégal, elle mobilise tout particulièrement les services centraux et déconcentrés, dont l'action s'inscrit dans les organisations interministérielles évolutives au niveau national (Délégation nationale de lutte contre la fraude et Comité

interministériel du contrôle de l'immigration) et local (comités de luttes contre les fraudes et comités opérationnels de lutte contre le travail illégal)

Améliorer l'efficacité du dispositif de contrôle

C'est l'efficacité de ce dispositif interinstitutionnel de contrôle et de répression des fraudes qu'il s'agit aujourd'hui d'améliorer. Amélioration d'autant plus nécessaire que le contrôle s'accompagne d'un engagement accru de l'État au profit des salariés et des entreprises des secteurs les plus affectés par le travail illégal : plan de soutien aux activités artistiques, mesures fiscales et sociales en faveur de l'hôtellerie et de la restauration, plan national d'action du ministère pour réduire les difficultés de recrutement.

Cette amélioration s'effectue en particulier par :

- le renforcement significatif des moyens humains mis à la disposition du contrôle ;
- la mise en place expérimentale de sections spécialisées par secteur professionnel ;
- l'aménagement des règles du secret professionnel et le renforcement de l'arsenal des sanctions administratives infligées au travail illégal.

Mobiliser l'ensemble des acteurs à l'échelon local

Il importe d'assurer la cohérence des interventions des différents corps de contrôle, mais également de renforcer les échanges entre l'ensemble des partenaires impliqués à un titre ou un autre dans la lutte contre le travail illégal :

- services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- organisations syndicales et patronales ;
- groupements d'intervention régionaux ;
- URSSAF, police, gendarmerie ;
- services administratifs non habilités au contrôle, comme les directions régionales de l'action culturelle (DRAC).

Agir prioritairement dans quatre secteurs très exposés

Quatre secteurs professionnels donnent lieu à plus de 50 % des infractions. Trois d'entre eux, l'agriculture, le BTP et les hôtels, cafés, restaurants, connaissent de graves pénuries de main-d'œuvre. Le quatrième est celui du spectacle où la fraude, d'une autre nature, est engendrée par les spécificités du régime d'assurance-chômage des travailleurs intermittents. Quatre plans prioritaires ont donc vocation à être mis en œuvre dans ces différents secteurs.

Parallèlement se développe le contournement des règles relatives à la libre prestation de service au sein de l'Espace économique européen, qui rend nécessaires la formation des agents de contrôle aux spécificités de l'emploi détaché transnational, ainsi que la coopération entre services de contrôle des différents États membres.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Cibler l'activité de contrôle des services d'inspection du travail sur des priorités de la politique du travail

Cet objectif est transversal à l'ensemble du programme.

Pour contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs d'efficacité socio-économique du programme, les services d'inspection du travail, qui doivent opérer des choix au regard de l'ampleur de leur domaine de responsabilité, doivent concentrer leurs interventions dans les entreprises sur les priorités intermédiaires définies par la politique du travail. Sur la totalité des contrôles opérés par l'inspection du travail, 50 % sont des contrôles programmés qui se répartissent de la manière suivante :

35 % de contrôles sur cinq priorités nationales,

15 % déterminés par l'échelon régional, compte tenu des spécificités de chaque région.

Les 50 % de contrôles non programmés relèvent des choix des inspecteurs et contrôleurs du travail, notamment au regard des demandes émanant localement des salariés ou des institutions représentatives du personnel (IRP).

L'indicateur de synthèse qui en résulte a pour objet de mesurer la prise en compte dans leur action de 5 priorités définies par le présent programme et par la circulaire sur la politique du travail du 12 mars 2003 : santé au travail, sécurité au travail, droits fondamentaux du salarié, représentation du personnel et lutte contre le travail illégal. Ils rapportent à cet effet le nombre de contrôles sur chacun de ces cinq thèmes au total des contrôles en entreprise.

INDICATEUR 1.1 : Part des contrôles portant sur 5 priorités de la politique du travail

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des contrôles portant sur 5 priorités de la politique du travail	%	27,9	31,81	32	32	35	35

Indicateur de synthèse :

Précisions méthodologiques : Il s'agit de la proportion de contrôles effectués par les services d'inspection du travail sur les cinq grandes priorités de la politique du travail au regard du nombre total de contrôles effectués.

Ces contrôles portent sur la prévention des risques différés, l'évaluation des risques professionnels, la situation des salariés en situation de précarité (CDD ou contrat d'intérim), l'organisation des élections et le fonctionnement des délégués du personnel et enfin sur le travail illégal.

Sources des données : DGT / MTRSF

OBJECTIF n° 2 : Contribuer à la prévention et à la réduction des risques professionnels

Il s'agit tout à la fois d'identifier les risques actuels, émergents ou potentiels (par la recherche, l'appui aux dispositifs d'observation et les enquêtes statistiques) et de les réduire par l'élaboration et l'application effective d'un droit adapté (transposition des directives européennes et adaptation du droit national).

Les activités classiques dans ce domaine sont complétées par l'information et la sensibilisation des acteurs : entreprises, branches, organisations syndicales et patronales, partenaires institutionnels de la prévention.

Cet objectif implique d'agir auprès :

- du système de médecine du travail, dont il s'agit d'encourager la réforme, notamment la progression vers la pluridisciplinarité et la priorité à donner aux actions de prévention ;
- des acteurs institutionnels de la prévention (Caisses régionales et nationale d'assurance maladie, Institut national de recherche sur la sécurité (INRS), ANACT et ARACT) avec lesquels doivent être menées en partenariat des actions d'information, d'accompagnement et de conseil ;

- des entreprises et de leurs salariés : soutien à la négociation de branche, information sur les principaux risques (accidents routiers, troubles musculo-squelettiques, agents cancérigènes, risques technologiques, risques psycho-sociaux), contrôle du fonctionnement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), diffusion d'une démarche effective d'évaluation des risques (en particulier dans les petites entreprises).

INDICATEUR 2.1 : Indice de fréquence des accidents du travail (AT) dans les secteurs à plus forts risques

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Indice de fréquence des accidents du travail (AT) dans les secteurs à plus forts risques	pour mille	64,89	-	63	63	62	60

Précisions méthodologiques :

Trois secteurs particulièrement accidentogènes ont été choisis au sein de la classification existante qui comprend 9 groupes d'activités en fonction du niveau de risque. Il s'agit des secteurs suivants :

- bâtiment et travaux publics,
- services, commerces et industries de l'alimentation,
- industrie du bois, ameublement, papier carton, textiles, vêtement.

La mesure de l'indice de fréquence des accidents du travail dans ces secteurs à risques devra être comparée à l'indice de fréquence des accidents du travail de l'ensemble des secteurs pour constituer un indicateur objectif.

En raison du temps du traitement des informations par les services de la CNAM sur ce champ d'investigation les résultats ne peuvent être communiqués que pour l'année n-2.

Sources des données : CNAM / DARES

INDICATEUR 2.2 : Part des interventions du réseau ANACT consacrées aux priorités poursuivies dans le cadre du programme

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des interventions du réseau ANACT consacrées à la gestion des âges	%	24	25	30	30	30	-
Part des interventions du réseau ANACT consacrées à la santé au travail	%	29	31	32	32	32	-

Précisions méthodologiques :

Il s'agit de la proportion de temps opérationnel de l'ANACT et de l'ensemble du réseau ANACT/ARACT consacrée à chaque thématique, au regard du temps opérationnel total.

A partir de 2010, les indicateurs et les cibles seront déterminés au regard du nouveau contrat de progrès, en cours de négociation, qui sera signé fin 2008 avec l'ANACT.

Sources des données : DGT / ANACT

INDICATEUR 2.3 : Nombre de substances chimiques évaluées par l'AFSSET dans le cadre des procédures d'élaboration des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de substances chimiques évaluées par l'AFSSET dans le cadre des procédures d'élaboration des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP)	Nombre	-	-	30	30	30	30

Précisions méthodologiques :

Dans le cadre du Plan santé au travail, le ministère chargé du travail a confié à l'AFSSET la responsabilité de l'organisation de la phase d'expertise scientifique nécessaire à l'élaboration des VLEP. Les travaux consistent à évaluer un ensemble de données scientifiques ou techniques disponibles afin :

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

- de mesurer les effets des substances chimiques sur la santé humaine, en vue de fournir des recommandations quant aux valeurs limites à retenir afin de protéger la santé des travailleurs ;
- d'évaluer les niveaux d'exposition et les méthodes de mesure disponibles, en vue de recommander des méthodes de mesure techniquement applicables sur les lieux de travail.

Le but du contrat d'objectifs et de moyens 2008-2011 est d'analyser 30 substances différentes chaque année, ainsi au terme de l'année cible 120 substances auront été analysées. Aucun objectif n'a été fixé pour 2007, année de transition visant à la mise en place des protocoles et procédures d'expertise pour la période 2008-2011. La réorganisation des travaux relatifs aux VLEP intervenue en 2007 produira ses effets sur le nombre de substances en 2008.

Source des données : DGT / AFSSET

OBJECTIF n° 3 : Garantir l'effectivité du droit du travail

Le ministère du travail garantit la sécurité juridique et la qualité de la relation de travail :

- en facilitant l'accès des usagers, salariés et employeurs, à une information claire, rapide et précise sur les textes qui les concernent,
- en renforçant les actions d'information et de contrôle de l'inspection du travail dans les domaines prioritaires que sont les droits fondamentaux du salarié (rémunération, durée du travail, nature et contenu du contrat) et les discriminations au travail.

INDICATEUR 3.1 : Taux de satisfaction des usagers des services d'inspection du travail

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de satisfaction des usagers des services d'inspection du travail	%	73	73	74	74	75	75

Précisions méthodologiques :

Indicateur issu d'une enquête annuelle générale de satisfaction menée par le ministère auprès d'un échantillon d'usagers de ses services. Les données sont obtenues via un sondage annuel réalisé par l'IFOP dans le cadre du baromètre de la communication gouvernementale. L'indicateur de satisfaction est calculé sur la base de questions spécifiques au MTRSFS qui permettent de mesurer la satisfaction des usagers contactant ou consultant les services du ministère sur les axes définis par la charte Marianne. Un taux de satisfaction de 75 % est un objectif à atteindre et au moins à stabiliser.

Sources des données : DAGEMO / MTRSFS

INDICATEUR 3.2 : Part des entreprises s'étant mises en conformité suite à un premier constat d'infraction par l'inspection du travail sur le droit des contrats de courte durée (CDD, intérim)

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage des entreprises s'étant mises en conformité suite à un premier constat d'infraction par l'inspection du travail sur le droit des contrats de courte durée (CDD, intérim)	%	91,67	60,13	92	70	75	80

Précisions méthodologiques :

L'indicateur évalue l'efficacité des contrôles de l'inspection du travail. Il est calculé via les données fournies par le nouveau système d'information Sitère sur la base d'un rapport entre contre-visites sans observations/contre-visites.

L'actualisation des prévisions 2008, 2009 et de la cible 2011 provient du fait que le périmètre de calcul de l'indicateur a été revu afin d'être davantage représentatif.

Source des données : DGT / MTRSFS

OBJECTIF n° 4 : Dynamiser la négociation collective et améliorer les conditions du dialogue social

Le droit conventionnel est appelé à prendre une part accrue dans l'élaboration des normes de travail. S'il appartient aux organisations syndicales et patronales de négocier ces dispositions, il revient à l'administration du travail de favoriser la négociation collective :

- en jouant à leur demande un rôle d'intermédiation entre les partenaires sociaux, à travers la présidence des commissions mixtes paritaires de branche ;
- en vérifiant la conformité des clauses conventionnelles via l'extension des accords collectifs ;
- en mettant ces accords à la disposition de toutes les parties intéressées ;
- en s'assurant du respect des obligations légales de négocier, dans les branches comme dans les entreprises ;
- en encourageant les organisations syndicales et patronales à se saisir de thèmes de négociation répondant aux transformations en cours du travail.

En outre, et dans le respect de l'indépendance des partenaires sociaux, l'État contribue à la qualité du dialogue social en facilitant la négociation collective :

- par la production d'outils d'aide à la négociation (guides méthodologiques, expertises juridiques...) et la formation des négociateurs ;
- à travers la protection des salariés pourvus d'un mandat représentatif (régime d'autorisation préalable de licenciement) ;
- par la prévention, la régulation ou la résolution des conflits du travail dont les services du travail ont à connaître.

INDICATEUR 4.1 : Part des entreprises et des salariés concernés par une négociation collective

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des entreprises ayant négocié au moins une fois dans l'année	%	14,5 (>10 pers) 48 (>50 pers)				16,5 (>10 pers) 50 (>50 pers)	18,5 (>10 pers) 52 (>50 pers)
Part des salariés concernés par la négociation d'un accord dans l'année	%	62 (>10 pers) 80 (>50 pers)				64 (>10 pers) 82 (>50 pers)	66 (>10 pers) 84 (>50 pers)

Précisions méthodologiques :

L'indicateur mesure l'importance prise par la négociation collective dans l'élaboration du droit conventionnel.

En raison du temps du traitement des informations sur ce champ d'investigation les résultats ne peuvent être communiqués que pour l'année n-2 (disponibilité en avril).

Source des données : DARES / MTRSFs

INDICATEUR 4.2 : Délai moyen d'extension par l'administration du travail des accords de branche

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Délai moyen d'extension par l'administration du travail des accords de branche	Jours	161	145	140	130	120	120

Précisions méthodologiques :

L'indicateur mesure la qualité du processus d'extension des textes conventionnels par l'administration centrale sous l'angle du délai (hors procédures accélérées).

Cet indicateur est calculé sur la période comprise entre la demande d'extension et la publication de l'avis d'extension. Les accords donnant lieu à un refus d'extension sont exclus du calcul.

La prévision 2009 et la cible 2011 correspondent à un seuil minimal de traitement. L'objectif est de maintenir ce seuil, alors même que le nombre d'accords de branche déposés vont augmenter, compte tenu des nouvelles obligations pesant sur les branches (égalité professionnelle, seniors, etc.)

Source des données : DGT / MTRSFs

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 4.3 : Part des établissements (de 11 à 49 salariés) couverts par des délégués du personnel dans 3 secteurs prioritaires

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des établissements (de 11 à 49 salariés) couverts par des délégués du personnel dans 3 secteurs prioritaires	%			21	21	22	33

Précisions méthodologiques :

Il s'agit du taux des établissements couverts par des délégués du personnel (au moins un élu) dans les secteurs suivants : construction, commerce-réparation automobile, industrie textile et habillement (sélectionnés à partir de la part des salariés couverts par des DP dans l'enquête ACEMO-DARES).

Source des données : DGT / MTRSFS

INDICATEUR 4.4 : Nombre de branches dont le coefficient de bas de grille atteint au moins le niveau du SMIC

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de branches dont le coefficient de bas de grille atteint au moins le niveau du SMIC	%		120		125	130	150

Précisions méthodologiques : Sont prises en compte les 162 branches dites "générales" (hors UIMM et hors BTP) qui font l'objet d'un suivi régulier par le comité du suivi de la négociation collective de la Commission nationale de la négociation collective. Le calendrier de revalorisation du SMIC conduit cet indicateur à fluctuer fortement au cours d'une même année (ce qui explique la baisse du nombre de branches au 3ème trimestre 2007). La cible 2011 devrait être réexaminée à la lumière des évolutions intervenues en matière de conditionnalité des aides.

Cette mesure est effectuée 8 mois après chaque revalorisation du SMIC.

Source des données : MTRSFS

OBJECTIF n° 5 : Lutter efficacement contre le travail illégal

Lutter efficacement contre le travail illégal implique notamment d'améliorer l'efficacité du dispositif inter-institutionnel de contrôle et de répression des fraudes.

D'une part, dans un objectif de prévention, des actions de sensibilisation sur la législation et les risques encourus en cas de travail illégal sont développées avec les branches professionnelles.

D'autre part, dans un objectif de dissuasion, il s'agit d'accroître la pression des contrôles, à la fois en augmentant leur nombre et en prenant les mesures correctives et sanctions nécessaires.

INDICATEUR 5.1 : Part des contrôles portant sur le travail illégal

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des contrôles portant sur le travail illégal	%	10	10,73	10	10	10	10

Précisions méthodologiques :

Il s'agit de la proportion de contrôles effectués par les services d'inspection du travail en matière de lutte contre le travail illégal, au regard du nombre total de contrôles effectués. Cet indicateur porte sur l'une des cinq priorités nationales de la politique du travail. La prévision 2009 et la cible 2011 suivent celles de l'indicateur 1.1 qui fait la synthèse de la part des contrôles portant sur les cinq priorités nationales.

Source des données : DGT / MTRSFS

INDICATEUR 5.2 : Part des contrôles pour travail illégal donnant lieu à un PV pour travail illégal

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de PV pour travail illégal par rapport au nombre de visites pour travail illégal	%	7	7		8	11	12

Précisions méthodologiques :

Nombre de PV pour travail illégal rapporté au nombre de visites pour travail illégal effectuées par l'inspection du travail

Source des données : DGT / MTRSFS

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Santé et sécurité au travail		24 940 586	24 940 586		25 710 586	25 710 586
02	Qualité et effectivité du droit	1 998 000	17 434 823	19 432 823	1 998 000	29 484 823	31 482 823
03	Dialogue social et démocratie sociale		5 100 000	5 100 000		29 700 000	29 700 000
04	Lutte contre le travail illégal						
Totaux		1 998 000	47 475 409	49 473 409	1 998 000	84 895 409	86 893 409

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	1 707 216
Cotisations et contributions sociales	290 784

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>168 461 802</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>129 484 782</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
28 243 201	49 473 409	40 940 000	45 953 409	86 893 409	30 220 000
					<div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>29 210 000</div>
					<div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>410 000</div>
					<div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>600 000</div>

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Santé et sécurité au travail

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		24 940 586	24 940 586
Crédits de paiement		25 710 586	25 710 586

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	0	0
Subventions pour charges de service public	18 710 586	18 710 586

Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET) :

Il est prévu une subvention pour charges de service public à l'AFSSET d'un montant de **7,72 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement. Cette subvention, couplée à un prélèvement sur le fonds de roulement, permettra à l'AFSSET de maintenir constant son niveau d'activité.

L'Agence atteindra un effectif pérenne de 40 chercheurs dans le champ santé au travail à la fin de l'année 2008, dont des experts en toxicologie et en épidémiologie. En fonction d'un coût unitaire annuel moyen de 92 000 € toutes charges comprises, ces emplois représentent un coût annuel de **3,68 M€**.

Ces crédits permettront en premier lieu d'approfondir la commande d'expertises sur la priorité forte que sont les substances dangereuses. Ceci correspond à l'évaluation d'une dizaine de substances suspectées d'être cancérigènes. Le choix des substances expertisées par l'AFSSET est fondé sur leur degré de dangerosité et sur leur impact sur les salariés en termes d'exposition, ainsi que, pour les saisines effectuées en concertation avec les autres administrations de tutelle, sur l'impact de l'exposition de la population générale au travers de l'environnement. La durée ainsi que le montant moyen des évaluations sont variables selon le niveau de complexité de l'expertise (lié notamment à la connaissance déjà acquise, à l'étendue de la batterie de tests à réaliser et aux possibilités de cofinancement).

Il s'agira par ailleurs de poursuivre les travaux à long terme déjà engagés les années précédentes : le développement d'une veille scientifique en santé et sécurité au travail, la valorisation des données des centres de pathologies professionnelles, l'exposition des travailleurs aux éthers de glycol, les effets sur la santé des nanomatériaux, la mise en œuvre des obligations nationales au titre du règlement européen REACH en fonction du protocole élaboré en liaison avec le bureau d'évaluation des risques des produits et agents chimiques (BERPC) et les autres administrations concernées, le soutien à la recherche fondamentale en santé au travail et la participation à des actions communes avec d'autres acteurs de la santé publique ou de la recherche.

Outre ces deux éléments majeurs de son activité, qui représentent plus de la moitié des prestations de l'AFSSET financées par le programme 111, celle-ci poursuivra également en 2009 les travaux prévus concernant :

- la poursuite d'une vaste étude pluriannuelle engagée en 2006, 2007 et 2008, qui doit permettre, d'une part, de faire un état des lieux de la substitution des substances les plus cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques en France, et, d'autre part, d'améliorer cette démarche de substitution ;

- le renforcement du Réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles (RNV3P) ;
- l'organisation des travaux d'expertise relatifs aux valeurs limites d'exposition à des agents chimiques en milieu professionnel.

Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) :

Il est prévu une subvention pour charges de service public à l'ANACT d'un montant de **10,99 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement. Cette subvention, couplée à un prélèvement sur le fonds de roulement, permettra à l'ANACT de maintenir constant son niveau d'activité.

Le montant de cette subvention résulte des missions attribuées à l'ANACT dans la continuité de son 3^{ème} contrat de progrès (2004-2008) et en fonction des conclusions de la conférence sur les conditions de travail du 4 octobre 2007, qui a confirmé son positionnement et réaffirmé sa mission de service public. La négociation en cours du 4^{ème} contrat de progrès (2009-2012) permettra d'asseoir cette vocation, ainsi définie par l'IGAS dans son rapport sur la préparation du contrat : « transférer et diffuser les démarches de changement concerté des organisations en appui à l'amélioration de la qualité de vie au travail, à tous les âges, par les acteurs de l'entreprise, en particulier dans les PME et TPE ».

Le budget de l'ANACT prévoit notamment tous les ans des versements aux 25 Associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail (ARACT) à hauteur de **5,5 M€** (somme actualisée pour 2009), ce qui permet au réseau ANACT-ARACT de remplir les objectifs mentionnés dans les contrats successifs. Le reste des financements accordés à l'Agence est employé à la mise en œuvre de ses actions propres.

Dans la suite des orientations de l'année 2008, le développement du rôle du réseau ANACT en matière de gestion des âges aura une dimension centrale dans la stratégie de l'Agence, dont le rôle est également souligné dans le plan national d'action concerté pour l'emploi des seniors 2006-2010, en ce qui concerne l'amélioration, l'observation, la diffusion et la mutualisation des bonnes pratiques.

A la suite de la conférence sur les conditions de travail d'octobre 2007, l'ANACT aura également pour tâche de participer à l'alimentation du contenu du futur site internet sur la prévention des risques professionnels, à la définition d'une méthodologie d'action sur la question des risques psychosociaux, et aux actions de lutte contre les troubles musculo-squelettiques (TMS).

Enfin, le 4^{ème} contrat de progrès mettra l'accent sur l'appui que l'ANACT devra apporter aux démarches de prévention et d'évaluation menées par les PME, les TPE et les partenaires sociaux dans le domaine de la santé au travail. Cet axe d'activité fait partie des orientations du « plan Santé au travail » 2005-2009.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances.

Un montant de **100 000 euros**, correspondant à 5% de l'enveloppe globale au titre du FACT, est affecté aux frais de gestion de l'Agence liés à la procédure de conventionnement.

■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	2 000 000	2 000 000
Transferts aux autres collectivités	4 230 000	5 000 000

Les crédits d'intervention, **6,23 M€** en AE et **7 M€** en CP, de cette action permettent de financer les études liées à la connaissance des risques professionnels et les interventions du Fonds pour l'amélioration des conditions de travail.

Etudes liées à la connaissance des risques professionnels :

4,23 M€ d'autorisations d'engagement sont prévus en PLF 2009. Ces crédits permettront d'engager ou de poursuivre les actions suivantes :

- 1,476 M€ pour les études spécifiques auprès d'organismes de recherche et d'organismes experts afin de permettre à l'Etat d'améliorer ses connaissances dans le champ de la santé et de la sécurité au travail, en particulier concernant le domaine du contrôle de qualité des organismes agréés ou de la connaissance des expositions professionnelles, mais aussi dans le domaine des risques psychosociaux.
- 2,754 M€ pour le financement d'actions d'appui aux entreprises et aux représentations locales des branches professionnelles. Ces actions doivent contribuer à l'amélioration de la prévention en matière de risques professionnels considérés comme prioritaires.

Les crédits de paiement prévus pour 2009 s'élèvent à **5 M€** dont 1,09 M€ au titre des engagements juridiques antérieurs à 2009 et 3,91 M€ au titre des engagements 2009.

M€	AE 2009	CP 2009
TOTAL	4,23	5

M€	CP 2008	CP pour opérations nouvelles issues des AE 2009	CP sur les opérations déjà engagées issues d'AE antérieures
TOTAL	5	3,91	1,09

Fonds pour l'amélioration des conditions de travail (FACT) :

2 M€ d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement sont prévus en PLF 2009.

Depuis 2008, le FACT, réformé par arrêté du 14 avril 2008, est géré par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. Les subventions du fonds sont allouées à des entreprises ou des organismes professionnels chargés de mettre en œuvre des actions en vue d'améliorer les conditions de travail des salariés (projets d'études techniques en vue d'introduire un nouvel équipement de travail, actions liées à la capitalisation et au transfert d'expériences...).

Les crédits affectés au FACT seront en 2009 réorientés principalement vers les actions prioritaires dégagées par les conférences sur les conditions de travail et en vue de couvrir prioritairement les besoins des TPE-PME dans le cadre de coopérations entre les opérateurs en santé et sécurité au travail (CRAM, ARACT...) et l'État.

ACTION n° 02 : Qualité et effectivité du droit

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	1 998 000	17 434 823	19 432 823
Crédits de paiement	1 998 000	29 484 823	31 482 823

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	6 050 000	18 100 000

Élections des conseillers prud'hommes :

A hauteur de **6,05 M€** d'autorisations d'engagement et **18,1 M€** de crédits de paiement, les crédits de fonctionnement de cette action servent à solder les dépenses relatives aux élections prud'homales du 3 décembre 2008, ainsi qu'aux premiers éléments de préparation des élections prud'homales de 2013.

Autorisations d'engagement 2009 :

Ces autorisations d'engagement s'élèvent à 6,05 M€ et permettent de couvrir :

a) Les marchés à conclure en 2009 dans le cadre de la préparation des élections de 2013 :

Convention CNAV	1,5 M€
Charges diverses	0,05 M€
TOTAL (1)	1,55 M€

b) Diverses actions et opérations liées au solde des opérations des élections prud'homales de 2008

Délégations aux préfectures	4,43 M€
Charges diverses	0,07 M€
TOTAL (2)	4,5 M€

Crédits de paiement 2009 :

Ils s'élèvent à **18,1 M€** et permettent de couvrir :

CREDITS DE PAIEMENTS 2009 (en M€)

Délégations aux préfectures	4,43 M€
Marché AMO	0,37 M€
Marché MOE	2,74 M€
Marché I/R	0,53 M€
Marché com	0,96 M€
Marché affranchissement	7 M€
Centralisation des résultats	0,2 M€
Vote électronique	0,25 M€
Convention postale	1,2 M€
Convention CNAV	0,3 M€
Charges diverses	0,12 M€
Total	18,1 M€

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de personnel (titre 2)	1 998 000	1 998 000

Il est prévu de déléguer des crédits de titre 2 pour les prestations suivantes :

Prise en charge des frais liés aux commissions de propagande :

Dans le cadre de la prise en charge de ces commissions, l'État assure le financement des rémunérations et des charges sociales de toute personne recrutée par la commission pour assurer la mise sous pli de la propagande électorale.

Ces personnes sont à la fois des personnels de la préfecture rémunérés en heures supplémentaires et/ou des vacataires embauchés temporairement pour assurer cette prestation spécifiquement.

Outre la mise sous pli, l'État prend en charge la rémunération des secrétaires de commission selon un tarif forfaitaire.

Prise en charge des frais liés aux commissions de contrôle :

Le ministère assure dans le cadre du fonctionnement de ces commissions un remboursement forfaitaire sous forme d'indemnités à destination de leurs membres. Ces sommes sont versées forfaitairement à partir d'un barème distinct selon qu'il s'agit du président, des membres ou des délégués de la commission.

Le profil de ces personnes varie puisqu'il s'agit de magistrats en fonction ou en retraite pour le président, de fonctionnaires désignés pour les membres ou d'électeurs pour les délégués.

Prise en charge des frais liés à l'indemnisation des préfetures :

En matière de frais de personnel, le ministère rembourse aux préfetures les heures supplémentaires qui sont effectuées par les agents préfectoraux dans le cadre général de la préparation des élections et le jour même du scrutin.

La programmation pluriannuelle retraçant le coût global des élections prud'homales de 2008 est synthétisée dans le tableau suivant :

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	TOTAL
AE	182 655	1 116 053	28 245 330	12 094 136	36 313 413	6 498 350	84 449 937
CP	182 655	1 116 052	10 084 703	7 393 746	45 879 229	19 793 551	84 449 937

NB : le coût des élections prud'homales de 1997 s'est élevé à 61 M€ et celui de 2002 à 74,69 M€.

■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	572 000	572 000
Transferts aux entreprises	728 000	728 000
Transferts aux autres collectivités	10 084 823	10 084 823

Les crédits d'intervention de cette action couvrent la formation prud'homale, les conseillers du salarié et les subventions aux groupements et associations. Ces crédits correspondent à **11,38 M€** d'autorisations d'engagement, et de crédits de paiement.

Formation des conseillers prud'hommes :

Pour l'année 2009, le montant de l'ensemble des arrêtés est estimé à **9 784 823 €** en AE et en CP.

Sur ce montant, et conformément aux dispositions de l'article D. 1442-6 du code du travail, il est prévu, le cas échéant, de soutenir les actions innovantes de ces organismes en matière de formation des conseillers prud'hommes à hauteur de 0,10 M€ pour 2009.

Enfin, les territoires d'outre-mer sur lesquels interviennent les assesseurs des tribunaux du travail bénéficient de délégations dans le cadre de leur formation pour un total de 0,02 M€.

Conseillers du salarié et subventions aux groupements et associations :

1,6 M€ d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement sont prévus :

- 1,30 M€ en AE et CP sont destinés aux services déconcentrés pour la prise en charge financière des conseillers du salarié prévue par les articles L 1232-7 à L 1232-14 du code du travail (remboursements aux entreprises des salaires et charges correspondant aux missions des conseillers du salarié, remboursement des frais de transports aux

conseillers du salarié et attribution d'une indemnité forfaitaire sous conditions). Compte tenu d'un coût moyen d'intervention de 27 €, 48 000 interventions pourront ainsi être financées ;

- 0,06 M€ en AE et CP serviront à payer les cotisations pour la couverture du risque accident du travail des conseillers du salarié pendant l'exercice de leur mission. Cette gestion est à la charge de l'administration centrale pour la mise en paiement des cotisations en fonction des données fournies par les services déconcentrés ;

- 0,24 M€ en AE et en CP permettront de mettre en place des subventions au bénéfice d'associations menant des actions ciblées dans le domaine du droit du travail.

ACTION n° 03 : Dialogue social et démocratie sociale

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		5 100 000	5 100 000
Crédits de paiement		29 700 000	29 700 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 000 000	

Mesure de l'audience syndicale :

Les crédits de fonctionnement de cette action couvrent les dépenses relatives à la mise en place de dispositifs de mesure de l'audience syndicale.

En application de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail, un recueil et la consolidation des résultats des élections professionnelles est prévu. La mise en œuvre de ce dispositif nécessite la passation de marchés et en tout premier lieu la mise en place d'une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le montant pour le démarrage de ces opérations a été estimé à **2 M€** d'autorisations d'engagement.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	3 100 000	29 700 000

Les crédits d'intervention de cette action couvrent la formation syndicale et l'aide au développement de la négociation collective. Ces crédits correspondent à **3,1 M€** d'autorisations d'engagement et à **29,7 M€** de crédits de paiement.

Formation syndicale :

26,6 M€ de crédits de paiement correspondent au paiement de la deuxième année des convention triennales 2008-2010 d'aide au financement de la formation syndicale effectuée par les 5 organisations syndicales représentatives au plan national (FO, CFDT, CGT, CFTC, CFE-CGC) et par l'UNSA, ainsi que par les instituts du travail, structures rattachées à des universités et proposant des formations.

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Données 2004-2006 concernant les organisations syndicales :

	Nombre de sessions	Nombre de stagiaires	Nombre de journées de stage	Nombre de journées stagiaires
2004	3 241	48 835	8 855	138 616
2005	3 751	50 481	9 843	166 068
2006	2 906	40 131	8 480	144 378

Données 2004-2006 concernant les instituts du travail :

	Total des stagiaires formés	Total des jours de formation	Total des jours/stagiaires	Nombre de stages	Coût moyen d'un stagiaire	Coût moyen d'une journée/stagiaire	Coût moyen d'un jour de stage	Coût moyen d'un stage
2004	3 058	592	9 072	185	390	132	2 019	6 455
2005	3 462	742	11 547	216	425	128	1 985	6 820
2006	4 164	1 004	13 432*	250	NC	NC	NC	NC

Les données statistiques concernant l'année 2007 ne sont pas indiquées car non complètes.

Les données encore incomplètes relatives aux coûts moyens des stages 2006 ne permettent pas à ce stade de renseigner certaines rubriques du tableau ci-dessus.

La programmation pluriannuelle prévisionnelle des CP associés à la signature en 2008 des conventions triennales, est indiquée dans le tableau ci-dessous :

M€	CP 2008	CP 2009	Prévision de CP 2010
Subvention CGT	5,77	5,77	5,77
Subvention CFE-CGC	3,01	3,01	3,01
Subvention CFDT	5,58	5,58	5,58
Subvention CGT-FO	5,58	5,58	5,58
Subvention CFTC	2,77	2,77	2,77
Subvention UNSA	2,30	2,30	2,30
Subventions IT	1,40	1,40	1,40
Subvention IREO Lille	0,07	0,07	0,07
Subvention INFA-CCO	0,04	0,04	0,04
Études ou subventions	0,08	0,08	0,08
TOTAL	26,60	26,60	26,60

Négociation collective :**3,10 M€** d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement sont répartis de la manière suivante :Au niveau national : **0,1 M€** en AE et **0,1 M€** en CP sont prévus pour le financement d'études et conseils en matière d'aide à la négociation collective et à la participation financière ;Au niveau régional : **3 M€** en AE et **3 M€** en CP.

Ces crédits délégués constituent une participation au financement d'actions visant à développer le dialogue social de niveau local ou territorial, notamment pour favoriser la négociation collective là où, du fait d'acteurs locaux peu nombreux, le dialogue social éprouve des difficultés à naître (petites entreprises, artisanat, secteur agricole).

Conformément au titre II de la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, et plus spécifiquement au nouvel article L2234-1 du code du travail relatif à l'institution de commissions paritaires professionnelles ou interprofessionnelles de niveau local, départemental ou régional, ces

crédits permettent d'aider au fonctionnement de ces instances et sont délégués forfaitairement aux DRTEFP, qui conventionnent avec les organismes concernés par cette mesure.

ACTION n° 04 : Lutte contre le travail illégal

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement			
Crédits de paiement			

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

— DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Cette action ne comporte pas de crédits relevant du programme 111. Elle correspond à des actions opérationnelles et aux objectifs stratégiques du programme (cf. la présentation du programme et des actions, ainsi que les objectifs et indicateurs). Les moyens associés, qui sont uniquement de personnel, sont inscrits et gérés dans le programme soutien de la mission Travail et emploi (cf. partie analyse des coûts ci-après et schéma de déversement analytique).

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 OPÉRATEURS

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			21 727 604	21 727 604	18 710 586	18 710 586
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)						
Totaux			21 727 604	21 727 604	18 710 586	18 710 586

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	168		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		213	215
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		194	194
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>		19	21

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS

EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOI DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)			Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP (2)		Rémunérés par le programme ETPT (1)	Rémunérés par les opérateurs ETP		
		ETPT	ETP	Effectifs		"sous plafond"	"hors plafond"		"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
AFSSET - Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail		89				115	9	124	115	12	127

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
ANACT - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail		79				79	10	89		79	9	88
Totaux		168				194	19	213		194	21	215

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

AFSSET - AGENCE FRANÇAISE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL

L'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET) est un établissement public administratif de l'État, réorganisé par l'ordonnance 2005-1087 du 1^{er} septembre 2005, et dont l'organisation administrative a été définie par le décret n° 2006-676 du 8 juin 2006. L'agence a pour mission, définie aux articles L. 1336-1 à L. 1336-6 du code de la santé publique, de contribuer à assurer la sécurité sanitaire dans les deux domaines complémentaires de la protection des travailleurs et des milieux environnementaux. Elle est notamment chargée de :

- procéder à l'expertise des risques sanitaires environnementaux et professionnels ;
- produire des références et développer les outils et les méthodes harmonisées pour l'évaluation des risques ;
- améliorer l'intégration des systèmes d'information ;
- combler le déficit d'expertise en matière de risques chimiques ;
- mobiliser l'effort de recherche finalisée en santé environnement et en santé au travail ;
- organiser la veille en santé environnementale et en santé au travail, en appui aux politiques publiques de prévention et de précaution ;
- faciliter l'accès à l'information scientifique et le soutien au débat public ;
- apporter au Gouvernement un appui scientifique et technique dans les discussions communautaires et internationales.

L'AFSSET est placée sous la triple tutelle des ministres chargés du travail, de l'environnement et de la santé.

Au titre du programme « Prévention des risques et lutte contre les pollutions » de la mission écologie et développement durable, l'Agence contribue à la réalisation des actions suivantes :

- Action 1 « Prévention des risques technologiques et des pollutions » : évaluation des risques sanitaires liés aux nuisances sonores, aux émissions polluantes de sources fixes ou mobiles.
- Action 4 « Gestion des déchets et évaluation des produits » : évaluation des substances et produits chimiques (notamment biocides).

Au titre du programme « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail » de la mission travail et emploi, l'Agence contribue à la réalisation de l'action 1 « Améliorer la santé et la sécurité au travail ».

L'agence bénéficie également de financements au titre du programme « Recherche dans le domaine des risques et des pollutions » de la mission « Recherche et enseignement supérieur » et du programme « Prévention et sécurité sanitaire » de la mission « Santé ».

Pour réaliser sa mission, l'AFSSET prend appui sur les services de l'Etat et travaille avec un réseau de partenaires institutionnels et d'organismes publics ou privés de recherche ou d'expertise, d'universités ou d'autres établissements d'enseignement supérieur, de collectivités territoriales, dont une liste non exhaustive est établie à l'article R. 1336-2 du code de la santé publique. Elle établit aussi des relations étroites avec la communauté scientifique française et internationale, notamment en Europe.

Pour évaluer les risques sanitaires, l'Agence fait appel à l'expertise collective externe, par l'intervention de ses Comités d'experts spécialisés (CES) ou de groupes de travail spécifiques à une thématique particulière. Elle accueille donc dans ses locaux de nombreux experts de provenances diverses. L'AFSSET organise son système d'expertise collective conformément aux exigences de la norme AFNOR NFX-50-110, « Qualité en expertise » selon une démarche volontaire. Une certification est prévue pour 2010 pour les activités d'expertise selon cette norme.

Un contrat d'objectifs et de moyens (COM), signé le 17 avril 2007, définit les orientations stratégiques et les activités de l'Agence pour la période 2008-2011. Il précise les objectifs de l'Agence, auxquels il associe des indicateurs dotés

de cibles précises pour chacun des exercices budgétaires considérés. Son volet « moyens » définit précisément les ressources financières et de personnel qui conditionnent le niveau d'activité de l'AFSSET.

Parmi les objectifs fondamentaux assignés à l'AFSSET par le COM figure le renforcement de ses relations conventionnelles avec les organismes composant le réseau national d'expertise publique mentionné dans le décret de 2006. Cet enjeu stratégique est l'objet de négociations bilatérales et multilatérales portant sur la définition de conventions-cadres de partenariat, et de conventions techniques et scientifiques. À ce jour, des conventions-cadres ont été signées entre l'agence et 13 des 21 organismes cités par le décret, le COM prévoyant 12 signatures fin 2008.

Le COM prévoit également l'amélioration du traitement des saisines confiées à l'AFSSET, depuis leur formulation jusqu'à leur restitution, en permettant de mener ces travaux selon des délais convenus à l'avance. Un protocole d'élaboration, de suivi, de traitement et de restitution des saisines avec les ministères de tutelle a été négocié à cette fin en 2008, et s'applique désormais aux nouvelles saisines.

Parmi les missions permanentes attribuées à l'AFSSET, sa contribution au dispositif français de mise en œuvre du règlement (CE) n° 1907 / 2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (REACH : enregistrement, évaluation, autorisation et restrictions relatifs aux substances chimiques) a été définie dans une communication interministérielle du 13 décembre 2006. L'AFSSET a été confirmée dans son rôle de tête de réseau en matière d'évaluation des risques sanitaires liés aux produits chimiques. Un protocole d'accord a été négocié entre les ministères en charge de l'environnement, du travail, et de la santé, l'AFSSET et le BERPC, pour décliner les modalités d'organisation de l'expertise et préciser les rôles respectifs de chaque partie prenante.

L'AFSSET assiste également les pouvoirs publics dans l'évaluation des substances et produits biocides, en application de la Directive 98/8/CE, et a la responsabilité d'organiser la phase d'expertise scientifique nécessaire à l'élaboration des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP). Elle a pris la suite du Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF) dans l'exercice de certaines de ses missions, conformément aux décrets n°2006-1675 et n°2006-1677 du 22 décembre 2006.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Santé et sécurité au travail	9 130	9 130	9 310	9 310	7 720	7 720
Subventions pour charges de service public	9 130	9 130	9 310	9 310	7 720	7 720
Totaux pour ce programme	9 130	9 130	9 310	9 310	7 720	7 720
Programme 181 : Prévention des risques	2 700	2 700	4 500	4 500	5 000	5 000
Subventions pour charges de service public	2 700	2 700	4 500	4 500	5 000	5 000
Programme 189 : Recherche dans le domaine des risques et des pollutions	1 096	1 096	1 592	1 592	1 592	1 592
Subventions pour charges de service public	1 096	1 096	1 592	1 592	1 592	1 592
Programme 204 : Prévention et sécurité sanitaire	2 995	2 995	3 017	3 017	3 700	3 700
Subventions pour charges de service public	2 995	2 995	3 017	3 017	3 700	3 700
Totaux	15 921	15 921	18 419	18 419	18 012	18 012

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 OPÉRATEURS

BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	5 610	8 771	Ressources de l'État	15 922	18 205
Fonctionnement	13 730	15 351	- subventions de l'État	15 922	18 205
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions	5	
			Ressources propres et autres	2 204	4 030
Total des dépenses	19 340	24 122	Total des recettes	18 131	22 235
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	1 209	1 887
Total équilibre du CR	19 340	24 122	Total équilibre du CR	19 340	24 122

2007 Autres subventions : Intarese

Personnel : Hors MAD

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement	623	987	Capacité d'autofinancement		
Investissements	845	1 300	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	1 468	2 287	Total des ressources		
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	1 468	2 287

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	89		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		124	127
dont emplois sous plafond opérateurs		115	115
dont emplois hors plafond opérateurs		9	12
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	2	3	3
dont emplois rémunérés par l'État par les autres programmes de rattachement	2	3	3

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

Emplois sous plafond 2009: reconduction des effectifs 2008.

Emplois hors plafond 2009 : augmentation de 3 ETP.

Autres emplois en fonction dans l'opérateur en 2009 : l'augmentation de 1 ETP est liée à une mise à disposition par un CHU à partir de février 2008.

ANACT - AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'ANACT participe à la mise en œuvre de l'action 1 « Santé et sécurité au travail » du programme 111. Une dotation de 10,99 M€ est prévue à ce titre au PLF 2009.

La tutelle de l'ANACT est assurée par la Direction générale du travail.

Les missions de l'Agence sont définies à l'article L.4642-1 du code du travail. Ses priorités et ses objectifs sont réajustés par la signature de contrats de progrès pluriannuels en fonction de l'évolution des priorités gouvernementales et après négociation avec les partenaires sociaux.

Les activités de l'ANACT et de son réseau d'associations régionales pour l'amélioration des conditions de travail (ARACT) ont été définies dans le 3^{ème} contrat de progrès conclu avec l'Etat pour les années 2004-2008, et dans un avenant à mi-parcours à ce contrat. La position de l'ANACT a été confirmée par la Conférence sur les conditions de travail du 4 octobre 2007.

Le rapport de l'IGAS sur l'élaboration du 4^{ème} contrat de progrès du réseau ANACT (2009-2012) a confirmé que la mission de service public de l'ANACT s'articulait autour du transfert et de la diffusion des démarches de changement concerté des organisations en appui à l'amélioration de la qualité de vie au travail, à tous les âges, par les acteurs de l'entreprise, en particulier dans les PME et les TPE. Les champs d'action prioritaires de l'ANACT et des ARACT sont donc les suivants :

- la gestion des âges tout au long de la vie, pour laquelle le réseau apporte une aide au diagnostic et à l'élaboration de plans d'action ;
- la santé-sécurité au travail, notamment en matière d'évaluation a priori des risques et d'appui méthodologique aux démarches d'entreprises sur la prévention des risques ;
- le développement de démarches liant les questions d'organisation, de compétences et de qualifications ;
- l'accompagnement des entreprises sur le changement ;
- le dispositif de gestion du FACT par l'ANACT au profit de projets sélectionnés grâce à la connaissance de terrain des ARACT ;
- la participation à l'alimentation du contenu du futur site internet sur la prévention des risques professionnels ;
- la définition d'une méthodologie d'action sur la question des risques psychosociaux ;
- les actions de lutte contre les troubles musculo-squelettiques (TMS).

L'axe d'action de sensibilisation et d'accompagnement des entreprises et des branches sur la thématique de la gestion des âges est en cohérence avec le Plan gouvernemental 2006-2010 d'action concerté pour l'emploi des seniors, adopté par le Gouvernement après consultation des partenaires sociaux. De la même façon, l'implication de l'ANACT et des ARACT en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail est à considérer dans le contexte du Plan Santé au travail 2005-2009, adopté par le Gouvernement en février 2005.

Pour 2007, l'activité opérationnelle du réseau a représenté environ 27 000 jours/an réalisés par 170 intervenants dont 80 % dans les ARACTs. L'activité de transfert du réseau s'est développée, avec plus de 70 initiatives en région en 2007 puis en 2008, associant les entreprises et d'autres partenaires dans le cadre annuel de la Semaine pour la Qualité de la Vie au Travail, la diffusion de plus en plus large de la revue « Travail et Changement », les lettres électroniques de l'ANACT et des ARACTs, la constitution depuis 2005 de bases de cas d'entreprise, et depuis 2006, le développement des éditions.

L'ANACT est depuis le 1^{er} janvier 2006 opérateur du programme 111 du budget de l'Etat, sur lequel figure la subvention de l'agence. Des financements déconcentrés des ARACTs, contractualisés dans les CPER, sont par ailleurs inscrits sur le programme 103.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Santé et sécurité au travail	12 320	12 320	12 490	12 490	10 990	10 990
Subventions pour charges de service public	12 320	12 320	12 490	12 490	10 990	10 990
Totaux	12 320	12 320	12 490	12 490	10 990	10 990

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

Programme n° 111 OPÉRATEURS

BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	4 699	5 052	Ressources de l'État	12 263	12 439
Fonctionnement	10 415	11 265	- subventions de l'État	12 263	12 439
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions	849	484
			Ressources propres et autres	1 599	3 394
Total des dépenses	15 114	16 317	Total des recettes	14 711	16 317
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	403	
Total équilibre du CR	15 114	16 317	Total équilibre du CR	15 114	16 317

Autres subventions 2007 : FSE 829 000 € et subvention pour action thématique 20 000 €.

Autres subventions 2008 : FSE 454 000 € et subvention pour action thématique 30 000 €.

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	71	370
Investissements	454	501	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	461	0
Total des emplois	454	501	Total des ressources	532	370
Apport au fonds de roulement	78		Prélèvement sur le fonds de roulement		131

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	79		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		89	88
dont emplois sous plafond opérateurs		79	79
dont emplois hors plafond opérateurs		10	9

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

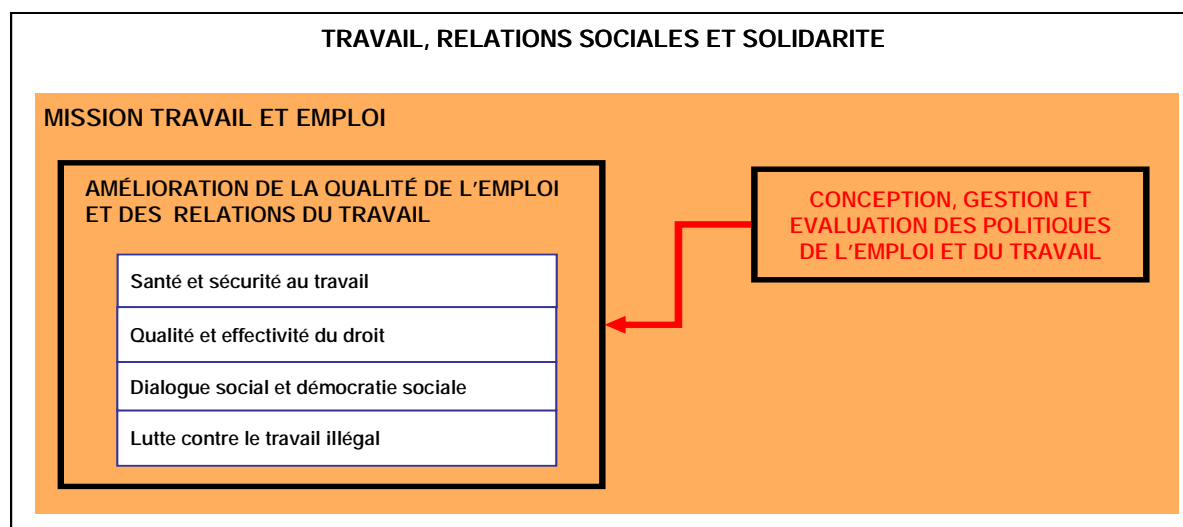
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Santé et sécurité au travail	25 710 586		+142 578 726	+168 289 312	+140 296 831
Qualité et effectivité du droit	31 482 823		+164 856 652	+196 339 475	+198 929 700
Dialogue social et démocratie sociale	29 700 000		+111 389 629	+141 089 629	+134 775 744
Lutte contre le travail illégal			+26 733 511	+26 733 511	+21 044 119
Totaux	86 893 409		+445 558 518	532 451 927	495 046 394

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	-445 558 518
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail (Mission « Travail et emploi »)	-445 558 518

OBSERVATIONS

Après le déversement des crédits du programme support « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail », les crédits du présent programme passent de 495 M€ en LFI 2008 à 532.4 M € en PLF 2009, soit +7.5%. Cette augmentation provient principalement de la budgétisation des crédits destinés à l'organisation des élections prud'homales en 2008, portés par l'action «qualité et effectivité du droit». Elle traduit en second lieu le renforcement des effectifs de l'inspection dans le cadre du plan de modernisation et de développement de l'inspection du travail.

PROGRAMME 155

CONCEPTION, GESTION ET ÉVALUATION DES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

MINISTRE CONCERNÉ : XAVIER BERTRAND, MINISTRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ

Présentation stratégique du projet annuel de performances	190
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	192
Présentation du programme et des actions	195
Objectifs et indicateurs de performance	200
Justification au premier euro	205
Opérateurs	225
Analyse des coûts du programme et des actions	232

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-René MASSON

Directeur de l'administration générale et de la modernisation des services

Responsable du programme n° 155 : Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Le programme 155 gère les activités mutualisées d'encadrement, de mise en œuvre et de soutien aux trois programmes de politiques publiques de la mission interministérielle Travail et Emploi.

Ces différentes politiques sont mises en œuvre par un réseau unique de services de l'Etat qui se caractérise par une organisation très déconcentrée à forte polyvalence. Leur réussite repose sur la mobilisation active d'environ 11 000 agents de l'Etat, répartis sur l'ensemble du territoire national dans une relation de forte proximité avec les publics auxquels ces politiques s'adressent.

A ce titre, ce programme porte les emplois et les crédits de fonctionnement des directions régionales et départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

En 2009, en application de la révision générale des politiques publiques (RGPP), le ministère connaîtra une importante réorganisation de ses services déconcentrés à travers :

- la constitution des directions régionales de l'entreprise, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). Ces directions regrouperont notamment les unités départementales du travail et de l'emploi et celles de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Cinq régions pilotes ont été désignées pour préfigurer l'organisation des DIRECCTE qui verront le jour dès 2009 en vue d'être pleinement opérationnelles en 2011 ;
- la fusion des services de l'inspection du travail issus des trois secteurs ministériels de l'agriculture, des transports et du travail.

Le programme 155 participe directement à la montée en compétence du niveau régional et doit permettre d'appréhender l'intégralité des besoins nécessaires à l'accompagnement de cette restructuration.

Dans ce nouveau contexte, le programme 155 conforte ses fonctions de pilotage et de mise à disposition, des autres programmes de la mission, des moyens de personnels et de fonctionnement nécessaires tout en assurant un service de qualité qui s'appuie sur une gestion optimisée des moyens alloués.

Ainsi, le plan de modernisation et de développement de l'Inspection du travail sera poursuivi en 2009.

De même, le schéma stratégique de gestion des ressources humaines, actualisé en 2008, fixe les orientations et les perspectives d'une politique globale d'emploi et de valorisation des ressources humaines de l'ensemble de la mission Travail et Emploi, portant notamment sur l'évolution des métiers, des compétences et la gestion prévisionnelle des emplois dans un cadre d'élargissement de la déconcentration de la gestion et de la mutualisation des moyens.

C'est dans ce cadre qu'un plan de requalification des métiers de la gestion doit permettre d'achever la mise en place d'une filière administrative de catégorie B en services déconcentrés par une requalification d'emplois de catégorie C. Dans l'ensemble de ces domaines, l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) apporte son appui en assurant la formation de l'ensemble des agents.

Les actions de rationalisation, de mutualisation des achats et d'externalisation des prestations seront poursuivies et permettront de maintenir le niveau de qualité de ses services, dans un contexte de maîtrise des coûts budgétaires.

Enfin, le service statistique ministériel (DARES et SEPES) et les opérateurs associés (CEE, CEREQ) continuent de consacrer une part importante de leurs moyens aux travaux d'évaluation des politiques publiques.

Compte tenu de ces perspectives, le programme maintient son action autour de quatre axes de performance, à caractère transversal et pluriannuel :

- le développement du pilotage stratégique ;
- la rénovation de la gestion des ressources humaines ;
- la qualité de l'évaluation des politiques ;
- l'amélioration de l'accueil et de l'information des publics.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Accroître la qualité du pilotage du niveau régional et des opérateurs
INDICATEUR 1.1	Part des crédits déconcentrés gérés au niveau régional
INDICATEUR 1.2	Nombre d'opérateurs placés sous un contrat d'objectif comportant des indicateurs d'efficience
OBJECTIF 2	Développer une gestion des emplois, des effectifs et des compétences au service des programmes de la mission interministérielle
INDICATEUR 2.1	Part des agents de la mission affectés aux métiers définis comme prioritaires par le plan de gestion prévisionnel des effectifs, des emplois et des compétences
INDICATEUR 2.2	Nombre de régions dont le taux de vacance est supérieur au double de la moyenne nationale
INDICATEUR 2.3	Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sein des effectifs de la mission
OBJECTIF 3	Améliorer l'accueil et l'information des publics
INDICATEUR 3.1	Part des personnes déclarant bien connaître les grandes orientations du ministère pour lutter contre le chômage
INDICATEUR 3.2	Taux de satisfaction des usagers suite à contact de moins d'un an avec les DDTEFP
OBJECTIF 4	Accroître le degré de satisfaction des utilisateurs des statistiques, études et évaluations
INDICATEUR 4.1	Taux de satisfaction des travaux d'études, statistiques et de recherche
INDICATEUR 4.2	Notoriété des travaux d'études, statistiques et de recherche
OBJECTIF 5	Optimiser la gestion des moyens de fonctionnement
INDICATEUR 5.1	Dépenses de fonctionnement courant par agent

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Programme n° 155 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	107 163 656				107 163 656	
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	83 386 070				83 386 070	
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	245 111 678				245 111 678	
05	Soutien	131 393 611	178 133 978	17 763 742	4 000 000	331 291 331	
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	21 190 020	17 182 187			38 372 207	
07	Fonds social européen - Assistance technique						25 200 000
Totaux		588 245 035	195 316 165	17 763 742	4 000 000	805 324 942	25 200 000

2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	107 163 656				107 163 656	
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	83 386 070				83 386 070	
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	245 111 678				245 111 678	
05	Soutien	131 393 611	169 183 978	13 913 742	4 000 000	318 491 331	
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	21 190 020	17 182 187			38 372 207	
07	Fonds social européen - Assistance technique						25 200 000
Totaux		588 245 035	186 366 165	13 913 742	4 000 000	792 524 942	25 200 000

2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	108 129 847				108 129 847	
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	81 667 775				81 667 775	
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	191 798 942				191 798 942	
05	Soutien	128 236 797	190 326 733	18 108 902	4 008 273	340 680 705	300 000
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	19 392 946	17 678 000			37 070 946	
07	Fonds social européen - Assistance technique	0				0	10 200 000
Totaux		529 226 307	208 004 733	18 108 902	4 008 273	759 348 215	10 500 000

2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	108 129 847				108 129 847	
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	81 667 775				81 667 775	
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	191 798 942				191 798 942	
05	Soutien	128 236 797	165 411 037	15 062 598	4 008 273	312 718 705	300 000
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	19 392 946	17 878 000			37 270 946	
07	Fonds social européen - Assistance technique	0				0	10 200 000
Totaux		529 226 307	183 289 037	15 062 598	4 008 273	731 586 215	10 500 000

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Programme n° 155 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

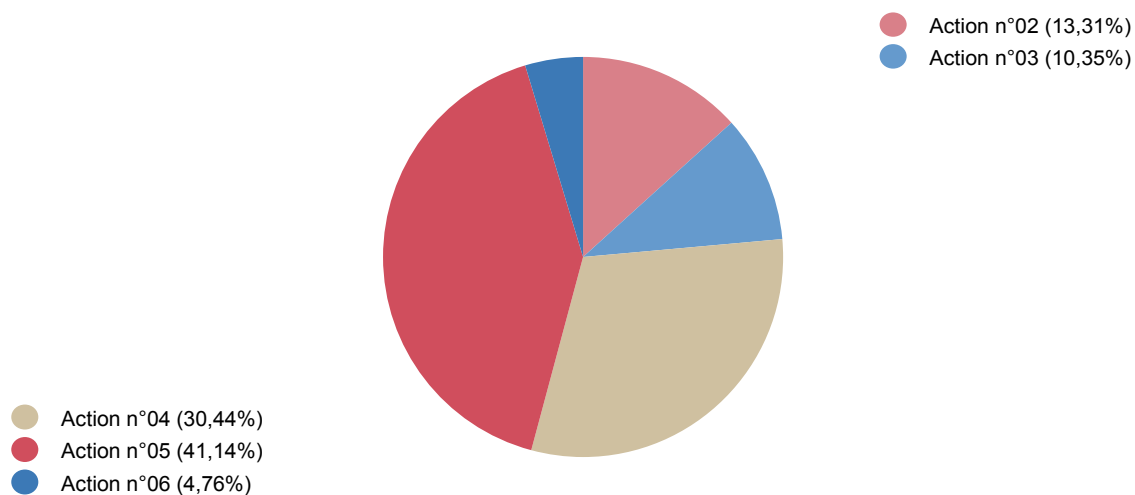
Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
Titre 2. Dépenses de personnel		529 226 307	588 245 035		529 226 307	588 245 035
Rémunérations d'activité		346 733 973	373 710 332		346 733 973	373 710 332
Cotisations et contributions sociales		176 613 291	208 627 487		176 613 291	208 627 487
Prestations sociales et allocations diverses		5 879 043	5 907 216		5 879 043	5 907 216
Titre 3. Dépenses de fonctionnement		208 004 733	195 316 165		183 289 037	186 366 165
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		182 686 733	170 390 815		157 971 037	161 440 815
Subventions pour charges de service public		25 318 000	24 925 350		25 318 000	24 925 350
Titre 5. Dépenses d'investissement		18 108 902	17 763 742		15 062 598	13 913 742
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		15 878 902	16 003 742		13 312 598	12 543 742
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		2 230 000	1 760 000		1 750 000	1 370 000
Titre 6. Dépenses d'intervention		4 008 273	4 000 000		4 008 273	4 000 000
Transferts aux autres collectivités		4 008 273	4 000 000		4 008 273	4 000 000
Totaux hors FDC et ADP prévus		759 348 215	805 324 942		731 586 215	792 524 942
FDC et ADP prévus		10 500 000	25 200 000		10 500 000	25 200 000
Totaux y.c. FDC et ADP		769 848 215	830 524 942		742 086 215	817 724 942

PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	107 163 656	107 163 656
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	83 386 070	83 386 070
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	245 111 678	245 111 678
05	Soutien	331 291 331	318 491 331
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	38 372 207	38 372 207
Totaux		805 324 942	792 524 942

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme regroupe l'essentiel des moyens de soutien des politiques publiques de l'emploi et du travail. Majoritairement constitué de moyens de personnel (10 860 ETPT et 588,2 M€ de masse salariale en 2009), le programme accueille également l'ensemble des moyens de fonctionnement et d'investissement (199,9 M€ d'autorisations d'engagement et 187,1 M€ de crédits de paiement en 2009) ainsi que les moyens d'études, de statistiques, de recherche et d'évaluation (17,2 M€ en AE et en CP).

Il assure le fonctionnement de trois directions d'administration centrale et d'un réseau de services déconcentrés lui-même composé de 26 directions régionales et de 99 directions départementales réparties sur plus de 200 sites.

Tous ces services constituent autant d'acteurs du programme, selon leur niveau de compétence : national (pilotage du programme et allocation de moyens), régional ou central (élaboration et pilotage des budgets opérationnels de programme - BOP) ou local (gestion et mise en œuvre).

Le programme s'appuie également sur trois opérateurs : l'Institut national du travail de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) en matière de formation des personnels, le Centre d'études de l'emploi (CEE) et le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) pour la recherche, les études et les statistiques.

En cohérence avec la réforme de l'administration territoriale de l'État et la mise en place progressive des directions régionales de l'entreprise, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), la structuration en BOP régionaux est maintenue.

Le responsable du programme est le directeur de l'administration générale et de la modernisation des services.

RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 02 : Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »
- ACTION n° 03 : Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »
- ACTION n° 04 : Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »
- ACTION n° 05 : Soutien
- ACTION n° 06 : Études, statistiques, évaluation et recherche
- ACTION n° 07 : Fonds social européen - Assistance technique

PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 02

Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »

13,3 %



L'action regroupe les personnels affectés au programme «accès et retour à l'emploi» (programme 102 de la mission Travail et Emploi) aux finalités duquel ils contribuent.

Les moyens de l'action sont les dépenses de personnel associées.

ACTION n° 03

Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »

10,4 %



L'action regroupe les personnels affectés au programme «accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi» (programme 103 de la mission Travail et Emploi) aux finalités duquel ils contribuent.

Les moyens de l'action sont les dépenses de personnel associées.

ACTION n° 04

Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »

30,4 %



L'action regroupe les personnels affectés au programme «amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail» (programme 111 de la mission Travail et Emploi) aux finalités duquel ils contribuent.

Les moyens de l'action sont les dépenses de personnel associées.

ACTION n° 05 41,1 %

Soutien



L'action résulte de l'organisation mutualisée des fonctions d'état major et de soutien de la mission Travail et Emploi.

Sa finalité est d'assurer des services de qualité dans le cadre d'une gestion efficace et optimisée. Elle s'adresse d'abord aux usagers et aux publics bénéficiaires des politiques de la mission Travail et Emploi auxquels elle doit garantir l'accès au service public, un accueil et une information de qualité répondant à leurs attentes. Elle fournit également aux activités des programmes et acteurs de la mission, les prestations de soutien nécessaires avec l'objectif constant d'en améliorer à la fois la qualité et l'efficacité.

La fonction d'état-major correspond d'une part, aux fonctions d'orientation et d'encadrement des politiques exercées par les ministres et les cabinets ministériels, et d'autre part, aux fonctions de direction : management, pilotage, organisation, contrôle de gestion, allocation des ressources, modernisation, dialogue social, coopération internationale. Les fonctions soutien correspondent aux fonctions transversales et mutualisées d'accueil du public et de gestion des moyens, à savoir la gestion du personnel, la formation, l'action sociale, la gestion administrative et financière, la gestion immobilière, la logistique, les systèmes d'information, la communication, le service juridique.

Conformément à la structure du ministère, l'action est organisée de façon déconcentrée et mutualisée pour l'ensemble des programmes de la mission, à chacun des échelons de responsabilité, national, régional, départemental. Elle est répartie en 126 unités de gestion : Direction de l'administration générale et de la modernisation des services (DAGEMO) pour les moyens de l'administration centrale et 125 services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à savoir :

- 22 Directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP) ;
- 6 Directions du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DTEFP) Outre mer ;
- 97 Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) en métropole.

Chaque responsable d'unité de gestion dispose de l'autonomie nécessaire pour affecter, gérer, redéployer les moyens de fonctionnement au regard des situations propres et des résultats à atteindre par son unité.

Les moyens mobilisés par l'action sont :

- les dépenses de personnels affectés aux fonctions d'état major et de soutien ;
- les dépenses de fonctionnement de la mission ;
- les dépenses d'investissement pour immobilisations de la mission.

L'action dispose d'un opérateur : l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP).

L'institut, établissement public administratif depuis 2006, a pour missions :

- la formation professionnelle initiale et continue des fonctionnaires des corps interministériels des inspecteurs et des contrôleurs du travail, et de tous les fonctionnaires et agents publics du ministère ;
- la mise en œuvre d'actions de partenariat et de coopération avec d'autres collectivités publiques et privées.

Le siège de l'INTEFP est à Marcy-l'Etoile (Rhône). Il comprend également huit centres interrégionaux de formation (CIF) situés dans les principales métropoles.

En 2009, il est prévu que l'INTEFP dispose d'une subvention de fonctionnement annuelle de 15,9 M€ et d'un plafond d'emplois évalué à 97 ETP.

ACTION n° 06

4,8 %



Études, statistiques, évaluation et recherche

Dans le cadre de politiques conçues et mises en œuvre par des partenaires multiples, l'action a pour finalités :

- d'alimenter les services chargés du pilotage, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en données et en éléments de connaissance réguliers et fiables ;
- de mettre à disposition de l'ensemble des acteurs - le gouvernement, le parlement, les partenaires sociaux, les collectivités territoriales, les citoyens - des informations fiables et régulières de manière à alimenter le débat social.

Dans cette perspective, l'action recouvre quatre domaines d'activité :

1. La production et la mise à disposition d'informations statistiques régulières, actualisées et fiables sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle.
2. La conduite et la diffusion de travaux d'évaluation des politiques publiques d'emploi, du travail et de la formation professionnelle.
3. Le développement et la mise à disposition de travaux de recherche et d'études sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle.
4. La production de travaux d'analyse éclairant la conception des politiques publiques.

Les travaux sont conduits par la direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES), par les services " Études, prospectives, évaluations, statistiques " – SEPES – des DRTEFP, et par deux opérateurs : le Centre d'études de l'emploi (CEE) et le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ).

Les moyens mobilisés par l'action sont :

- les dépenses de personnels affectés à l'action ;
- les dépenses de fonctionnement relatives aux travaux de l'action ;
- les subventions pour charges de service public attribuées au centre d'études de l'emploi (CEE) et au centre d'études et de recherches sur la qualification (CEREQ).

Le Centre d'études de l'emploi (CEE)

Établissement public national à caractère administratif, le CEE est un organisme de recherche placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'emploi et du travail et du ministère en charge de la recherche.

Créé par le décret n°86-399 du 12 mars 1986, le CEE a vocation à conduire dans les domaines des politiques de l'emploi et du travail des travaux de recherche « permettant de développer l'ensemble des connaissances susceptibles d'éclairer l'action des pouvoirs publics et des acteurs économiques et sociaux » (art 2).

Le CEE développe des travaux sur trois axes transversaux :

- les trajectoires des individus et des familles en termes d'emploi et de protection sociale ;

- l'analyse des politiques publiques d'emploi et leur évaluation, en analysant notamment les conditions de mise en œuvre locale des politiques publiques et le lien avec le système de protection sociale ;
- le travail, les organisations et les politiques d'entreprise.

Le CEE apporte en outre à la mission un éclairage sur les travaux de recherche internationaux en participant à plusieurs programmes du PCRD. Il est l'établissement support du GIS CREAPT (centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail), avec lequel il entretient un partenariat scientifique étroit.

L'activité du CEE s'inscrit dans le cadre d'un contrat de progrès signé avec l'État pour la période 2006-2009.

Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)

Établissement public administratif placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'emploi et du travail et du ministère en charge de l'éducation nationale, le CEREQ a été créé par décret n° 85-634 du 25 juin 1985.

Ayant pour champ l'analyse du lien entre formation et emploi, le CEREQ exerce une double mission :

- "Procéder aux études et recherches sur la qualification de la population et les conditions de son acquisition par la formation initiale et continue et l'exercice d'une activité professionnelle (...)" (art. 2 du décret).
- "Formuler des avis et des propositions sur les conséquences susceptibles d'être tirées des études et recherches précédentes quant aux choix en matière de politique de formation et d'enseignement" (art. 2 du décret).

La tutelle sur le CEREQ est assurée au sein de la mission par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques. Le précédent contrat d'objectifs pluriannuel étant arrivé à échéance en 2007, un nouveau contrat est en cours d'élaboration pour la période 2009-2012.

ACTION n° 07

Fonds social européen - Assistance technique

L'action 7 regroupe les crédits du Fonds social européen (FSE) au titre de l'assistance technique rattachés par fonds de concours en cours de gestion. Ils permettent de réaliser des dépenses directes d'assistance technique (achats, locations, prestations externes, marchés formalisés...) initiées par l'État au titre de projets cofinancés par l'Union européenne. Ces crédits spécifiques n'assurant pas le financement des fonctions de soutien du programme, cette action permet, dans un souci de transparence, de les distinguer des autres crédits du programme.

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Accroître la qualité du pilotage du niveau régional et des opérateurs

Afin de s'assurer une meilleure performance dans le pilotage des politiques publiques comme dans l'allocation des moyens, la mission Travail et Emploi a décidé dès 2006 de s'appuyer sur le niveau régional, échelon de cadrage de la mise en œuvre et de pilotage des moyens des politiques du travail, de l'emploi et de l'insertion professionnelle. Les premières conclusions du conseil de modernisation des politiques publiques confortent cette orientation. La qualité du pilotage régional revêt de ce fait une importance stratégique. Dans ce contexte, le directeur des affaires financières, en lien avec les responsables de programme, se fixe de créer les conditions d'une gestion optimisée.

Par ailleurs, la mission Travail et Emploi est caractérisée par l'importance des crédits de subvention aux opérateurs ou organismes tiers, qu'il s'agisse de subventions pour charges de service public ou des crédits d'intervention destinés aux entreprises, aux ménages, aux collectivités locales et aux associations. La mission dispose de douze opérateurs, dont il convient de renforcer le pilotage, en établissant une contractualisation axée sur la recherche de la performance.

INDICATEUR 1.1 : Part des crédits déconcentrés gérés au niveau régional

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
P 111 amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	%		84		85	86	100
P 155 conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	%		88		90	93	100

Sources : DAGEMO – NDL

L'affirmation de l'échelon régional comme seul niveau de pilotage et de gestion des politiques publiques ainsi que le déploiement de CHORUS (système d'information financier de l'état) nécessitent que les crédits soient directement gérés par le niveau régional. A l'heure actuelle, les crédits sont répartis entre le niveau régional et le niveau départemental. L'indicateur présente ainsi la part de crédits gérés au niveau régional par rapport au niveau départemental. L'objectif est d'atteindre 100% en 2011. Cette démarche permettra également d'optimiser les compétences, de réduire les coûts et de piloter les actions de façon transversale.

Compte tenu de la création des directions régionales chargées de l'entreprise, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et de la mise en place de directions régionales préfiguratrices d'une part, et de la création du nouvel opérateur issu de la fusion de l'ANPE et du réseau des Assedics d'autre part, les programmes 102 et 103 sont hors du périmètre de cet indicateur pour le PAP 2009. Les indicateurs et les cibles de régionalisation des crédits de ces programmes seront introduits dans le PAP 2010.

INDICATEUR 1.2 : Nombre d'opérateurs placés sous un contrat d'objectif comportant des indicateurs d'efficacité

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre d'opérateurs placés sous un contrat d'objectif comportant des indicateurs d'efficacité	nombre	4	5	9	8	10	11

Précisions méthodologiques

Source des données : DAGEMO

L'indicateur porte sur l'ensemble des onze opérateurs de la mission Travail et Emploi (ANPE, ANSP, ANACT, AFSSET, Centre INFFO, CNASEA, EPIDE, Fonds de solidarité, CEE, CERECQ, INTEFP).

OBJECTIF n° 2 : Développer une gestion des emplois, des effectifs et des compétences au service des programmes de la mission interministérielle

La gestion des ressources humaines de la mission interministérielle poursuit deux objectifs :

- contribuer à la mise en œuvre des politiques et des programmes ;
- développer et valoriser les compétences des agents.

Elle s'inscrit dans le cadre du schéma stratégique de gestion des ressources humaines arrêté avec la fonction publique en mars 2007 et confirmé en 2008, et donne une priorité à la mise en œuvre du plan de modernisation et de développement de l'inspection du travail et des politiques territoriales de l'emploi.

Elle s'appuie sur une analyse approfondie des métiers de la mission interministérielle et de leurs évolutions, et mobilise l'ensemble des leviers d'une politique globale d'emploi et de valorisation des ressources humaines (gestion des effectifs, recrutement, formation, évaluation, rémunérations, mesures statutaires, parcours professionnels, action sociale, systèmes d'information).

Dans ce cadre, trois indicateurs font l'objet d'un suivi spécifique :

- la part des agents des services déconcentrés affectés dans les métiers dont le renforcement a été décidé. Cet indicateur mesure l'importance des redéploiements vers les missions prioritaires des services ;
- le nombre des régions dans lesquelles les vacances d'emplois se situent à un niveau anormalement élevé. Cet indicateur témoigne de la qualité de l'allocation des moyens humains de la mission interministérielle, et, plus généralement, de ses procédures de gestion du personnel (anticipation des besoins, organisation des mutations et des recrutements, accompagnement des mobilités) ;
- le taux de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. Ce dernier indicateur mesure la contribution de la mission interministérielle à l'effort d'intégration et de solidarité.

INDICATEUR 2.1 : Part des agents de la mission affectés aux métiers définis comme prioritaires par le plan de gestion prévisionnel des effectifs, des emplois et des compétences

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des agents de la mission Travail et Emploi affectés aux métiers définis comme prioritaires par le plan de gestion prévisionnel des effectifs, des emplois et des compétences	%	37	40,5	43	44	47	50

Précisions méthodologiques

Source des données : DAGEMO

Cet indicateur doit permettre de mettre en évidence les métiers en développement au sein de la mission sur la base des orientations suivantes :

- le renforcement du contrôle (réglementation du travail, recherche d'emploi, formation professionnelle), l'organisation de l'appui à l'inspection du travail et le renforcement de son animation et de son encadrement ;
- le maintien des moyens affectés aux métiers stratégiques de l'emploi, notamment les « animateurs territoriaux », et ceux du domaine métier « études, statistiques et évaluation » et « systèmes d'information » ;
- la consolidation des fonctions support, dont la nécessité a été réaffirmée par la mise en œuvre de la LOLF.

Les métiers considérés sont : inspecteur, contrôleur et assistant chargé du contrôle des entreprises, chargés du contrôle de la formation professionnelle, chargé du suivi de la recherche d'emploi, chargé du renseignement droit du travail et de la formation professionnelle, médecin inspecteur régional du travail et de la main d'œuvre, ingénieur de prévention, chargés de l'appui ressources méthodes de l'inspection du travail, chargé de l'appui juridique et des recours, responsable budgétaire et financier, contrôleur de gestion, chargé de la programmation des moyens, responsable des ressources humaines, correspondant de formation, assistant technique maintenance et exploitation et assistant fonctionnel applications informatiques.

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Programme n° 155 OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 2.2 : Nombre de régions dont le taux de vacance est supérieur au double de la moyenne nationale

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de régions dont le taux de vacance est supérieur au double de la moyenne nationale	nombre	7	5	4		4	3

Précisions méthodologiques :

Sources des données : Dagemo

Cet indicateur met en évidence les déséquilibres territoriaux dans la répartition des agents et les régions sur lesquelles le ministère doit faire porter son effort de réduction des écarts.

INDICATEUR 2.3 : Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sein des effectifs de la mission

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sein des effectifs de la mission	%	6,8	6,7	7	7	7	7

Précisions méthodologiques

Source des données : DAGEMO

Nature des données de base : Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi, listés aux articles L.5212-13 et L.5212-15 du code du travail, sont comptabilisés au 1er janvier ; chaque agent compte pour 1 unité quelle que soit sa quotité de travail. Le taux d'emploi des travailleurs handicapés est calculé sur l'effectif total rémunéré (effectif physique).

Mode de collecte des données de base : le recensement est réalisé par les directions régionales et l'administration centrale pour ses propres effectifs. L'ensemble est collecté et agrégé par le Bureau des politiques de l'action sociale et des conditions de travail.

OBJECTIF n° 3 : Améliorer l'accueil et l'information des publics

L'objectif est d'atteindre tous les publics concernés par les politiques publiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, pour leur apporter les informations et les réponses simples, claires, fiables, rapides et personnalisées, correspondant à leurs attentes et demandes.

Le service au public est conçu et conduit dans une approche globale du bénéficiaire, comme une contribution aux programmes opérationnels, dont elle doit permettre d'accroître l'efficacité et, partant, d'améliorer l'image de l'État et du service public.

En matière d'information, l'objectif principal est d'améliorer, en coordination avec les partenaires du ministère, la qualité de l'information et de la communication externe destinée aux entreprises et au public, pour renforcer leur connaissance :

- de leurs droits et obligations ;
- des services offerts par le ministère et ses partenaires ;
- des politiques conduites.

INDICATEUR 3.1 : Part des personnes déclarant bien connaître les grandes orientations du ministère pour lutter contre le chômage

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des personnes déclarant bien connaître les grandes orientations du ministère pour lutter contre le chômage	%	39	26	40	40	42	45

Réponse à la question : « Diriez-vous que vous connaissez très bien, assez bien, assez mal ou très mal les grandes orientations du ministère pour lutter contre le chômage ? »

Précisions méthodologiques :

Source des données : L'indicateur est fourni par le baromètre de la communication gouvernementale. Il est élaboré par le Service d'information du gouvernement à partir d'enquêtes auprès de la population active.

L'indicateur permet de suivre le niveau de connaissance de l'ensemble des politiques de l'emploi.

INDICATEUR 3.2 : Taux de satisfaction des usagers suite à contact de moins d'un an avec les DDTEFP

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de satisfaction des usagers suite à contact de moins d'un an avec les DDTEFP	%	78	75,5	80	80	80	80

Réponse à la question : « Pour chacun des organismes (DDTEFP) que vous avez contacté ou consulté depuis moins d'un an, diriez-vous que vous êtes très satisfait ou assez satisfait ? »

Précisions méthodologiques :

Source des données : L'indicateur est fourni par le baromètre de la communication gouvernementale. Il est élaboré par le Service d'information du gouvernement à partir d'enquêtes auprès de la population active.

OBJECTIF n° 4 : Accroître le degré de satisfaction des utilisateurs des statistiques, études et évaluations

L'objectif vise l'amélioration de la qualité du service offert par le ministère et les opérateurs aux services et acteurs sociaux. L'axe privilégié est la satisfaction des usagers et des citoyens.

Le choix de cet objectif correspond à la nécessité de développer une politique de mise à disposition des informations afin de répondre à une demande croissante de connaissances de la part des décideurs publics, des collectivités territoriales et des partenaires sociaux, dans un contexte marqué par de profondes évolutions du cadre législatif et réglementaire (décentralisation) et une demande accrue d'évaluations. Au-delà de cette visée opérationnelle, elle doit également permettre d'alimenter, par la mise en commun d'informations fiables, le débat public sur les questions du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

INDICATEUR 4.1 : Taux de satisfaction des travaux d'études, statistiques et de recherche

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux de satisfaction concernant les travaux nationaux d'études, statistiques et de recherche	%	68	72	76	74	76	80
Taux de satisfaction des travaux régionaux d'études, statistiques et de recherche	%	90	70	90	72	74	78

Précisions méthodologiques :

Source des données : DARES

L'indicateur mesure le taux de satisfaction des utilisateurs des travaux de la DARES parmi un panel de décideurs publics (parlementaires, centres d'aide à la décision – COE, CAE, CES, CAS, etc.) et partenaires de la DARES (directions d'administration centrale, partenaires sociaux), et le taux de satisfaction des utilisateurs des travaux des SEPES parmi un panel de responsables et partenaires locaux.

En 2006, la collecte des données a été confiée régionalement aux SEPES. Compte tenu des difficultés techniques rencontrées et des résultats obtenus, la DARES n'a pas pu valider d'un point de vue méthodologique un taux agrégé au niveau national. Le résultat retenu pour 2006 est celui de la région Lorraine, seule région ayant pu procéder à une collecte fiable.

En 2007, l'enquête a été réalisée nationalement par la DARES afin de garantir la qualité des résultats de l'indicateur. 2007 a donc été la première année pour laquelle un taux agrégé au niveau national a été disponible.

Depuis 2008, un prestataire est chargé de la réalisation des enquêtes nationale et régionale.

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Programme n° 155 OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 4.2 : Notoriété des travaux d'études, statistiques et de recherche

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Notoriété des travaux d'études, statistiques et de recherche	Indice synthétique	2554	4173	2700	4200	4300	4500

Précisions méthodologiques :

Source des données : DARES

L'indicateur est calculé par un prestataire externe de référence à partir du nombre de citations dans un panel de publications.

La réalisation 2007 ne peut être comparée à celle de 2006. En effet, au 1er janvier 2007, le périmètre de surveillance a été élargi afin d'améliorer l'exhaustivité du recensement, l'analyse tient désormais compte des articles mentionnant des publications ou des études ou les chiffres du chômage avec mention des mots-clés « ministère de l'emploi » ou du « ministère du travail ». La prévision actualisée 2008 tient compte de l'extension du champ. Sa progression relativement faible par rapport à 2007 prend en compte la baisse attendue du nombre d'articles portant sur les chiffres du chômage, suite à la « polémique sur le chômage » de 2007 (même si, en 2007, le prestataire, à la demande de la DARES, a tenté de corriger le nombre de retombées pour ne pas tenir compte de cette « polémique »).

OBJECTIF n° 5 : Optimiser la gestion des moyens de fonctionnement

Concernant les crédits de fonctionnement courant, une démarche volontariste a été engagée ayant pour objectif, dans un contexte de stabilisation des ressources, de maîtriser l'évolution des moyens et d'en optimiser l'utilisation, sans sacrifier la qualité de service à l'usager interne. Les principaux leviers d'action identifiés pour cet objectif sont l'accroissement de l'autonomie et la responsabilisation des responsables locaux, la rationalisation des procédures d'achats, le développement des téléprocédures et la mise en place d'un contrôle de gestion.

INDICATEUR 5.1 : Dépenses de fonctionnement courant par agent

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Dépenses de fonctionnement courant par agent	euros	3862	3733	3735			<3735

Précisions méthodologiques :

Source des données : Dagemo

L'indicateur porte sur les dépenses de fonctionnement courant qui peuvent se rapporter au plafond d'emplois de la mission Travail et Emploi.

Mode de calcul :

- En prévision, volume de crédits de fonctionnement courant (titre 3) obtenus en Loi de finances initiale 2008 (LFI) ou demandés en projet de loi de finances 2009 (PLF) rapporté au plafond d'emplois mesuré en équivalent temps plein travaillé (ETPT) de la mission Travail et Emploi obtenu en LFI ou demandé en PLF.
- En réalisation, dépenses de fonctionnement courant (titre 3) enregistrées par le comptable rapportées au plafond d'emplois constaté sur l'année.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	107 163 656	0	107 163 656	107 163 656	0	107 163 656
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	83 386 070	0	83 386 070	83 386 070	0	83 386 070
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	245 111 678	0	245 111 678	245 111 678	0	245 111 678
05	Soutien	131 393 611	199 897 720	331 291 331	131 393 611	187 097 720	318 491 331
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	21 190 020	17 182 187	38 372 207	21 190 020	17 182 187	38 372 207
07	Fonds social européen - Assistance technique						
Totaux		588 245 035	217 079 907	805 324 942	588 245 035	204 279 907	792 524 942

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emplois	Emplois exprimés en ETPT				Crédits
	Exécution 2007	Plafond autorisé pour 2008	Demandés pour 2009	Variation 2009 / 2008	Demandés pour 2009 (y.c. charges sociales)
Emplois fonctionnels		184	144	-40	15 679 960
A administratifs		1 027	1 494	+467	99 684 282
A techniques		1 554	1 832	+278	130 370 518
B administratifs		409	632	+223	29 784 546
B techniques		3 080	3 281	+201	172 423 989
Catégorie C		3 932	3 477	-455	140 301 740
Totaux		10 186	10 860	+674	588 245 035

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	373 710 332
Cotisations et contributions sociales	208 627 487
dont contributions au CAS Pensions	150 695 092
Prestations sociales et allocations diverses	5 907 216

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

ELEMENTS SUR LES EFFETS DE STRUCTURE

Le plafond d'emplois de la mission est fixé à 10 860 ETPT au titre des quatre programmes de la mission interministérielle Travail et Emploi.

Cette augmentation de 674 ETPT par rapport à 2008 s'explique principalement par un changement de périmètre, notamment la fusion des inspections du travail, des transports et de l'agriculture, conformément aux décisions formulées par le conseil de modernisation des politiques publiques en date du 12 décembre 2007.

A structure constante (hors changement de périmètre et transferts), le plafond d'emplois 2009 reste inchangé, le renforcement d'effectifs au titre des priorités de la mission étant compensé numériquement par les suppressions réalisées en application des engagements interministériels de réduction de l'emploi public.

L'année 2009 sera marquée par la poursuite du plan pluriannuel de modernisation et de développement de l'inspection du travail. Dans un environnement économique ouvert marqué par le développement des échanges à l'échelle européenne ou internationale et par la complexité croissante des risques professionnels, l'inspection du travail doit être en capacité d'exercer sa mission de contrôle dans le domaine de la santé au travail ou de l'application des normes sociales avec l'appui de l'administration centrale et le concours d'experts. C'est pourquoi ce plan met en place les conditions effectives d'un travail en réseau et prévoit le renforcement de l'inspection du travail.

En 2009, l'application de ce plan se traduira par l'organisation du recrutement de 160 agents (60 inspecteurs du travail et 100 contrôleurs du travail), qui viendront progressivement renforcer les services de l'inspection.

Par ailleurs, la filière administrative en services déconcentrés sera renforcée par l'arrivée d'agents de catégories A administratifs (40 attachés) et l'achèvement de la requalification des agents de catégorie C en secrétaires administratifs (catégorie B).

Les transferts d'emplois prévus modifient sensiblement la structure d'emplois.

A l'issue de la fusion des corps de l'inspection, en 2009 les transferts vers le programme 155 concernent :

- pour ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche : 296 ETPT et 18 M€ (dont 5,3 M€ au titre du CAS pensions). Ce transfert impacte la structure des emplois de la manière suivante :

- + 121 ETPT de catégorie A techniques,
- + 126 ETPT de catégorie B techniques,
- + 13 ETPT de catégorie B administratifs (dont 2 ETPT au titre des fonctions supports),
- + 36 ETPT de catégorie C.

- pour ce qui concerne le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire : 387 ETPT et 19,7 M€ (dont 5,5 M€ au titre du CAS pensions). Ce transfert impacte la structure des emplois de la manière suivante :

- + 1 ETPT de catégorie A administratifs,
- + 128 ETPT de catégorie A techniques,
- + 103 ETPT de catégorie B techniques,
- + 42 ETPT de catégorie B administratifs,
- + 113 ETPT de catégorie C (dont 2 ETPT au titre des fonctions supports).

D'autres transferts sont effectués du programme 155 vers d'autres programmes extérieurs à la mission Travail et Emploi :

- 2 ETPT pour finaliser le transfert, initié en 2008, des agents de la DGEFP vers le ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi,
- 1 ETPT est transféré au programme 124 de la mission « Solidarité, Insertion et Égalité des chances » afin de prendre en charge la gestion commune aux deux ministères du corps des attachés d'administration des affaires sociales,

- à la suite des décisions prises par les différents conseils de modernisation des politiques publiques 6 ETPT sont transférés afin de contribuer à :

- la création de l'Agence des achats de l'État (-1 ETPT),
- l'ouverture du Centre national des archives (-1 ETPT en 2009, -2 en 2010, -3 en 2011),
- la mise en place des délégués du préfet dans les quartiers sensibles (-3 ETPT),
- la création de la Délégation nationale de lutte contre la fraude (-1 ETPT).

Enfin, la requalification des emplois dans les services déconcentrés pour recentrer les activités des contrôleurs du travail sur les missions de l'inspection participe aux modifications de la structure d'emplois.

En 2009, l'impact de ces mesures sur les catégories d'emplois est le suivant :

- la catégorie d'emplois « Emplois fonctionnels » diminue de 40 ETPT en raison de l'ajustement aux effectifs réels,
- la catégorie d'emplois « A administratifs » augmente de 467 ETPT à la suite de l'intégration des attachés de l'emploi et de la formation professionnelle dans le corps des attachés d'administration des affaires sociales, l'augmentation de cette catégorie relève uniquement d'un ajustement technique,
- la catégorie d'emplois « A techniques » est renforcée de 278 ETPT, notamment à l'issue de la fusion des inspections du travail et du recrutement de 60 inspecteurs du travail,
- la catégorie d'emplois « B administratifs » varie de + 223 ETPT pour tenir compte notamment de la requalification de 250 agents de catégorie C, ainsi que de la fusion des inspections du travail,
- la catégorie d'emplois « B techniques » progresse de 201 ETPT, notamment à l'issue de la fusion des inspections du travail et du recrutement de 100 contrôleurs du travail,
- la catégorie C est en diminution de 455 ETPT du fait de la requalification de 250 agents en B administratifs et de suppressions au titre de la contribution à la réduction des emplois publics.

HYPHOTHESES DE SORTIES

Les sorties prévues en 2009 représentent 570 départs (hors promotions vers la catégorie d'emplois supérieure), soit 285 ETPT. Elles se composent de :

320 départs à la retraite (102 pour la catégorie A, 108 pour la catégorie B et 110 pour la catégorie C) soit 160 ETPT, 250 départs au titre des autres sorties (retour à l'administration d'origine, fin de prise en charge, détachement), soit 125 ETPT.

La date moyenne de sortie retenue est le 30 juin (date moyenne constatée les années antérieures).

HYPOTHESES D'ENTREES

Les entrées prévues en 2009 (hors promotions vers la catégorie d'emplois supérieure) sont estimées à 312 qui équivalent à 114 ETPT. Elles correspondent à :

212 recrutements (représentant 64 ETPT, dont 45 ETPT au titre du plan pluriannuel de modernisation et de l'inspection du travail).

100 réintégrations de droit (représentant 50 ETPT).

Catégorie d'emploi	Sorties exprimées en ETP		Entrées exprimées en ETP	
	prévues (définitives)	dont départs en retraite	prévues	dont mouvements entre programmes du ministère
Emplois fonctionnels	0		0	
A administratifs	102		52	
A techniques	100		84	
B administratifs	29		250	
B techniques	152		136	
Catégorie C	437		40	
Totaux	820	320	562	

Ce tableau récapitulatif tient compte également de l'aboutissement de la requalification d'emplois d'agents de catégorie C en agents de catégorie B, afin de constituer une filière administrative dans les services déconcentrés : les agents concernés sont traités en 250 départs d'agents de catégories C et 250 entrées de catégories B administratifs.

AUTRES EFFETS DE STRUCTURE

Le GVT solde retenu pour l'estimation de la masse salariale 2009 est de 1,1 %. Son impact sur la masse salariale 2009 est estimé à 3,7 M€ (avant transferts).

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
02	Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	2 090
03	Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	1 560
04	Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	4 442
05	Soutien	2 413
06	Études, statistiques, évaluation et recherche	355
Total		10 860

LA RÉPARTITION DES EFFECTIFS

La répartition des effectifs sur les actions miroirs des programmes a pour source les données contenues dans l'outil ministériel des ressources humaines (synergie RH). Depuis 2006, chaque agent fait l'objet d'une ventilation de sa quotité de temps de travail au prorata de l'activité qu'il consacre aux différents programmes de la mission. Sur cette base, les effectifs et la masse salariale correspondante sont inscrits sur chaque action miroir des programmes.

En outre, cette situation est mise à jour au regard des transferts intervenus en 2009.

LES EFFECTIFS RÉMUNÉRÉS ET L'ACTIVITÉ DES SERVICES

Pour 2009, les autorisations d'emplois de la mission Travail et Emploi s'élèvent à 10 860 ETPT et correspondent à la moyenne annuelle de prise en charge des agents titulaires, contractuels et vacataires de l'administration centrale, des cabinets ministériels et des 125 services déconcentrés de la mission (22 DRTEFP, 97 DDTEFP, 6 DTEFP) qui intègrent désormais les agents des corps de l'inspection du travail relevant auparavant des ministères de l'agriculture et des transports.

Ces agents contribuent à la conception et à la mise en œuvre des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle qui visent à :

- soutenir structurellement la création de l'emploi,
- lutter contre le chômage et l'exclusion durable du marché du travail,
- prévoir et prévenir l'impact des restructurations et permettre aux personnes, aux entreprises et aux territoires de gérer au mieux leur nécessaire reconversion,
- améliorer les conditions de l'emploi et du travail des salariés.

Ils exercent ces fonctions soit en travaillant directement pour les programmes de politique, soit en occupant des fonctions qui relèvent des activités mutualisées d'encadrement, de mise en œuvre et de soutien aux programmes de politiques publiques de la mission ou des activités de production et de mise à disposition d'informations statistiques sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle, de conduite et de diffusion de travaux d'évaluation des politiques publiques de la mission et de développement de travaux de recherche et d'études.

Les agents de l'inspection du travail sont répartis en sections d'inspection. Ils contrôlent la bonne application des dispositions applicables en matière de conditions d'emploi et de travail dans les entreprises et auprès des salariés. A compter de 2009, à

la suite de la fusion des services d'inspection du travail, leur champ d'intervention couvre également les entreprises et salariés du secteur agricole et du secteur des transports.

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

		Effectifs gérés (inclus dans le plafond d'emplois)	
		intégralement	partiellement
		6.127	4.727
effectifs gérants	327,51	5,35%	6,93%
administrant et gérant	262,25	4,28%	5,55%
organisant la formation	36,01	0,59%	0,76%
consacrés aux conditions de travail	5,8	0,09%	0,12%
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	23,45	0,38%	0,50%

Situation au 31 décembre 2007.

ÉLÉMENTS SALARIAUX

La totalité de la masse salariale hors CAS pensions est arrêtée à 437,55 M€ (après transferts) et intègre les principales mesures suivantes :

MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2009 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur du point fonction publique égal à :

55,1217 € au 1^{er} juillet 2009,
55,2871 € au 1^{er} octobre 2009.

La valeur moyenne du point fonction publique en 2009 (55,0259 €) est ainsi en progression de 0,63% par rapport à la moyenne annuelle de la valeur du point pour 2008. L'impact financier sur la masse salariale de cette augmentation est évalué à 1,15 M€ en 2009 hors CAS pensions et à périmètre constant.

Une enveloppe prévisionnelle de 1,2 M€ est réservée notamment au titre des mesures en faveur du pouvoir d'achat (indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat et rachat des jours ARTT) et des mesures d'accompagnement de la mobilité.

PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

En 2009, 50 agents de catégorie C seront promus secrétaires administratifs par la voie de la liste d'aptitude. Le coût de cette opération de requalification est estimée à 0,8 M€.

CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS ; PRESTATIONS ET ACTION SOCIALES

	réalisation 2007	prévision 2008	prévision 2009
contribution employeur au CAS	116.050.611	127.075.908	150.695.092
dont civils (y.c. ATI)	116.050.611	126.723.843	150.326.073
dont militaires		352.065	369.019
contribution employeur au FNAL	779.936	1.284.138	1.309.821

CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS

- CAS pensions :

En 2009 les taux de contributions employeurs au compte d'affectation spéciale « Pensions » augmentent :

Le taux des personnels civils passe de 55,71% à 60,44 % et celui des militaires de 103,83% à 108,82%.

En parallèle, le taux de contribution employeur versé au titre du financement des allocations temporaires d'invalidité (ATI) est fixé à 0,32% au lieu de 0,31% en 2008.

- FNAL :

Le montant de la cotisation employeurs au Fond national d'aide au logement (FNAL) est de 1,3 M€ en 2009.

PRESTATIONS ET ACTIONS SOCIALES

Les dépenses de titre 2 relevant des prestations sociales et allocations diverses s'établissent à 5,9 M€ en 2009.

- Prestations sociales :

Au titre des prestations sociales, la mission Travail et Emploi prend en charge les congés de longue durée (CLD), le remboursement forfaitaire de transport, l'allocation pour perte d'emploi,... versés aux agents de la mission. Ces dépenses représentent près de 4 M€ par an à périmètre constant.

- Action sociale :

Les crédits d'action sociale inscrits sur le titre 2 représentent un quart des moyens globaux que la mission affecte à son action sociale ministérielle ou interministérielle. La majorité des dépenses sont faites sur les crédits de fonctionnement (cf. JPE fonctionnement).

L'action sociale est organisée en deux grandes catégories d'interventions :

1^{ère} catégorie : Le versement de secours sociaux accordés par le ministère. Cette aide ministérielle est accordée pour permettre à des agents de faire face à une situation financière difficile et exceptionnelle. Elle est plafonnée et est accordée par la commission d'attribution des secours et des prêts, après évaluation de leur situation par une assistante sociale. En 2007, 303 secours ont été accordés pour un montant de 0,3 M€.

2^{ème} catégorie : Les aides aux parents :

- Interministérielles : prestation pour séjour d'enfants (colonies de vacances, maisons familiales), aides aux parents envoyés en maison de repos accompagnés d'un enfant. Elles sont versées sous conditions de ressources en fonction notamment du quotient familial. Par ailleurs, les aides aux enfants handicapés (allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans notamment) sont versées sans conditions de ressources.

- Ministérielles : aides à l'éducation (soutien aux études ; aide au Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ; aide à l'apprentissage de la conduite ; aide au nouveau logement ; aides aux vacances). Elles sont toutes versées sous conditions de ressources.

En 2009, les actions menées en matière d'action sociale s'inscriront dans les priorités retenues par la commission nationale d'action sociale (CNCAS). Elles auront pour objectif de consolider les mesures existantes :

- Prestation «nouveau logement» : elle permet de prendre en charge une partie des frais de changement de résidence des agents de la mission (403 bénéficiaires / 0,217 M€ en 2007) ;

- Aides aux études et à l'éducation des enfants (4 503 bénéficiaires / 0,605 M€ en 2007) ;

- Aide aux vacances (2 392 bénéficiaires / 0,15 M€ en 2007).

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

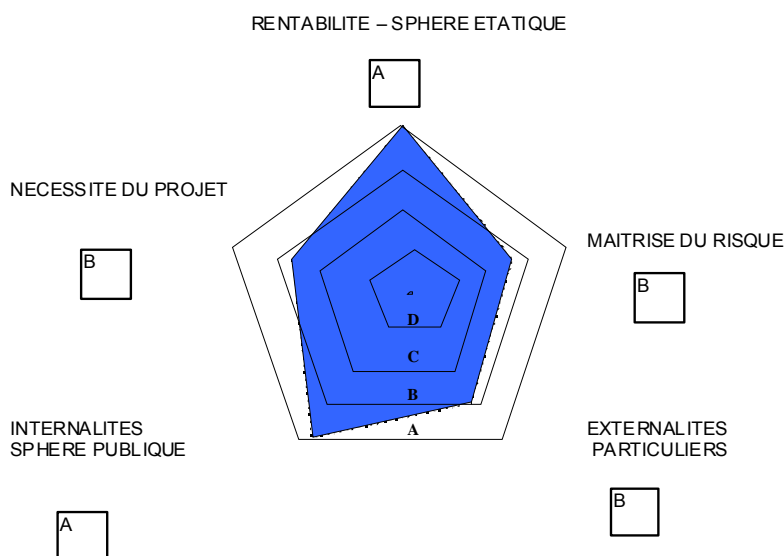
GEMOE : GESTION DES TÉLÉPROCÉDURES LIÉES AU TRAVAIL DE LA MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE :

Le projet comprend le traitement des demandes d'autorisations de travail pour les ressortissants des pays tiers et la dématérialisation des déclarations d'intervention des entreprises étrangères qui viennent sur le territoire français avec leurs salariés, dans le cadre de prestations de services internationales.

Financement	Action n°5
Bénéficiaires	P 111 Action n° 3 P 303 Action n° 1 P 155 Action n° 6
Cadre interministériel	

Consommations hors titre 2 (en millions d'euros)	2007 et avant (réalisé)	2008	2009	2010	2011	2012 et après	Total achevé
Autorisations d'engagement	0,63	0,20	0,24	0,24	0,24	1,17	2,72
Crédits de paiement	0,30	0,84	0,33	0,21	0,21	0,83	2,72

PRESENTATION MULTICRITERES DU PROJET



Outil d'analyse utilisé	MAREVA Version 3.1
Date de mise à jour de l'analyse	13/08/2008
Période d'analyse rentabilité	2006-2016
VAN (valeur actualisée nette 4%)	31,94 M€
DR (délai de retour)	2,7 années

Les enjeux principaux du projet GEMOE consistent, d'une part en un gain de temps certain pour le traitement et la consultation des dossiers, ainsi il s'agit de gagner en productivité ; d'autre part en un gain d'efficacité, par la réduction du nombre de dossiers par défaut et par la fiabilisation du suivi des statistiques.

L'étude de spécification a été réalisée : les besoins des différents services ont été définis et validés. La mise en production est prévue en décembre 2008 sur quelques sites pilotes puis sur l'ensemble des services début 2009.

La notation par l'outil MAREVA a mis en évidence :

Une note A au titre de la « rentabilité », qui reflète un taux de rendement interne élevé résultant d'une réduction attendue significative des délais de traitement des dossiers ;

Une note A au titre des « internalités » correspondant à une optimisation de l'action des agents des ministères concernés et à une fiabilisation des traitements statistiques.

COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

INDICATEURS IMMOBILIERS

Indicateurs et ratios immobiliers 2007 hors DGEFP							
Nature	Repère	Libellé	Unité		AC	SD	Total
Surface	1	SHON du parc (1)	m2		6.833		
	2	SUB du parc (2)	m2		27.530		
	3	Ratio SUB / SHON	nb		4,03		
Occupation	4	Effectif ETPT	nb		950		
	5	Ratio SUB / ETPT	m2 / ETPT		29		
	6	Coût de l'entretien courant	€		492.359		
	7	ratio entretien courant / SUB	€ / m2		18		
Entretien lourd	8	Coût de l'entretien lourd*	€	AE	0		
		(parc domanial et quasi-propriété)		CP	0		
	9	SUB du parc domanial (ou en quasi propriété)	m2		5.706		
	10	Ratio entretien lourd* / SUB (parc domanial et quasi-propriété)	€ / m2	AE	0		
				CP	0		

*y compris les opérations financés sur le BOP ministériel du CAS "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat".

(1) chiffres indiqués dans le STGPE

(2) chiffres indiqués dans le tableau général d'implantation immobilière de la mission (outil ministériel)

Les valeurs prises en compte sont celles de 2007, hors celles relatives à la DGEFP (transférée à compter du 1^{er} janvier 2008 au ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi).

La surface hors œuvre nette (SHON) du parc de l'administration centrale est issue du tableau général des propriétés de l'État (TGPE). Dans un souci de fiabilisation des données, la surface utile brute (SUB) est fournie par un outil de suivi ministériel : le tableau général d'implantation immobilière.

Une étude d'optimisation des surfaces est en cours sur le site de l'administration centrale (Tour Mirabeau). A l'issue de ce travail de diagnostic, des propositions d'amélioration sont attendues pour rapprocher les ratios des normes préconisées par France Domaine.

RATIO D'EFFICIENCE BUREAUTIQUE

Ratio bureautique	2007	Prévision 2008**	Prévision 2009
Coût bureautique par poste (en euros)	676	685	695
Nombre de postes (nombre d'agents équipés d'un ou de plusieurs équipements bureautiques et nombre de postes de travail affectés à la formation)*	10.740	10.412	11.086

**effectifs physiques*

***périmètre 2008 = périmètre 2007 - transfert DGEFP*

La politique de maîtrise des coûts mise en place sur l'ensemble du programme permet de limiter la progression des coûts bureautiques en 2009 à + 1,4 %.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>788 917 560</div>		<div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>751 963 713</div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
60 478 460	805 324 942	48 716 156	743 808 786	792 524 942	93 697 461
					Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(9)
					46 848 731
					Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(10)
					28 109 238
					Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **
					(11) = (8) - (9) - (10)
					18 739 492

* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

** Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Les dépenses annuelles correspondent :

- à la totalité des dépenses de personnel de l'année 2009,
- aux marchés annuels de fonctionnement courant (matériels), de dépenses de communication (campagnes, colloques), de dépenses informatiques (études et développement), de dépenses de formation...,
- aux tranches annuelles des marchés d'abonnements à des fluides, des loyers, de transports,
- aux tranches annuelles des marchés pluriannuels (marchés d'impression, de nettoyage, de prestations de services informatiques...),
- aux travaux statistiques,
- aux subventions pour charges de service public versées aux opérateurs du programme,
- aux dépenses d'intervention, et notamment celles au titre des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Les dépenses pluriannuelles portent principalement sur :

- le programme immobilier de la mission Travail et Emploi (opérations de mise aux normes des immeubles domaniaux, adaptation fonctionnelle des locaux selon les besoins des services et plus particulièrement de l'accueil du public, regroupement et restructuration de services). En moyenne, les travaux s'échelonnent sur trois exercices selon les dotations disponibles.
- les marchés pluriannuels de fonctionnement à renouveler en 2009,
- le programme de statistiques, d'évaluations, d'études et de recherches de la DARES dont la plupart des opérations s'étalent sur 2 ou 3 ans suivant les cas.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 02 : Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	107 163 656	0	107 163 656
Crédits de paiement	107 163 656	0	107 163 656

EFFECTIFS

Constitués d'une partie des effectifs des services déconcentrés affectés en Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP) ou en Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), les effectifs de l'action 2 contribuent aux politiques de lutte contre le chômage et contre l'exclusion durable du marché du travail. Leur nombre est estimé à 19 % du plafond d'emplois autorisés pour 2009, soit 2 090 ETPT annuels.

ACTION n° 03 : Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	83 386 070	0	83 386 070
Crédits de paiement	83 386 070	0	83 386 070

EFFECTIFS

Constitués d'une partie des effectifs des services déconcentrés affectés en Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP) ou en Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), les effectifs de l'action 3 contribuent aux politiques publiques visant à prévenir et prévoir l'impact des restructurations économiques. Leur nombre est estimé à 14,5 % du plafond d'emplois autorisés pour 2009, soit 1 560 ETPT annuels.

ACTION n° 04 : Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	245 111 678	0	245 111 678
Crédits de paiement	245 111 678	0	245 111 678

EFFECTIFS

Les effectifs de l'action 4 sont les plus nombreux. Ils participent à l'action de l'Etat en matière de santé et de sécurité au travail, d'amélioration de la qualité et de l'effectivité du droit, de développement du dialogue social et de démocratie sociale et de lutte contre le travail illégal. Leur nombre est estimé à 41 % des ETPT du plafond d'emplois autorisés pour 2009, soit 4 442 ETPT annuels. Ils regroupent les effectifs de la Direction générale du travail (DGT), des agents

des directions régionales ou des directions départementales ainsi que les effectifs de l'inspection du travail affectés dans les sections d'inspection. Le nombre des agents affectés à cette action a été renforcé par la fusion des services de l'inspection du travail, de l'agriculture et des transports.

ACTION n° 05 : Soutien

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	131 393 611	199 897 720	331 291 331
Crédits de paiement	131 393 611	187 097 720	318 491 331

EFFECTIFS

Constitués des agents chargés des fonctions d'état major et de soutien des cabinets ministériels, de ceux de la direction de l'administration générale et de la modernisation des services (DAGEMO) ainsi que des agents polyvalents de l'administration centrale et des services déconcentrés, les effectifs de l'action 5 sont estimés à 22 % du plafond d'emplois autorisé pour 2009, soit 2 413 ETPT annuels.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	162 233 978	153 283 978
Subventions pour charges de service public	15 900 000	15 900 000

En 2009, les dépenses de fonctionnement sont impactées par la fusion des trois services d'inspection du travail : agriculture, transport et régime général. Les transferts des moyens y afférents à destination du programme 155 sont réalisés à partir du programmes 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » de la mission « Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales » (1,32 M€), du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables » (2,86 M€) et du programme 203 « Infrastructures et services de transports » (0,13 M€) de la mission « Écologie, développement et aménagement durables ».

Dépenses de fonctionnement courant

AE	42,51 M€
CP	40,56 M€
Soit CP / agent	3 735 €

Ces dépenses correspondent à l'achat de matériel et fournitures de bureau, à l'achat de mobilier, aux frais de correspondance et frais de déplacements, de représentation et de réception, de télécommunications, de matériels informatiques (PC, imprimantes, serveurs), d'abonnements et documentation, de communication interne, de formation ainsi que des services et autres dépenses (notamment assistance informatique aux utilisateurs, travaux d'impressions hors communication, redevance audiovisuelle, blanchissage, collecte et traitement des déchets) des services centraux et déconcentrés.

Les crédits affectés à ces dépenses sont rapportés au nombre d'agents rémunérés par la mission (plafond d'emplois 2009 : 10 860 ETPT) afin d'établir un ratio de coût de fonctionnement par agent correspondant à l'indicateur de performance n°5.1 du programme. La prévision 2009 est de 3 735 € stabilisant ainsi la dépense sur ce poste (3 733 € en 2007 et une estimation de 3 735 € pour 2008).

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Programme n° 155

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Dépenses d'immobilier

AE	70,75 M€
CP	68,75 M€
Soit CP / m²	247 €
Soit CP / agent	6 331 €

Il s'agit des dépenses relatives aux loyers et aux loyers budgétaires, à l'entretien, à la maintenance et à l'aménagement des locaux (y compris le câblage), à l'entretien des terrains, au nettoyage des locaux, aux fluides (eau, électricité, gaz, fuel, chauffage urbain et réseau de climatisation), et aux autres dépenses immobilières (gardiennage, charges connexes aux loyers, impôts relatifs à l'immobilier). Ces dépenses représentent près de 37 % des crédits de fonctionnement du programme. Leur importance s'explique par le poids des surfaces louées (la moitié des surfaces occupées est en location) et les conditions du marché.

Les dépenses de loyer, y compris les loyers budgétaires, sont prévues à hauteur de 48,03 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement en PLF 2009, soit 26 % des crédits de fonctionnement du programme.

En 2009, ce poste de dépenses intègre :

- l'augmentation du coût des loyers en lien avec l'augmentation de l'indice du coût de la construction (3,3 M€ en AE et CP) et le renouvellement des baux arrivant à échéance (1,8 M€ en AE et CP),
- les loyers budgétaires à hauteur de 7,033 M€ dont 2,27 M€ pour les sites domaniaux occupés par l'administration centrale et 4,76 M€ pour ceux des services déconcentrés,
- les loyers des sites transférés des inspections du travail de l'agriculture (0,11 M€) et des transports (0,22 M€).

Les crédits affectés à ces dépenses sont rapportés aux m² occupés par les services de la mission (278 724 m² de surface utile brute). Le ratio établi ressort à 216 €/m² pour 2007, une prévision de 225 €/m² pour 2008 et de 247 €/m² pour 2009. L'augmentation de ce ratio s'explique principalement par la variation de l'indice du coût de la construction (+ 8,09% au premier trimestre 2008) et par l'intégration des loyers budgétaires en services déconcentrés en 2008.

Dépenses d'informatique

AE	27,83 M€
CP	22,83 M€
Soit CP / agent	2 102 €

Ces dépenses comprennent les prestations de services informatiques, notamment d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre pour la construction de nouveaux outils informatiques, les prestations d'entretien des matériels ou de logiciels, les études et recherches informatiques, l'achat de serveurs dédiés au système d'information de la mission ainsi que les autres dépenses informatiques (frais de réseau et de télécommunications, location de matériel informatique, redevances, documentation informatique). L'année 2009 sera notamment marquée, dans un objectif d'efficacité et de maîtrise des coûts tendanciels, par :

la modernisation du socle technique et d'exploitation, notamment avec l'unification du service données/voix (ToIP ou téléphonie via internet),

les projets d'évolution du système d'information avec :

- GEMOE (gestion des téléprocédures liées au travail de la main d'œuvre étrangère) : une analyse multicritères de la valeur du projet selon la démarche Mareva présentée dans la partie « Grands projets informatiques » des éléments transversaux au programme.
- ENTREPOT DE DONNEES NOSTRA (applicatif permettant la production des statistiques du marché du travail) : unification des différents entrepôts de données,

- le lancement de SANTE AU TRAVAIL : dématérialisation des procédures de traitement relatives au fonctionnement des services médicaux du travail des entreprises,
- DACCORD-REFONTE (dépôt des accords d'entreprise) : refonte du dispositif de dépôt des accords d'entreprises et d'établissements,

La part de dépenses d'investissement pour les dépenses informatiques gérées en immobilisations incorporelles représente 1,76 M€ en AE et 1,37 M€ en CP (cf. la justification des crédits d'investissements).

Autres dépenses

AE	21,14 M€
CP	21,14 M€

Les autres dépenses recouvrent :

- Les dépenses de communication externe (information du public, campagnes nationales de communication, publications, relations publiques, prestations de services audiovisuel et multimédia, travaux d'impression, développement et maintenance du site Internet, organisation de colloques et séminaires, frais de participation à des salons) ainsi que les dépenses d'études, d'audits et de modernisation. La dotation est fixée à 5,5 M€ en AE et en CP pour l'ensemble de ces dépenses.

- Le remboursement des rémunérations des agents mis à disposition de la mission notamment par ses grands opérateurs (CNASEA, ANPE...) pour 4,65 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Ce montant intègre la reprise de la convention conclue entre le ministère chargé des transports et la SNCF à la suite de la fusion des inspections (1,1 M€).

- L'action sociale (titre 3) dont les priorités et les actions sont arrêtées dans le cadre du dialogue social organisé au sein de la Commission nationale consultative d'action sociale, comprend 4 grandes catégories d'actions : la participation à la restauration collective des agents, le subventionnement des associations sportives, culturelles ou du personnel du ministère, les dépenses liées à la protection sociale complémentaire des agents dans le nouveau cadre réglementaire, et les versements au titre des prestations d'action sociale (dont le chèque emploi service universel (CESU) pré financé). Le reste des crédits d'action sociale relève du titre 2 et correspond aux aides directes versées aux agents (aides individuelles au logement et secours).

Le coût de l'action sociale hors titre 2 pour 2009 est évalué à 7,19 M€ en AE et en CP.

- Les frais de justice et de réparation civile : frais de justice et d'honoraires, paiement de réparations civiles et réparation de dommages matériels occasionnés dans le cadre d'accidents de la circulation. Les crédits sont portés à 3,80 M€ en AE et en CP pour couvrir les risques encourus par le ministère dans le cadre, notamment :
 - de la mise en jeu de sa responsabilité en application des réglementations relatives à la santé et la sécurité au travail (dossiers amiante) ;
 - de la réglementation sur le repos dominical.

Subventions pour charges de service public

AE	15,9 M€
CP	15,9 M€

L'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP), établissement public administratif, est opérateur de l'État (cf. infra), chargé de la formation initiale et continue des agents de la mission Travail et Emploi. Il est prévu une subvention pour charges de service public d'un montant de 15,9 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Cette subvention intègre la masse salariale des agents affectés à l'INTEFP et les crédits destinés à accompagner la mise en œuvre du plan de modernisation et de développement de l'inspection du travail.

■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	16 003 742	12 543 742
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	1 760 000	1 370 000

Dépenses d'immobilier

AE	9,67 M€
CP	7,56 M€

En 2009, les crédits d'investissement immobilier couvriront les dépenses liées :

- à l'entretien et à la mise à niveau du parc immobilier notamment sur le plan de la sécurité, l'accessibilité et plus globalement l'amélioration des conditions d'accueil du public ;
- à l'adaptation du parc immobilier pour mettre en œuvre la réorganisation des services déconcentrés dans les nouvelles directions régionales des entreprises, de la consommation, de la concurrence, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et la fusion des trois services d'inspection du travail.

La contribution du programme 155 au programme « Entretien des immeubles de l'Etat » s'élève à 12 % des loyers budgétaires, soit 0,8 M€.

Enfin, les dépenses d'immobilier de la mission s'inscriront dans le cadre de la RGPP et en particulier de la mise en œuvre des schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI).

Dépenses d'équipement

AE	6,33 M€
CP	4,98 M€

Les crédits d'équipement de cette action couvrent les acquisitions de véhicules en faveur des cabinets, de l'administration centrale et des services déconcentrés ainsi que les achats de mobiliers et matériels de bureau.

Selon les modalités d'achat, les dépenses peuvent s'imputer sur le titre 3 (dépenses de fonctionnement) ou le titre 5 (dépenses d'investissement).

Dépenses d'informatique

AE	1,76 M€
CP	1,37 M€

1,76 M€ en AE et 1,37 M€ en CP sont budgétés pour les dépenses d'informatique qui seront gérées en immobilisations incorporelles (coûts de développement, achats de logiciels).

■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	4 000 000	4 000 000

Subvention au GIP International :

0,4 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sont prévus en PLF 2009 pour financer le fonctionnement du groupement d'intérêt public pour le développement de l'assistance technique et de la coopération internationale (GIP-International). Sa convention constitutive a été renouvelée en 2007 pour une durée de 5 ans.

Le groupement mène au sein du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, des programmes de coopération conclus avec une vingtaine de pays d'Europe Centrale, d'Asie et d'Afrique subsaharienne dans le cadre d'un plan de travail annuel.

Les actions de coopération bilatérales mises en œuvre par le GIP-International couvrent les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (appui technique à la rédaction de textes législatifs et réglementaires ; restructuration, réorganisation et formation de services d'inspection du travail ; appui technique à la définition de politiques de lutte contre le chômage ; mise en place de formations dans le domaine des relations individuelles et collectives du travail ; réorganisation et modernisation de services publics de l'emploi ; création et organisation de centres de formation ; ...). Depuis 2008, le GIP-International étend son champ d'intervention aux questions relatives aux migrations et au co-développement.

Subvention aux GIP Maisons départementales des personnes handicapées :

Par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, l'État s'est engagé à subventionner les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) à hauteur des moyens (personnels et fonctionnement) consacrés par les Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) aux ex-COTOREP.

Dans ce cadre, les rémunérations des médecins affectés dans les MDPH, initialement rémunérés par l'Etat, sont pris en charge par les conseils généraux et font l'objet de subventions à hauteur de 3,6 M€ en AE et CP.

ACTION n° 06 : Études, statistiques, évaluation et recherche

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	21 190 020	17 182 187	38 372 207
Crédits de paiement	21 190 020	17 182 187	38 372 207

EFFECTIFS

Les effectifs de l'action 6 participent, en administration centrale (DARES) et dans les DRTEFP (SEPES), aux activités de production et de mise à disposition d'informations statistiques sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle, à la conduite et à la diffusion de travaux d'évaluation des politiques publiques de la mission et au développement de recherche et d'études. Leur nombre est estimé à 3,5 % du plafond d'emplois autorisés pour 2009, soit 355 ETPT annuels.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8 156 837	8 156 837
Subventions pour charges de service public	9 025 350	9 025 350

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Fonctionnement courant	AE	CP
Etudes et statistiques (DARES)	6,903 M€	6,903 M€
Etudes et statistiques (DRTEFP)	1,254 M€	1,254 M€
TOTAL	8,157 M€	8,157 M€

Les crédits de fonctionnement courant financent les coûts des actions menées d'une part par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), d'autre part par les DRTEFP (services « Études, prospective, évaluation, statistiques »).

DARES

Les crédits affectés à la DARES couvrent :

- les coûts liés à la production des informations statistiques (données d'origine administrative, production et exploitation d'enquêtes (saisie, routage, impression des questionnaires, paiement des enquêteurs, exploitation des données...) ;
- les coûts des évaluations et recherches nationales commandées essentiellement à des prestataires et à des équipes de chercheurs ou d'universitaires.

Le programme de travail de la DARES est élaboré dans le cadre du comité des programmes du ministère et après consultation des partenaires sociaux. Un conseil scientifique de la mission Travail et Emploi, créé en 2006, garantit la qualité des travaux de recherche financés par la mission ainsi que leur intérêt pour le ministère et la sphère sociale. Le programme statistique est présenté au Conseil national de l'information statistique (CNIS).

La forte demande en matière d'évaluation a conduit à orienter davantage vers ce domaine les enquêtes et les travaux de recherche, tout en poursuivant les travaux engagés pour améliorer l'analyse conjoncturelle de l'emploi, du chômage et des salaires et mieux comprendre les évolutions du contexte économique et social.

	AE	CP
Opérations engagées juridiquement avant 2008	0	3,211 M€
Opérations engagées en 2008	6,903 M€	3,692 M€
Total	6,903 M€	6,903 M€

Le budget 2009 de la DARES permettra de couvrir :

- Les engagements juridiques antérieurs (3,211 M€ en CP) :

La couverture des engagements juridiques antérieurs (2005, 2006, 2007 et 2008) s'élève à 3,211 M€ en CP. Ce montant est significatif, en raison du volume important des engagements 2008, notamment en fin d'année : enquêtes sur les bénéficiaires des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, enquête jeunes diplômés, enquête SUMER (santé au travail).

- Les opérations juridiquement obligatoires (0,297 M€ en AE et CP)

Il s'agit des conventions de cession interministérielles (essentiellement l'INSEE) signées avant 2008 (Structure des salaires, Entrée dans la vie active, ...), le financement du GIS-CREAPT et la convention NOSTRA qui sont reconduits annuellement.

- Le maintien du socle statistique (3 M€ en AE et 1,723 M€ en CP)

Il s'agit des coûts (saisie, routage, impression de questionnaires, ...) liés au maintien du système statistique existant et permettant la production régulière de données statistiques conjoncturelles (marché du travail, suivi des bénéficiaires des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, Déclarations de Mouvements de Main d'œuvre (DMMO), Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés, élections professionnelles, intérim, formation des salariés, enquêtes ACEMO, ...).

En 2009, ce montant est en augmentation du fait de la centralisation de la saisie des DMMO et de la prise en compte de la demande gouvernementale relative au suivi des élections professionnelles (calcul de la représentativité syndicale).

- La réalisation du socle évaluation (2,47 M€ en AE et 1,05 M€ en CP)

Conformément à l'orientation prise en 2006 de renforcer la mission d'évaluation qui lui a été confiée, la DARES continuera en 2009 de développer des travaux d'enquêtes et de recherche tournés vers l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. A ce titre, des opérations seront lancées et réalisées en 2009 afin de poursuivre l'évaluation du dispositif visant à augmenter le volume des heures supplémentaires, d'enquêter sur l'insertion par l'activité économique, sur l'activité réduite, sur la dispense de recherche d'emploi, sur les contrats courts,.... Des études et recherche (prétraitements d'entreprise, emploi des seniors, exonérations ciblées) seront lancées. Par ailleurs, les enquêtes de type panel (bénéficiaires des politiques d'emploi, formation professionnelle) seront reconduites une deuxième année. Ces panels permettent d'analyser le devenir des personnes passées par des contrats aidés ou des dispositifs de formation professionnelle et les conditions de déroulement de leur passage en contrat, en comparaison à une population témoin. En lien avec l'ANPE, la DARES participera en 2009 à l'enquête « entrants » visant à évaluer les caractéristiques des demandeurs d'emploi.

- L'amélioration de la connaissance en matière de travail, d'emploi et de formation professionnelle (1,136 M€ en AE et 0,622 M€ en CP)

En réponse à la demande des partenaires de la DARES exprimée lors du comité des programmes, le programme de travail 2009 de la DARES comprend également des enquêtes, études et recherches visant à produire de la connaissance dans les domaines de compétence de la DARES : post-enquêtes SUMER, 2e vague de l'enquête SIP (santé et itinéraires professionnels), structuration des organisations patronales ...

DRTEFP

Au sein des DRTEFP les services « Études, prospective, évaluation, statistiques » (SEPES), apportent leurs compétences techniques d'expertise statistique, d'analyse socio-économique et d'évaluation.

Les crédits à déléguer en 2009 aux DRTEFP (1,254 M€ en AE et CP) ont pour finalité de financer, dans le cadre des orientations fixées par le comité technique régional et interdépartemental, les opérations statistiques, la réalisation d'études et d'évaluations sous-traitées dans les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. A ce titre, ces crédits visent à :

- réaliser les travaux permanents de collecte et de traitement des informations et assurer la qualité des remontées statistiques administratives ;
- contribuer à l'évaluation et l'analyse de la performance des BOP régionaux dans une logique d'aide au pilotage ;
- concourir à la mise en œuvre des politiques du ministère, particulièrement pour ce qui concerne les dispositifs en faveur des populations les plus éloignées de l'emploi, la veille, l'anticipation et le suivi des mutations économiques ou la santé-sécurité au travail ;
- appuyer l'action des services régionaux et départementaux par la production d'informations statistiques, de diagnostics, d'études et d'évaluations ;
- apporter un appui méthodologique et technique aux services des directions régionales et départementales ainsi qu'aux partenaires locaux (SGAR, directions régionales de l'INSEE, des affaires sanitaires et sociales, de l'équipement, de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, rectorat, ANPE, AFPA, ASSEDIC, URSSAF, observatoires des travailleurs handicapés, observatoires régionaux de la santé, observatoires régionaux emploi formation, AGEFIPH, conseils régionaux...).

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Subventions pour charges de service public	AE	CP
CEE	6,189 M€	6,189 M€
CEREQ	2,836 M€	2,836 M€
TOTAL	9,025 M€	9,025 M€

Il est prévu une subvention pour charges de service public au **Centre d'études de l'emploi (CEE)**, d'un montant de **6,189 M€**. Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « opérateurs » du projet annuel de performances.

Il est prévu une subvention pour charge de service public au **Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)**, d'un montant de **2,836 M€**. Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « opérateurs » du projet annuel de performances du programme « soutien de la politique de l'éducation nationale » de la mission Enseignement scolaire.

ACTION n° 07 : Fonds social européen - Assistance technique

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement			
Crédits de paiement			

EFFECTIFS

L'action 7 est une action qui permet d'accueillir et d'isoler des crédits européens au titre de l'assistance technique FSE. A ce titre, il n'y a pas de consommation d'effectif sur cette action.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	0	0	0
Crédits de paiement	0	0	0

JUSTIFICATION DES ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

L'action 7 est dotée en crédits par rattachement de fonds de concours en provenance du Fonds social européen (FSE), au titre de l'assistance technique, pour un montant estimé à 25,2 M€ en AE et en CP.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			25 318 000	25 318 000	24 925 350	24 925 350
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)						
Totaux			25 318 000	25 318 000	24 925 350	24 925 350

Ce programme finance le centre d'études de l'emploi (CEE), l'institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) et le centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (CEREQ).

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)		10 186	10 860
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)	2	2	4
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	197		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		200	196
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		172	171
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>		28	25

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Programme n° 155 OPÉRATEURS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS

EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
CEE - Centre d'étude de l'emploi	1	101			1	75	28	103	1	74	25	99
INTEFP - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	1	96			1	97		97	3	97		97
Totaux	2	197			2	172	28	200	4	171	25	196

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

EMPLOIS PRIS EN COMPTE DANS UN AUTRE PROGRAMME POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Information : Le tableau ci-dessous présente les emplois des opérateurs rattachés au présent programme et à un ou plusieurs autres programmes et dont les emplois sont comptabilisés dans l'un de ces autres programmes (programme chef de file) au titre du plafond d'emplois des opérateurs.

Intitulé de l'opérateur programme chef de file	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le présent programme 155	Rémunérés par les opérateurs (selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file)			Rémunérés par le présent programme 155	Rémunérés par les opérateurs (selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file)			Rémunérés par le présent programme 155	Rémunérés par les opérateurs (selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file)		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
CEREQ - Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications 214 Soutien de la politique de l'éducation nationale			169			144	20	164		143	4	147
Totaux			169			144	20	164		143	4	147

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

CEE - CENTRE D'ÉTUDE DE L'EMPLOI

Créé par le décret n°86-399 du 12 mars 1986, le CEE a vocation à conduire dans les domaines des politiques de l'emploi et du travail des travaux de recherche « permettant de développer l'ensemble des connaissances susceptibles d'éclairer l'action des pouvoirs publics et des acteurs économiques et sociaux » (art 2).

Le CEE développe des travaux sur trois axes transversaux :

- les trajectoires des individus et des familles en termes d'emploi et de protection sociale ;
- l'analyse des politiques publiques d'emploi et leur évaluation, en analysant notamment les conditions de mise en œuvre locale des politiques publiques et le lien avec le système de protection sociale ;
- le travail, les organisations et les politiques d'entreprise.

Le CEE apporte en outre à la mission un éclairage sur les travaux de recherche internationaux en participant à plusieurs programmes du PCRD (programme cadre de recherche et de développement). Il est l'établissement support du GIS CREAPT (centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail), avec lequel il entretient un partenariat scientifique étroit.

Le CEE a aussi une mission de valorisation et de diffusion des travaux de recherche sur ses domaines de compétence. Dans ce cadre, il mène une politique éditoriale orientée aussi bien vers le grand public que vers la communauté scientifique.

Enfin, il accueille et forme des jeunes chercheurs.

Nature des liens avec l'opérateur :

Le Centre d'études de l'emploi est placé sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'emploi et du travail et du ministère en charge de la recherche.

Un contrat de progrès avec l'État pour la période 2006-2009 a été signé en septembre 2006.

Dans ce cadre, trois objectifs ont été fixés à l'établissement :

Objectif 1 : Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international.

Objectif 2 : Assurer la notoriété des travaux et renforcer le degré de satisfaction de leurs utilisateurs.

Objectif 3 : Renforcer l'attractivité du CEE dans le monde de la recherche.

Description des principaux objectifs et indicateurs qui concourent à la réalisation des objectifs du programme :

Le CEE concourt plus particulièrement à la réalisation de la performance de deux des objectifs du programme.

Le premier est l'objectif « Accroître la qualité du pilotage du niveau régional et des opérateurs » : il s'est engagé dans le contrat de progrès à une gestion efficiente de ses moyens.

Le deuxième est l'objectif « Accroître le degré de satisfaction des utilisateurs des statistiques, études et évaluations ». Le CEE a mis en place des indicateurs enregistrant la diffusion de ses travaux à travers les citations dont ils faisaient l'objet dans la presse. Il mettra également en œuvre une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs (pouvoirs publics, partenaires sociaux, acteurs économiques, autres organismes d'études et de recherche).

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

Programme n° 155 OPÉRATEURS

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 06 : Études, statistiques, évaluation et recherche	6 266	6 266	6 468	6 468	6 189	6 189
Subventions pour charges de service public	6 266	6 266	6 468	6 468	6 189	6 189
Totaux	6 266	6 266	6 468	6 468	6 189	6 189

BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	6 139	6 045	Ressources de l'État	6 266	6 210
Fonctionnement	2 027	1 365	- subventions de l'État	6 266	6 210
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions	258	258
			Ressources propres et autres	1 690	948
Total des dépenses	8 166	7 410	Total des recettes	8 214	7 416
Résultat : bénéfice	48	6	Résultat : perte		
Total équilibre du CR	8 214	7 416	Total équilibre du CR	8 214	7 416

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	255	162
Investissements	89	162	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	89	162	Total des ressources	255	162
Apport au fonds de roulement	166		Prélèvement sur le fonds de roulement		

Ces tableaux sont complétés à partir du budget prévisionnel 2008 du CEE adopté lors du conseil d'administration du 19 octobre 2007.

DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Dépense de l'opérateur	6 045	1 365		162	7 572

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	101		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		103	99
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		75	74
<i>dont emplois hors plafond opérateurs</i>		28	25
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	2	2	2
<i>dont emplois rémunérés par l'État par le programme</i>	1	1	1
<i>dont emplois rémunérés par d'autres collectivités ou organismes</i>	1	1	1

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

CEREQ - CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS

La présentation détaillée du CEREQ est portée par le programme « Soutien de la politique de l'Education nationale » de la mission « Enseignement scolaire ».

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur **	169		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **		164	147
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		144	143
<i>dont emplois hors plafond opérateurs</i>		20	4

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

** Selon les informations fournies dans le PAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (214 Soutien de la politique de l'éducation nationale).

INTEFP - INSTITUT NATIONAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Par décret n°2005-1555 du 13 décembre 2005, l'INTEFP est devenu établissement public de l'Etat à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministre chargé du travail. Il assure la formation professionnelle initiale et continue des fonctionnaires des corps interministériels des inspecteurs et contrôleurs du travail.

Il pourvoit également à la formation professionnelle initiale et continue des fonctionnaires et agents publics de la mission.

Il assure la mise en œuvre d'actions de partenariats et de coopération – notamment internationales – avec d'autres collectivités publiques et privées dans son domaine de compétence.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 05 : Soutien	17 000	17 000	16 000	16 000	15 900	15 900
Subventions pour charges de service public	17 000	17 000	16 000	16 000	15 900	15 900
Totaux	17 000	17 000	16 000	16 000	15 900	15 900

BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	6 535	5 220	Ressources de l'État	15 500	15 500
Fonctionnement	10 350	10 390	- subventions de l'État	15 500	15 500
Intervention			- ressources fiscales		
			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	957	500
Total des dépenses	16 885	15 610	Total des recettes	16 457	16 000
Résultat : bénéfice		390	Résultat : perte	428	
Total équilibre du CR	16 885	16 000	Total équilibre du CR	16 885	16 000

Budget primitif 2008 de l'INTEFP ne tenant pas compte des DM intervenues en cours de gestion.

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement	428		Capacité d'autofinancement		990
Investissements	393	390	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations	1 500	
			Autres ressources		
Total des emplois	821	390	Total des ressources	1 500	990
Apport au fonds de roulement	679	600	Prélèvement sur le fonds de roulement		

Tableau complété à partir du budget prévisionnel 2008 de l'INTEFP ne tenant pas compte des DM intervenues en cours de gestion.

DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Dépenses de l'opérateur	5 220	10 390		390	16 000

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	96		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		97	97
<i>dont emplois sous plafond opérateurs</i>		97	97
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	5	5	5
<i>dont emplois rémunérés par l'État par le programme</i>	1	1	3
<i>dont emplois rémunérés par l'État par les autres programmes de rattachement</i>		2	
<i>dont emplois rémunérés par d'autres collectivités ou organismes</i>	4	2	2

* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

Les deux emplois rémunérés par l'État par un autre programme de rattachement en 2008 relèvent de l'inspection du travail (Agriculture et Transport). En cohérence avec la fusion des inspections en 2009, ces deux emplois sont désormais décomptés dans le plafond d'emplois du programme 155.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

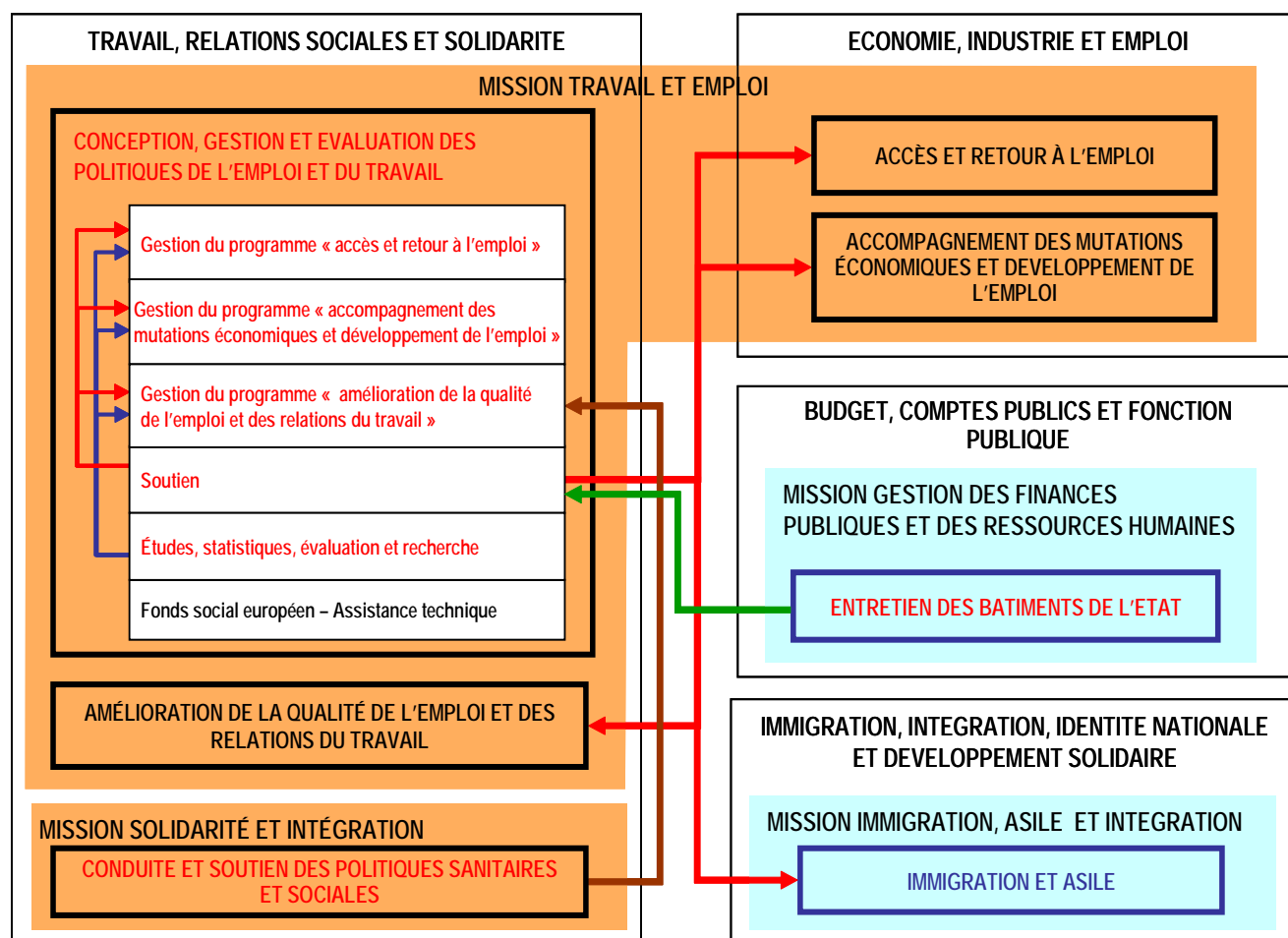
Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Gestion du programme « accès et retour à l'emploi »	107 163 656	+92 388 637	-199 552 292	+1	0
Gestion du programme « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »	83 386 070	+68 959 940	-152 346 010	0	0
Gestion du programme « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail »	245 111 678	+196 359 007	-441 470 685	0	0
Soutien	318 491 331	-319 335 378	+844 047	0	0
Études, statistiques, évaluation et recherche	38 372 207	-38 372 206		+1	0
Fonds social européen - Assistance technique	25 200 000			+25 200 000	+10 200 000
Totaux	817 724 942	0	-792 524 940	25 200 002	10 200 000

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	+792 524 940
Accès et retour à l'emploi (Mission « Travail et emploi »)	+194 219 654
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi (Mission « Travail et emploi »)	+153 781 628
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail (Mission « Travail et emploi »)	+445 558 518
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	-7 446 812
Immigration et asile (Mission « Immigration, asile et intégration »)	+7 255 999
Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-844 047

OBSERVATIONS

PRÉSENTATION DES MOYENS DE GESTION DE POLITIQUE

Le programme « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail » regroupe l'ensemble des moyens de personnel (10 860 équivalents temps plein travaillé), de fonctionnement, d'investissement, de statistiques et d'études, d'évaluation et de recherche de l'ensemble de la mission travail et emploi.

Ces moyens de soutien sont majoritairement composés de crédits de personnels (74%) et représentent une part relativement modeste des crédits de la mission (6.8%).

L'affectation de ces moyens à ce programme se justifie par la polyvalence des agents au sein des services déconcentrés, puisqu'un réseau unique (22 directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, 97 directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en métropole, 6 directions du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en outre-mer) met en œuvre les trois programmes de politique publique de cette mission.

Ces moyens sont répartis sur les six actions qui composent le programme :

Trois actions miroir de gestion de politique :

Ces actions correspondent aux moyens en personnels des programmes « Accès et retour à l'emploi », « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » et « Amélioration de la qualité de

l'emploi et des relations du travail » et constituent les miroirs des programmes du même nom. Elles retracent les moyens en personnels associés à ces programmes de politique publique.

Deux actions de soutien et d'appui aux programmes de politique publique :

- L'action « **soutien** », qui comprend les crédits des personnels exerçant des fonctions d'état major et de soutien, l'ensemble des crédits de fonctionnement, d'investissement permettant le fonctionnement des services de la mission (à l'exception des services d'administration centrale de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle), ainsi que la subvention pour charge de service public d'un opérateur, l'Institut du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les fonctions d'état major et de soutien correspondent d'une part, à des fonctions d'orientation et d'encadrement des politiques exercées par les ministres et les cabinets ministériels, et d'autre part, à des fonctions de direction (management, pilotage, organisation, contrôle de gestion, allocation des ressources, modernisation, dialogue social, coopération internationale). Les fonctions de soutien comprennent les fonctions transversales et mutualisées d'accueil du public et de gestion des moyens, à savoir la gestion du personnel, la formation, l'action sociale, la gestion financière, la gestion immobilière, la logistique, les systèmes d'information, la communication, les services juridiques.

- L'action « **études, statistiques, évaluation et recherche** » qui comporte l'ensemble des moyens mobilisés pour cette action : les crédits de personnels (y compris ceux relatifs aux agents de l'INSEE, qui font l'objet d'une délégation de gestion entre le ministère et l'institut), les dépenses de fonctionnement liées à l'action ainsi que les subventions pour charges de service public de deux opérateurs, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) et le Centre d'études de l'emploi (CEE).

L'action technique « **fonds social européen : assistance technique** » qui accueille la prévision de crédits d'assistance technique rattachés par voie de fonds de concours au titre du fonds social européen (FSE).

Modalités de rapprochement et de ventilation des crédits du programme dans les actions :

Les crédits de personnel sont ventilés sur les trois actions miroirs et les deux actions de soutien, *ex ante*, au prorata des effectifs que la mission « Travail et emploi » prévoit d'affecter à chacune, en respectant les priorités ministérielles de l'année 2009 (plan de développement et de modernisation de l'Inspection du travail et fusion des inspections du travail par exemple).

Afin de disposer d'une ventilation fine des dépenses au niveau des actions, une adaptation du système d'information des ressources humaines (Synergie RH) a été lancée. Elle permet de suivre l'affectation fonctionnelle des agents.

Les effectifs de l'ancienne action miroir du programme « Développement de l'emploi » ont été ventilés dans les actions miroirs des programmes « Accès et retour à l'emploi » et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » dans les mêmes proportions que la répartition entre actions de l'ancien programme « Développement de l'emploi ».

MODALITÉS DE RAPPROCHEMENT ET DE VENTILATION DES CRÉDITS

Modalités de ventilation des crédits de l'action « soutien » et de l'action « études, statistiques, évaluation et recherche » dans les actions miroirs

Les crédits des personnels associés aux deux actions de soutien (actions « soutien » et « études, statistiques, évaluation et recherche ») sont, dans un deuxième temps, intégralement ventilés dans les actions miroirs des programmes de politique, au prorata des effectifs constatés.

La même méthode est retenue pour les crédits de fonctionnement et d'investissement de la mission, car la grande majorité de ces crédits (plus de 80 %) - dont le montant est faible par rapport à ceux de la mission - sont rapportables aux effectifs.

La mission effectuera, dans le cadre du rapport annuel de performances, une ventilation *ex post* de la totalité des moyens de soutien sur les autres programmes en fonction de l'affectation fonctionnelle effective des agents.

Les crédits de l'assistance technique du Fonds social européen ne sont pas ventilés sur les actions miroirs. Ils concourent en effet aux objectifs des programmes « Fonds social européen » qui, en tant que programmes techniques, ne font pas l'objet d'une analyse des coûts.

Modalités de ventilation des crédits de pilotage, de soutien vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes que ceux de la mission

Le périmètre de l'analyse des coûts des actions du programme comprend :

- le déversement vers le programme « Immigration et Asile » (mission « Immigration, asile et intégration ») du coût de fonctionnement des services de la main-d'œuvre étrangère (SMOE)
- le déversement en provenance du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » (mission « Solidarité et intégration ») des crédits correspondant aux fonctions transversales des services, comme le Secrétariat général des ministères sociaux, l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et la Délégation aux affaires européennes et internationales (DAEI).
- le déversement en provenance du programme « Entretien des bâtiments de l'État » (mission « mission gestion des finances publiques et ressources humaines ») des crédits transférés en PLF 2009 à ce programme.

COMMENTAIRE DES RÉSULTATS OBTENUS

Le montant des crédits avant déversements du présent programme en 2009 présente une augmentation de 10% par rapport à ceux inscrits en LFI 2008. Cette évolution est due principalement au transfert des inspections du travail des transports et de l'agriculture vers le ministère du travail.

Le poids des crédits du programme consacrés au programme « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations de travail » progresse de 50% en 2008 à 54% en 2009.